

n°3.2026

le carré bleu

feuille internationale d'architecture



HABITER LA PAIX

fondateurs (en 1958)
Aulis Blomdstedt, Reima Pietllä, Keijo Petäjä,
Kyösti Alander, André Schimmerling *directeur de*
1958 à 2003

responsable de la revue et animateur
(de 1986 à 2006)
avec A.Schimmerling, Philippe Fouquey
directeur Massimo Pica Ciamarra

Cercle de Rédaction
Kaisa Broner-Bauer, Jorge Cruz Pinto, Giovanni
Di Leo, Pierre Lefèvre, Salvator-John Liotta,
Massimo Locci, Päivi Nikkanen-Kalt, Luigi
Prestinzenza Puglisi, Livio Sacchi, Sophie Brindel-
Beth, Bruno Vellut.

collaborateurs
Outre son important groupe en France,
Le Carré Bleu s'appuie sur un vaste réseau
d'amis, collaborateurs et correspondants dans
plusieurs pays, non seulement en Europe.

Grace à l'initiative de la Bibliothèque de la
« Cité du Patrimoine et de l'Architecture » à
Paris, sur le site www.lecarrebleu.eu " tous les
numéros du Carré Bleu depuis l'origine en
1958 sont disponibles gratuitement avec la
totalité des textes.

en collaboration avec
• Civilizzare l'Urbano ETS
• IN/Arch - Istituto Nazionale di Architettura - Roma
• Museum of Finnish Architecture - Helsinki
• Fondazione italiana per la Bioarchitettura e
l'Antropizzazione sostenibile dell'ambiente
• Fondation SUM (Etats-Unis du Monde)

archives iconographique, publicité
redaction@lecarrebleu.eu

traductions
par Adriana Villamena
révision des textes français F. Lapied

mise en page Francesco Damiani

édition
nouvelle Association des Amis du Carré Bleu,
loi de 1901 Président François Lapied
tous les droits réservés / Commission paritaire 593
« Le Carré Bleu, feuille internationale d'architecture »

HABITER LA PAIX À L'ÈRE DES CONFLITS

architecture, espace et responsabilité après la rupture

05	Vivre la paix <i>Alessio Dionigi Battistella</i> IAA International Academy of architecture <i>Lettre ouverte 09/11/2025</i>	
29	De la résistance au terrain d'entente : Gezi, le patrimoine et la création de l'espace public <i>Zeynep Arda, Giovanni Di Leo</i>	
41	Architecture et rupture : donner un sens a la responsabilite en temps de guerre et d'autoritarisme <i>Gruia Bădescu</i>	
53	Conflits, frontieres et reconstruction. reflexions sur une ligne qui separe et unit <i>Renzo Bassani,</i>	
71	L'architecture a l'ere des conflits <i>Marco Biraghi</i>	
83	« demain, nous commencerons a creer la ville ensemble ». la liberation, pas le salut. <i>Camillo Boano</i>	
95	Paradigmes pour une paix possible <i>Luca Bonifacio</i>	
107	Vivre l'urgence. Architecture, crise climatique et responsabilité à l'ère de l'accélération <i>Sandra D'Urzo,</i>	1
119	L'érotisme des conflits. pourquoi la réflexion ne suffit pas à mettre fin à la guerre <i>Maura Gancitano e Andrea Colamedici</i>	
129	Crise du droit international humanitaire : quel avenir ? <i>Silvia Gison</i>	
139	La reconstruction en situation de conflit <i>Gyöngyi Kovács</i>	
147	Vivre la paix au-delà du conflit <i>Alessandra Morelli</i>	
159	Ville et potentiel de transformation. conflits urbains entre revendications populaires et risques de dépolitisation <i>Carolina Pacchi</i>	
167	Ville fantôme <i>Raul Pantaleo</i>	
175	Espace de conflit, impossibilité, hospitalité. 10 thèses <i>Gabriele Pasqui</i>	
187	Investir dans la paix dans un monde instable <i>Filippo Ungaro, Portavoce UNHCR</i>	
197	La machine de guerre et le droit de dire « non » :pour une nouvelle objection de conscience <i>Virginia Veludo</i>	

Alessio Battistella architecte, titulaire d’un doctorat et professeur de conception technologique et environnementale de l’architecture à l’École polytechnique de Milan, où il mène également des activités de recherche. Il est par ailleurs président d’ARCò Architettura e Cooperazione, un cabinet au sein duquel il se consacre à la conception et à la recherche appliquée dans des contextes d’urgence humanitaire.

Zeynep Arda designer graphique et d’interaction, chercheuse en communication et stratège créative. Titulaire d’un doctorat en sciences de la communication, elle a collaboré avec des institutions et des marques internationales. Ses recherches portent sur l’art, l’identité, les migrations, la représentation visuelle et la culture numérique, alliant réflexion académique et pratique créative. @zads_creative

Gruia Bădescu chercheur au Zukunfts Kolleg de l’université de Constance. Titulaire d’un doctorat en architecture de l’université de Cambridge, il a auparavant été maître de conférences et chercheur associé à l’université d’Oxford. Ses recherches portent sur l’architecture après la guerre et la dictature, avec un accent particulier sur la reconstruction d’après-guerre et le travail de mémoire spatiale dans les Balkans et au Moyen-Orient. Il est co-éditeur de l’ouvrage *Synchronous Pasts: Transforming heritage in the former Yugoslavia* (2021) et achève actuellement un livre retraçant la relation entre la reconstruction architecturale et la gestion du passé au XXe siècle.

Renzo Bassani, Architecte, membre du Conseil national de direction d’IN/Arch. Directeur de la collection Seed, aux éditions Rubbettino. Membre du comité consultatif de Seed Actions for the future, il a collaboré à des programmes de recherche financés par le ministère de l’Éducation nationale et par le ministère de l’Université et de la recherche scientifique et technologique. Il a participé à des initiatives en Italie et à l’étranger en tant qu’enseignant et intervenant lors de séminaires internationaux.

Marco Biraghi professeur d’histoire de l’architecture à l’École AUIC de l’École polytechnique de Milan. Membre de l’Académie de San Luca de Rome et de l’Académie du Dessin de Florence. Parmi ses ouvrages : *Project of Crisis*. Manfredo Tafuri and Contemporary Architecture (MIT Press, 2013), Post Western Histories of Architecture (avec P. Guerrieri, Routledge, 2023), et – tous publiés chez Einaudi – Histoire de l’architecture contemporaine 1750-2023 (2 vol., 2008-23), L’architecte en tant qu’intellectuel (2019), Ce qui reste de l’architecture (2025).

Camillo Boano architecte et professeur de conception architecturale et urbaine à l’École polytechnique de Turin. Il a travaillé dans des contextes de guerre, de catastrophes et d’urbanisme informel dans les pays du Sud, s’intéressant aux pédagogies radicales et à l’aménagement collectif en Asie du Sud-Est, au Moyen-Orient et en Amérique latine. Avant de revenir à Turin, il a enseigné à l’Oxford Brookes University et à la Development Planning Unit de Londres. Il s’intéresse à la critique du projet et aux théories politiques de l’architecture.

Luca Bonifacio architecte, designer et chercheur, fort de plus de vingt-cinq ans d’expérience dans le secteur humanitaire et dans des contextes post-catastrophes. Il a travaillé en Afrique et en Asie du Sud-Est, en collaboration avec des organisations internationales, des institutions universitaires et des communautés locales sur des thèmes liés à l’habitat, à l’espace public et aux processus de reconstruction sociale. Il est le fondateur de Hope and Space, une plateforme de recherche et d’action qui explore le rôle du projet en tant qu’outil politique, culturel et éthique dans des contextes complexes. Il est le concepteur du système de construction H7Shelter (www.h7shelter.com) et mène des activités d’enseignement et de recherche au sein de diverses institutions universitaires, où il s’intéresse au design thinking, à l’architecture

Sandra D’Urzo, architecte et experte en reconstruction post-catastrophe, en réduction des risques et en résilience urbaine à la Croix-Rouge internationale (FICR), dont le siège est à Genève. Son travail se concentre sur l’amélioration des conditions de vie des populations les plus vulnérables, avec une attention particulière portée aux contextes urbains fragiles, aux risques climatiques et aux catastrophes naturelles.

Maura Gancitano e Andrea Colamedici philosophes et écrivains, sont les fondateurs de Tlon, à la fois école de philosophie, maison d’édition et librairie-théâtre. Ils ont écrit ensemble *Tu non sei Dio* (2016), *Lezioni di Meraviglia* (2017), La Società de la performance (2018), Liberati della brava bambina (HarperCollins, (2019), Prendila con Filosofia (HarperCollins, 2021), L’aube des nouveaux dieux (Mondadori, 2021), Ma chi me lo fa fare ? Comment le travail nous a trompés : la fin du charme (HarperCollins, 2023), Botanica della meraviglia. Cultiver l’émerveillement à la fin du monde (HarperCollins, 2025).

Silvia Gison experte en politiques des droits de l’homme, en droit humanitaire et en plaidoyer, elle travaille depuis 2015 chez Save the Children Italia, où elle occupe le poste de coordinatrice du plaidoyer humanitaire au sein de la Direction des affaires publiques et des relations institutionnelles. Elle a supervisé la rédaction de rapports, contribué à l’élaboration de stratégies de plaidoyer humanitaire pour certains pays et coordonné un groupe de travail international chargé des attaques contre les établissements scolaires en situation de conflit.

Gyöngyi Kovács Doyenne de la recherche à la Hanken School of Economics ; titulaire de la chaire Erkko en logistique humanitaire ; Institut de recherche en logistique humanitaire et chaîne d’approvisionnement ; gestion de la chaîne d’approvisionnement et responsabilité sociale, Hanken School of Economics, Helsinki.

Alessandra Morelli a mené ses 30 ans de carrière en tant que fonctionnaire du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Elle s’est formée professionnellement à la gestion des situations d’urgence dans des zones de conflit à haut risque, en dialoguant et en jouant un rôle de médiation auprès de divers gouvernements, de l’UE, de l’OTAN, d’ONG internationales et locales, d’organisations intergouvernementales, de la société civile et du monde universitaire. Depuis 1992, elle est intervenue directement sur le terrain dans le cadre de négociations, d’opérations humanitaires et de coordination, assurant la protection et l’assistance aux réfugiés,

Gabriele Pasqui enseigne les politiques urbaines à l’École polytechnique de Milan. Il a été directeur du département d’architecture et d’études urbaines de l’École polytechnique de Milan de 2013 à 2019. Il est président du comité scientifique d’Urban@it, centre national d’études sur les politiques urbaines. Il s’intéresse aux processus de gouvernance urbaine et aux dynamiques de transformation de la ville contemporaine. Parmi ses ouvrages récents: *Gli irregolari*, Franco Angeli, Milan 2022 ; *I filosofi e il progetto della città*, Mimesis, 2025.

Carolina Pacchi professeure de politiques urbaines au DASTU de l’École polytechnique de Milan, où elle enseigne la théorie de la planification et la résolution des conflits locaux. Elle a mené des recherches sur la transformation de la gouvernance urbaine dans les villes européennes, sur l’activisme civique urbain, les dynamiques politiques locales et les formes de ségrégation spatiale, et elle se consacre actuellement à des recherches sur les espaces urbains hybrides, physiques et numériques. Elle a participé à plusieurs projets de recherche financés par l’UE sur la gouvernance dans les politiques urbaines, environnementales et de développement local.

Raul Pantaleo architecte italien diplômé de l’IUAV de Venise, cofondateur de TAMassociati, un cabinet international spécialisé dans l’architecture durable et sociale. Professeur contractuel à l’Université de Trieste, il a collaboré avec Emergency sur de nombreux projets sanitaires dans des zones de guerre et de pauvreté en Afrique et au Moyen-Orient. En 2016, il a fait partie de l’équipe de commissaires du Pavillon italien lors de la 15e Exposition internationale d’architecture de la Biennale de Venise. Il a reçu d’importantes distinctions internationales et est membre d’organismes scientifiques et culturels.

Filippo Ungaro né en 1971, est diplômé en sciences politiques. De 1998 à 2000, il occupe le poste de chargé des relations publiques (responsable du service de presse pour l’Europe) au sein du constructeur automobile britannique Lotus Cars, en Angleterre. Après avoir occupé le poste de responsable de la communication chez Progetel, une start-up du secteur des télécommunications, il travaille de 2001 à 2023 pour Save the Children en tant que directeur de la communication. Le 1er novembre 2023, il prend ses fonctions de responsable de la communication et de porte-parole du HCR Italie, où il se consacre à la question des réfugiés.

Virginia Veludo connue sur les réseaux sociaux sous le nom de Rossa Perpendicolare, est titulaire de trois masters, militante, écrivaine, vulgarisatrice culturelle et chroniqueuse à la télévision. Forte d’une communauté de plus de 350 000 personnes, elle allie politique et culture. Elle aborde les thèmes de la justice sociale, des droits civils et de la lutte contre les dérives autoritaires, en remettant au centre les valeurs historiques de la gauche.

Che mondo stiamo costruendo e come vogliamo abitarlo?

Questo numero di *Le Carré Bleu* nasce da una domanda. O forse, da un disagio.

Dalla percezione che alcuni dei principi sui quali abbiamo costruito il nostro modo di pensare la convivenza dopo la Seconda guerra mondiale - *pace, diritto, responsabilità, cooperazione, democrazia* - stiano progressivamente perdendo consistenza. Non perché siano scomparsi dal nostro lessico, continuiamo a parlarne, ma sembrano sempre meno capaci di incidere sul reale.

Nel frattempo, il reale continua a cambiare. Quando questo numero è stato concepito, i dati dell'Uppsala Conflict Data Program segnalavano già un livello di conflittualità senza precedenti dalla fine della Seconda guerra mondiale. Nel 2025 UCDP ha registrato 65 conflitti armati che coinvolgevano almeno uno Stato, il numero più elevato dall'inizio della serie storica nel 1946 (FIGURA 1). Erano 31 nel 2010. In quindici anni sono dunque più che raddoppiati. Le vittime della violenza organizzata sono state circa 244.600 nel solo 2025, contro circa 187.000 nel 2024 [Uppsala Conflict Data Program, UCDP, 2026].

I numeri, tuttavia, raccontano soltanto una parte della storia. Dietro il numero dei conflitti c'è la trasformazione violenta dello spazio abitato: case abbandonate, quartieri distrutti, scuole e ospedali colpiti, infrastrutture interrotte, comunità disperse. Alla fine del 2025, secondo l'Internal Displacement Monitoring Centre, 82,2 milioni di persone vivevano in condizioni di sfollamento interno in 104 Paesi e territori, più del doppio rispetto a dieci anni prima. Di queste, 68,6 milioni erano sfollate a causa di conflitti e violenze (FIGURA 2). Nel solo 2025 sono stati registrati 32,3 milioni di nuovi spostamenti interni dovuti a conflitti e violenze (FIGURA 3) [Internal Displacement Monitoring Centre, *Global Report on Internal Displacement*, 2026].

What sort of world are we building, and how do we want to live in it?

This issue of *Le Carré Bleu* stems from a question. Or perhaps, from a sense of unease.

From the sense that some of the principles upon which we have built our way of thinking about coexistence since the Second World War - peace, justice, responsibility, cooperation, democracy - are gradually losing their substance. Not because they have disappeared from our vocabulary - we continue to talk about them - but because they seem increasingly incapable of making a difference in the real world.

Meanwhile, the real world continues to change. When this issue was conceived, data from the Uppsala Conflict Data Programme (UCDP) were already indicating a level of conflict unprecedented since the end of the Second World War. In 2025, the UCDP recorded 65 armed conflicts involving at least one state - the highest number since the time series began in 1946 (FIGURE 1). There were 31 in 2010. In fifteen years, therefore, the number has more than doubled. The number of victims of organised violence stood at around 244,600 in 2025 alone, compared with around 187,000 in 2024 [Uppsala Conflict Data Programme, UCDP, 2026].

The figures, however, tell only part of the story. Behind the number of conflicts lies the violent transformation of inhabited spaces: abandoned homes, destroyed neighbourhoods, schools and hospitals hit, disrupted infrastructure, and dispersed communities. By the end of 2025, according to the Internal Displacement Monitoring Centre, 82.2 million people were living as internally displaced persons across 104 countries and territories - more than double the figure from ten years earlier. Of these, 68.6 million were displaced as a result of conflict and violence (FIGURE 2). In 2025 alone, 32.3 million new cases of internal displacement due to conflict and violence were recorded (FIGURE 3) [Internal Displacement Monitoring Centre, *Global Report on Internal Displacement*, 2026].

Quel monde sommes-nous en train de construire et comment voulons-nous y vivre ?

Ce numéro de *Le Carré Bleu* est né d'une question. Ou peut-être d'un malaise. De l'impression que certains des principes sur lesquels nous avons fondé notre conception de la coexistence après la Seconde Guerre mondiale - *paix, droit, responsabilité, coopération, démocratie* - perdent progressivement de leur substance.

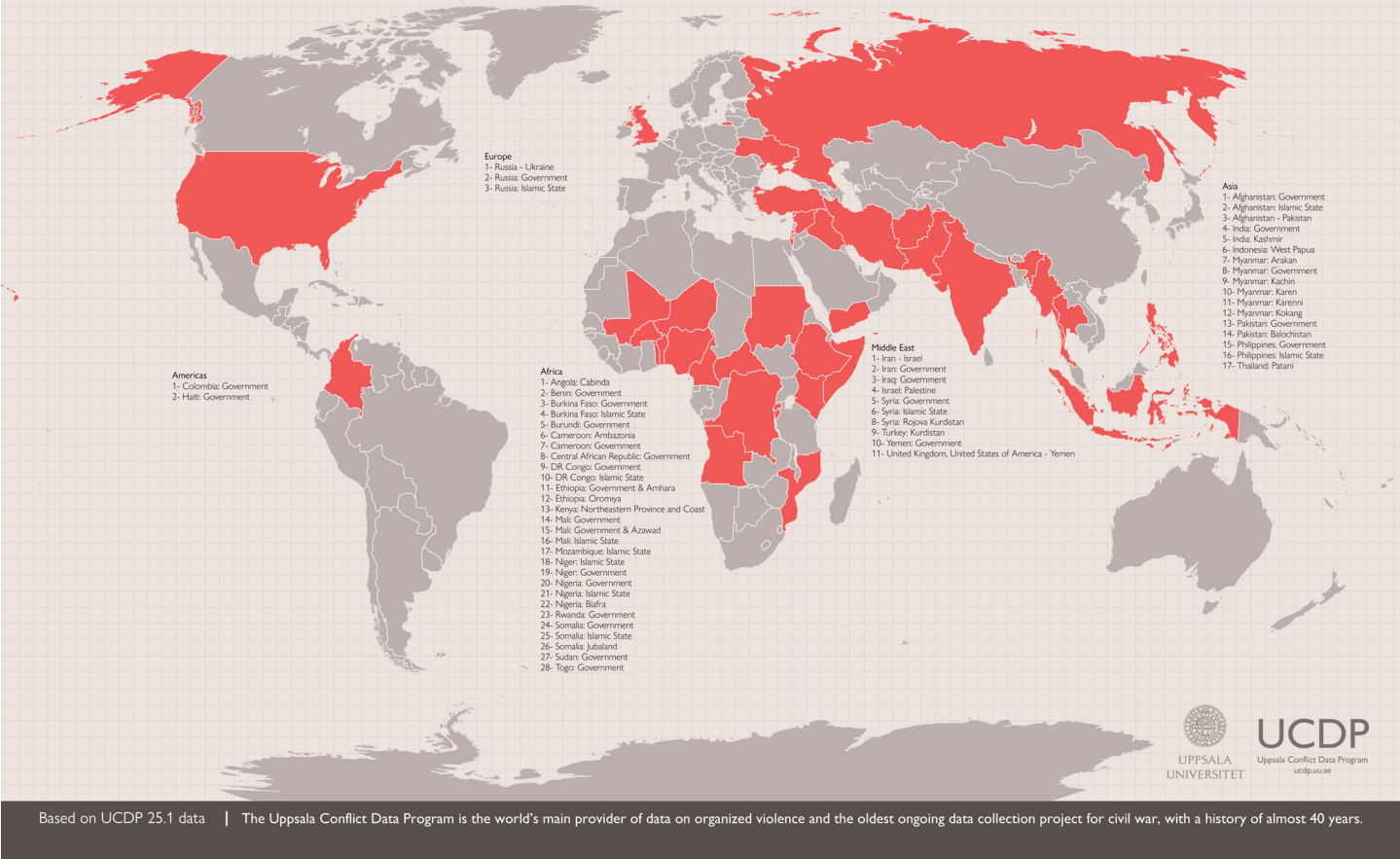
Non pas parce qu'ils ont disparu de notre vocabulaire - nous continuons d'en parler -, mais parce qu'ils semblent de moins en moins capables d'influencer la réalité. Pendant ce temps, la réalité continue d'évoluer.

Au moment où ce numéro a été conçu, les données de l'Uppsala Conflict Data Program (UCDP) indiquaient déjà un niveau de conflictualité sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En 2025, l'UCDP a recensé 65 conflits armés impliquant au moins un État, soit le nombre le plus élevé depuis le début de la série historique en 1946 (FIGURE 1). Elles étaient au nombre de 31 en 2010. En quinze ans, elles ont donc plus que doublé. Les victimes de la violence organisée se sont élevées à environ 244 600 pour la seule année 2025, contre environ 187 000 en 2024 [Uppsala Conflict Data Program, UCDP, 2026].

Les chiffres ne racontent toutefois qu'une partie de l'histoire. Derrière le nombre de conflits se cache la transformation violente de l'espace habité : des maisons abandonnées, des quartiers détruits, des écoles et des hôpitaux touchés, des infrastructures interrompues, des communautés dispersées. À la fin de l'année 2025, selon l'Internal Displacement Monitoring Centre, 82,2 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne dans 104 pays et territoires, soit plus du double par rapport à dix ans auparavant. Parmi elles, 68,6 millions avaient été déplacées en raison de conflits et de violences (FIGURE 2). Rien qu'en 2025, 32,3 millions de nouveaux déplacements internes dus à des conflits et à des violences ont été enregistrés (FIGURE 3) [Internal Displacement Monitoring Centre, *Global Report on Internal Displacement*, 2026].

Le coût économique permet également de comprendre la dimension structurelle de ce qui se passe. Le projet *Costs of War* de l'université Brown estime que les États-Unis ont engagé environ 8 000 milliards de dollars dans les guerres qui ont suivi le 11 septembre, en incluant les dépenses engagées et les obligations futures liées à l'aide aux anciens combattants (FIGURE 4).

Active State-Based Conflicts in 2024



▲ Conflits armés impliquant des États, en cours en 2024.

source : Uppsala Conflict Data Program (UCDP), UCDP Encyclopedia, Université d'Uppsala, 2025, ensemble de données UCDP 25.1

► Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans le monde, 2016–2025.

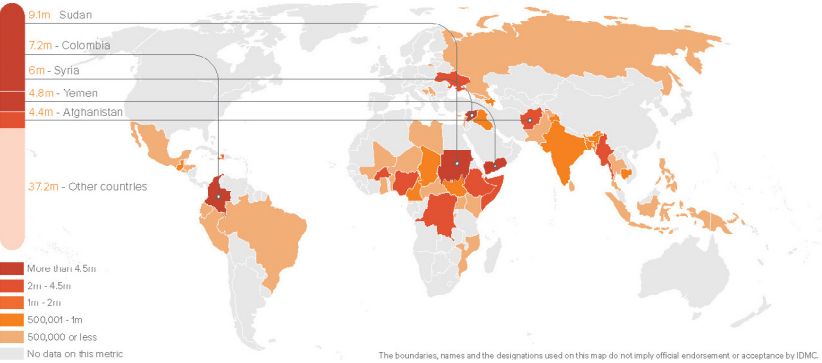
source : Centre de surveillance des déplacements internes (IDMC), Résumé – Rapport mondial sur les déplacements internes 2026, 2026, p. 6.

Internally displaced people (IDPs) at the end of 2025

82.2m



Displaced by conflict and violence



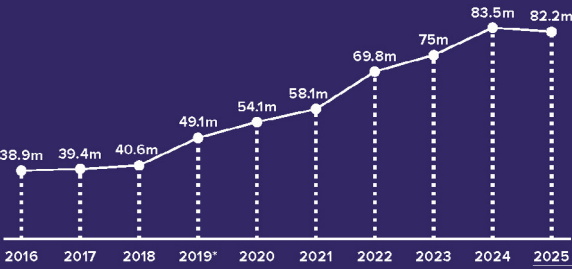
68.6 million

Internally displaced people as a result of conflict and violence in 54 countries and territories as of 31 December 2025

↓ 7%

Decrease in the number of people internally displaced by conflict and violence compared with 2024

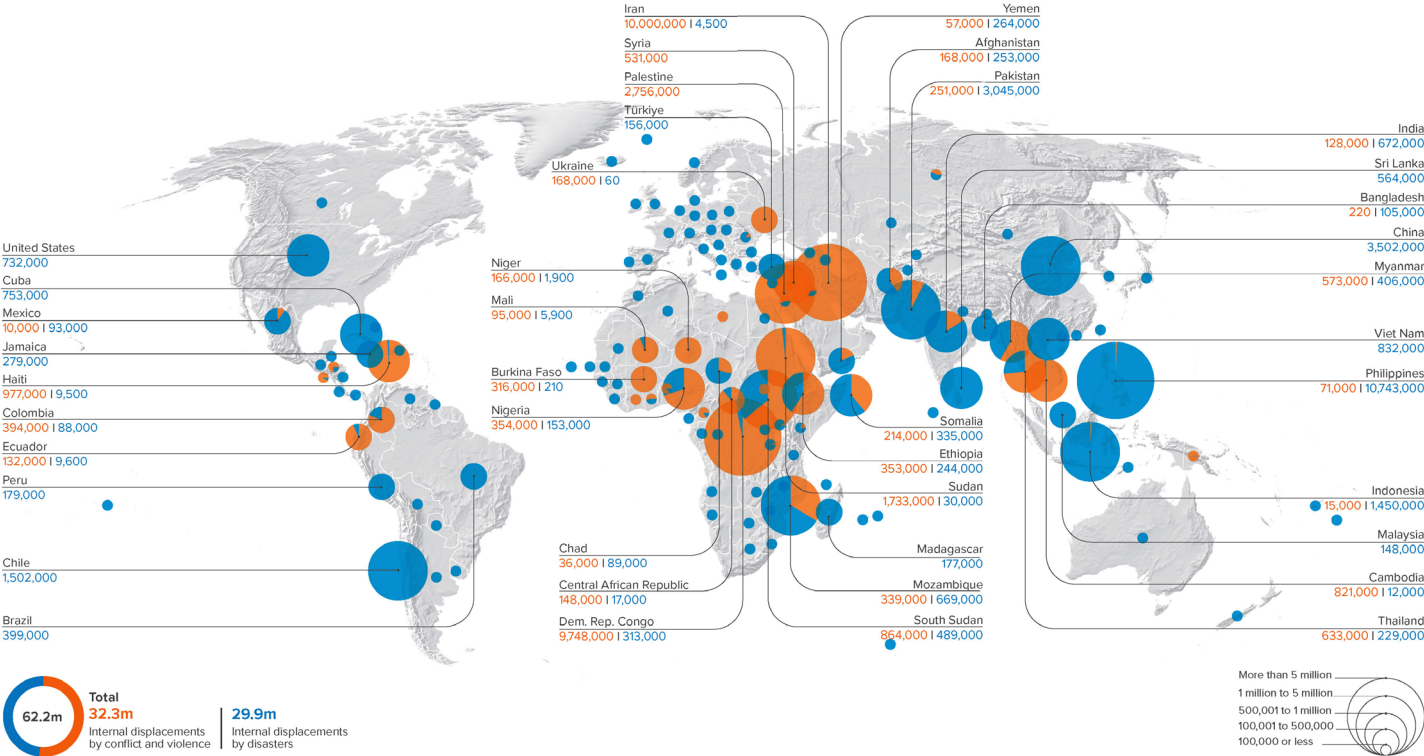
The number of IDPs declines for the first time in a decade



Total number of IDPs in millions
*First year disaster data is available

The number of people living in displacement fell for the first time since 2016, but remained near record level and far above the decadal average.

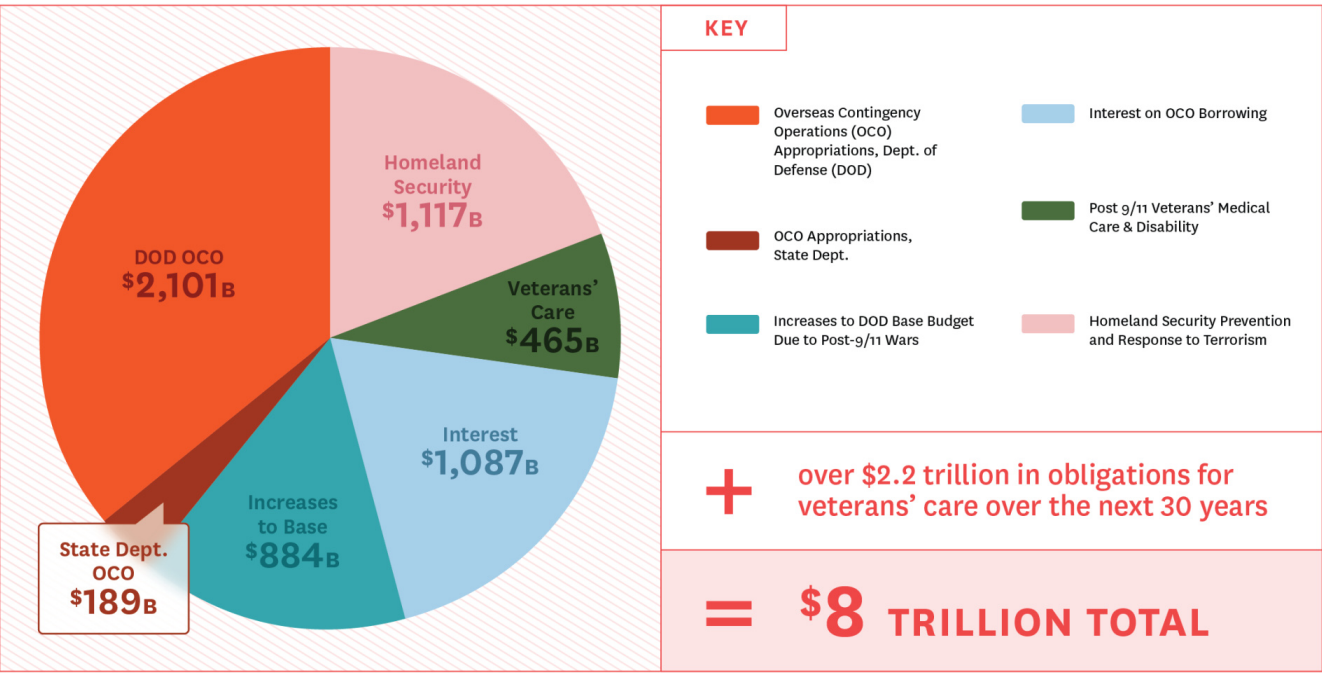
Internal displacements by conflict and disasters in 2025



The country, territory names and figures are shown only when the total internal displacements value exceeds 100,000. Due to rounding, some totals may not correspond with the sum of the separate figures.

The boundaries, names shown and designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by IDMC.

Estimate of U.S. Post-9/11 War Spending, in \$ Billions FY2001–FY2022



▲ Nouveaux déplacements internes causés par des conflits, des violences et des catastrophes en 2025.
source : Centre de surveillance des déplacements internes (IDMC), Résumé – Rapport mondial sur les déplacements internes 2026, 2026, p. 4.

▲ Estimation des dépenses fédérales américaines consacrées aux guerres post-11 septembre, exercices fiscaux 2001–2022 (en milliards de dollars).
source : Neta C. Crawford, « The U.S. Budgetary Costs of the Post-9/11 Wars », Costs of War Project, Brown University, 2021

Anche il costo economico aiuta a comprendere la dimensione strutturale di quanto sta accadendo. Il progetto *Costs of War* della Brown University stima che gli Stati Uniti abbiano impegnato circa 8.000 miliardi di dollari nelle guerre successive all'11 settembre, comprendendo le spese sostenute e gli obblighi futuri per l'assistenza ai veterani (FIGURA 4).

Ma il punto non è soltanto la dimensione della cifra. Ogni risorsa destinata alla guerra è potenzialmente sottratta a istruzione, sanità, infrastrutture, ambiente e politiche sociali. La guerra non è dunque soltanto distruzione, è anche un sistema economico, produttivo e tecnologico capace di creare le condizioni della propria permanenza [Brown University, Watson School of International and Public Affairs, *Costs of War*].

Letti insieme, questi dati suggeriscono qualcosa di più inquietante dell'esistenza di molte guerre: la progressiva normalizzazione della guerra.

A questa riflessione affidata alle parole si affianca, lungo tutto il numero, un secondo racconto, costruito attraverso le immagini. Ogni contributo è introdotto da una fotografia di Filippo Romano, scelta come interpretazione visiva dei temi affrontati. Le immagini non hanno una funzione illustrativa né intendono tradurre letteralmente i singoli testi; compongono piuttosto un racconto parallelo che attraversa la rivista, mettendo in relazione luoghi, persone, spazi, conflitti e forme dell'abitare. Un controcanto visivo che, pagina dopo pagina, interroga, attraverso la fotografia, le stesse questioni poste dagli autori e costruisce un ulteriore livello di lettura del numero.

È forse questo il primo denominatore comune delle riflessioni raccolte nel numero. Non emerge una posizione uniforme, né sarebbe stato auspicabile. Eppure, attraverso discipline, esperienze e linguaggi differenti, ritorna una medesima inquietudine: ciò che consideravamo eccezionale tende a trasformarsi in condizione ordinaria. La guerra entra nei bilanci, nella ricerca, nella tecnologia, nelle infrastrutture, nella logistica, nelle politiche migratorie, nelle città e, infine, nel nostro immaginario. Non è più soltanto qualcosa che accade su un fronte lontano.

The economic cost also helps to illustrate the structural scale of what is happening. Brown University's *Costs of War* project estimates that the United States has spent approximately 8,000 billion dollars on the wars following 11 September, including expenditure incurred and future liabilities for veterans' care (FIGURE 4).

But the point is not merely the size of the figure. Every resource allocated to war is potentially diverted away from education, healthcare, infrastructure, the environment and social policies. War is therefore not merely destruction; it is also an economic, productive and technological system capable of creating the conditions for its own perpetuation [Brown University, Watson School of International and Public Affairs, *Costs of War*].

Taken together, these figures suggest something even more disturbing than the mere existence of many wars: the gradual normalisation of war.

Alongside this reflection in words, a second narrative - constructed through images - runs throughout the issue. Each contribution is introduced by a photograph by Filippo Romano, chosen as a visual interpretation of the themes addressed. The images do not serve an illustrative purpose, nor do they intend to translate the individual texts literally; rather, they compose a parallel narrative that runs through the magazine, linking places, people, spaces, conflicts and ways of living. A visual counterpoint which, page after page, uses photography to explore the very same questions posed by the authors and constructs a further layer of interpretation for the issue.

This is perhaps the first common thread running through the reflections gathered in this issue. No uniform position emerges, nor would that have been desirable. Yet, across different disciplines, experiences and languages, the same unease recurs: what we once considered exceptional tends to become the norm. War enters our budgets, research, technology, infrastructure, logistics, migration policies, cities and, ultimately, our collective imagination. It is no longer merely something that happens on a distant front.

Mais l'enjeu ne réside pas seulement dans l'ampleur du chiffre. Chaque ressource consacrée à la guerre est potentiellement soustraite à l'éducation, à la santé, aux infrastructures, à l'environnement et aux politiques sociales. La guerre n'est donc pas seulement synonyme de destruction, c'est aussi un système économique, productif et technologique capable de créer les conditions de sa propre pérennité [Université Brown, Watson School of International and Public Affairs, *Costs of War*].

Lues conjointement, ces données suggèrent quelque chose de plus inquiétant que l'existence même de nombreuses guerres : la normalisation progressive de la guerre.

À cette réflexion exprimée par les mots s'ajoute, tout au long de ce numéro, un deuxième récit, construit à travers les images. Chaque contribution est introduite par une photographie de Filippo Romano, choisie comme interprétation visuelle des thèmes abordés. Les images n'ont pas de fonction illustrative et ne visent pas à traduire littéralement les textes individuels ; elles composent plutôt un récit parallèle qui traverse la revue, mettant en relation des lieux, des personnes, des espaces, des conflits et des modes d'habitation. Un contrepoint visuel qui, page après page, interroge, à travers la photographie, les mêmes questions posées par les auteurs et construit un niveau de lecture supplémentaire de ce numéro. C'est peut-être là le premier dénominateur commun des réflexions rassemblées dans ce numéro. Il n'en ressort pas une position uniforme, ce qui n'aurait d'ailleurs pas été souhaitable. Et pourtant, à travers des disciplines, des expériences et des langages différents, une même inquiétude revient : ce que nous considérons comme exceptionnel tend à devenir une condition ordinaire.

La guerre s'immisce dans les budgets, la recherche, la technologie, les infrastructures, la logistique, les politiques migratoires, les villes et, enfin, dans notre imaginaire. Ce n'est plus seulement quelque chose qui se passe sur un front lointain. C'est une machine complexe qui traverse la production, la finance, la recherche et les transports, rendant de plus en plus difficile de se situer simplement « en dehors » de la guerre (Veludo). Même la succession ininterrompue d'images de destruction engendre une certaine accoutumance. Les guerres, les persécutions et les migrations forcées se transforment en flux et en statistiques, tandis que la souffrance perd ses visages et ses lieux. Des phénomènes complexes sont ramenés à l'opposition entre « nous » et « eux », alors même que diminuent les ressources destinées à la coopération et à la protection des personnes contraintes à fuir (Ungaro ; D'Urzo).

È una macchina complessa che attraversa produzione, finanza, ricerca e trasporti, rendendo sempre più difficile collocarsi semplicemente “fuori” dalla guerra (Veludo). Anche la continuità delle immagini di distruzione produce assuefazione. Guerre, persecuzioni e migrazioni forzate si trasformano in flussi e statistiche, mentre la sofferenza perde volti e luoghi. Fenomeni complessi vengono ricondotti alla contrapposizione tra “noi” e “loro”, proprio mentre diminuiscono le risorse destinate alla cooperazione e alla protezione delle persone costrette alla fuga (Ungaro; D’Urzo).

È qui che una rivista di architettura è costretta a interrogarsi. Perché la guerra è sempre anche una questione di spazio. Lo spazio non è semplicemente il supporto fisico sul quale avvengono i conflitti; molto spesso ne costituisce la posta in gioco. Dividere, occupare, espellere, confinare, distruggere sono azioni politiche che coinvolgono lo spazio. Le città non sono soltanto vittime della guerra; possono diventare strumenti attraverso i quali il conflitto viene condotto, le identità cancellate, le popolazioni separate, le memorie riscritte (Pasqui; Pantaleo).

Ma proprio qui emerge una distinzione fondamentale: conflitto e guerra non sono sinonimi. Il conflitto appartiene alla società e alla democrazia. Attraverso il contrasto emergono domande, diventano visibili disuguaglianze e asimmetrie, vengono messi in discussione assetti consolidati. Nello spazio urbano il dissenso può generare identità, pratiche collettive e possibilità di trasformazione. Neutralizzare ogni conflitto in nome di un consenso apparente può significare eliminare proprio la capacità critica e trasformativa della società (Biraghi; Pacchi).

Il punto non è immaginare un mondo senza conflitti. È ricostruire la capacità politica, culturale e spaziale di abitare il conflitto senza convertirlo in guerra.

La pace, in questa prospettiva, non appare semplicemente come l’opposto del conflitto, ma come una particolare forma della sua elaborazione, quella nella quale la presenza dell’altro non richiede la sua eliminazione. Lo spazio pubblico assume allora un valore decisivo. Piazze, strade e parchi non sono soltanto vuoti tra gli edifici, ma infrastrutture democratiche nelle quali

It is a complex machine that permeates production, finance, research and transport, making it increasingly difficult to simply position oneself “outside” the war (Veludo). Even the constant stream of images of destruction breeds desensitisation. Wars, persecutions and forced migration are reduced to flows and statistics, whilst suffering loses its faces and places. Complex phenomena are reduced to the dichotomy between “us” and “them”, just as resources allocated to cooperation and the protection of those forced to flee are dwindling (Ungaro; D’Urzo).

It is here that an architecture journal is compelled to ask questions. For war is always, too, a matter of space. Space is not merely the physical setting in which conflicts take place; very often, it constitutes what is at stake. Dividing, occupying, expelling, confining and destroying are political actions that involve space. Cities are not merely victims of war; they can become instruments through which conflict is waged, identities erased, populations separated, and memories rewritten (Pasqui; Pantaleo).

Yet it is precisely here that a fundamental distinction emerges: conflict and war are not synonymous. Conflict is inherent to society and democracy. Through conflict, questions arise, inequalities and asymmetries become visible, and established orders are called into question. In urban space, dissent can generate identities, collective practices and possibilities for transformation. Neutralising all conflict in the name of an apparent consensus may mean eliminating society’s very capacity for critical reflection and transformation (Biraghi; Pacchi).

The point is not to imagine a world without conflict. It is to rebuild the political, cultural and spatial capacity to inhabit conflict without turning it into war.

From this perspective, peace does not simply appear as the opposite of conflict, but as a particular form of its resolution – one in which the presence of the other does not require their elimination. Public space thus takes on a decisive significance. Squares, streets and parks are not merely empty spaces between buildings, but democratic infrastructures in which differences, memories and

C’est là qu’un magazine d’architecture se voit contraint de s’interroger. Car la guerre est toujours aussi une question d’espace. L’espace n’est pas simplement le support physique sur lequel se déroulent les conflits ; très souvent, il en constitue l’enjeu. Diviser, occuper, expulser, confiner, détruire sont des actions politiques qui impliquent l’espace. Les villes ne sont pas seulement des victimes de la guerre ; elles peuvent devenir des instruments par lesquels le conflit est mené, les identités effacées, les populations séparées, les mémoires réécrites (Pasqui ; Pantaleo).

Mais c’est précisément là qu’apparaît une distinction fondamentale : conflit et guerre ne sont pas synonymes. Le conflit fait partie intégrante de la société et de la démocratie. C’est à travers la confrontation que surgissent des questions, que les inégalités et les asymétries deviennent visibles, que les structures établies sont remises en cause. Dans l’espace urbain, la dissidence peut générer des identités, des pratiques collectives et des possibilités de transformation. Neutraliser tout conflit au nom d’un consensus apparent peut signifier éliminer précisément la capacité critique et transformatrice de la société (Biraghi ; Pacchi).

Il ne s’agit pas d’imaginer un monde sans conflits. Il s’agit de reconstruire la capacité politique, culturelle et spatiale à vivre le conflit sans le transformer en guerre.

Dans cette perspective, la paix n’apparaît pas simplement comme le contraire du conflit, mais comme une forme particulière de son élaboration, celle dans laquelle la présence de l’autre n’implique pas son élimination. L’espace public revêt alors une importance décisive. Les places, les rues et les parcs ne sont pas seulement des vides entre les bâtiments, mais des infrastructures démocratiques au sein desquelles les différences, les mémoires et les identités peuvent se rencontrer et produire de nouvelles formes d’appartenance. La qualité de l’espace commun en dit long sur la qualité de la démocratie que nous sommes capables de construire (Arda ; Di Leo).

La question devient encore plus radicale lorsque cet espace commun a déjà été détruit. C’est là qu’intervient un deuxième thème qui traverse ce numéro : reconstruire ne signifie pas simplement reconstruire des bâtiments. La guerre détruit les maisons et les infrastructures, mais elle brise également les relations, les identités, les économies, les mémoires et la confiance. La reconstruction ne peut donc pas être envisagée comme une phase exclusivement technique succédant à la cessation des hostilités. Elle n’est jamais neutre. Elle peut recomposer une communauté ou consolider de nouvelles inégalités ; préserver la mémoire ou l’effacer ; redonner des capacités aux populations locales ou transformer des territoires dévastés en opportunités de spéculation.

differenze, memorie e identità possono incontrarsi e produrre nuove forme di appartenenza. La qualità dello spazio comune dice qualcosa della qualità della democrazia che siamo capaci di costruire (Arda; Di Leo).

La questione diviene ancora più radicale quando quello spazio comune è già stato distrutto. Qui entra in gioco un secondo tema che attraversa il numero: ricostruire non significa semplicemente ricostruire edifici.

La guerra distrugge case e infrastrutture, ma spezza anche relazioni, identità, economie, memorie e fiducia. La ricostruzione non può quindi essere pensata come una fase esclusivamente tecnica successiva alla cessazione delle ostilità. Non è mai neutrale. Può ricomporre una comunità oppure consolidare nuove disuguaglianze; conservare memoria oppure cancellarla; restituire capacità alle popolazioni locali oppure trasformare territori devastati in occasioni di speculazione. Ricostruire significa scegliere che cosa conservare, chi può tornare, chi decide e quale idea di futuro debba prendere forma. È più semplice ricostruire muri e infrastrutture che ricostruire fiducia, dignità e condizioni per tornare a vivere insieme (Bădescu; Bassani).

Anche le decisioni apparentemente più tecniche acquistano così una dimensione politica. Materiali, filiere produttive, approvvigionamenti, competenze e lavoro locale possono contribuire a ricostruire non soltanto edifici ma relazioni. Una filiera di fornitura costruita attraversando comunità precedentemente contrapposte può ristabilire dipendenze reciproche, comunicazione e coesione sociale, tenendo insieme risposta umanitaria, sviluppo e costruzione della pace (Kovács).

Di fronte alle rovine, anche un tetto che torna a proteggere, una scuola che riapre, uno spazio nel quale incontrarsi assumono un valore che supera la loro consistenza materiale. La banalità dell’abitare - dormire, studiare, incontrarsi, riconoscere il proprio quartiere - può diventare una forma di resistenza all’annientamento. Fare spazio alla vita significa affermare che un futuro è ancora possibile (Pantaleo; D’Urzo).

Questo numero, però, non concede all’architettura alcuna facile redenzione. L’architettura non è necessariamente buona, pacifica o terapeutica. Può essere strumento di

identities can come together and produce new forms of belonging. The quality of the common space says something about the quality of the democracy we are capable of building (Arda; Di Leo).

The issue becomes even more radical when that shared space has already been destroyed. This is where a second theme running through this issue comes into play: reconstruction does not simply mean rebuilding buildings.

War destroys homes and infrastructure, but it also shatters relationships, identities, economies, memories and trust. Reconstruction cannot therefore be conceived as a purely technical phase following the cessation of hostilities. It is never neutral. It can either reunite a community or entrench new inequalities; preserve memory or erase it; restore capacity to local populations or transform devastated territories into opportunities for speculation. Reconstruction means choosing what to preserve, who can return, who makes the decisions, and what vision of the future should take shape. It is easier to rebuild walls and infrastructure than to rebuild trust, dignity and the conditions for living together once more (Bădescu; Bassani).

Even the most seemingly technical decisions thus take on a political dimension. Materials, supply chains, procurement, skills and local labour can help to rebuild not only buildings but also relationships. A supply chain built by bridging previously divided communities can re-establish mutual dependencies, communication and social cohesion, bringing together humanitarian response, development and peacebuilding (Kovács).

Faced with ruins, even a roof that once again offers shelter, a school that reopens, or a space in which to meet take on a value that transcends their material substance. The banality of everyday life - sleeping, studying, meeting others, recognising one’s own neighbourhood - can become a form of resistance to annihilation. Making space for life means affirming that a future is still possible (Pantaleo; D’Urzo).

This issue, however, does not grant architecture any easy redemption. Architecture is not necessarily good, peaceful or therapeutic. It can be an instrument of

Reconstruire, c’est choisir ce qu’il faut conserver, qui peut revenir, qui décide et quelle idée d’avenir doit prendre forme. Il est plus simple de reconstruire des murs et des infrastructures que de reconstruire la confiance, la dignité et les conditions nécessaires pour recommencer à vivre ensemble (Bădescu ; Bassani).

Même les décisions apparemment les plus techniques acquièrent ainsi une dimension politique. Les matériaux, les filières de production, l’approvisionnement, les compétences et le travail local peuvent contribuer à reconstruire non seulement des bâtiments, mais aussi des relations. Une filière d’approvisionnement mise en place en traversant des communautés auparavant opposées peut rétablir des dépendances réciproques, la communication et la cohésion sociale, en conciliant réponse humanitaire, développement et consolidation de la paix (Kovács).

Face aux ruines, même un toit qui offre à nouveau un abri, une école qui rouvre ses portes, un espace où se retrouver acquièrent une valeur qui dépasse leur simple aspect matériel. La banalité du quotidien — dormir, étudier, se rencontrer, reconnaître son quartier — peut devenir une forme de résistance à l’anéantissement. Faire place à la vie, c’est affirmer qu’un avenir est encore possible (Pantaleo ; D’Urzo).¹⁵

Ce numéro, cependant, n’accorde à l’architecture aucune rédemption facile.

L’architecture n’est pas nécessairement bonne, pacifique ou thérapeutique. Elle peut être un instrument d’occupation, de ségrégation, de contrôle et de représentation du pouvoir. Elle peut participer à la violence autant qu’elle peut contribuer à sa réparation. Même la promesse de « reconstruire en mieux » peut se transformer en rhétorique permettant d’imposer des modèles économiques et spatiaux étrangers aux communautés et à leurs histoires (Boano ; Bădescu).

La responsabilité du projet commence donc par la reconnaissance de sa propre non-neutralité. Il ne s’agit pas d’attribuer à l’architecture la tâche impossible de sauver le monde. Il faut peut-être relativiser cette ambition, travailler au sein des contradictions, produire des espaces de possibilités, réduire les dégâts, rendre la vie quotidienne praticable même lorsqu’une solution semble impossible. Des interventions limitées et situées peuvent ouvrir des espaces d’interaction, de tolérance et d’hospitalité sans prétendre résoudre ce qui relève de dynamiques géopolitiques bien plus vastes (Boano ; Pasqui).

occupazione, segregazione, controllo e rappresentazione del potere. Può partecipare alla violenza tanto quanto contribuire alla sua riparazione. Anche la promessa di “ricostruire meglio” può trasformarsi nella retorica attraverso cui imporre modelli economici e spaziali estranei alle comunità e alle loro storie (Boano; Bădescu).

La responsabilità del progetto comincia allora dal riconoscimento della propria non neutralità. Non si tratta di attribuire all’architettura l’impossibile compito di salvare il mondo. Occorre forse ridimensionare questa ambizione, lavorare dentro le contraddizioni, produrre spazi di possibilità, ridurre il danno, rendere praticabile la vita quotidiana anche quando una soluzione sembra impossibile. Interventi limitati e situati possono aprire spazi di interazione, tolleranza e ospitalità senza pretendere di risolvere ciò che dipende da dinamiche geopolitiche molto più ampie (Boano; Pasqui).

Una tensione analoga attraversa la questione del diritto. Il diritto internazionale e il diritto umanitario sono tra le principali costruzioni istituzionali attraverso cui il Novecento ha cercato di porre un limite alla forza. Eppure assistiamo al paradosso di norme sempre più conosciute e contemporaneamente violate, mentre scuole, ospedali, luoghi di culto e popolazioni civili diventano parte del campo di battaglia. La crisi del multilateralismo rende ancora più evidente la difficoltà delle istituzioni nate nel dopoguerra di incidere sulle forme contemporanee della violenza (Gison; Ungaro).

Questa crisi non dovrebbe però condurre al loro abbandono. È possibile riconoscere i limiti del diritto internazionale, le sue origini storiche e i rapporti di potere che lo attraversano e, nello stesso tempo, difenderne la necessità. Perché non è nell’assenza di regole che il più debole trova maggiore libertà. Senza diritto rimane, prima di tutto, la forza (Pasqui; Gison).

È qui che la pace smette di apparire come una dichiarazione di intenti e diventa una scelta strutturale. Richiede di interrogare i paradigmi attraverso cui organizziamo potere, identità, economia, crescita e rapporto con il pianeta. Richiede di pensare lo spazio non soltanto come bene da possedere o asset da valorizzare,

occupation, segregation, control and the representation of power. It can participate in violence just as much as it can contribute to its repair. Even the promise to ‘build back better’ can become the rhetoric through which economic and spatial models alien to communities and their histories are imposed (Boano; Bădescu).

The responsibility of the project therefore begins with the recognition of its own lack of neutrality. It is not a question of assigning architecture the impossible task of saving the world. Perhaps we need to scale back this ambition, work within the contradictions, create spaces of possibility, minimise harm, and make everyday life manageable even when a solution seems impossible. Limited and site-specific interventions can open up spaces for interaction, tolerance and hospitality without claiming to resolve issues that depend on much broader geopolitical dynamics (Boano; Pasqui).

A similar tension runs through the question of law. International law and humanitarian law are among the principal institutional constructs through which the twentieth century sought to place limits on the use of force. Yet we are witnessing the paradox of norms that are increasingly well-known and, at the same time, increasingly violated, whilst schools, hospitals, places of worship and civilian populations become part of the battlefield. The crisis of multilateralism makes it even more evident how difficult it is for post-war institutions to have an impact on contemporary forms of violence (Gison; Ungaro).

This crisis should not, however, lead to their abandonment. It is possible to recognise the limits of international law, its historical origins and the power relations that underpin it, whilst at the same time defending its necessity. For it is not in the absence of rules that the weakest find greater freedom. Without law, force remains, first and foremost (Pasqui; Gison).

It is here that peace ceases to appear as a mere declaration of intent and becomes a structural choice. It requires us to question the paradigms through which we organise power, identity, the economy, growth and our relationship with the planet. It requires us to conceive of space not merely as a commodity to be possessed or an

Une tension analogue traverse la question du droit. Le droit international et le droit humanitaire comptent parmi les principales constructions institutionnelles par lesquelles le XXe siècle a cherché à fixer une limite à la force. Pourtant, nous assistons au paradoxe de normes de plus en plus connues et, en même temps, violées, tandis que les écoles, les hôpitaux, les lieux de culte et les populations civiles sont intégrés au champ de bataille. La crise du multilatéralisme rend encore plus évidente la difficulté qu’ont les institutions nées après la guerre à agir sur les formes contemporaines de violence (Gison ; Ungaro).

Cette crise ne devrait toutefois pas conduire à leur abandon. Il est possible de reconnaître les limites du droit international, ses origines historiques et les rapports de pouvoir qui le traversent, tout en défendant sa nécessité. Car ce n’est pas dans l’absence de règles que le plus faible trouve une plus grande liberté. Sans droit, il ne reste, avant tout, que la force (Pasqui ; Gison).

C’est là que la paix cesse d’apparaître comme une déclaration d’intention et devient un choix structurel. Cela exige de remettre en question les paradigmes à travers lesquels nous organisons le pouvoir, l’identité, l’économie, la croissance et notre rapport à la planète. Cela exige de concevoir l’espace non seulement comme un bien à posséder ou un actif à valoriser, mais comme une infrastructure de relations. Habiter, dans cette perspective, ne signifie pas occuper un espace, mais construire les conditions de la coexistence (Bonifacio ; Morelli).

Aucune transformation ne semble toutefois possible sans remettre également en question la fascination que la guerre continue d’exercer. La guerre ne survit pas seulement parce que quelqu’un l’impose. Elle engendre un sentiment d’appartenance, une intensité ; elle simplifie la complexité en séparant les amis des ennemis et transforme l’incertitude en un récit apparemment clair. Reconnaître cette dimension ne signifie pas la justifier, mais comprendre pourquoi les déclarations de principe et les appels à la raison ne suffisent pas à empêcher son retour (Gancitano ; Colamedici).

Et c’est là que revient la question initiale posée aux auteurs de ce numéro : quel est aujourd’hui le rôle de la pensée critique ?

Non pas celui de s’imaginer en dehors du monde qu’elle observe, ni celui de produire une énième déclaration morale à partir de laquelle se sentir absous. Mais plutôt celui de remettre en question ce que nous apprenons à considérer comme normal.

ma come infrastruttura di relazioni. Abitare, in questa prospettiva, non significa occupare uno spazio, ma costruire le condizioni della coesistenza (Bonifacio; Morelli).

Nessuna trasformazione sembra però possibile senza interrogare anche la fascinazione che la guerra continua a esercitare. La guerra non sopravvive soltanto perché qualcuno la impone. Produce appartenenza, intensità; semplifica la complessità separando amici e nemici e trasforma l'incertezza in una narrazione apparentemente chiara. Riconoscere questa dimensione non significa giustificarla, ma comprendere perché dichiarazioni di principio e richiami razionali non siano sufficienti a impedirne il ritorno (Gancitano; Colamedici).

Ed è qui che ritorna la domanda iniziale rivolta agli autori di questo numero: qual è oggi il ruolo del pensiero critico?

Non quello di immaginarsi esterno al mondo che osserva, né quello di produrre un'ennesima dichiarazione morale dalla quale sentirsi assolti. Semmai quello di rendere nuovamente problematico ciò che stiamo imparando a considerare normale.

Rendere problematico che la guerra torni a essere uno strumento accettabile della politica; che le vittime diventino numeri e gli sfollati flussi; che il diritto venga invocato selettivamente; che l'emergenza umanitaria diventi permanente; che la ricostruzione venga immaginata, mentre ancora si distrugge, come futura opportunità economica; che università, tecnologie e professioni entrino negli apparati della guerra senza interrogare la propria responsabilità; che i confini tornino a essere soltanto muri; che lo spazio pubblico perda la capacità di ospitare il dissenso; che l'altro diventi progressivamente qualcosa di separabile e sacrificabile.

I contributi raccolti in questo numero non consegnano una risposta univoca. Restituiscono piuttosto un lessico della responsabilità: cura, giustizia, memoria, ospitalità, dissenso, solidarietà, limite, partecipazione, obiezione, ricostruzione, liberazione.

Sono parole fragili. Nessuna ferma una bomba.

Ma anche le guerre, prima di diventare bombe, hanno bisogno di parole, immagini, economie, tecnologie, spazi e istituzioni che le rendano pensabili e, infine, accettabili.

asset to be exploited, but as an infrastructure of relationships. From this perspective, 'inhabiting' does not mean occupying a space, but rather creating the conditions for coexistence (Bonifacio; Morelli).

However, no transformation seems possible without also questioning the fascination that war continues to exert. War does not survive merely because someone imposes it. It fosters a sense of belonging and intensity; it simplifies complexity by separating friends from enemies and transforms uncertainty into an apparently clear narrative. Recognising this dimension does not mean justifying it, but understanding why declarations of principle and rational appeals are not sufficient to prevent its return (Gancitano; Colamedici).

And this is where the initial question posed to the contributors to this issue returns: what is the role of critical thinking today?

Not to imagine itself as external to the world it observes, nor to produce yet another moral declaration from which to feel absolved. If anything, it is to once again challenge what we are learning to regard as normal.

To challenge the idea that war is once again becoming an acceptable instrument of politics; that victims become mere numbers and displaced people mere flows; that the law is invoked selectively; that the humanitarian emergency becomes permanent; that reconstruction is envisaged, whilst destruction is still taking place, as a future economic opportunity; that universities, technologies and professions are incorporated into the machinery of war without questioning their own responsibility; that borders once again become nothing but walls; that public space loses its capacity to accommodate dissent; that the 'other' gradually becomes something separable and expendable.

The contributions gathered in this issue do not provide a single, definitive answer. Rather, they offer a lexicon of responsibility: care, justice, memory, hospitality, dissent, solidarity, limits, participation, objection, reconstruction, liberation.

These are fragile words. None of them can stop a bomb.

But even wars, before they become bombs, require words, images, economies, technologies, spaces and

Remettre en question le fait que la guerre redevienne un instrument acceptable de la politique ; que les victimes deviennent des chiffres et les personnes déplacées des flux ; que le droit soit invoqué de manière sélective ; que l'urgence humanitaire devienne permanente ; que la reconstruction soit envisagée, alors même que l'on continue à détruire, comme une future opportunité économique ; que les universités, technologies et les professions s'intègrent dans les appareils de guerre sans s'interroger sur leur propre responsabilité ; que les frontières redeviennent de simples murs ; que l'espace public perde sa capacité à accueillir la dissidence ; que l'autre devienne progressivement quelque chose de séparable et de sacrificable.

Les contributions rassemblées dans ce numéro n'apportent pas de réponse univoque. Elles proposent plutôt un lexique de la responsabilité : soin, justice, mémoire, hospitalité, dissidence, solidarité, limite, participation, objection, reconstruction, libération.

Ce sont des mots fragiles. Aucun d'entre eux n'arrête une bombe.

Mais les guerres elles-mêmes, avant de devenir des bombes, ont besoin de mots, d'images, d'économies, de technologies, d'espaces et d'institutions qui les rendent pensables et, finalement, acceptables. Peut-être que la mission de la culture commence précisément là : contrer la construction culturelle de l'inévitabilité.

L'architecture revêt alors une signification particulière, car elle ne se contente pas de parler du monde, mais contribue matériellement à le construire. Elle peut séparer ou relier, expulser ou accueillir, effacer ou préserver la mémoire, représenter le pouvoir ou rendre possible une communauté. Elle ne peut pas promettre la paix et ne peut pas se déclarer innocente. Elle peut toutefois interroger sans cesse sa propre responsabilité.

Peut-être que la question n'est donc pas de concevoir un monde enfin exempt de conflits. Il s'agit de concevoir - politiquement, culturellement, juridiquement et spatialement - un monde capable de supporter le conflit sans avoir besoin de détruire l'autre.

Un monde dans lequel la frontière puisse encore devenir un seuil, la ruine une mémoire sans être une condamnation, la reconstruction une réparation et non une conquête, l'espace public un lieu de dissidence, le droit une limite imposée à la force, l'hospitalité un principe de l'habiter.

Forse il compito della cultura comincia esattamente qui: contrastare la costruzione culturale dell'inevitabilità.

L'architettura assume allora un significato particolare perché non parla soltanto del mondo, ma contribuisce materialmente a costruirlo. Può separare o mettere in relazione, espellere o accogliere, cancellare o conservare memoria, rappresentare il potere o rendere possibile una comunità. Non può promettere la pace e non può dichiararsi innocente. Può però interrogare continuamente la propria responsabilità.

Forse la questione non è dunque progettare un mondo finalmente privo di conflitti. È progettare - politicamente, culturalmente, giuridicamente e spazialmente - un mondo capace di sostenere il conflitto senza aver bisogno di distruggere l'altro.

Un mondo nel quale il confine possa ancora diventare soglia, la rovina memoria senza essere condanna, la ricostruzione riparazione e non conquista, lo spazio pubblico luogo del dissenso, il diritto limite posto alla forza, l'ospitalità principio dell'abitare.

In questa stessa direzione si colloca la Lettera aperta dell'International Academy of Architecture (IAA), che abbiamo scelto di richiamare a conclusione di questo numero. Di fronte alla distruzione non soltanto delle vite, ma delle tracce materiali attraverso cui culture e comunità costruiscono nel tempo la propria identità, la Lettera riconduce l'architettura a un principio tanto elementare quanto radicale: il rispetto. Rispetto per la vita e per la comunità, per le differenze, per la natura e i luoghi, per la memoria e la cultura materiale, per la pace e, infine, per coloro che abiteranno il pianeta dopo di noi.

È un richiamo che restituisce all'architettura una dimensione insieme professionale e civile. Costruire significa inevitabilmente prendere posizione sul modo in cui immaginiamo possibile la convivenza.

La pace, da questo punto di vista, non è semplicemente ciò che viene dopo la guerra. È il lavoro, sempre incompiuto, attraverso il quale impariamo a vivere insieme prima che il conflitto diventi guerra.

È forse questo il mondo che dovremmo tornare a costruire. E, soprattutto, quello che dovremmo ancora imparare ad abitare.

institutions that make them conceivable and, ultimately, acceptable. Perhaps the task of culture begins precisely here: to counter the cultural construction of inevitability.

Architecture thus takes on a particular significance because it does not merely speak of the world, but contributes materially to its construction. It can separate or connect, expel or welcome, erase or preserve memory, represent power or make a community possible. It cannot promise peace, nor can it claim innocence. It can, however, continually question its own responsibility.

Perhaps the issue, then, is not to design a world finally free of conflict. It is to design - politically, culturally, legally and spatially - a world capable of sustaining conflict without needing to destroy the other.

A world in which the border can still become a threshold, ruin a form of memory without being a condemnation, reconstruction an act of repair rather than conquest, public space a place of dissent, the law a limit placed upon force, and hospitality the principle of dwelling.

The Open Letter from the International Academy of Architecture (IAA), which we have chosen to include at the end of this issue, is aligned with this very approach. Faced with the destruction not only of lives, but also of the material traces through which cultures and communities build their identity over time, the Letter brings architecture back to a principle as fundamental as it is radical: respect. Respect for life and for the community, for differences, for nature and places, for memory and material culture, for peace and, finally, for those who will inhabit the planet after us.

It is a call that restores to architecture a dimension that is both professional and civic. Building inevitably means taking a stand on the way in which we imagine coexistence to be possible.

Peace, from this perspective, is not simply what comes after war. It is the work – always unfinished – through which we learn to live together before conflict escalates into war.

Perhaps this is the world we ought to return to building. And, above all, the one we still need to learn to inhabit.

C'est dans cette même direction que s'inscrit la Lettre ouverte de l'Académie internationale d'architecture (IAA), que nous avons choisi de rappeler en conclusion de ce numéro. Face à la destruction non seulement de vies, mais aussi des traces matérielles à travers lesquelles les cultures et les communautés construisent leur identité au fil du temps, cette Lettre ramène l'architecture à un principe aussi élémentaire que radical : le respect. Le respect de la vie et de la communauté, des différences, de la nature et des lieux, de la mémoire et de la culture matérielle, de la paix et, enfin, de ceux qui habiteront la planète après nous. C'est un appel qui redonne à l'architecture une dimension à la fois professionnelle et civique. Construire signifie inévitablement prendre position sur la manière dont nous imaginons possible la coexistence.

La paix, de ce point de vue, n'est pas simplement ce qui vient après la guerre.

C'est le travail, toujours inachevé, à travers lequel nous apprenons à vivre ensemble avant que le conflit ne se transforme en guerre.

C'est peut-être ce monde-là que nous devrions recommencer à construire.

Et, surtout, celui que nous devrions encore apprendre à habiter.

Nous tenons à remercier tout particulièrement Filippo Romano pour la disponibilité et la générosité avec lesquelles il a accepté l'invitation à interpréter, à travers ses images, les thèmes de ce numéro, en mettant son travail à disposition pour construire un récit visuel parallèle aux essais.

Son regard, particulièrement tourné vers les thèmes de l'architecture et de la ville, s'est affiné après sa formation à l'International Center of Photography (ICP) de New York et s'est développé au fil des ans grâce à ses recherches photographiques, à son enseignement dans les masters de photographie de la NABA à Milan et de l'IUAV à Venise, ainsi qu'à ses collaborations avec des magazines tels que Domus, Abitare et Casabella.

Un parcours qui l'a conduit à exposer à la Biennale d'Architecture de Venise en 2010, 2014 et 2021, puis, en 2025, au MAXXI de Rome dans le cadre de l'exposition « *Stadi. Architettura e Mito* », et qui se traduit dans ces pages par une nouvelle manière d'interroger, à travers la photographie, les espaces, les tensions et les formes de l'habitat contemporain.

L'Assemblée générale de l'IAA, réunie à Rome le 9 septembre 2025, au nom des valeurs universelles de l'architecture qui, en 1987, ont inspiré les plus grands architectes de la planète à fonder notre Académie, **exprime sa profonde condamnation** du mépris total des valeurs humaines et de la coexistence respectueuse et pacifique entre les différentes cultures et traditions, trait barbare des conflits qui font rage dans diverses régions du monde.

Tout semble radicalisé dans son inhumanité : **les « autres » deviennent l'ennemi**, et il ne suffit plus de les vaincre, il faut les anéantir, dans le but, si possible, d'effacer toute trace physique de leur présence dans l'histoire.

Leurs traditions et leur identité, construites lentement au fil des millénaires, doivent être effacées, alors même qu'elles représentent, pour nous tous, amis ou ennemis, **un patrimoine inaliénable de la mémoire**, sans lequel notre propre histoire et notre avenir perdent tout sens.

Aujourd'hui, nous entendons à nouveau parler de **nettoyage ethnique** et nous voyons se profiler la perspective de **déportations massives**, comme ce fut le cas lors des périodes les plus sombres de l'histoire de l'humanité.

Dans ce contexte dramatique, l'architecture, qui est peut-être l'expression la plus concrète et la plus visible de la diversité des traditions culturelles, doit être rasée, devenant, après la dévastation humaine infligée barbarement aux populations, la victime privilégiée de cette logique destructrice.

En tant qu'êtres humains et en tant qu'architectes, nous ressentons toute l'horreur des dommages irréparables qui sont en train de se produire, et nous nous sentons tenus de vous lancer un appel, devant le monde entier, pour réaffirmer les valeurs de coexistence pacifique, de dialogue et de compréhension mutuelle, fondées sur le respect des différences culturelles, ethniques et religieuses.

Nous croyons qu'il est du devoir de chaque être humain de préserver les droits d'autrui, ainsi que de défendre et de promouvoir les valeurs de sa propre diversité et de sa propre culture.

Préserver nos différences représente la seule voie viable pour garantir à tous un avenir plus riche en potentiel et en sens.

En tant qu'architectes, nous avons le devoir de nous mettre **au service de la communauté humaine**, en utilisant nos connaissances pour préserver le patrimoine historique, matériel et immatériel des sociétés, et pour assurer, à travers notre travail de conception, le bien-être physique et psychologique des êtres humains, dans le plein respect de la nature et des lieux, compris également dans leurs dimensions culturelles, mémorielles et traditionnelles.

Face à l'horreur des massacres qui anéantissent des populations entières, notre souci de préserver les valeurs essentielles des espaces physiques où l'humanité devient communauté peut paraître négligeable.

L'urgence semble se situer ailleurs.

Et en effet, notre inquiétude concerne **la phase historique que nous traversons**, née d'une vision mercantile de la réalité si cynique et égoïste qu'elle ne reconnaît pas les véritables urgences auxquelles l'humanité est confrontée sur cette petite et fragile planète, et auxquelles il faut répondre de toute urgence :

- les conséquences des dommages infligés à l'environnement,
- le vieillissement rapide de la population mondiale,
- le fossé de plus en plus dramatique entre richesse et pauvreté, avec les flux migratoires qui en résultent,
- et l'inégalité persistante en matière de dignité sociale entre les hommes et les femmes.

La gravité du moment présent devient encore plus alarmante lorsque l'on considère ce qui se profile à l'horizon : un phénomène renouvelé de **colonisation progressive de la planète**, concentré entre les mains d'une minorité qui contrôle le marché et toutes les formes de production, s'étendant même à l'aménagement et à la transformation des territoires.

La mondialisation du marché de la construction, et donc de l'aménagement et de la conception, a suscité chez les grands conglomerats financiers des intérêts et des attentes qui dépassent désormais ceux des États nationaux.

D'un point de vue financier, tout processus de production doit être efficace, se conformer à des normes de qualification prédéterminées, être reproductible, optimiser le rapport coût-bénéfice et garantir le respect des délais de production.

En appliquant cette logique à l'architecture, **de véritables multinationales du design voient le jour**, qui produisent des dizaines de projets à la chaîne, en oubliant que le but ultime de l'architecture devrait être d'améliorer la qualité de vie sur la planète et le bien-être des communautés humaines.

La seule préoccupation de ceux qui investissent dans le secteur de la construction est **devenue la commercialisation du produit final**, qui doit être surprenant, original et unique.

L'architecture, dans cette logique, est réduite à la conception de la peau, de l'enveloppe extérieure, qui n'est pas différente de la carrosserie des voitures.

Les horizons des grandes villes du monde sont désormais homologués.

Il est aujourd'hui de plus en plus difficile de distinguer une ville sud-américaine d'une ville chinoise ou américaine.

L'architecture s'est transformée en une marchandise, destinée à être vendue sur le marché selon la logique du merchandising.

Il n'est donc pas surprenant qu'un « méga-négociant » international tente de nous vendre un produit incarnant un fantasme urbain digne de Disneyland, parachuté par hasard au Moyen-Orient, destiné à des acheteurs riches et ignorants, présenté comme le nouvel Éden : la panacée à toutes les souffrances humaines.

Une énorme spéculation immobilière est présentée comme un projet humanitaire de régénération.

Que sa réalisation puisse coûter **des vies humaines, créer des déséquilibres sociaux, semer la haine pour des générations, détruire des cultures et des traditions séculaires**, et imposer une fois de plus **une colonisation culturelle, sociale, économique, politique et financière**, tout cela est écarté comme un effet marginal et secondaire.

Nous, les membres de l'IAA, au contraire, partageons une vision éthique de notre profession.

C'est pourquoi nous nous engageons à travailler au service des communautés humaines, au nom de valeurs universelles.

Nous voulons mettre nos connaissances au service de la **préservation du bien-être physique et psychologique** des êtres humains.

Nous croyons que l'architecture est avant tout une question de **respect** :

- respect des valeurs humaines et de la vie en communauté ;
- respect du désir de l'individu de s'identifier aux traits distinctifs de sa propre diversité ;
- respect de la nature et des lieux, non seulement dans leur sens physique, mais aussi dans leurs dimensions culturelles, mémorielles et traditionnelles.

C'est pourquoi nous appelons la communauté internationale à **reconnaître le respect mutuel comme un bien inaliénable de l'humanité**.

Le respect des êtres humains et de leur vie.

Le respect des valeurs de fraternité et de solidarité avec toutes les créatures vivantes.

Le respect des communautés, de leurs histoires et de leurs coutumes.

Le respect de la diversité des traditions sociales, culturelles et religieuses de chaque peuple.

Le respect des valeurs identitaires.

Le respect de la culture matérielle que ces peuples ont patiemment construite au fil des millénaires.

Et, enfin, le respect de la paix.

En fin de compte, cela signifie **le respect de ceux qui habiteront notre planète après nous**.

The General Assembly of the IAA, held in Rome on September 9, 2025, in the name of the universal values of architecture that, in 1987, inspired the greatest architects of the planet to found our Academy, **expresses its profound condemnation** of the total disregard for human values and for respectful and peaceful coexistence among different cultures and traditions, barbaric trait of the ongoing conflicts in various parts of the world.

Everything appears radicalized in its inhumanity: **the “others” becomes the enemy**, and it is no longer enough to defeat them, they must be annihilated, with the aim, if possible, of erasing all physical traces of their presence in history.

Their traditions and identity, built slowly over the course of millennia, must be erased, even though they represent, for us all, friends or foes, **an inalienable heritage of memory**, without which our own history and future lose all meaning.

Today we once again hear talk of **ethnic cleansing** and foresee the prospect of **mass deportations**, as we did in the darkest periods of human history.

In this dramatic context, architecture, perhaps the most concrete and visible expression of the diversity of cultural traditions, must be razed to the ground, becoming, after the human devastation barbarously inflicted upon populations, the privileged victim of this destructive logic.

As humans and as architects, we feel the full horror of the irreparable damage that is taking place, and we feel compelled to appeal to you, in front of the world, to reaffirm the values of peaceful coexistence, dialogue, and mutual understanding, grounded in respect for cultural, ethnic, and religious differences.

We believe it is the duty of every human being to safeguard the rights of others, and to defend and promote the values of their own diversity and culture.

Preserving our differences represents the only viable path toward ensuring a future for all that is richer in potential and meaning.

We, as architects, have the duty to place ourselves **at the service of the human community**, using our knowledge to safeguard the historical, material, and immaterial heritage of societies, and to ensure, through our design work, the physical and psychological well-being of human beings, in full respect of nature and of places, understood also in their cultural, memorial, and traditional dimensions.

In the face of the horror of massacres wiping out entire populations, our concern for preserving the essential values of the physical spaces where humanity becomes community may appear negligible

The emergency seems to lie elsewhere.

And indeed our alarm concerns **the historical phase we are living through**, born of a mercantile vision of reality so cynical and self-serving that it fails to recognize the true emergencies facing humanity on this small and fragile planet, which must be urgently addressed:

- the consequences of the damage inflicted upon the environment,
- the rapid ageing of the world’s population,
- the increasingly dramatic divide between wealth and poverty, with the resulting migratory flows,
- and the persistent inequality in social dignity between men and women.

The gravity of the present moment becomes even more alarming when we consider what looms in the future of the world: a renewed phenomenon of **progressive colonization of the planet**, concentrated in the hands of a minority who controls the market and every form of production, extending even to the planning and transformation of territories.

The globalization of the construction market, and therefore of planning and design, has generated interests and expectations among major financial conglomerates that now surpass those of national states.

From a financial point of view, every productive process must be efficient, conform to predetermined standards of qualification, be replicable, optimize the cost-benefit ratio, and guarantee production timelines.

Applying this logic to architecture, **actual design multinationals are born**, that produce dozens of projects on an assembly line, forgetting that the ultimate purpose of architecture should be to enhance the livability of the planet and the well-being of human communities.

The sole concern of those investing in the construction sector has **become the marketability of the final product**, which must be surprising, original, and unique.

Architecture, within this logic, is reduced to the design of the skin, the outer shell, no different from the body of cars.

The skylines of the world’s great cities have now become homologated.

It is increasingly difficult today to distinguish a South American city from a Chinese or an American one.

Architecture has been transformed into a commodity, to be sold on the market according to the logic of merchandising.

It is therefore no surprise that some international “mega-trader” is trying to sell us a product that embodies an urban fantasy worthy of Disneyland, accidentally parachuted into the Middle East, aimed at wealthy and ignorant buyers, presented as the new Eden: the panacea for all human suffering.

An enormous real-estate speculation is being passed off as a humanitarian project of regeneration.

That its realization may cost **human lives, create social imbalances, sow hatred for generations, destroy centuries-old cultures and traditions**, and once again impose **cultural, social, economic, political, and financial colonization**, all is dismissed as a marginal, secondary effect.

We, the members of the IAA, on the contrary, share an **ethical vision** of our profession.

For this reason, we feel committed to working in the service of human communities, in the name of universal values.

We want to place our knowledge at the service of **safeguarding the physical and psychological well-being** of ²⁵ human beings.

We believe that architecture is, above all, a matter of **respect**:

respect for human values and for life in community;

respect for the individual’s desire to identify with the distinctive traits of their own diversity;

respect for nature and for places, not only in their physical sense, but also in their cultural, memorial, and traditional dimensions.

For this reason, we call upon the international community to **recognize mutual respect as an inalienable good of humanity**.

Respect for human beings and for their lives.

Respect for the values of brotherhood and solidarity with all living creatures.

Respect for communities, for their histories and customs.

Respect for the diversity of the social, cultural, and religious traditions of every people.

Respect for identity values.

Respect for the material culture that these peoples have patiently built over millennia.

And, finally, respect for peace.

Ultimately, this means **respect for those who will inhabit our planet after us**.

L'Assemblea Generale dell'IAA, tenutasi a Roma il 9 settembre 2025, in nome dei valori universali dell'architettura che, nel 1987, ispirarono i più grandi architetti del pianeta a fondare la nostra Accademia, **esprime la sua profonda condanna** del totale disprezzo per i valori umani e per la convivenza rispettosa e pacifica tra culture e tradizioni diverse, tratto barbarico dei conflitti in corso in varie parti del mondo.

Tutto appare radicalizzato nella sua disumanità: **gli “altri” diventano il nemico**, e non basta più sconfiggerli, devono essere annientati, con l’obiettivo, se possibile, di cancellare ogni traccia fisica della loro presenza nella storia.

Le loro tradizioni e identità, costruite lentamente nel corso dei millenni, devono essere cancellate, anche se rappresentano, per tutti noi, amici o nemici, **un patrimonio inalienabile della memoria**, senza il quale la nostra stessa storia e il nostro futuro perdono ogni significato.

Oggi sentiamo nuovamente parlare di **pulizia etnica** e intravediamo la prospettiva di **deportazioni di massa**, come nei periodi più bui della storia dell'umanità.

In questo contesto drammatico, l'architettura, forse l'espressione più concreta e visibile della diversità delle tradizioni culturali, deve essere rasa al suolo, diventando, dopo la devastazione umana barbaramente inflitta alle popolazioni, la vittima privilegiata di questa logica distruttiva.

Come esseri umani e come architetti, proviamo tutto l'orrore del danno irreparabile che si sta compiendo e ci sentiamo in dovere di rivolgerci a voi, davanti al mondo, per riaffermare i valori della convivenza pacifica, del dialogo e della comprensione reciproca, fondati sul rispetto delle differenze culturali, etniche e religiose.

Crediamo che sia dovere di ogni essere umano salvaguardare i diritti degli altri, nonché difendere e promuovere i valori della propria diversità e cultura.

Preservare le nostre differenze rappresenta l'unica via percorribile per garantire a tutti un futuro più ricco di potenzialità e significato.

Noi, in quanto architetti, abbiamo il dovere di porci **al servizio della comunità umana**, utilizzando le nostre conoscenze per salvaguardare il patrimonio storico, materiale e immateriale delle società e per garantire, attraverso il nostro lavoro di progettazione, il benessere fisico e psicologico degli esseri umani, nel pieno rispetto della natura e dei luoghi, intesi anche nelle loro dimensioni culturali, commemorative e tradizionali.

Di fronte all'orrore dei massacri che spazzano via intere popolazioni, la nostra preoccupazione di preservare i valori essenziali degli spazi fisici in cui l'umanità diventa comunità può sembrare trascurabile.

L'emergenza sembra risiedere altrove.

E in effetti il nostro allarme riguarda la fase storica che stiamo vivendo, generata da una visione mercantile della realtà così cinica ed egoista da non riconoscere le vere emergenze che l'umanità deve affrontare su questo piccolo e fragile pianeta, e che devono essere affrontate con urgenza:

- le conseguenze dei danni inflitti all'ambiente,
- il rapido invecchiamento della popolazione mondiale,
- il divario sempre più drammatico tra ricchezza e povertà, con i conseguenti flussi migratori,
- e la persistente disuguaglianza nella dignità sociale tra uomini e donne.

La gravità del momento presente diventa ancora più allarmante se si considera ciò che incombe sul futuro del mondo: un rinnovato fenomeno di **progressiva colonizzazione del pianeta**, concentrato nelle mani di una minoranza che controlla il mercato e ogni forma di produzione, estendendosi persino alla pianificazione e alla trasformazione dei territori.

La globalizzazione del mercato delle costruzioni, e quindi della pianificazione e della progettazione, ha generato interessi e aspettative tra i grandi conglomerati finanziari che ora superano quelli degli Stati nazionali.

Da un punto di vista finanziario, ogni processo produttivo deve essere efficiente, conforme a standard di qualificazione predeterminati, replicabile, ottimizzare il rapporto costi-benefici e garantire i tempi di produzione.

Applicando questa logica all'architettura, **nascono vere e proprie multinazionali del design**, che producono dozzine di progetti in serie, dimenticando che lo scopo ultimo dell'architettura dovrebbe essere quello di migliorare la vivibilità del pianeta e il benessere delle comunità umane.

L'unica preoccupazione di chi investe nel settore delle costruzioni è **diventata la commerciabilità del prodotto finale**, che deve essere sorprendente, originale e unico.

L'architettura, in questa logica, si riduce alla progettazione della pelle, del guscio esterno, non dissimile dalla carrozzeria delle automobili.

Gli skyline delle grandi città del mondo sono ormai diventati omologati.

Oggi è sempre più difficile distinguere una città sudamericana da una cinese o da una americana.

L'architettura si è trasformata in una merce, da vendere sul mercato secondo la logica del merchandising.

Non sorprende quindi che qualche “mega-trader” internazionale stia cercando di venderci un prodotto che incarna una fantasia urbana degna di Disneyland, paracadutata per caso in Medio Oriente, rivolta ad acquirenti ricchi e ignoranti, presentata come il nuovo Eden: la panacea per tutte le sofferenze umane.

Un'enorme speculazione immobiliare viene spacciata per un progetto umanitario di rigenerazione.

Che la sua realizzazione possa costare **vite umane, creare squilibri sociali, seminare odio per generazioni, distruggere culture e tradizioni secolari** e imporre ancora una volta **una colonizzazione culturale, sociale, economica, politica e finanziaria**, tutto ciò viene liquidato come un effetto marginale e secondario.

Noi, membri dell'IAA, al contrario, condividiamo una visione etica della nostra professione.

Per questo motivo, ci sentiamo impegnati a lavorare al servizio delle comunità umane, in nome di valori universali.

Vogliamo mettere le nostre conoscenze al servizio della **tutela del benessere fisico e psicologico** degli esseri umani.

Crediamo che l'architettura sia, prima di tutto, una questione di **rispetto**:

- rispetto per i valori umani e per la vita in comunità;
- rispetto per il desiderio dell'individuo di identificarsi con i tratti distintivi della propria diversità;
- rispetto per la natura e per i luoghi, non solo nel loro senso fisico, ma anche nelle loro dimensioni culturali, commemorative e tradizionali.

Per questo motivo, chiediamo alla comunità internazionale di **riconoscere il rispetto reciproco come un bene inalienabile dell'umanità**.

Rispetto per gli esseri umani e per le loro vite.

Rispetto per i valori di fratellanza e solidarietà con tutte le creature viventi.

Rispetto per le comunità, per le loro storie e i loro costumi.

Rispetto per la diversità delle tradizioni sociali, culturali e religiose di ogni popolo.

Rispetto per i valori identitari.

Rispetto per la cultura materiale che questi popoli hanno pazientemente costruito nel corso dei millenni.

E, infine, rispetto per la pace.

In definitiva, ciò significa **rispetto per coloro che abiteranno il nostro pianeta dopo di noi**.



©Filippo Romano

DE LA RÉSISTANCE
AU TERRAIN D'ENTENTE :
GEZI, LE PATRIMOINE ET
LA CRÉATION DE L'ESPACE PUBLIC ²⁹

Zeynep Arda, Giovanni Di Leo

Lo spazio pubblico è uno degli elementi fondamentali della vita urbana e sociale. Piazze, parchi e strade non sono soltanto luoghi fisici di passaggio, ma veri e propri spazi di incontro e di interazione. Per i giovani, in particolare, lo spazio pubblico svolge un ruolo centrale come luogo in cui ritrovarsi, discutere e costruire un'identità collettiva.

Quando uno spazio pubblico è accessibile, ben curato e inclusivo, diventa un punto di riferimento per la comunità. I giovani possono incontrarsi, condividere esperienze, esprimere la propria creatività e sviluppare relazioni che trascendono i confini sociali, culturali o economici. In questo senso, lo spazio pubblico favorisce la creazione di reti sociali informali che possono rafforzare il senso di appartenenza al contesto locale.

Le attività culturali, artistiche e ricreative trasformano piazze e parchi in spazi di partecipazione attiva, nei quali le differenze vengono reinterpretate come risorse. L'interazione tra persone provenienti da contesti diversi consente di sviluppare maggiore apertura, empatia e consapevolezza delle molteplici identità che compongono la società contemporanea.

In questo modo, lo spazio pubblico diventa un laboratorio di convivenza civile. Nello spazio pubblico si praticano e si sperimentano quotidianamente il rispetto reciproco, la collaborazione e il dialogo. La diversità non è percepita come un ostacolo da affrontare, ma come un valore che arricchisce la comunità e stimola nuove forme di espressione e partecipazione. Lo spazio pubblico crea connessioni tra generazioni diverse, tra patrimonio culturale e innovazione, tra il passato, il presente e il futuro di una società.

La società contemporanea si trova ad affrontare profonde impasse, mentre assistiamo alla graduale erosione dei valori che per lungo tempo hanno costituito il fondamento della civiltà umana. Occorre immaginare ruoli rinnovati per le scienze sociali, le arti e la tecnologia.

Public space is one of the fundamental elements of urban and social life. Squares, parks, and streets are not just physical places of passage, but real spaces for meeting and interacting. For young people in particular, public space plays a central role as a place for gathering, discussing, and building a collective identity.

When a public space is accessible, well-maintained, and inclusive, it becomes a point of reference for the community. Young people can meet, share experiences, express their creativity, and develop relationships that transcend social, cultural, or economic boundaries. In this sense, public space encourages the creation of informal social networks that can strengthen the sense of belonging to the local environment.

Cultural, artistic, and recreational activities transform squares and parks into contextual spaces for active participation, where differences are reinterpreted as resources. Interaction between people from different backgrounds allows for the development of greater openness, empathy, and awareness of the multiple identities that make up contemporary society.

In this way, public space becomes a laboratory for civil coexistence. In the public space mutual respect, collaboration, and dialogue are practiced and experienced on a daily basis. Diversity is not perceived as an obstacle that should be tackled, but instead, as a value that enriches the community and stimulates new forms of expression and participation. Public space creates connections between different generations, between cultural heritage and innovation, between the past, present, and the future of a society.

Contemporary society faces profound impasses as we witness the gradual erosion of the values that have long served as the foundation of human civilization. At a time when a new form of "enlightenment" appears increasingly necessary, renewed roles must be envisioned for the social sciences, the arts, and architecture.

L'espace public est l'un des éléments fondamentaux de la vie urbaine et sociale.

Les places, les parcs et les rues ne sont pas seulement des lieux physiques de passage, mais de véritables espaces de rencontre et d'interaction. Pour les jeunes en particulier, l'espace public joue un rôle central en tant que lieu de rassemblement, de discussion et de construction d'une identité collective.

Lorsqu'un espace public est accessible, bien entretenu et inclusif, il devient un point de référence pour la communauté. Les jeunes peuvent s'y rencontrer, partager leurs expériences, exprimer leur créativité et nouer des relations qui transcendent les frontières sociales, culturelles ou économiques. En ce sens, l'espace public favorise la création de réseaux sociaux informels susceptibles de renforcer le sentiment d'appartenance à l'environnement local.

Les activités culturelles, artistiques et de loisirs transforment les places et les parcs en espaces contextuels propices à une participation active, où les différences sont réinterprétées comme des atouts. L'interaction entre des personnes d'horizons divers favorise le développement d'une plus grande ouverture d'esprit, d'empathie et de prise de conscience des identités multiples qui composent la société contemporaine.

Ainsi, l'espace public devient un laboratoire de la coexistence civique. C'est dans l'espace public que le respect mutuel, la collaboration et le dialogue sont pratiqués et vécus au quotidien. La diversité n'est pas perçue comme un obstacle à surmonter, mais au contraire comme une valeur qui enrichit la communauté et stimule de nouvelles formes d'expression et de participation. L'espace public crée des liens entre les différentes générations, entre le patrimoine culturel et l'innovation, entre le passé, le présent et l'avenir d'une société.

La société contemporaine est confrontée à de profondes impasses alors que nous assistons à l'érosion progressive des valeurs qui ont longtemps servi de fondement à la civilisation humaine. À une époque où une nouvelle forme de « Lumières » semble de plus en plus nécessaire, il faut envisager des rôles renouvelés pour les sciences sociales, les arts et l'architecture. La jeunesse d'aujourd'hui est née dans un monde façonné par des réalités fondamentalement différentes et par un rythme de changement technologique sans précédent, qui transforment les significations mêmes du social, de la socialisation et de la société elle-même. Il incombe donc aux défenseurs de la pensée critique et des valeurs partagées d'examiner les conditions auxquelles sont confrontées les jeunes générations et de contribuer à fournir les cadres intellectuels et éthiques nécessaires pour construire un avenir meilleur pour tous.

I giovani di oggi sono nati in un mondo plasmato da realtà profondamente diverse e da un ritmo di innovazione senza precedenti, che trasforma i significati stessi della società. Spetta dunque ai difensori del pensiero critico e dei valori condivisi esaminare le condizioni in cui si trovano le giovani generazioni e contribuire a fornire i quadri intellettuali ed etici necessari per costruire un futuro migliore per tutti.

Se si vuole osservare una città che incarni realmente questi concetti, basta guardare Istanbul. È sempre stata considerata il luogo in cui l'Oriente incontra l'Occidente e continua ancora oggi a essere un importante centro di scambio culturale. Un tempo capitale degli imperi bizantino, romano e ottomano, la città è celebre per la sua straordinaria diversità culturale. E non si tratta solo del passato: Istanbul ospita festival di arte contemporanea, musica e cinema, compresi eventi come la Biennale di Istanbul, che hanno collocato saldamente la città sulla mappa della cultura globale contemporanea. Considerando il caso del Parco Gezi in questo contesto, dovremmo analizzarne le componenti e comprendere il significato di questo parco nel cuore della città. Nel maggio 2013, il governo turco presentò un progetto di "riqualificazione" per un piccolo spazio pubblico, il Parco Gezi, che prevedeva l'abbattimento dei pochissimi alberi rimasti nel centro della città e la trasformazione dell'area per costruire una replica della caserma militare che un tempo sorgeva proprio su quel terreno, sostenendo che essa rappresentasse il patrimonio della città sebbene alla caserma fosse stata assegnata una nuova funzione: ospitare un altro centro commerciale. Non appena il progetto fu reso pubblico, un gruppo di giovani si "trasferì" nel Parco Gezi con tende, chitarre e sedie per protestare. Tutto ebbe inizio come protesta pacifica per salvare questo piccolo parco pubblico, l'ultimo spazio aperto in cui si potesse respirare nella zona di Piazza Taksim, nel cuore della frenetica città. Quella che era iniziata come preoccupazione ambientale e pacifica presa di posizione per proteggere uno degli ultimi frammenti di verde urbano, si trasformò rapidamente in manifestazioni molto più ampie e diffuse in tutta la Turchia.

Le persone furono unite dal timore dell'erosione delle libertà democratiche, compreso il diritto di esprimersi liberamente e di riunirsi pacificamente. La risposta dura e repressiva delle autorità al sit-in inizialmente pacifico alimentò

Today's youth has been born into a world shaped by fundamentally different realities and an unprecedented pace of technological change, transforming the very meanings of the social, socialization, and society itself. It therefore falls to the defenders of critical thought and shared values to examine the conditions facing younger generations and to help provide the intellectual and ethical frameworks needed to build a better future for all.

If you want to see a city that truly embodies these concepts, look no further than Istanbul. It has always been regarded as the place where East meets West, and it remains a hub for cultural exchange to this day. This city was once the capital of the Byzantine, Roman, and Ottoman Empires, so it's famous for its incredibly diverse culture. And it's not just about the past; Istanbul hosts modern art, music, and film festivals, including events like the Istanbul Biennial that put the city firmly on the map for contemporary global culture. Considering the case of Gezi Park in this context, we should dissect its components and understand the significance of this tiny park at the heart of the city. In May 2013, the Turkish government revealed a project for "renovating" Gezi Park, which meant cutting off the very few trees left in the middle of the city and developing the land to build a replica of the military barracks that used to occupy that very same land - claiming that this was the heritage of the city - even though the new function assigned to the barracks was to be another shopping mall. As soon as this project was made public, a group of young people "moved in" to Gezi Park with their tents, guitars, and chairs to protest it. It all started as a peaceful protest to save this small public park, which was the last open space where people could breathe in Taksim Square, right at the center of the bustling city. What started as an environmental concern and a peaceful stand to protect this small public space, one of the last pieces of urban green from demolition, quickly grew into much larger, widespread demonstrations across Turkey.

People were brought together by their fears for the erosion of democratic freedoms, including the right to speak freely and gather peacefully. The strong and heavy-handed response from the authorities to the initial peaceful sit-in fueled public anger and brought even more people into the streets.

Si vous souhaitez découvrir une ville qui incarne véritablement ces concepts, ne cherchez pas plus loin qu'Istanbul. Elle a toujours été considérée comme le lieu où l'Orient rencontre l'Occident, et elle reste aujourd'hui encore une plaque tournante des échanges culturels. Cette ville fut autrefois la capitale des empires byzantin, romain et ottoman ; elle est donc réputée pour sa culture incroyablement diversifiée. Et il ne s'agit pas seulement du passé : Istanbul accueille des festivals d'art moderne, de musique et de cinéma, notamment des événements tels que la Biennale d'Istanbul, qui ont définitivement ancré la ville sur la carte de la culture contemporaine mondiale.

C'est dans ce contexte qu'il convient d'analyser l'affaire du parc Gezi, en en décortiquant les différents aspects et en saisissant l'importance de ce petit parc situé au cœur de la ville. En mai 2013, le gouvernement turc a dévoilé un projet de « rénovation » du parc Gezi, ce qui impliquait d'abattre les rares arbres restants au cœur de la ville et d'aménager le terrain pour y construire une réplique de la caserne militaire qui occupait autrefois ce même emplacement – en prétendant qu'il s'agissait d'un élément du patrimoine de la ville –, alors même que la nouvelle fonction attribuée à cette caserne était d'accueillir un énième centre commercial. Dès que ce projet a été rendu public, un groupe de jeunes s'est « installé » dans le parc Gezi avec leurs tentes, leurs guitares et leurs chaises pour manifester contre celui-ci. Tout a commencé par une manifestation pacifique visant à sauver ce petit parc public, qui constituait le dernier espace ouvert où l'on pouvait respirer sur la place Taksim, en plein cœur de cette ville animée.

Ce qui avait commencé par une préoccupation environnementale et une prise de position pacifique pour protéger ce petit espace public, l'un des derniers espaces verts urbains menacés de démolition, s'est rapidement transformé en manifestations beaucoup plus importantes et généralisées à travers toute la Turquie.

Les gens ont été rassemblés par leurs craintes face à l'érosion des libertés démocratiques, notamment le droit de s'exprimer librement et de se rassembler pacifiquement. La réponse forte et musclée des autorités face au sit-in pacifique initial a attisé la colère du public et poussé encore plus de gens à descendre dans la rue.

Il ne s'agissait pas d'un groupe unique ; les manifestations ont réuni un large éventail d'individus – des écologistes et des laïcs aux militants de gauche, en passant par les nationalistes et même certains qui avaient habituellement des opinions plus conservatrices. Ces groupes ne se rassemblaient que rarement, voire jamais, et Gezi a offert un terrain propice au dialogue entre divers segments de la société turque qui ne prêtaient jamais l'oreille aux discours des uns et des autres. Mobilisés et rassemblés par la nécessité de sauver un espace public, ils ont mis au jour divers griefs communs à mesure qu'ils apprenaient à se tenir côte à côte.

l'indignazione pubblica e portò ancora più persone nelle strade.

Non si trattava di un unico gruppo: le proteste unirono una vasta gamma di persone, dagli ambientalisti e dai laici alla sinistra, ai nazionalisti e persino a persone generalmente portatrici di posizioni più conservatrici. Si trattava di gruppi che raramente, se non mai, si erano trovati insieme, e Gezi offrì un interessante terreno di dialogo tra diversi segmenti della società turca che non avevano mai prestato ascolto reciproco ai rispettivi discorsi. Sollecitati e riuniti dalla necessità di salvare uno spazio pubblico, scoprirono diverse rivendicazioni comuni mentre imparavano a stare fianco a fianco. I social media svolsero un ruolo cruciale, aiutando le persone a organizzarsi e a condividere informazioni, soprattutto quando i mezzi di informazione tradizionali offrivano una copertura limitata.

Sebbene le richieste immediate non siano state pienamente soddisfatte, la resistenza di Gezi ha rappresentato un momento significativo nella storia recente della Turchia. Ha mostrato una potente espressione di azione civica e ha offerto un terreno per il dialogo aperto, evidenziando al tempo stesso alcune profonde divisioni all'interno della società.

Ancora oggi, i giovani di Istanbul vedono un legame tra la Resistenza di Gezi e IBB Heritage. IBB Heritage (IBB Miras in turco) è un'iniziativa della Municipalità Metropolitana di Istanbul (IMM) dedicata alla protezione, al restauro e al riuso degli edifici e delle strutture storiche di rilevanza culturale di Istanbul a beneficio della collettività. È stata fondata nel 2019, poco dopo le elezioni amministrative locali. Il progetto mira a integrare il patrimonio culturale e industriale nella vita quotidiana della città, promuovendo una conservazione olistica e priva di discriminazioni.

Il suo obiettivo principale è salvaguardare, rivitalizzare e attribuire nuove funzioni agli straordinari edifici e siti storici di Istanbul, a beneficio dell'intera collettività. Si tratta di reinserire un ricco passato culturale e industriale nel tessuto della vita urbana quotidiana, garantendo la conservazione e la fruizione inclusiva di questi spazi, senza escludere nessuno.

La politica urbana di IBB Heritage si concentra sulla tutela del variegato patrimonio storico di Istanbul in modo globale e imparziale. Ciò significa non limitarsi a osservare il patrimonio esistente, ma assumersi la responsabilità di strutture antiche in

It wasn't just one group; the protests united a diverse range of individuals - from environmentalists and secularists to those on the left, nationalists, and even some who typically held more conservative views. These were groups that rarely - if ever - came together, and Gezi provided an interesting ground for dialogue between various segments of Turkish society that never lent an ear to each other's discourse. Triggered and brought together by the need to save a public space, they unearthed various shared grievances as they learned to stand side by side. Social media played a crucial role, helping people organize and share information, especially when traditional news outlets had limited coverage.

While the immediate demands weren't fully met, the Gezi Resistance was a significant moment in Turkey's recent history. It showed a powerful display of civic action and provided grounds for open dialogue, while highlighting some deep divisions within society.

Even today, the young people of Istanbul see a connection between the Gezi Resistance and IBB Heritage. IBB Heritage (IBB Miras in Turkish) is an initiative of the Istanbul Metropolitan Municipality (IMM) that focuses on protecting, restoring, and repurposing Istanbul's culturally significant historic structures for public benefit. It was founded in 2019, shortly after the local elections. The project aims to integrate cultural and industrial heritage into the daily life of the city, emphasizing holistic preservation without discrimination.

Its main goal is to safeguard, revive, and give new purpose to Istanbul's incredible historical buildings and sites, all for the benefit of the public. It's about weaving a rich cultural and industrial past right back into the fabric of daily urban life, ensuring the preservation and provision of these spaces inclusively – without leaving anyone out.

IBB Heritage's urban policy focuses on protecting Istanbul's diverse historical tapestry in a comprehensive and unbiased way. This means they're not just looking at things; they're taking rundown old structures under their wing, putting in a tremendous amount of effort to restore, maintain, and repair hundreds of historical assets all across

Les réseaux sociaux ont joué un rôle crucial, aidant les gens à s'organiser et à partager des informations, en particulier lorsque les médias traditionnels n'assuraient qu'une couverture limitée.

Bien que les revendications immédiates n'aient pas été entièrement satisfaites, la Résistance de Gezi a constitué un moment marquant de l'histoire récente de la Turquie. Elle a donné lieu à une puissante démonstration d'action civique et a ouvert la voie à un dialogue ouvert, tout en mettant en lumière certaines divisions profondes au sein de la société.

Aujourd'hui encore, les jeunes d'Istanbul voient un lien entre la Résistance de Gezi et IBB Heritage.

IBB Heritage (IBB Miras en turc) est une initiative de la municipalité métropolitaine d'Istanbul (IMM) qui vise à protéger, restaurer et réhabiliter les structures historiques d'Istanbul présentant un intérêt culturel, dans l'intérêt général.

Elle a été fondée en 2019, peu après les élections locales. Le projet a pour objectif d'intégrer le patrimoine culturel et industriel dans la vie quotidienne de la ville, en mettant l'accent sur une préservation globale et sans discrimination.

Son objectif principal est de sauvegarder, de redonner vie et de trouver une nouvelle vocation aux incroyables bâtiments et sites historiques d'Istanbul, le tout au profit du public. Il s'agit de réintégrer un riche passé culturel et industriel au cœur même du tissu de la vie urbaine quotidienne, en garantissant la préservation et la mise à disposition de ces espaces de manière inclusive – sans exclure personne.

La politique urbaine d'IBB Heritage se concentre sur la protection de la mosaïque historique diversifiée d'Istanbul de manière globale et impartiale. Cela signifie qu'ils ne se contentent pas d'observer les choses : ils prennent sous leur aile de vieilles structures délabrées, déployant des efforts considérables pour restaurer, entretenir et réparer des centaines de biens historiques à travers cette ville extraordinaire. Réfléchissez-y : d'ici fin 2023, soit dans seulement quatre ans, ils auront déjà placé près d'un millier de sites patrimoniaux sous protection et magnifiquement restauré tout, des grands monuments et œuvres d'art publiques aux fontaines de l'époque ottomane et aux cimetières historiques.

Mais l'impact global de cette politique ne se limite pas à la « remise en état du patrimoine urbain ». Une part importante de leur travail consiste à ouvrir ces lieux restaurés au public en tant que nouveaux espaces dynamiques dédiés à l'art et à la culture, débordant de possibilités. Ils transforment des bâtiments historiques – tels que d'anciennes usines ou de somptueux palais – en centres culturels animés, en musées et en galeries d'art, dont la visite est souvent gratuite. Des lieux comme l'ancienne station de pompage de Cendere ou l'usine textile historique de Feshane sont désormais de formidables pôles culturels.

stato di degrado, con un grande impegno nel restauro, nella manutenzione e nella riparazione di centinaia di beni storici in questa straordinaria città. Basti pensare che a fine 2023, in soli quattro anni, erano già stati sottoposti a tutela quasi mille siti del patrimonio, con il restauro di monumenti, opere d'arte pubbliche, fontane di epoca ottomana e cimiteri storici. Ma l'impatto complessivo di questa politica non si limita al «rimettere a posto il patrimonio urbano». Una parte significativa del lavoro consiste nell'aprire al pubblico questi luoghi restaurati, trasformandoli in vivaci nuovi spazi dedicati all'arte e alla cultura, ricchi di possibilità. Gli edifici storici, come vecchie fabbriche o grandi palazzi, vengono trasformati in animati centri culturali, musei e gallerie d'arte, spesso a ingresso gratuito. Luoghi come l'antica stazione di pompaggio di Cendere o lo storico stabilimento tessile Feshane sono oggi importanti poli culturali.

Un nuovo autentico impegno sta riportando alla luce le caratteristiche originarie degli edifici, rendendo visibili le loro storie, affinché questi spazi non siano semplici reliquie, ma parti vive e attive della città. Anche quando un sito, come l'area dell'Arsenale, assume una nuova funzione, si fa in modo che il suo passato continui a essere valorizzato. E, soprattutto, gli interventi di conservazione sono realmente inclusivi, rispettando ogni cultura e comunità che abbia lasciato la propria impronta sul patrimonio di Istanbul.

Mahir Polat, direttore dell'ufficio IBB Heritage, restaura edifici pubblici storici a Istanbul dal 2019. La sua filosofia - nel tentativo di proteggere e conservare i vasti tesori architettonici di Istanbul - non consiste soltanto nel salvaguardare il contributo della città al Patrimonio Mondiale, ma anche nel garantire agli abitanti di Istanbul, che quando escono per socializzare "difficilmente hanno un tetto sopra la testa", spazi pubblici da utilizzare nella vita quotidiana. Il suo impegno nel restaurare e riqualificare gli edifici pubblici di Istanbul mira quindi a offrire ai giovani spazi coperti e semicoperti nei quali possano socializzare senza obbligo di spendere denaro. Per quanto possa sembrare singolare in una gigantesca metropoli con oltre 20 milioni di persone, questa non è stata una preoccupazione rilevante delle politiche pubbliche fino all'ultimo decennio. Sebbene questo impegno sia relativamente recente e ancora poco definito se confrontato con la lunga

this amazing city. Think about it – by late 2023, in only four years, they had already taken nearly a thousand heritage sites under protection and beautifully restored everything from grand monuments and public artworks to Ottoman-era fountains and historic cemeteries.

But the overall impact of this policy is not just limited to “fixing up urban heritage.” A significant part of their work involves opening these restored places to the public as vibrant new spaces for art and culture, beaming with possibilities. They're transforming historical buildings – places like old factories or grand palaces – into lively cultural centers, museums, and art galleries, often making them free to visit. Places like the old Cendere pumping station or the historic Feshane textile plant are now amazing cultural hubs.

They're genuinely dedicated to uncovering a building's original features and making its history visible, ensuring these spaces aren't just relics but active, living parts of the city. Even if a site, like the Arsenale area, gets a new function, they make sure its industrial past is still honored. And crucially, their conservation efforts are truly inclusive, respecting every single culture and community that has left its mark on Istanbul's heritage.

Mahir Polat, the director of the IBB Heritage office, has been restoring historic public buildings in Istanbul since 2019. His philosophy in attempting to protect and preserve the vast architectural treasures of Istanbul is not only to save Istanbul's contribution to World Heritage, but also to ensure that the people of Istanbul who “hardly ever have a roof over their heads” when they go out to socialize, have public spaces for their daily use. So, his attempt to restore and renovate the public buildings of Istanbul is to provide young people with covered and semi-covered spaces where they can socialize without the obligation to spend money. As odd as it may seem for a huge metropolis that hosts more than 20 million people, this was not a significant concern in public policy until the past decade. Although this effort is relatively young and still vague when compared to Istanbul's long history, the effects of these public spaces on the development of democracy are slowly becoming visible.

Ils s’attachent véritablement à mettre en valeur les caractéristiques d’origine d’un bâtiment et à rendre son histoire visible, veillant à ce que ces espaces ne soient pas de simples vestiges, mais des éléments actifs et vivants de la ville. Même lorsqu’un site, comme le quartier de l’Arsenale, se voit attribuer une nouvelle fonction, ils veillent à ce que son passé industriel soit toujours mis à l’honneur. Et surtout, leurs efforts de conservation sont véritablement inclusifs, respectant chacune des cultures et communautés qui ont laissé leur empreinte sur le patrimoine d’Istanbul.

Mahir Polat, directeur du bureau du patrimoine de l’IBB, restaure des bâtiments publics historiques à Istanbul depuis 2019. Sa philosophie, dans sa volonté de protéger et de préserver les immenses trésors architecturaux d’Istanbul, ne consiste pas seulement à sauvegarder la contribution de la ville au patrimoine mondial, mais aussi à garantir que les habitants d’Istanbul, qui « n’ont presque jamais de toit au-dessus de la tête » lorsqu’ils sortent pour se retrouver entre amis, disposent d’espaces publics pour leur vie quotidienne. Ainsi, sa démarche visant à restaurer et à rénover les bâtiments publics d’Istanbul a pour but d’offrir aux jeunes des espaces couverts ou semi-couverts où ils peuvent se retrouver sans être obligés de dépenser de l’argent. Aussi étrange que cela puisse paraître pour une immense métropole qui compte plus de 20 millions d’habitants, cette question n’était pas une préoccupation majeure des politiques publiques jusqu’à la dernière décennie. Bien que cet effort soit relativement récent et encore vague comparé à la longue histoire d’Istanbul, les effets de ces espaces publics sur le développement de la démocratie commencent lentement à se faire sentir.

La culture turque ne comptant pas à l’origine de grandes places ou de piazzas dans son histoire urbaine, et la construction d’espaces ouverts n’ayant pratiquement jamais été au cœur des politiques publiques, ce que l’on appelle « espace public » en Turquie est généralement assez linéaire : c’est le sokak en turc – la rue. Et avant tout, l’intersection de deux rues principales constitue le cœur d’un quartier appelé « mahalle », à l’instar des anciens « cardo » et « decumanus » romains. Ces éléments occupent une place importante dans la culture turque, où ils ont façonné des concepts socioculturels durables tels que la « culture de rue » et la « culture de quartier ».

storia di Istanbul, gli effetti di questi spazi pubblici sullo sviluppo della democrazia stanno lentamente diventando visibili.

Poiché la cultura turca non ha originariamente conosciuto grandi piazze nella propria storia urbana e la realizzazione di spazi aperti è stata raramente al centro delle politiche pubbliche, ciò che in Turchia viene definito «spazio pubblico» ha solitamente una forma piuttosto lineare: è il sokak in turco, ossia la strada. In particolare, l'intersezione di due strade principali costituisce il nucleo di un quartiere, chiamato mahalle, in modo simile all'antico cardo e decumano romani. Questi elementi occupano un posto importante nella cultura turca, dove hanno plasmato concetti socioculturali duraturi come la Cultura della Strada e la Cultura del Quartiere.

Nel 2013, i giovani del Parco Gezi protestarono per proteggere un parco pubblico. Nel corso degli anni, le loro iniziative hanno contribuito a stimolare nuove idee e relazioni negli spazi urbani, favorendo anche la nascita di numerosi movimenti dal basso. Questa resistenza rappresenta un esempio storico di protesta pacifica che dimostra il valore degli spazi per la coesione sociale. Le esperienze del Parco Gezi e la successiva nascita di iniziative come IBB Heritage dimostrano che lo spazio pubblico non è semplicemente un contesto fisico, ma un'infrastruttura democratica e culturale attraverso la quale le società negoziano la memoria collettiva, la partecipazione civica e i valori che desiderano trasmettere alle generazioni future.

Le scuole e le università dovrebbero avviare e sostenere il dibattito culturale, al fine di stabilire equilibri e connessioni all'interno di contesti complessi e in continua evoluzione. In questo modo, nuove forme di espressione nei campi dell'architettura e del design possono emergere da un approccio olistico, anziché dalla ricerca di singoli esiti formali. I conseguenti processi progettuali per la rigenerazione dei territori e delle città condurranno così alla definizione di "ambienti di vita" realmente democratici e inclusivi, capaci di favorire relazioni sociali fondate sulla giustizia e sull'ospitalità.

In definitiva, la questione dello spazio pubblico è inseparabile da quella della democrazia: i modi in cui le società progettano, preservano e attivano gli spazi condivisi rivelano non solo come le persone vivono insieme nel presente, ma anche quali futuri sociali immaginano e rendono possibili.

Because the Turkish culture does not originally have huge squares and piazzas in its urban history, and the construction of open spaces was hardly ever at the core of public policy, what is called "public space" in Turkey is usually quite linear: It is sokak in Turkish - the street. And primarily, an intersection of two main streets forms the core of a neighbourhood that is called a mahalle, much like the old Roman cardo and decumanus. These elements occupy an important place in Turkish culture, where they have shaped enduring sociocultural concepts such as Street Culture and Neighbourhood Culture.

In 2013, the young people of Gezi Park protested to protect a public park. Over the years, their initiatives have helped to stimulate new ideas and relationships in urban spaces, which have also led to the creation of many grassroots movements. This resistance is a historic example of peaceful protest that demonstrates the value of spaces for social cohesion. The experiences of Gezi Park and the subsequent emergence of initiatives such as IBB Heritage demonstrate that public space is not merely a physical setting, but a democratic and cultural infrastructure through which societies negotiate collective memory, civic participation, and the values they wish to transmit to future generations.

Schools and universities should start and sustain cultural debate in order to establish balances and connections within complex and constantly evolving contexts. In this way, new forms of expression in the fields of architecture and design can emerge from a holistic approach, rather than from the pursuit of individual formal outcomes. The resulting design processes for the regeneration of territories and cities will thus lead to the definition of "living environments" that are truly democratic and inclusive, capable of fostering social relationships based on justice and hospitality.

Ultimately, the question of public space is inseparable from the question of democracy itself: the ways in which societies design, preserve, and activate shared spaces reveal not only how people live together in the present, but also what kinds of social futures they imagine and make possible.

En 2013, les jeunes du parc Gezi ont manifesté pour protéger un parc public. Au fil des ans, leurs initiatives ont contribué à susciter de nouvelles idées et relations dans les espaces urbains, ce qui a également conduit à la création de nombreux mouvements citoyens. Cette résistance est un exemple historique de manifestation pacifique qui démontre la valeur des espaces pour la cohésion sociale.

Les expériences du parc Gezi et l'émergence subséquente d'initiatives telles que IBB Heritage démontrent que l'espace public n'est pas simplement un cadre physique, mais une infrastructure démocratique et culturelle à travers laquelle les sociétés négocient la mémoire collective, la participation civique et les valeurs qu'elles souhaitent transmettre aux générations futures.

Les écoles et les universités devraient lancer et entretenir un débat culturel afin d'établir des équilibres et des liens au sein de contextes complexes et en constante évolution. Ainsi, de nouvelles formes d'expression dans les domaines de l'architecture et du design peuvent émerger d'une approche holistique, plutôt que de la recherche de résultats formels individuels. Les processus de conception qui en résulteront pour la régénération des territoires et des villes conduiront ainsi à la définition d'« environnements de vie » véritablement démocratiques et inclusifs, capables de favoriser des relations sociales fondées sur la justice et l'hospitalité.

En fin de compte, la question de l'espace public est indissociable de celle de la démocratie elle-même : la manière dont les sociétés conçoivent, préservent et dynamisent les espaces partagés révèle non seulement comment les gens vivent ensemble dans le présent, mais aussi quels types d'avenirs sociaux ils imaginent et rendent possibles.



ARCHITECTURE ET RUPTURE :
DONNER UN SENS
A LA RESPONSABILITE
EN TEMPS DE GUERRE ⁴¹
ET D'AUTORITARISME

Gruia Bădescu

Anni fa, quando lessi l’affermazione di Adorno secondo cui scrivere poesia dopo Auschwitz era barbarico, i miei pensieri si volsero immediatamente all’architettura. Quale forma può assumere la produzione culturale dopo una catastrofe? L’architettura, non meno della filosofia o dell’arte, non può rivendicare l’innocenza né procedere come se nulla fosse accaduto. All’epoca, la mia domanda era collocata in un luogo e in un momento specifici: cosa significava ricostruire le città tedesche dopo la guerra, un paesaggio in rovina perseguitato dal nazionalsocialismo, dal senso di colpa e dalla responsabilità? Cercavo di capire cosa significasse per gli architetti, incaricati di costruire il futuro, confrontarsi con un passato così tormentato. La modernità era allora intesa sia come distruzione necessaria che come progresso desiderato; in seguito sono arrivati momenti di interrogativi e di critica. Oggi questa domanda ritorna con una dimensione globale, mentre il mondo è alle prese con una proliferazione di crisi - dalla guerra e dal genocidio alla deriva verso forme grottesche di autoritarismo e controllo, al tempo stesso farsa e tragedia. Mentre le città vengono distrutte dalle bombe, ma anche da uno sviluppo spietato caratterizzato da sfollamenti e finanziarizzazione, diventa essenziale comprendere cosa ciò significhi per gli architetti, per i progettisti urbani, per i residenti e per le città stesse.

Ho lavorato sulla ricostruzione non semplicemente come risposta tecnica alla distruzione, ma come modo per comprendere come l’architettura risponda alla perdita della casa e alla sfida di convivere con un passato difficile. Al di là del caso tedesco, che sembrava il più radicale, mi interessavano le società che avevano offerto modelli di convivenza brutalmente frammentati dalla guerra.

Years ago, when I read Adorno’s statement that writing poetry after Auschwitz was barbaric, my thoughts turned immediately to architecture. What form can cultural production take after catastrophe? Architecture, no less than philosophy or art, cannot claim innocence or proceed as if nothing had happened. At the time, my question was situated in a specific place and moment: what did it mean to rebuild Germany’s cities after the war, a ruined landscape haunted by National Socialism, guilt, and responsibility? I sought to understand what it meant for architects, tasked with building futures, to engage with such a troubling past. Modernity was then understood as both necessary destruction and desired progress; later came moments of questioning and critique. Today, this question returns with a global dimension, as the world grapples with a proliferation of crises from war and genocide to descents into grotesque forms of authoritarianism and control, at once farce and tragedy. As cities are destroyed by bombs, but also by ruthless development marked by displacement and financialization, it becomes essential to unpack what this means for architects, for city-makers, for residents, and for cities themselves.

I have worked on reconstruction not simply as a technical response to destruction, but as a way of understanding how architecture responds to the loss of home and to the challenge of living with difficult pasts. Beyond the German case, which seemed the most radical, I was interested in societies that had offered models of coexistence brutally fractured by war.

Il y a des années, lorsque j’ai lu la déclaration d’Adorno selon laquelle écrire de la poésie après Auschwitz relevait de la barbarie, mes pensées se sont immédiatement tournées vers l’architecture. Quelle forme la production culturelle peut-elle prendre après une catastrophe ? L’architecture, tout autant que la philosophie ou l’art, ne peut prétendre à l’innocence ni faire comme si de rien n’était.

À l’époque, ma question s’inscrivait dans un lieu et un moment précis : que signifiait reconstruire les villes allemandes après la guerre, un paysage en ruines hanté par le national-socialisme, la culpabilité et la responsabilité ? Je cherchais à comprendre ce que cela signifiait pour les architectes, chargés de construire l’avenir, de se confronter à un passé aussi troublant. La modernité était alors perçue à la fois comme une destruction nécessaire et un progrès souhaité ; vint ensuite une période de remise en question et de critique. Aujourd’hui, cette question revient avec une dimension mondiale, alors que le monde est aux prises avec une prolifération de crises, de la guerre et du génocide à la descente vers des formes grottesques d’autoritarisme et de contrôle, à la fois farce et tragédie. Alors que les villes sont détruites par les bombes, mais aussi par un développement impitoyable marqué par les déplacements de population et la financiarisation, il devient essentiel de décortiquer ce que cela signifie pour les architectes, pour les urbanistes, pour les habitants et pour les villes elles-mêmes.

J’ai travaillé sur la reconstruction non pas simplement comme une réponse technique à la destruction, mais comme un moyen de comprendre comment l’architecture répond à la perte d’un foyer et au défi de vivre avec des passés difficiles. Au-delà du cas allemand, qui semblait le plus radical, je m’intéressais aux sociétés qui avaient proposé des modèles de coexistence brutalement fracturés par la guerre.

Ricostruire Beirut dopo la guerra civile libanese (1975–1990) o Sarajevo dopo l’assedio durante la guerra in Bosnia-Erzegovina (1991–1995) comportava la profonda sfida di riparare una vita comune distrutta, al di là della sola architettura. Stavo lavorando su questi contesti – esaminando archivi, parlando con architetti e rifugiati, organizzando studi di progettazione con studenti locali – per dare un senso alla ricostruzione in questi luoghi dove una certa distanza temporale consentiva la riflessione.

Eppure ciò che inizialmente appariva come un’impresa storica e filosofica si è presto trasformato in un presente brutale. Nuove distruzioni si sono verificate in Siria, poi in Ucraina, poi nello Yemen e a Gaza, mentre altri conflitti in Africa e oltre sono rimasti meno visibili nei media. Bisognava prendere decisioni in fretta. Alcuni nel mondo dell’architettura esultavano – ad esempio, in Libano, alcuni ritenevano che il conflitto siriano avrebbe generato opportunità redditizie. Altri si sono fermati a riflettere. Per molti, tuttavia, il mondo è andato avanti, mentre altre crisi prendevano il sopravvento.

Cosa significa questo accumulo di violenza per la professione architettonica, già afflitta da molteplici crisi – ecologiche, sociali, economiche e politiche? Nel mio lavoro e nella mia pratica, torno alle questioni della responsabilità dopo la rottura, dopo la crisi. Oggi, questa responsabilità è ulteriormente complicata da una crisi della memoria e da un desiderio diffuso di riparazione attraverso diversi passati. La guerra è solo una di queste. Dopo i regimi autoritari, l’ambiente costruito porta con sé un’eredità difficile, dallo sfollamento all’architettura monumentale che narra ideologie dominanti lasciate indiscusse nello spazio urbano. Dopo la schiavitù e il colonialismo, l’architettura incarna strutture di violenza che perdurano nello spazio, e spesso nella società. A Salvador da Bahia, in Brasile, dove sto scrivendo questo testo, un giovane mi ha recentemente detto che si rifiuta di entrare negli edifici costruiti in epoca coloniale a causa del loro legame con la schiavitù. Il Mercado Modelo è carico dei fantasmi degli abusi, dell’atmosfera di un passato abietto. Il suo rifiuto non è semplicemente personale. È spaziale, politico ed etico.

Rebuilding Beirut after the Lebanese Civil War (1975-1990) or Sarajevo after its siege in the war in Bosnia and Herzegovina (1991-1995) involved the profound challenge of repairing a destroyed common life, beyond architecture alone. I was working on these contexts - examining archives, talking to architects, to refugees, organizing design studios with local students - to make sense of reconstruction in these places where some temporal distance allowed for reflection.

Yet what initially appeared as a historical and philosophical endeavour soon became a brutal present. New destruction unfolded in Syria, then Ukraine, then Yemen and Gaza, while other conflicts in Africa and beyond remained less visible in the media. Decisions had to be taken quickly. Some in the architectural world jubilated for instance, in Lebanon, some felt Syria’s conflict would generate lucrative opportunities. Others paused to reflect. For many, however, the world moved on, as other crises took precedence.

What does this accumulation of violence mean for the architectural profession, already beset by multiple crises - ecological, social, economic, and political? In my work and practice, I return to questions of responsibility after rupture, after crisis. Today, this responsibility is further complicated by a crisis of memory and a widespread desire for repair across different pasts. War is only one of them. After authoritarian regimes, the built environment carries difficult legacies, from displacement to monumental architecture that narrates dominant ideologies left unquestioned in urban space. After slavery and colonialism, architecture embodies structures of violence that endure in space, and often in society. In Salvador da Bahia, Brazil, where I am writing this text, a young man recently told me he refuses to enter buildings constructed in colonial times because of their association with slavery. The Mercado Modelo is heavy with the ghosts of abuse, the atmosphere of an abject past. His refusal is not simply personal. It is spatial, political, and ethical.

La reconstruction de Beyrouth après la guerre civile libanaise (1975-1990) ou de Sarajevo après son siège pendant la guerre en Bosnie-Herzégovine (1991-1995) impliquait le défi profond de réparer une vie commune détruite, au-delà de la seule architecture. Je travaillais sur ces contextes - en examinant des archives, en discutant avec des architectes et des réfugiés, en organisant des ateliers de conception avec des étudiants locaux - pour donner un sens à la reconstruction dans ces lieux où une certaine distance temporelle permettait la réflexion.

Pourtant, ce qui semblait au départ être une entreprise historique et philosophique s’est vite transformé en un présent brutal. De nouvelles destructions se sont produites en Syrie, puis en Ukraine, puis au Yémen et à Gaza, tandis que d’autres conflits en Afrique et ailleurs restaient moins visibles dans les médias. Il fallait prendre des décisions rapidement. Certains dans le monde de l’architecture se réjouissaient - au Liban, par exemple, certains estimaient que le conflit syrien allait générer des opportunités lucratives. D’autres ont pris le temps de réfléchir. Pour beaucoup, cependant, le monde a continué de tourner, d’autres crises prenant le dessus.

Que signifie cette accumulation de violence pour la profession d’architecte, déjà en proie à de multiples crises - écologiques, sociales, économiques et politiques ?

Dans mon travail et ma pratique, je reviens sur les questions de responsabilité après la rupture, après la crise. Aujourd’hui, cette responsabilité est encore compliquée par une crise de la mémoire et un désir généralisé de réparation à travers différents passés. La guerre n’est qu’une de ces crises. Après les régimes autoritaires, l’environnement bâti porte des héritages difficiles, allant des déplacements de population à une architecture monumentale qui raconte des idéologies dominantes laissées sans remise en question dans l’espace urbain. Après l’esclavage et le colonialisme, l’architecture incarne des structures de violence qui perdurent dans l’espace, et souvent dans la société. À Salvador de Bahia, au Brésil, où j’écris ce texte, un jeune homme m’a récemment confié qu’il refusait d’entrer dans les bâtiments construits à l’époque coloniale en raison de leur association avec l’esclavage. Le Mercado Modelo est chargé des fantômes des abus, de l’atmosphère d’un passé abject. Son refus n’est pas simplement personnel. Il est spatial, politique et éthique.

Momenti come questi impongono domande scomode. Cosa si dovrebbe fare dei luoghi di tortura ereditati dalle dittature, o degli edifici legati a regimi indesiderati? Cosa significa ricostruire dopo una guerra? Questi non sono fardelli marginali o aggiuntivi posti su una professione già in crisi; sono centrali per la condizione contemporanea dell’architettura.

Tornando alla guerra, molti sostengono che sia futile parlare di ricostruzione mentre la distruzione è ancora in corso. Eppure la storia suggerisce il contrario. Durante la Seconda Guerra Mondiale, i pianificatori delle città bombardate stavano già abbozzando visioni per la ricostruzione; a Beirut nei primi anni ’80, esperti internazionali e locali discussero di ricostruzione molto prima che la guerra civile finisse; nella Sarajevo assediata, gli architetti attraversarono le linee dei cecchini per incontrarsi e pensare al futuro della città. In Ucraina ci sono molteplici iniziative e discussioni, molte delle quali dal basso; a Gaza, i piani provengono più dal registro del sinistro. Pensare alla ricostruzione durante la guerra non è ingenuo ottimismo: era un modo per sostenere uno scopo, la resistenza e un orizzonte al di là della devastazione. La riflessione, in questo caso, non è un lusso; è una forma di responsabilità.

La ricostruzione mette l’architettura di fronte alle conseguenze della perdita su più livelli. Al di là della distruzione degli edifici, la guerra produce ciò che la psichiatra Mindy Fullilove ha definito “shock delle radici”: la violenta separazione delle persone dai luoghi che erano il punto di riferimento delle loro vite. La ricostruzione deve rispondere a bisogni urgenti – alloggi, infrastrutture, sicurezza – ma inevitabilmente si confronta anche con il trauma, la memoria e la lotta per recuperare un mondo condiviso. La ricostruzione non è quindi mai solo tecnica. È un processo profondamente evolutivo e sociale, che tocca le istituzioni, le relazioni e la capacità di immaginare una vita in comune. Altrove, ho invocato pratiche di ricostruzione riflessiva e di creazione sincretica di luoghi.

Such moments force uncomfortable questions. What should be done with sites of torture inherited from dictatorships, or with buildings connected to unwanted regimes? What does it mean to rebuild after a war?

These are not marginal or additional burdens placed on a profession already in crisis; they are central to architecture’s contemporary condition.

Returning to war, many argue that it is futile to talk about reconstruction while destruction is still ongoing. Yet history suggests otherwise. During the Second World War, planners in bombed cities were already sketching visions for rebuilding; in Beirut in the early 1980s, international and local experts discussed reconstruction long before the civil war ended; in besieged Sarajevo, architects crossed sniper lines to meet and think about the city’s future. In Ukraine there are multiple initiatives and discussions, many bottom-up; in Gaza, plans have come more from the register of the sinister. Thinking about reconstruction during war is not naïve optimism it was a way of sustaining purpose, resistance, and a horizon beyond devastation. Reflection, here, is not a luxury; it is a form of responsibility.

Reconstruction confronts architecture with the consequences of loss at multiple scales. Beyond the destruction of buildings, war produces what psychiatrist Mindy Fullilove has called “root shock”: the violent severing of people from places that anchored their lives. Rebuilding must respond to urgent needs housing, infrastructure, safety but it also inevitably engages with trauma, memory, and the struggle to recover a shared world. Reconstruction is therefore never just technical. It is a deeply developmental and social process, one that touches institutions, relationships, and the capacity to imagine life in common. Elsewhere, I have called for practices of reflective reconstruction and syncretic place-making.

De tels moments soulèvent des questions dérangeantes. Que faire des lieux de torture hérités des dictatures, ou des bâtiments liés à des régimes indésirables ?

Que signifie reconstruire après une guerre ? Il ne s’agit pas là de fardeaux marginaux ou supplémentaires imposés à une profession déjà en crise ; ils sont au cœur de la condition contemporaine de l’architecture.

Pour en revenir à la guerre, nombreux sont ceux qui affirment qu’il est vain de parler de reconstruction tant que la destruction est encore en cours. Pourtant, l’histoire suggère le contraire. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les urbanistes des villes bombardées esquisaient déjà des visions de reconstruction ; à Beyrouth, au début des années 1980, des experts internationaux et locaux discutaient de reconstruction bien avant la fin de la guerre civile ; à Sarajevo assiégée, des architectes traversaient les lignes de tir des snipers pour se rencontrer et réfléchir à l’avenir de la ville. En Ukraine, il existe de multiples initiatives et discussions, dont beaucoup sont issues de la base ; à Gaza, les projets relèvent davantage du sinister. Penser à la reconstruction pendant la guerre n’est pas un optimisme naïf — c’était une façon de maintenir un objectif, une résistance et un horizon au-delà de la dévastation. La réflexion, ici, n’est pas un luxe ; c’est une forme de responsabilité.

La reconstruction confronte l’architecture aux conséquences de la perte à plusieurs échelles. Au-delà de la destruction des bâtiments, la guerre produit ce que la psychiatre Mindy Fullilove a appelé le « choc des racines » : la rupture violente entre les personnes et les lieux qui ancrent leurs vies. La reconstruction doit répondre à des besoins urgents - logement, infrastructures, sécurité - mais elle est aussi inévitablement liée au traumatisme, à la mémoire et à la lutte pour retrouver un monde partagé. La reconstruction n’est donc jamais purement technique. C’est un processus profondément social et de développement, qui touche aux institutions, aux relations et à la capacité d’imaginer une vie en commun. Ailleurs, j’ai appelé à des pratiques de reconstruction réfléchie et de création de lieux synchrétiques.

In tempi di conflitto, ricordo il forte entusiasmo degli architetti per le opportunità di ricostruzione, da Beirut ad altri luoghi. Questo entusiasmo ha assunto forme diverse. Da un lato, c'erano approcci lucrativi e corporativi allineati a modelli internazionali e immaginari guidati dal capitale - la ricostruzione è un'arena di opportunità e di guadagno, spesso a spese della popolazione locale traumatizzata che si ritrova sfollata non solo spazialmente ma anche dalle visioni del luogo. D'altro canto, c'erano impulsi umanitari, spesso ben intenzionati ma ridotti a soluzioni rapide che aggravano questioni più profonde di significato, potere e conseguenze a lungo termine. Modelli simili riappaiono oggi, anche nei dibattiti su Ucraina e Gaza.

Ciò che spesso mancava era l'insistenza sulla conoscenza locale: lavorare a stretto contatto con professionisti e istituzioni locali, impegnarsi in una consultazione significativa dei cittadini e collaborare strettamente con antropologi e storici che comprendono le particolarità del luogo. Gli architetti che arrivano dall'esterno, anche con le migliori intenzioni, non possono compensare le incomprensioni o le semplificazioni della complessità locale. Tuttavia, la responsabilità richiede anche cautela nel non feticizzare "il locale". I contesti locali sono essi stessi plasmati dai rapporti di potere – da strutture di esclusione di lungo periodo, così come da nuovi broker del potere emergenti dalle economie di guerra e dalla violenza. Potenziare il locale senza interrogarsi su queste dinamiche rischia di rafforzare proprio quelle ingiustizie che la ricostruzione cerca di affrontare.

Le preoccupazioni relative alla memoria e alla guarigione sono centrali. A Sarajevo, la proposta di Lebbeus Woods di incorporare cicatrici visibili della guerra negli edifici ricostruiti è stata respinta dai residenti che non volevano vivere quotidianamente con i ricordi dell'assedio e della violenza. Altrove, la ricostruzione e la commemorazione selettive hanno irrigidito le narrazioni politiche e prolungato il conflitto attraverso mezzi simbolici.

In times of conflict, I recall the strong enthusiasm among architects for reconstruction opportunities, from Beirut to elsewhere. This enthusiasm took different forms. On the one hand, there were lucrative, corporate approaches aligned with international models and capital-driven imaginaries - reconstruction is an arena of opportunities and money-making, often at the expense of the traumatized locals who find themselves displaced not only spatially but also from the visions for the place. On the other, there were humanitarian impulses, often well intentioned but reduced to quick fixes that bypassed deeper questions of meaning, power, and long-term consequences. Similar patterns reappear today, including in debates on Ukraine and Gaza.

What was often missing was an insistence on local knowledge: working closely with local professionals and institutions, engaging in meaningful citizen consultation, and closely collaborating with anthropologists and historians who understand the particularities of place. Architects parachuting in, even with the best of intentions, cannot compensate for misunderstandings or simplifications of local complexity. Yet responsibility also demands caution against fetishizing "the local." Local contexts are themselves shaped by power relations by long-term structures of exclusion, as well as by newer power brokers emerging from war economies and violence. Empowering the local without interrogating these dynamics risks reinforcing the very injustices reconstruction seeks to address.

Concerns for memory and healing are central. In Sarajevo, Lebbeus Woods's proposal to embed visible scars of war into reconstructed buildings was rejected by residents who did not want to live daily with reminders of siege and violence. Elsewhere, selective reconstruction and memorialization have hardened political narratives and prolonged conflict through symbolic means.

En période de conflit, je me souviens du vif enthousiasme des architectes face aux opportunités de reconstruction, de Beyrouth à d'autres endroits. Cet enthousiasme prenait différentes formes. D'une part, il y avait des approches lucratives et corporatistes, alignées sur des modèles internationaux et des imaginaires dictés par le capital - la reconstruction est un terrain d'opportunités et de profit, souvent au détriment des populations locales traumatisées qui se retrouvent déplacées non seulement spatialement, mais aussi par rapport aux visions du lieu.

D'autre part, il y avait des impulsions humanitaires, souvent bien intentionnées mais réduites à des solutions rapides qui contournaient les questions plus profondes de sens, de pouvoir et de conséquences à long terme. Des schémas similaires réapparaissent aujourd'hui, notamment dans les débats sur l'Ukraine et Gaza.

Ce qui faisait souvent défaut, c'était l'insistance sur les connaissances locales : travailler en étroite collaboration avec les professionnels et les institutions locales, mener une consultation citoyenne significative et collaborer étroitement avec des anthropologues et des historiens qui comprennent les particularités du lieu.

Les architectes arrivant de l'extérieur, même avec les meilleures intentions du monde, ne peuvent compenser les malentendus ou les simplifications de la complexité locale. Pourtant, la responsabilité exige également de se garder de fétichiser « le local ». Les contextes locaux sont eux-mêmes façonnés par les relations de pouvoir - par des structures d'exclusion de longue date, ainsi que par de nouveaux acteurs du pouvoir issus des économies de guerre et de la violence. Renforcer l'autonomie locale sans interroger ces dynamiques risque de renforcer les injustices mêmes que la reconstruction cherche à corriger.

Les préoccupations liées à la mémoire et à la guérison sont centrales. À Sarajevo, la proposition de Lebbeus Woods d'intégrer les cicatrices visibles de la guerre dans les bâtiments reconstruits a été rejetée par les habitants qui ne voulaient pas vivre au quotidien avec des rappels du siège et de la violence. Ailleurs, la reconstruction et la commémoration sélectives ont durci les discours politiques et prolongé le conflit par des moyens symboliques.

Le scelte di preservare, restaurare, valorizzare o eliminare comportano gravi conseguenze nella pratica della ricostruzione, in particolare in luoghi contesi dove divisioni etnico-nazionali o politiche dividono le società. La ricostruzione può sanare, ma può anche essere violenta – culturalmente e simbolicamente – cancellando certi passati mentre ne monumentalizza altri.

L’architettura, in tempo di guerra e nel suo dopoguerra, non può rifugiarsi nella neutralità. La ricostruzione non è business as usual. Riorganizza lo spazio, ridistribuisce la visibilità e stabilizza particolari interpretazioni del passato. È infinitamente più facile ricostruire muri e infrastrutture che ricostruire la fiducia, la dignità e le condizioni per la convivenza. Se l’architettura ha una responsabilità oggi, essa non sta nell’offrirne soluzioni preconfezionate o nell’exportare modelli, ma nel sostenere una pratica critica, situata ed eticamente attenta.

La responsabilità, quindi, non risiede in gesti eroici o forme spettacolari. Risiede nella cura: dei luoghi, delle storie, nel ricomporre rapporti di potere ineguali e nell’impegnarsi con futuri che rimangono incerti. L’architettura può contribuire alla riparazione solo se riconosce la perdita, resiste alle risposte facili e rimane attenta al fragile compito di ricostruire un mondo comune dopo la rottura. O, nel nostro nuovo mondo, dopo crisi multiple.

The choices to preserve, restore, enhance, or eliminate carry heavy consequences in reconstruction practice, particularly in contested places where ethnonational or political cleavages divide societies. Reconstruction can heal, but it can also be violent - culturally and symbolically - by erasing certain pasts while monumentalizing others.

Architecture, in times of war and its aftermath, cannot retreat into neutrality. Reconstruction is not business as usual. It reorganizes space, redistributes visibility, and stabilizes particular interpretations of the past. It is infinitely easier to rebuild walls and infrastructure than it is to rebuild trust, dignity, and the conditions for living together. If architecture has a responsibility today, it lies not in offering ready-made solutions or exporting models, but in sustaining a critical, situated, and ethically attentive practice.

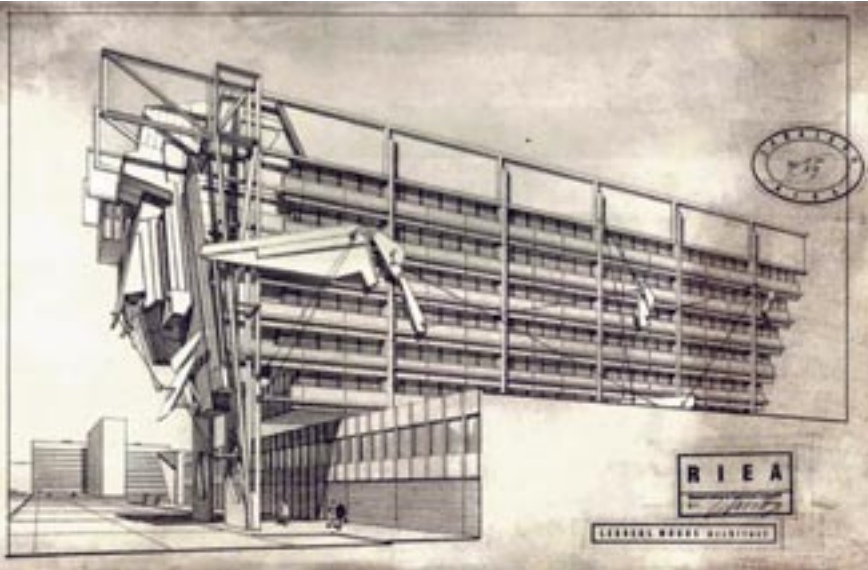
Responsibility, then, does not reside in heroic gestures or spectacular forms. It lies in care: for places, for histories, for mending unequal power relations, and for engaging with futures that remain uncertain. Architecture can contribute to repair only if it acknowledges loss, resists easy answers, and remains attentive to the fragile task of rebuilding a common world after rupture. Or, in our new world, after multiple crises.

Les choix de préserver, restaurer, mettre en valeur ou éliminer ont de lourdes conséquences dans la pratique de la reconstruction, en particulier dans les lieux contestés où des clivages ethnonationaux ou politiques divisent les sociétés. La reconstruction peut guérir, mais elle peut aussi être violente - culturellement et symboliquement - en effaçant certains passés tout en en monumentalisant d’autres.

L’architecture, en temps de guerre et dans son sillage, ne peut se réfugier dans la neutralité. La reconstruction n’est pas une affaire comme les autres. Elle réorganise l’espace, redistribue la visibilité et stabilise des interprétations particulières du passé. Il est infiniment plus facile de reconstruire des murs et des infrastructures que de reconstruire la confiance, la dignité et les conditions de la vie en commun. Si l’architecture a une responsabilité aujourd’hui, elle ne réside pas dans l’offre de solutions toutes faites ou l’exportation de modèles, mais dans le maintien d’une pratique critique, située et éthiquement attentive.

La responsabilité ne réside donc pas dans des gestes héroïques ou des formes spectaculaires. Elle réside dans le soin : des lieux, des histoires, de la réparation des relations de pouvoir inégales, et de l’engagement envers des avenir qui restent incertains. L’architecture ne peut contribuer à la réparation que si elle reconnaît la perte, résiste aux réponses faciles et reste attentive à la tâche fragile de reconstruire un monde commun après une rupture. Ou, dans notre nouveau monde, après de multiples crises.

la reconstruction radicale de Lebbeus
Woodspour Elektroprivreda (Sarajevo)
avec des « croûtes » suggérant que l'architecture
d'après-guerre ne peut pas guérir complètement





CONFLITS, FRONTIERES ET
RECONSTRUCTION.
REFLEXIONS SUR UNE LIGNE QUI
SEPRE ET UNIT ⁵³

Renzo Bassani

Confini che dividono, conflitti che devastano, ricostruzione che tradisce: l'architettura riscopre il suo ruolo critico contro la guerra perpetua.

Borders that divide, conflicts that devastate, reconstruction that betrays: architecture rediscovers its critical role against perpetual war.

L'architettura nell'età della guerra permanente

Nel mondo contemporaneo, attraversato da guerre “ibride” e forme diffuse di violenza strutturale, la guerra ha cessato di essere un evento eccezionale: si è trasformata in un regime di esistenza che permea economia, tecnologia e paesaggio. In questa condizione, la “ricostruzione” appare come prosecuzione silenziosa della distruzione, un processo di riassetto funzionale più che di autentica pace.

L'architettura - disciplina che storicamente si confronta con la materialità della rovina - è oggi chiamata a ridefinire il proprio ruolo di fronte alla guerra. Il presente contributo propone una riflessione critica sul rapporto tra **confini**, **conflitti** e **ricostruzione**, assumendo il doppio lascito del Manifesto di Ventotene (1941) e del Codice di Camaldoli (1943) come riferimenti costitutivi quanto mai utili, oggi, di fronte a istanze altre neoliberali. Entrambi, nati nel cuore della seconda guerra mondiale, coniugano il bisogno di un nuovo ordine politico e la necessità di un'etica della **responsabilità civile**. Essi rappresentano, per l'architettura, una matrice di riflessione: progettare non come risposta funzionale, ma come atto politico orientato alla ricomposizione della vita collettiva.

Architecture in the Age of Permanent War

In the contemporary world, rife with ‘hybrid’ wars and widespread forms of structural violence, war has ceased to be an exceptional event: it has become a mode of existence that permeates the economy, technology and the landscape. In this context, ‘reconstruction’ appears as a silent continuation of destruction, a process of functional reorganisation rather than genuine peace.

Architecture - a discipline that has historically grappled with the materiality of ruin - is now called upon to redefine its role in the face of war. This contribution offers a critical reflection on the relationship between **borders**, **conflicts** and **reconstruction**, drawing on the dual legacy of the Ventotene Manifesto (1941) and the Camaldoli Code (1943) as foundational references that are more relevant than ever today, in the face of other neoliberal imperatives. Both, born in the midst of the Second World War, combine the need for a new political order with the necessity of an ethic of **civil responsibility**. For architecture, they represent a framework for reflection: designing not as a functional response, but as a political act aimed at the recomposition of collective life.

Des frontières qui divisent, des conflits qui dévastent, une reconstruction qui trahit : l'architecture redécouvre son rôle critique face à la guerre perpétuelle.

L'architecture à l'ère de la guerre permanente

Dans le monde contemporain, traversé par des guerres « hybrides » et des formes généralisées de violence structurelle, la guerre a cessé d'être un événement exceptionnel : elle s'est transformée en un régime d'existence qui imprègne l'économie, la technologie et le paysage. Dans ces conditions, la « reconstruction » apparaît comme la poursuite silencieuse de la destruction, un processus de réorganisation fonctionnelle plus qu'une paix authentique.

L'architecture – discipline qui, historiquement, se confronte à la matérialité de la ruine – est aujourd'hui appelée à redéfinir son rôle face à la guerre. La présente contribution propose une réflexion critique sur la relation entre **frontières**, **conflits** et **reconstruction**, en s'appuyant sur le double héritage du Manifeste de Ventotene (1941) et du Code de Camaldoli (1943) comme références constitutives plus utiles que jamais, aujourd'hui, face aux exigences néolibérales. Tous deux, nés au cœur de la Seconde Guerre mondiale, conjuguent le besoin d'un nouvel ordre politique et la nécessité d'une éthique de la **responsabilité civile**. Ils représentent, pour l'architecture, une matrice de réflexion : concevoir non pas comme une réponse fonctionnelle, mais comme un acte politique orienté vers la recomposition de la vie collective.

Il confine come dispositivo ambiguo

La questione del Confine, in questo senso, non è mera separazione, ma **dispositivo dinamico** - precetto guida dei due manifesti - capace di ospitare esclusione o apertura, ferita o guarigione. Ogni confine istituisce una divisione e, al tempo stesso, un contatto. È strumento di separazione e di relazione, mai una semplice linea, ma un campo di tensioni dinamiche. Affrontare città e territorio con questa triade - conflitti, confini ricostruzione - significa riconoscere lo spazio come stratificato da violenza, negoziazione e speranza. Il progetto di ricostruzione diviene così gesto critico: non cancella il conflitto, ma lo converte in coesistenza, trasformando il confine in soglia e la cicatrice in paesaggio: *“La ricostruzione dell’Italia deve poggiare sul rispetto della persona e sulla cooperazione solidale”*, (Codice di Camaldoli, 1943).

Guerra, distruzione e falsa ricostruzione

Tra dicembre 2024 e novembre 2025 sono stati registrati oltre 200.000 eventi di violenza politica, cui si aggiungono, oggi, i conflitti in Iran estesi al vicino Medio Oriente, che producono evacuazioni, sfollati, migrazioni interne e immensi campi di rifugiati, con gravi crisi economiche e politiche estese. Purtroppo, non esistono solo le guerre che tutti conosciamo, ma anche quelle dimenticate in molte regioni del mondo.

Le guerre sono ormai la forma consueta di soluzione dei conflitti politici e, oggi, rischiamo di esserne assuefatti, mentre nel ‘900 il rifiuto della guerra, come principio, era il mantra di ogni ideologia politica.

Fuori dal coinvolgimento diretto, le guerre diventano grafici, statistiche, calcoli, flussi commerciali, mentre il grande affare della ricostruzione resta sempre aperto e silenzioso come naturale prosecuzione della distruzione.

Le guerre raramente finiscono in fretta: i negoziati di pace durano mesi o anni e spesso non risolvono i conflitti, ma li sospendono in tregue precarie. Più che processi verso la pace, sono trattative per la redistribuzione del potere, mentre la parola “pace” resta la facciata con cui i “potenti” si presentano al tavolo dei negoziati.

The boundary as an ambiguous device

The question of the Boundary, in this sense, is not mere separation, but a **dynamic device** - the guiding principle of the two manifestos - capable of harbouring exclusion or openness, wound or healing. Every border establishes a division and, at the same time, a point of contact. It is an instrument of separation and of connection, never a simple line, but a field of dynamic tensions. Approaching cities and territories through this triad - conflicts, borders, reconstruction - means recognising space as layered with violence, negotiation and hope. The reconstruction project thus becomes a critical act: it does not erase conflict, but converts it into coexistence, transforming the boundary into a threshold and the scar into a landscape: *“The reconstruction of Italy must be based on respect for the individual and on cooperation in solidarity”*, (Codice di Camaldoli, 1943).

War, destruction and false reconstruction

Between December 2024 and November 2025, over 200,000 incidents of political violence were recorded, to which are now added the conflicts in Iran, which have spread to the neighbouring Middle East, resulting in evacuations, displaced persons, internal migration and vast refugee camps, alongside severe and widespread economic and political crises. Unfortunately, there are not only the wars we all know, but also those forgotten in many regions of the world.

Wars have now become the standard means of resolving political conflicts, and today we risk becoming desensitised to them, whereas in the 20th century the rejection of war, as a principle, was the mantra of every political ideology.

Outside of direct involvement, wars become graphs, statistics, calculations and trade flows, whilst the huge business of reconstruction remains ever-open and silent as the natural continuation of destruction.

Wars rarely end quickly: peace negotiations last for months or years and often do not resolve conflicts, but merely suspend them in precarious truces. Rather than processes towards peace, they are negotiations for the redistribution of power; whilst the word “peace” remains the façade with which the ‘powerful’ present themselves at the negotiating table.

La frontière comme dispositif ambigu

La question de la frontière, en ce sens, n’est pas une simple séparation, mais un dispositif dynamique - principe directeur des deux manifestes - capable d’accueillir l’exclusion ou l’ouverture, la blessure ou la guérison. Chaque frontière instaure une division et, en même temps, un contact. C’est un instrument de séparation et de relation, jamais une simple ligne, mais un champ de tensions dynamiques. Aborder la ville et le territoire avec cette triade - conflits, frontières, reconstruction - signifie reconnaître l’espace comme stratifié par la violence, la négociation et l’espoir. Le projet de reconstruction devient ainsi un geste critique : il n’efface pas le conflit, mais le convertit en coexistence, transformant la frontière en seuil et la cicatrice en paysage : « *La reconstruction de l’Italie doit reposer sur le respect de la personne et sur la coopération solidaire* », (Code de Camaldoli, 1943).

Guerre, destruction et fausse reconstruction

Entre décembre 2024 et novembre 2025, plus de 200 000 événements de violence politique ont été enregistrés, auxquels s’ajoutent aujourd’hui les conflits en Iran qui s’étendent au Proche-Orient voisin, provoquant des évacuations, des déplacements de population, des migrations internes et d’immenses camps de réfugiés, avec de graves crises économiques et politiques généralisées. Malheureusement, il n’y a pas que les guerres que nous connaissons tous, mais aussi celles qui sont oubliées dans de nombreuses régions du monde.

Les guerres sont désormais la forme habituelle de résolution des conflits politiques et, aujourd’hui, nous risquons d’y être habitués, alors qu’au XXe siècle, le refus de la guerre, en tant que principe, était le mantra de toute idéologie politique.

Loin de toute implication directe, les guerres se transforment en graphiques, statistiques, calculs, flux commerciaux, tandis que le grand business de la reconstruction reste toujours ouvert et silencieux, comme la suite naturelle de la destruction.

Les guerres se terminent rarement rapidement : les négociations de paix durent des mois, voire des années, et souvent, elles ne résolvent pas les conflits, mais les suspendent dans des trêves précaires. Plus que des processus vers la paix, ce sont des négociations pour la redistribution du pouvoir, tandis que le mot « paix » reste la façade sous laquelle les « puissants » se présentent à la table des négociations.

In tal senso, la **ricostruzione post-conflitto** non coincide con un gesto neutrale; essa è già parte del campo di forze che regola il conflitto stesso. Le grandi operazioni urbanistiche promosse da organismi internazionali o capitali privati traducono la violenza militare in **violenza pianificatoria**, ridisegnando interi territori in base a criteri di efficienza e profitto.

Non abbiamo bisogno di scomodare i grandi pensatori del ‘900 Benjamin, Dostoevskij, Nietzsche, per dire che tutto era già stato detto, perché tutto è sempre stato ed è di fronte a noi.

Memoria, identità e partecipazione

I conflitti, come sopra ricordavo, sono sempre affiancati al tema della ricostruzione in una logica trasformativa ed economica per questo ci riguardano direttamente: chi si occupa di territorio e città ha il dovere di far sentire la propria voce, invece di limitarsi a esserne strumento, esecutore di visioni eterodirette o, peggio, produttore di rendering patinati.

Le guerre, fuori dalla guerra, senza coinvolgimento ideologico, diventano solo grafici, statistiche, calcolo, rapporti commerciali e finanziari. L’affare della ricostruzione è aperto, silenzioso, come naturale conseguenza della distruzione ed è affiancato alle trattative di pace.

La ricostruzione dei territori feriti dalla guerra rappresenta una sfida complessa, che esige un approccio multidisciplinare: oltre alle urgenze economiche e sociali, devono essere la storia e le tradizioni locali a guidare le scelte, assicurando una ripresa sostenibile, progressiva e fedele all'identità culturale delle comunità colpite. Integrare memoria e tradizioni nei processi post-bellici non solo preserva l'essenza di un luogo, ma rafforza il senso di continuità e appartenenza, pilastri indispensabili per il benessere duraturo delle popolazioni e dello “sminamento” dei conflitti con il coinvolgimento attivo delle comunità locali, perché solo così le soluzioni rispecchieranno i loro bisogni e desideri, massimizzando accettazione e successo dei progetti.

In this sense, **post-conflict reconstruction** is not a neutral act; it is already part of the field of forces that governs the conflict itself. Large-scale urban development projects promoted by international organisations or private capital translate military **violence into planning** violence, redesigning entire territories according to criteria of efficiency and profit.

We need not invoke the great thinkers of the 20th century Benjamin, Dostoevsky, Nietzsche, to say that everything has already been said, for everything has always been and is right before us.

Memory, identity and participation

Conflicts, as I mentioned above, are always linked to the issue of reconstruction within a transformative and economic framework; this is why they concern us directly: those who deal with the territory and the city have a duty to make their voices heard, rather than merely being an instrument, an executor of externally directed visions or, worse still, a producer of glossy renderings.

Wars, outside the context of war itself and without ideological involvement, become nothing more than graphs, statistics, calculations, and commercial and financial reports. The business of reconstruction is ongoing, silent, as a natural consequence of destruction, and runs alongside peace negotiations.

The reconstruction of territories scarred by war represents a complex challenge, demanding a multidisciplinary approach: alongside economic and social imperatives, it is local history and traditions that must guide decisions, ensuring a sustainable, progressive recovery that remains faithful to the cultural identity of the affected communities. Integrating memory and traditions into post-war processes not only preserves the essence of a place but also strengthens the sense of continuity and belonging, indispensable pillars for the lasting well-being of populations and the ‘demining’ of conflicts through the active involvement of local communities, because only in this way will solutions reflect their needs and desires, maximising the acceptance and success of projects.

En ce sens, la reconstruction post-conflit ne correspond pas à un geste neutre ; elle fait déjà partie du champ de forces qui régit le conflit lui-même. Les grandes opérations d’urbanisme promues par des organismes internationaux ou des capitaux privés traduisent la violence militaire en violence urbanistique, redessinant des territoires entiers selon des critères d’efficacité et de profit.

Nous n’avons pas besoin de faire appel aux grands penseurs du XXe siècle – Benjamin, Dostoïevski, Nietzsche – pour dire que tout a déjà été dit, car tout a toujours été et est devant nous.

Mémoire, identité et participation

Les conflits, comme je le rappelais plus haut, vont toujours de pair avec la question de la reconstruction dans une logique de transformation et d’économie ; c’est pourquoi ils nous concernent directement : ceux qui s’occupent du territoire et de la ville ont le devoir de faire entendre leur voix, au lieu de se limiter à en être l’instrument, l’exécuteur de visions dictées de l’extérieur ou, pire encore, le producteur de rendus lisses et lisses.

Les guerres, en dehors de la guerre, sans implication idéologique, ne deviennent que des graphiques, des statistiques, des calculs, des rapports commerciaux et financiers. La question de la reconstruction est ouverte, silencieuse, comme une conséquence naturelle de la destruction, et s’accompagne des négociations de paix.

La reconstruction des territoires meurtris par la guerre représente un défi complexe, qui exige une approche multidisciplinaire : au-delà des urgences économiques et sociales, ce sont l’histoire et les traditions locales qui doivent guider les choix, en garantissant une reprise durable, progressive et fidèle à l’identité culturelle des communautés touchées. Intégrer la mémoire et les traditions dans les processus d’après-guerre permet non seulement de préserver l’essence d’un lieu, mais aussi de renforcer le sentiment de continuité et d’appartenance, piliers indispensables au bien-être durable des populations et au « déminage » des conflits grâce à l’implication active des communautés locales, car ce n’est qu’ainsi que les solutions refléteront leurs besoins et leurs désirs, maximisant l’acceptation et la réussite des projets.

L'architetto assume in tal modo un ruolo di **mediatore**: traduttore delle esperienze locali, facilitatore di percorsi condivisi, custode dei segni della perdita e della rinascita.

La memoria non è solo elemento simbolico: è condizione politica della ricostruzione. Senza un lavoro collettivo sul passato, ogni progetto rischia di riprodurre le stesse strutture di potere che hanno generato la distruzione. L'architettura può allora contribuire a riattivare il senso dei luoghi feriti, trasformando la rovina in **principio generativo**.

Eppure, è lecito dubitare.

Ricostruzione e algoritmi

L'orizzonte attuale suggerisce un percorso diverso, segnato dal nostro stesso disinteresse implicito.

Nei dopoguerra del Novecento, il potere risiedeva in chi controllava il suolo e comunque nelle idee di costruzione di una nuova visione della città, oggi, apparterrà a chi dominerà l'intelligenza artificiale che lo governerà. Gli algoritmi plasmano infatti la società del futuro: dalla cybersecurity, innestata nelle fondamenta stesse anziché come mera difesa reattiva, fino a un sistema nervoso digitale che – tra sminamenti, riparazioni di crateri, posa di cavi e ricostruzione di ospedali – orienta autonomamente, in modo invisibile, la vita dei cittadini per i decenni a venire.

Quando i **modelli predittivi** prenderanno il sopravvento rischieremo di essere meri esecutori e non pro-gettisti?

Pensiamo sia una domanda legittima?

Qui non siamo contrari all'uso di modelli innovativi, ma per il loro controllo, noi progettisti siamo sempre stati degli innovatori riconosciuti. Il controllo dell'innovazione algoritmica in architettura corrisponde al dominio strategico sugli algoritmi che generano, ottimizzano e governano forme spaziali, processi progettuali e interazioni urbane. Significa esercitare potere su strumenti come la **progettazione generativa**, che non solo modella edifici complessi ma plasmano l'intero ciclo vitale dello spazio: dalla simulazione energetica alla gestione *smart* delle città.

The architect thus assumes the role of **mediator**: translator of local experiences, facilitator of shared paths, custodian of the signs of loss and rebirth.

Memory is not merely a symbolic element: it is a political prerequisite for reconstruction. Without collective engagement with the past, every project risks reproducing the very power structures that caused the destruction. Architecture can thus help to revitalise the meaning of wounded places, transforming ruin into a **generative principle**.

Yet, it is legitimate to doubt this.

Reconstruction and algorithms

The current landscape suggests a different path, marked by our own implicit disinterest.

In the post-war periods of the twentieth century, power lay with those who controlled the land and, in any case, with the ideas behind the construction of a new vision for the city; today, it will belong to those who dominate the artificial intelligence that governs it. Algorithms are, in fact, shaping the society of the future: from cybersecurity, embedded in the very foundations rather than serving as a mere reactive defence, to a digital nervous system which - amidst mine clearance, crater repairs, cable laying and hospital reconstruction - autonomously and invisibly guides the lives of citizens for decades to come.

When **predictive models** take over, will we risk becoming mere executors rather than designers?

Do we think this is a legitimate question?

Here we are not opposed to the use of innovative models, but when it comes to controlling them, we designers have always been recognised innovators. Control over algorithmic innovation in architecture corresponds to strategic mastery of the algorithms that generate, optimise and govern spatial forms, design processes and urban interactions. It means exercising power over tools such as **generative design**, which not only models complex buildings but shapes the entire life cycle of space: from energy simulation to smart city management.

L'architecte endosse ainsi un rôle de **médiateur** : traducteur des expériences locales, facilitateur de parcours partagés, gardien des signes de la perte et de la renaissance.

La mémoire n'est pas seulement un élément symbolique : c'est une condition politique de la reconstruction. Sans un travail collectif sur le passé, tout projet risque de reproduire les mêmes structures de pouvoir qui ont engendré la destruction.

L'architecture peut alors contribuer à réactiver le sens des lieux meurtris, en transformant la ruine en **principe génératif**.

Et pourtant, on est en droit d'en douter.

Reconstruction et algorithmes

L'horizon actuel suggère une voie différente, marquée par notre propre désintérêt implicite.

Dans les après-guerres du XXe siècle, le pouvoir résidait chez ceux qui contrôlaient le sol et, en tout état de cause, dans les idées de construction d'une nouvelle vision de la ville ; aujourd'hui, il appartiendra à ceux qui domineront l'intelligence artificielle qui la gouvernera.

Les algorithmes façonnent en effet la société du futur : de la cybersécurité, intégrée dans les fondations mêmes plutôt que comme une simple défense réactive, jusqu'à un système nerveux numérique qui - entre déminage, réparation de cratères, pose de câbles et reconstruction d'hôpitaux - oriente de manière autonome et invisible la vie des citoyens pour les décennies à venir.

Lorsque les **modèles prédictifs** prendront le dessus, risquerons-nous d'être de simples exécutants et non plus des concepteurs ?

Pensons-nous que ce soit une question légitime ?

Nous ne sommes pas opposés ici à l'utilisation de modèles innovants, mais en ce qui concerne leur contrôle, nous, les concepteurs, avons toujours été des innovateurs reconnus. Le contrôle de l'innovation algorithmique en architecture correspond à la maîtrise stratégique des algorithmes qui génèrent, optimisent et régissent les formes spatiales, les processus de conception et les interactions urbaines. Cela signifie exercer un pouvoir sur des outils tels que la **conception générative**, qui non seulement modélisent des bâtiments complexes, mais façonnent l'ensemble du cycle de vie de l'espace : de la simulation énergétique à la gestion intelligente des villes.

Chi controllerà questi algoritmi deciderà i parametri etici, estetici e sociali incorporati - dalla cybersecurity integrata alle scelte di sostenibilità - determinando così l'evoluzione della società costruita.

Nel contesto post-bellico di cui discutiamo, equivale al passaggio dal controllo del suolo al controllo del sistema nervoso digitale: gli algoritmi diventano il nuovo potere, orientando invisibilmente la vita collettiva e ridefinendo confini fisici e sociali in modo autonomo e dinamico che rischiano di divenire nuovo terreno di conflitti.

Confini

Il confine è una delle figure più antiche e ambigue del pensiero occidentale. Nasce come **linea di separazione**, gesto primario che distingue un dentro da un fuori, un ordine da un’alterità. In architettura questa linea diventa **dispositivo di protezione** e insieme atto fondativo dello spazio abitabile. Ma ridurre il confine a semplice limite significa fraintenderne la complessità.

Ogni confine, infatti, divide e unisce, separa e, nello stesso tempo, mette in relazione.

Se il limite, nella tradizione classica, definisce l’identità di una cosa, nel pensiero contemporaneo il confine si fa zona instabile, spazio di passaggio, **area porosa**. Walter Benjamin distingueva il confine, che separa, dalla soglia, che apre a un’esperienza. La soglia è uno spazio vissuto, un tempo dell’attraversamento. In questa prospettiva il confine non coincide con una barriera: è il luogo in cui qualcosa accade.

In *Immagini di città* – Napoli, Benjamin esprime molto bene il concetto di porosità: “*Costruzioni e azione si compenetrano in cortili, arcate e scale. Si evita ciò che è definitivo, formato. Nessuna situazione appare come essa è pensata per sempre, nessuna forma dichiara il suo - così e non diversamente -*”.

Se questa riflessione appare chiara nello spazio urbano, diventa ancora più evidente quando il confine assume una **dimensione geopolitica**.

Whoever controls these algorithms will determine the embedded ethical, aesthetic and social parameters - from integrated cybersecurity to sustainability choices – thereby shaping the evolution of built society.

In the post-war context we are discussing, this amounts to a shift from control over land to control over the digital nervous system: algorithms become the new power, invisibly guiding collective life and redefining physical and social boundaries in an autonomous and dynamic way that risks becoming a new battleground.

Boundaries

The boundary is one of the oldest and most ambiguous concepts in Western thought. It originates as a **line of separation**, a primary gesture that distinguishes an inside from an outside, an order from an otherness. In architecture, this line becomes a **protective device** and, at the same time, the founding act of habitable space. But to reduce the boundary to a mere limit is to misunderstand its complexity.

Every boundary, in fact, divides and unites, separates and, at the same time, connects.

If, in the classical tradition, the limit defines the identity of a thing, in contemporary thought the border becomes an unstable zone, a space of passage, a **porous area**. Walter Benjamin distinguished the border, which separates, from the threshold, which opens up to an experience. The threshold is a lived space, a time of crossing. From this perspective, the border does not coincide with a barrier: it is the place where something happens.

In *City Images* - Naples, Benjamin expresses the concept of porosity very well: “*Buildings and activity interpenetrate in courtyards, arcades and staircases. What is definitive, fixed, is avoided. No situation appears as though it were conceived for all time; no form declares its ‘this way and no other’*”.

While this reflection is clear in the urban space, it becomes even more evident when the border takes on a **geopolitical dimension**.

Celui qui contrôlera ces algorithmes décidera des paramètres éthiques, esthétiques et sociaux qui y sont intégrés – de la cybersécurité intégrée aux choix de durabilité – déterminant ainsi l’évolution de la société construite.

Dans le contexte d’après-guerre dont nous parlons, cela équivaut au passage du contrôle du sol au contrôle du système nerveux numérique : les algorithmes deviennent le nouveau pouvoir, orientant de manière invisible la vie collective et redéfinissant les frontières physiques et sociales de façon autonome et dynamique, ce qui risque de créer un nouveau terrain de conflits.

Frontières

La frontière est l’une des figures les plus anciennes et les plus ambiguës de la pensée occidentale. Elle naît comme **ligne de séparation**, geste primitif qui distingue un dedans d’un dehors, un ordre d’une altérité. En architecture, cette ligne devient **dispositif de protection** et, en même temps, acte fondateur de l’espace habitable. Mais réduire la frontière à une simple limite revient à en méconnaître la complexité.

Chaque frontière, en effet, divise et unit, sépare et, en même temps, met en relation. Si, dans la tradition classique, la limite définit l’identité d’une chose, dans la pensée contemporaine, la frontière devient une zone instable, un espace de passage, une **zone poreuse**. Walter Benjamin distinguait la frontière, qui sépare, du seuil, qui ouvre à une expérience. Le seuil est un espace vécu, un temps de traversée. Dans cette perspective, la frontière ne coïncide pas avec une barrière : c’est le lieu où quelque chose se produit.

Dans *Images de villes* - Naples, Benjamin exprime très bien le concept de porosité : « *Les constructions et l’action s’interpénètrent dans les cours, les arcades et les escaliers. On évite ce qui est définitif, formé. Aucune situation n’apparaît telle qu’elle est pensée pour toujours, aucune forme ne déclare son « ainsi et non autrement »*. Si cette réflexion apparaît claire dans l’espace urbain, elle devient encore plus évidente lorsque la frontière prend une **dimension géopolitique**.

I confini tra Stati sono infatti linee costruite storicamente, spesso tracciate da negoziazioni diplomatiche. Il confine politico è dunque uno spazio densissimo di significati, dove la linea astratta della cartografia incontra la vita concreta dei territori e delle popolazioni.

Oggi i confini sono tornati al centro del dibattito globale. Dopo la stagione della globalizzazione che sembrava promettere una progressiva dissoluzione delle frontiere, assistiamo a un loro ritorno sotto forme spesso più rigide, **luoghi di tensione permanente**.

Pensiamo alle guerre ultime. In questi casi la linea di separazione non è soltanto un limite territoriale: è il punto in cui si concentrano paure collettive, narrazioni identitarie e strategie di potere.

In modo evidente si mostra come il confine possa diventare l’oggetto stesso del conflitto. In questo contesto la frontiera non è più una linea stabile, ma un margine mobile continuamente ridefinito dall’avanzare o dal ritirarsi degli eserciti.

Accanto a questi conflitti esistono altre aree del mondo in cui le tensioni sui confini producono **instabilità durature**. In molte regioni dell’Africa i confini attuali derivano dalla spartizione coloniale del XIX secolo e spesso non coincidono con le geografie etniche e culturali dei territori. Questa eredità storica ha contribuito a generare conflitti prolungati. In questi casi il confine statale non è soltanto una linea amministrativa, ma il punto in cui identità differenti si confrontano e talvolta si scontrano.

Le tensioni tra Iran e Israele, oggi scoppiate in conflitto armato, rivelano una geopolitica fatta di linee di influenza che attraversano più territori. In questo scenario il confine non coincide sempre con una linea fisica, ma con una rete di alleanze, corridoi strategici e zone di competizione che ridefiniscono continuamente gli equilibri regionali.

Proprio per questo il confine rivela con chiarezza la propria natura politica. Si è dimostrato come ogni organizzazione dello spazio implichi un **regime di inclusione ed esclusione**.

Borders between states are, in fact, historically constructed lines, often drawn through diplomatic negotiations. The political border is therefore a space densely laden with meaning, where the abstract line of cartography meets the concrete life of territories and populations.

Today, borders have returned to the centre of global debate. Following the era of globalisation, which seemed to promise a gradual dissolution of borders, we are witnessing their return in forms that are often more rigid, **places of permanent tension**.

Consider the recent wars. In these cases, the dividing line is not merely a territorial boundary: it is the point where collective fears, narratives of identity and strategies of power converge.

It is clearly evident how the border can become the very object of the conflict. In this context, the frontier is no longer a stable line, but a shifting boundary continually redefined by the advance or retreat of armies.

Alongside these conflicts, there are other areas of the world where border tensions produce **long-lasting instability**. In many regions of Africa, current borders stem from the colonial partition of the 19th century and often do not coincide with the ethnic and cultural geographies of the territories. This historical legacy has contributed to prolonged conflicts. In these cases, the state border is not merely an administrative line, but the point where different identities confront and sometimes clash.

The tensions between Iran and Israel, which have now erupted into armed conflict, reveal a geopolitics shaped by lines of influence that span multiple territories. In this scenario, the border does not always coincide with a physical line, but with a network of alliances, strategic corridors and zones of competition that continually redefine regional balances.

Precisely for this reason, the border clearly reveals its political nature. It has been demonstrated that every organisation of space implies a **regime of inclusion and exclusion**.

Les frontières entre États sont en effet des lignes construites historiquement, souvent tracées par des négociations diplomatiques. La frontière politique est donc un espace extrêmement dense de significations, où la ligne abstraite de la cartographie rencontre la vie concrète des territoires et des populations.

Aujourd’hui, les frontières sont revenues au centre du débat mondial. Après la période de mondialisation qui semblait promettre une dissolution progressive des frontières, nous assistons à leur retour sous des formes souvent plus rigides, **lieux de tension permanente**.

Pensons aux guerres récentes. Dans ces cas, la ligne de séparation n’est pas seulement une limite territoriale : c’est le point où se concentrent les peurs collectives, les récits identitaires et les stratégies de pouvoir.

Il apparaît clairement que la frontière peut devenir l’objet même du conflit.

Dans ce contexte, la frontière n’est plus une ligne stable, mais une marge mobile continuellement redéfinie par l’avancée ou le retrait des armées.

Parallèlement à ces conflits, il existe d’autres régions du monde où les tensions frontalières engendrent une **instabilité durable**. Dans de nombreuses régions d’Afrique, les frontières actuelles découlent du partage colonial du XIXe siècle et ne coïncident souvent pas avec les géographies ethniques et culturelles des territoires. Cet héritage historique a contribué à générer des conflits prolongés. Dans ces cas, la frontière étatique n’est pas seulement une ligne administrative, mais le point où des identités différentes se confrontent et parfois s’affrontent.

Les tensions entre l’Iran et Israël, qui ont aujourd’hui débouché sur un conflit armé, révèlent une géopolitique faite de lignes d’influence traversant plusieurs territoires. Dans ce scénario, la frontière ne coïncide pas toujours avec une ligne physique, mais avec un réseau d’alliances, de couloirs stratégiques et de zones de compétition qui redéfinissent continuellement les équilibres régionaux.

C’est précisément pour cette raison que la frontière révèle clairement sa nature politique. Il a été démontré que toute organisation de l’espace implique un **régime d’inclusion et d’exclusion**.

Ospedali, carceri, scuole: architetture che tracciano confini per produrre ordine e controllo. Ma lo stesso meccanismo opera anche alla scala dei territori. Stabilire un limite significa decidere chi entra e chi resta fuori, quali corpi sono ammessi e quali esclusi, quali diritti si estendono e quali si interrompono.

In questo senso il confine contemporaneo è spesso il luogo dove il conflitto si materializza nello spazio.

Laddove il confine si irrigidisce, esso tende a trasformarsi in barriera; laddove si apre, diventa invece spazio di scambio, di commercio, di contaminazione culturale.

Esiste tuttavia un'altra possibilità di pensare il limite.

Se lo considerassimo come **zona di indeterminazione**, in cui le opposizioni tra interno ed esterno si sospendono, nella città e nel territorio, questo si tradurrebbe in luoghi che non appartengono del tutto né all'uno né all'altro ambito, ma ne consentono la coesistenza.

Se riportiamo questo alla scala geopolitica, il confine potrebbe essere immaginato non come linea di difesa, ma come **territorio di cooperazione**. Molte aree di frontiera nel mondo funzionano già come spazi condivisi. In questi casi il confine non scompare, ma cambia natura: da barriera diventa infrastruttura di relazione. È il luogo fragile e necessario in cui l'identità si definisce senza irrigidirsi, in cui la città incontra il paesaggio. Abitare il confine significa accettare la **complessità del limite**, riconoscere che ogni separazione è anche una possibilità di relazione.

In questo spazio sottile, l'architettura, la filosofia e la politica si incontrano. Se il conflitto nasce spesso dal tentativo di rendere assoluto il limite, il progetto architettonico può invece lavorare sulla sua trasformazione per immaginarli come soglie abitabili, luoghi di mediazione capaci di contenere la tensione senza annullare la differenza.

Hospitals, prisons, schools: architectures that draw boundaries to produce order and control. But the same mechanism also operates at the scale of territories. Establishing a boundary means deciding who enters and who remains outside, which bodies are admitted and which excluded, which rights extend and which are curtailed.

In this sense, the contemporary border is often the place where conflict materialises in space.

Where the border hardens, it tends to become a barrier; where it opens up, it instead becomes a space for exchange, trade and cultural intermingling.

There is, however, another way of conceiving the boundary. If we were to consider it as a **zone of indeterminacy**, in which the oppositions between inside and outside are suspended, within the city and the territory, this would result in places that do not belong entirely to either sphere, but allow for their coexistence.

If we apply this to the geopolitical scale, the border could be imagined not as a line of defence, but as a **territory of cooperation**. Many border areas around the world already function as shared spaces. In these cases, the border does not disappear, but changes in nature: from a barrier, it becomes an infrastructure of connection. It is the fragile and necessary place where identity is defined without becoming rigid, where the city meets the landscape. Inhabiting the border means accepting the **complexity of the boundary**, recognising that every separation is also a possibility for connection.

In this subtle space, architecture, philosophy and politics converge. Whilst conflict often arises from the attempt to render the boundary absolute, architectural design can instead work on its transformation, imagining borders as habitable thresholds, places of mediation capable of containing tension without erasing difference.

Hôpitaux, prisons, écoles : des architectures qui tracent des frontières pour produire ordre et contrôle. Mais ce même mécanisme opère également à l'échelle des territoires. Établir une limite signifie décider qui entre et qui reste dehors, quels corps sont admis et lesquels sont exclus, quels droits s'étendent et lesquels s'interrompent.

En ce sens, la frontière contemporaine est souvent le lieu où le conflit se matérialise dans l'espace.

Là où la frontière se rigidifie, elle tend à se transformer en barrière ; là où elle s'ouvre, elle devient au contraire un espace d'échange, de commerce, de contamination culturelle.

Il existe toutefois une autre façon d'envisager la limite. Si nous la considérions comme une **zone d'indétermination**, où les oppositions entre intérieur et extérieur sont suspendues, dans la ville et sur le territoire, cela se traduirait par des lieux n'appartenant ni tout à fait à l'un ni tout à fait à l'autre, mais permettant leur coexistence.

Si l'on transpose cela à l'échelle géopolitique, la frontière pourrait être imaginée non pas comme une ligne de défense, mais comme un **territoire de coopération**.

De nombreuses zones frontalières dans le monde fonctionnent déjà comme des espaces partagés. Dans ces cas-là, la frontière ne disparaît pas, mais change de nature : de barrière, elle devient une infrastructure de relation. C'est le lieu fragile et nécessaire où l'identité se définit sans se figer, où la ville rencontre le paysage. Habiter la frontière signifie accepter la **complexité de la limite**, reconnaître que toute séparation est aussi une possibilité de relation.

Dans cet espace subtil, l'architecture, la philosophie et la politique se rencontrent. Si le conflit naît souvent de la tentative de rendre la limite absolue, le projet architectural peut au contraire travailler à sa transformation pour l'imaginer comme des seuils habitables, des lieux de médiation capables de contenir la tension sans annuler la différence.

L’architettura come responsabilità politica

L’architettura, intesa come arte del limite e della relazione, ha ancora la possibilità di costituirsi come atto politico nel senso più profondo del termine: non mera rappresentazione del potere, ma **pratica di riconciliazione**.

La triade *confine—conflitto—ricostruzione* indica, oggi, il campo di tensione entro cui la nostra disciplina può ridefinire il proprio mandato. Riprendendo lo spirito di Ventotene e di Camaldoli, il progetto può concepirsi come **ricostruzione del legame civile**, non semplice riordino della materia costruita.

In questo senso, l’architettura agisce come dispositivo di pace non per astrazione, ma per prossimità: essa riformula lo spazio affinché la vita comune continui ad avere luogo. Come scrive Hannah Arendt, “*costruire il mondo non significa dominarlo, ma renderlo dimora*”. (Arendt 1958).

Architecture as political responsibility

Architecture, understood as the art of the boundary and of relationship, still has the potential to establish itself as a political act in the deepest sense of the term: not merely a representation of power, but a **practice of reconciliation**.

The triad *boundary—conflict—reconstruction* indicates, today, the field of tension within which our discipline can redefine its mandate. Drawing on the spirit of Ventotene and Camaldoli, the project can be conceived as the **reconstruction of the civic bond**, not merely a reorganisation of the built environment.

In this sense, architecture acts as a device for peace not through abstraction, but through proximity: it reshapes space so that communal life may continue to take place.As Hannah Arendt writes, “to build the world is not to dominate it, but to make it a home”. (Arendt 1958).

L’architecture comme responsabilité politique

L’architecture, comprise comme l’art de la limite et de la relation, a encore la possibilité de s’ériger en acte politique au sens le plus profond du terme : non pas une simple représentation du pouvoir, mais une pratique de réconciliation.

La triade frontière-conflit-reconstruction désigne, aujourd’hui, le champ de tension au sein duquel notre discipline peut redéfinir son mandat. Reprenant l’esprit de Ventotene et de Camaldoli, le projet peut se concevoir comme une reconstruction du lien civique, et non comme un simple réaménagement de la matière construite.

En ce sens, l’architecture agit comme un dispositif de paix non par abstraction, mais par proximité : elle reformule l’espace afin que la vie commune puisse continuer à s’y dérouler.

Comme l’écrit Hannah Arendt, «construire le monde ne signifie pas le dominer, mais en faire une demeure». (Arendt 1958).



©Filippo Romano

L'ARCHITECTURE
A L'ERE DES CONFLITS

Si potrebbe domandarsi anzitutto quale tempo non sia “dei conflitti”. La storia dell’umanità è una storia di conflitti continui, e sarebbe un errore prospettico, del tutto antistorico, identificare la nostra epoca come quella per eccellenza “dei conflitti”.

Ovviamente sono esistite epoche meno conflittuali di altre, ovvero - si potrebbe anche dire - relativamente più “pacificate” di altre. Una simile situazione, tuttavia, rischierebbe di riguardare soltanto alcune zone del mondo, e non invece altre, con in aggiunta i problemi relativi alla poca omogeneità e all’incompletezza delle informazioni in proposito. Inoltre, a ben poco varrebbe assegnare a tali epoche il valore di “sintomo” di un mutamento strutturale e durevole nella gestione della conflittualità da parte del genere umano nel corso del tempo; a meno di non concordare con Steven Pinker che, analizzando un gran numero di eventi occorsi in diversi momenti della storia, e rapportando il numero delle vittime di morte violenta alla popolazione mondiale nei rispettivi periodi, arriva addirittura a concludere che propria quella in cui stiamo vivendo sarebbe l’epoca storica più pacifica¹.

Al di là comunque di ogni presunto declino o aumento della violenza nel mondo, il problema che qui si pone è in quale rapporto stia - e in quale rapporto dovrebbe eventualmente porsi - l’architettura con il *nostro specifico* momento storico: partecipa essa alla costruzione del mondo conflittuale quale ci appare quello attuale? E - se la risposta a tale quesito ha un’alta probabilità di essere affermativa - potrebbe parteciparvi in maniera diversa?

One might first ask which era is not an “age of conflict”. The history of humanity is a history of constant conflict, and it would be a perspective-based error, entirely ahistorical, to identify our own era as the “age of conflict” par excellence.

Obviously, there have been eras less conflict-ridden than others, or - one might even say - relatively more “peaceful” than others. Such a situation, however, would risk applying only to certain parts of the world and not to others, compounded by the problems of the lack of homogeneity and the incompleteness of the relevant information. Furthermore, it would be of little value to assign to such eras the status of a “symptom” of a structural and lasting change in humanity’s management of conflict over time; unless one agrees with Steven Pinker who, by analysing a large number of events that occurred at various points in history, and comparing the number of victims of violent death to the world population in the respective periods, goes so far as to conclude that the very era in which we are living is the most peaceful in history¹.

Regardless, however, of any supposed decline or increase in violence worldwide, the question that arises here is what relationship architecture has - and what relationship it ought to have - with our specific historical moment: does it contribute to the construction of the conflict-ridden world that the present appears to be? And - if the answer to this question is highly likely to be affirmative - could it contribute to it in a different way?

On pourrait tout d’abord se demander quelle époque n’est pas « celle des conflits ». L’histoire de l’humanité est une histoire de conflits incessants, et ce serait une erreur de perspective, tout à fait antihistorique, d’identifier notre époque comme celle, par excellence, « des conflits ».

Il est évident qu’il y a eu des époques moins conflictuelles que d’autres, c’est-à-dire - pourrait-on dire - relativement plus « pacifiées » que d’autres. Une telle situation risquerait toutefois de ne concerner que certaines régions du monde, et non d’autres, sans compter les problèmes liés au manque d’homogénéité et au caractère incomplet des informations à ce sujet. De plus, il ne servirait pas à grand-chose d’attribuer à ces époques la valeur de « symptôme » d’un changement structurel et durable dans la gestion des conflits par l’humanité au fil du temps ; à moins de partager l’avis de Steven Pinker qui, en analysant un grand nombre d’événements survenus à différentes époques de l’histoire et en rapportant le nombre de victimes de morts violentes à la population mondiale au cours des périodes respectives, va jusqu’à conclure que l’époque dans laquelle nous vivons serait justement la plus pacifique de l’histoire¹.

Au-delà toutefois de tout prétendu déclin ou augmentation de la violence dans le monde, la question qui se pose ici est de savoir quel rapport l’architecture entretient - et quel rapport elle devrait éventuellement entretenir - avec notre propre moment historique : participe-t-elle à la construction du monde conflictuel tel qu’il nous apparaît aujourd’hui ? Et - si la réponse à cette question a de fortes chances d’être affirmative - pourrait-elle y participer d’une manière différente ?

Prima di rispondere a quest'ultimo quesito è necessario soffermarsi a riflettere su che cosa si debba intendere con il termine “conflitto”. Il verbo latino *confligere* dal quale deriva significa letteralmente urtare, cozzare (*fligere*) insieme (*cum*), ma anche incontrarsi, mettersi a confronto. Ciò ci ricorda che il conflitto non va inteso soltanto come sinonimo di guerra, ma anche in un senso più produttivo: come il necessario confronto *critico* che ogni apporto che non si limiti ad essere banalmente confermativo deve sempre portare con sé.

Alla luce di queste considerazioni, si può a questo punto affermare come il problema dell'architettura contemporanea sia non tanto quello di essere la diretta materializzazione di “logiche” conflittuali (nel senso più immediato e negativo del termine), e meno ancora di essere l'espressione spaziale delle istituzioni umane in generale (compito, questo, che le appartiene invece di diritto), quanto piuttosto, esattamente all'opposto, di aver rinunciato, nella gran parte dei casi, a esercitare un ruolo di *costruttività critica* nei confronti di quelle società a cui pure dà forma; un ruolo che in maniera altrettanto connaturata le spetta, e che con grande frequenza ha esercitato in passato.

Soltanto una lettura storica superficiale, infatti, potrebbe indurre a ritenere che gli architetti, in altre epoche, abbiano esercitato le proprie mansioni in modo puramente servile, come obbedienti esecutori di voleri altrui. In realtà, proprio i migliori architetti sono coloro che maggiormente sono stati capaci, pur tenendo conto delle esigenze espresse dai loro committenti, di persuaderli delle proprie “ragioni” e di orientarne conseguentemente le scelte.

E ciò, non già imponendo (o anteponendo) la propria personalità individuale, ma casomai mettendo a confronto - vale a dire, facendo conflaggere tra loro, nel senso sopra indicato - i poteri per cui lavoravano (regale, statale, ecclesiastico, ecc.) con l'unico potere di cui disponevano davvero: quello dell'architettura.

Before answering this last question, it is necessary to pause and reflect on what is meant by the term “conflict”. The Latin verb *confligere*, from which it derives, literally means to strike, to clash (*fligere*) together (*cum*), but also to meet, to confront. This reminds us that conflict should not be understood merely as a synonym for war, but also in a more productive sense: as the necessary critical confrontation that any contribution which is not merely confirmatory must always entail.

In light of these considerations, we can now state that the problem with contemporary architecture is not so much that it is the direct materialisation of conflicting “logics” (in the most immediate and negative sense of the term), nor, even less so, of being the spatial expression of human institutions in general (a task which, on the contrary, is rightfully its own), but rather, quite the opposite, of having, in the vast majority of cases, renounced the exercise of a role of critical constructiveness towards those very societies it shapes; a role which is equally inherent to it, and which it has frequently exercised in the past.

Only a superficial historical reading, in fact, could lead one to believe that architects, in other eras, carried out their duties in a purely servile manner, as obedient executors of others' wishes. In reality, it is precisely the finest architects who have been most capable, whilst taking into account the requirements expressed by their clients, of persuading them of their own “reasons” and consequently guiding their choices.

And this was not achieved by imposing (or prioritising) their own individual personalities, but rather by bringing into comparison - that is to say, by setting them in conflict with one another, in the sense indicated above - the powers for which they worked (royal, state, ecclesiastical, etc.) with the only power they truly possessed: that of architecture.

Avant de répondre à cette dernière question, il est nécessaire de s'arrêter pour réfléchir à ce qu'il faut entendre par le terme « conflit ». Le verbe latin *confligere*, dont il dérive, signifie littéralement heurter, se heurter (*fligere*) ensemble (*cum*), mais aussi se rencontrer, se confronter. Cela nous rappelle que le conflit ne doit pas être compris uniquement comme synonyme de guerre, mais aussi dans un sens plus productif : comme la confrontation critique nécessaire que toute contribution qui ne se limite pas à être banalement confirmative doit toujours comporter.

À la lumière de ces considérations, on peut affirmer à ce stade que le problème de l'architecture contemporaine n'est pas tant d'être la matérialisation directe de « logiques » conflictuelles (au sens le plus immédiat et négatif du terme), et encore moins d'être l'expression spatiale des institutions humaines en général (tâche qui lui revient pourtant de droit), mais plutôt, exactement à l'opposé, d'avoir renoncé, dans la plupart des cas, à exercer un rôle de constructivité critique à l'égard des sociétés auxquelles elle donne pourtant forme ; un rôle qui lui revient tout aussi naturellement, et qu'elle a très souvent exercé par le passé.

Seule une lecture historique superficielle pourrait en effet laisser croire que les architectes, à d'autres époques, ont exercé leurs fonctions de manière purement servile, en tant qu'exécuteurs obéissants de la volonté d'autrui. En réalité, ce sont précisément les meilleurs architectes qui ont été les plus capables, tout en tenant compte des exigences exprimées par leurs commanditaires, de les persuader de leurs propres « raisons » et d'orienter leurs choix en conséquence.

Et cela, non pas en imposant (ou en faisant passer avant) leur personnalité individuelle, mais plutôt en mettant en confrontation – c'est-à-dire en les faisant s'opposer, au sens indiqué ci-dessus – les pouvoirs pour lesquels ils travaillaient (royal, étatique, ecclésiastique, etc.) avec le seul pouvoir dont ils disposaient réellement : celui de l'architecture.

La testimonianza più chiara e persuasiva dell’effettiva esistenza di un tale *potere* è probabilmente fornita dai trattati: non si possono leggere *I quattro libri dell’architettura* di Andrea Palladio, ad esempio, senza cogliere la tangibile presenza di questa *potestas* che *preesiste* all’architetto e che tuttavia esclusivamente *per mezzo suo* può incarnarsi. Su che cosa altrimenti si fonderebbe la parola (ma anche l’universo costruttivo) di Palladio, dal momento che per lui l’architettura non è con tutta evidenza “precetto”, regola, ma neppure si lascia ridurre a mera empiria? Se non è acritica riproposizione della tradizione, ma non è neppure soggettivo “punto di vista”, “opinione”? È soltanto a partire dal potere proprio dell’architettura, a cui egli può accostarsi in pari misura tramite l’insegnamento di Vitruvio e di “altri uomini eccellentissimi”, così come tramite quello degli edifici antichi, ch’è possibile per Palladio ricavare le “molte nobili e varie invenzioni” di cui può servirsi per le proprie opere: mostrando così in modo altamente paradigmatico “come si debba e possa variare senza partirsi da’ precetti dell’arte”².

Chi in tempi più recenti ha manifestato con la massima intensità il sussistere di un potere dell’architettura è stato Louis Kahn: «Se guardiamo il lavoro di Le Corbusier, di Aalto o di Mies, penso che sia giusto chiedersi: cosa c’è di Mies, di Le Corbusier, di Aalto che appartiene all’architettura? Ciò che vi è di ineluttabile o di eterno, quello naturalmente appartiene all’architettura»³. L’affermazione di Kahn va intesa nel senso che, quelli che egli reputa i veri maestri dell’architettura, non sono coloro che in essa proiettano maggiormente se stessi, ovvero sia il proprio ego: sono invece coloro che danno spazio a ciò che appartiene all’architettura, a quel potere che in essa vi è.⁴

Potrebbe sembrare una posizione “idealistica”. Eppure, per Kahn, essa può avere ricadute sorprendentemente concrete. Si legga: “Credo che se creassimo spazi che esprimono compiutamente le attività che vi si svolgono, le istituzioni avvertirebbero la necessità di cambiare i loro programmi. Credo che farebbero molte più concessioni agli architetti se le loro opere rispecchiassero di più il potere dell’architettura [the power of architecture itself]”.

The clearest and most persuasive evidence of the actual existence of such a power is probably provided by the treatises: one cannot read Andrea Palladio’s *The Four Books on Architecture*, for example, without perceiving the tangible presence of this *potestas* which pre-exists the architect and which, nevertheless, can only be embodied through him. On what else would Palladio’s words (but also his built world) be founded, given that for him architecture is clearly not a “precept” or a rule, yet cannot be reduced to mere empiricism either? If it is not an uncritical re-proposal of tradition, nor is it a subjective “point of view” or “opinion”? It is only by starting from the power inherent in architecture itself, which he can approach in equal measure through the teachings of Vitruvius and “other most excellent men”, as well as through that of ancient buildings, that it is possible for Palladio to derive the “many noble and varied inventions” he can use for his own works: thus demonstrating in a highly paradigmatic way “how one ought and can vary without departing from the precepts of the art”².

The figure who, in more recent times, has most forcefully demonstrated the enduring power of architecture is Louis Kahn: “If we look at the work of Le Corbusier, Aalto or Mies, I think it is right to ask: what is it about Mies, Le Corbusier, Aalto that belongs to architecture? That which is inevitable or eternal, that, naturally, belongs to architecture”³. Kahn’s statement is to be understood in the sense that those he regards as the true masters of architecture are not those who project themselves - or rather, their own ego - most strongly into it; rather, they are those who make room for what belongs to architecture, for that power that lies within it.⁴

This might seem like an “idealistic” position. Yet, for Kahn, it can have surprisingly concrete implications. Consider this: “I believe that if we created spaces that fully express the activities taking place within them, institutions would feel the need to change their programmes. I believe they would make far more concessions to architects if their works reflected more fully the power of architecture [the power of architecture itself]”.

Le témoignage le plus clair et le plus convaincant de l’existence effective d’un tel pouvoir est probablement fourni par les traités : on ne peut lire *Les quatre livres de l’architecture* d’Andrea Palladio, par exemple, sans saisir la présence tangible de cette *potestas* qui préexiste à l’architecte et qui pourtant ne peut s’incarner que par son intermédiaire. Sur quoi d’autre se fonderait la parole (mais aussi l’univers constructif) de Palladio, puisque pour lui l’architecture n’est manifestement pas un « précepte », une règle, mais ne se laisse pas non plus réduire à une simple empirie ? Si ce n’est pas une reprise acritique de la tradition, mais ce n’est pas non plus un « point de vue » subjectif, une « opinion » ? Ce n’est qu’à partir du pouvoir propre à l’architecture, auquel il peut s’approcher dans une même mesure par l’enseignement de Vitruve et d’« autres hommes très excellents », ainsi que par celui des édifices antiques, qu’il est possible pour Palladio de tirer les « nombreuses inventions nobles et variées » dont il peut se servir pour ses propres œuvres : montrant ainsi de manière hautement paradigmatique « comment il faut et peut-on varier sans s’écarter des préceptes de l’art »².

Celui qui, à une époque plus récente, a manifesté avec la plus grande intensité la persistance d’un pouvoir de l’architecture est Louis Kahn : « Si l’on regarde l’œuvre de Le Corbusier, d’Aalto ou de Mies, je pense qu’il est juste de se demander : qu’y a-t-il chez Mies, chez Le Corbusier, chez Aalto qui appartienne à l’architecture ? Ce qu’il y a d’inévitable ou d’éternel, cela appartient naturellement à l’architecture »³.

L’affirmation de Kahn doit être comprise en ce sens que ceux qu’il considère comme les véritables maîtres de l’architecture ne sont pas ceux qui s’y projettent le plus, c’est-à-dire leur propre ego : ce sont au contraire ceux qui font place à ce qui appartient à l’architecture, à ce pouvoir qui y réside.⁴

Cela pourrait sembler une position « idéaliste ». Pourtant, pour Kahn, elle peut avoir des répercussions étonnamment concrètes. Lisez : « Je crois que si nous créions des espaces qui expriment pleinement les activités qui s’y déroulent, les institutions ressentiraient le besoin de modifier leurs programmes. Je crois qu’elles feraient beaucoup plus de concessions aux architectes si leurs œuvres reflétaient davantage le pouvoir de l’architecture [the power of architecture itself] ».

Proprio quello delle *institutions* è un tema molto caro a Kahn, che ricorre continuamente nelle sue riflessioni.

Per lui le istituzioni sono qualcosa di affatto diverso da come si presentavano negli Stati Uniti d’America dei suoi anni (e da come sono ancora oggi). Nella sua idea, direttamente mutuata da quella di *institutiones* romane, a sua volta intrecciata con la stessa realtà architettonica⁵, le sedi governative, i laboratori di ricerca, le università, le biblioteche, i musei, dovrebbero costituire il vero e proprio collante della società, l’incarnazione fisica della comunità, e niente affatto essere l’espressione di interessi di parte e tantomeno privati.

Così le concepiva, e così le progettava, anche a dispetto della realtà fattuale affatto diversa entro cui si situavano i suoi edifici. Non troppo diversamente, del resto, Frank Lloyd Wright aveva coltivato il suo sogno democratico “usoniano”, sotto la denominazione di Broadacre City dapprima, e di Living City poi: ibridazione di territorio rurale e urbanizzato, di campagna e tecnologia, per la quale egli attinge dalla concezione antiurbana di Pëtr Kropotkin⁶, come dalle eccentriche teorie sul “superamento” del denaro propugnate da Silvio Gesell⁷; un sogno di cui gli riuscirà di realizzare soltanto qualche frammento.

Tanto Kahn che Wright, comunque, mettono in discussione l’assetto sociale nel quale sono inseriti, pur operando all’interno di esso, e pur trattandosi in entrambi i casi di architetti con incarichi di primissimo piano. Non è la loro, a guardar bene, una strategia troppo dissimile da quella teorizzata da alcuni intellettuali degli anni ’60, di porsi - all’interno di altri contesti e partendo da altri presupposti ideologici - “*dentro* la società e *contro* di essa nello stesso tempo”⁸; una strategia che alcuni architetti hanno fatto propria negli anni seguenti⁹.

Si tratta, in fondo, di fare quello che l’architettura può e deve fare: senza illudersi di poter cambiare radicalmente il mondo (quell’illusione che animava Le Corbusier allorché affermava che la rivoluzione architettonica avrebbe anticipato e forse addirittura *suscitato* la rivoluzione sociale¹⁰), e piuttosto ponendosi in modo costruttivamente *conflittuale* rispetto alle istituzioni per le quali lavora.

The very subject of *institutions* is a theme very dear to Kahn, one that recurs constantly in his reflections.

For him, institutions are something quite different from how they presented themselves in the United States of America of his time (and from how they are even today). In his view, drawn directly from the Roman concept of *institutiones*, which in turn was intertwined with architectural reality⁵, government buildings, research laboratories, universities, libraries and museums should constitute the very glue of society, the physical embodiment of the community, and in no way be the expression of partisan or, even less so, private interests. This is how he conceived them, and this is how he designed them, even in defiance of the very different factual reality in which his buildings were situated. Not too dissimilar, for that matter, Frank Lloyd Wright had nurtured his “Usonian” democratic dream, first under the name Broadacre City, and later Living City: a hybridisation of rural and urbanised territory, of countryside and technology, for which he drew upon Pëtr Kropotkin’s anti-urban conception⁶, as well as the eccentric theories on the ‘overcoming’ of money advocated by Silvio Gesell⁷; a dream of which he would succeed in realising only a few fragments.

Both Kahn and Wright, however, challenge the social order in which they are embedded, even whilst operating within it, and even though in both cases they were architects with commissions of the very highest order. On closer inspection, their strategy is not all that dissimilar to that theorised by certain intellectuals of the 1960s: to position themselves - within other contexts and starting from different ideological premises - “within society and against it at the same time”⁸; a strategy that some architects adopted in the years that followed⁹.

It is, after all, a matter of doing what architecture can and must do: without deluding oneself that one can radically change the world (that illusion which animated Le Corbusier when he asserted that the architectural revolution would anticipate and perhaps even bring about the social revolution¹⁰), and rather by adopting a constructively *confrontational* stance towards the institutions for which one works.

Le thème des *institutions* est justement très cher à Kahn, et revient sans cesse dans ses réflexions. Pour lui, les institutions sont quelque chose de tout à fait différent de ce qu’elles étaient aux États-Unis de son époque (et de ce qu’elles sont encore aujourd’hui).

Dans son idée, directement empruntée à celle des *institutiones* romaines, elle-même étroitement liée à la réalité architecturale⁵, les sièges gouvernementaux, les laboratoires de recherche, les universités, les bibliothèques et les musées devraient constituer le véritable ciment de la société, l’incarnation physique de la communauté, et en aucun cas être l’expression d’intérêts partisans, et encore moins privés.

C’est ainsi qu’il les concevait, et c’est ainsi qu’il les concevait, même au mépris de la réalité factuelle tout à fait différente dans laquelle s’inscrivaient ses bâtiments.

D’ailleurs, Frank Lloyd Wright avait cultivé son rêve démocratique « usonien », sous le nom de Broadacre City d’abord, puis de Living City : une hybridation entre territoire rural et urbanisé, entre campagne et technologie, pour laquelle il s’inspire de la conception anti-urbaine de Pëtr Kropotkine⁶, ainsi que des théories excentriques sur le « dépassement » de l’argent défendues par Silvio Gesell⁷ ; un rêve dont il ne parviendra à réaliser que quelques fragments.

Kahn comme Wright, cependant, remettent en question l’ordre social dans lequel ils s’inscrivent, tout en y opérant, et bien qu’il s’agisse dans les deux cas d’architectes aux fonctions de premier plan. À y regarder de plus près, leur stratégie n’est pas si différente de celle théorisée par certains intellectuels des années 60, qui consistait à se positionner – dans d’autres contextes et à partir d’autres présumés idéologiques - «au sein de la société et contre elle en même temps»⁸ ; une stratégie que certains architectes ont faite leur dans les années suivantes⁹.

Il s’agit, au fond, de faire ce que l’architecture peut et doit faire : sans se bercer de l’illusion de pouvoir changer radicalement le monde (cette illusion qui animait Le Corbusier lorsqu’il affirmait que la révolution architecturale aurait anticipé et peut-être même suscité la révolution sociale¹⁰), mais plutôt en se positionnant de manière constructivement *conflituelle* par rapport aux institutions pour lesquelles elle travaille.

Può tale atteggiamento risolvere, o addirittura evitare, i conflitti del mondo? Molto probabilmente no.

Ma parimenti, è altamente improbabile che l'architettura, in qualunque condizione si ponga nei confronti di essi, possa avere una voce in capitolo al riguardo. Ciò che invece gli architetti in quanto soggetti attivi - di più: in quanto *intellettuali fattivi*, operanti¹¹- possono fare *in concreto* è opporsi al modo consueto in cui le istituzioni umane vengono pensate (il medesimo, peraltro, in cui le istituzioni stesse inducono a pensarle) e, anziché limitarsi a riprodurle per quello che sono, penetrare dentro di esse, studiarle, analizzarle e ripensarle, nella misura del possibile, ridestandovi un senso diverso da quello ormai usurato che esse hanno assunto.

Tutto questo, certo, ha poco a che fare con una missione di “pacificazione”. Ma non è proprio in una prospettiva “pacificata” che agisce (o ritiene di agire) l'architettura? La quale, essendo “costruttiva” per antonomasia, s’illude con ciò stesso di opporsi alla distruttività che apparterebbe invece per antonomasia ai conflitti. Ma siamo sicuri che sia proprio così? Non sarà forse che l'architettura, nel *tempo dei conflitti*, debba ripudiare il proprio ruolo servile e ritrovare a sua volta una dimensione sanamente conflittuale?

Can such an attitude resolve, or even prevent, the world’s conflicts? Most likely not.

But equally, it is highly unlikely that architecture, whatever stance it takes towards them, can have a say in the matter. What architects, however, as active agents - indeed, as *active intellectuals*, operating¹¹ - can do in concrete terms is to oppose the customary way in which human institutions are conceived (the very same, moreover, in which the institutions themselves lead us to conceive them) and, rather than merely reproducing them for what they are, to penetrate them, study them, analyse them and rethink them, as far as possible, re-establishing within them a meaning different from the now-worn one they have assumed.

All this, of course, has little to do with a mission of “pacification”. But is it not precisely from a “pacified” perspective that architecture acts (or believes it acts)? Architecture, being “constructive” par excellence, thereby deludes itself into believing it is opposing the destructiveness that would instead belong par excellence to conflicts. But are we sure that is really the case? Might it not be that architecture, in times of conflict, must repudiate its subservient role and in turn rediscover a healthily conflictual dimension?

Une telle attitude peut-elle résoudre, voire éviter, les conflits du monde ? Très probablement pas. Mais de même, il est hautement improbable que l’architecture, quelle que soit sa position à leur égard, puisse avoir son mot à dire à ce sujet. Ce que les architectes, en tant que sujets actifs - mieux encore : en tant qu’intellectuels actifs, opérant¹¹ - peuvent faire concrètement, c’est s’opposer à la manière habituelle dont les institutions humaines sont conçues (la même, d’ailleurs, que celle dans laquelle les institutions elles-mêmes incitent à les concevoir) et, au lieu de se limiter à les reproduire telles qu’elles sont, y pénétrer, les étudier, les analyser et les repenser, dans la mesure du possible, en leur redonnant un sens différent de celui, désormais usé, qu’elles ont pris.

Tout cela, certes, n’a pas grand-chose à voir avec une mission de « pacification ». Mais n’est-ce pas précisément dans une perspective « pacifiée » qu’agit (ou croit agir) l’architecture ? Celle-ci, étant « constructive » par antonomase, s’illusionne ainsi de s’opposer à la destructivité qui appartiendrait au contraire par antonomase aux conflits. Mais sommes-nous sûrs qu’il en soit vraiment ainsi ? Ne serait-ce pas plutôt que l’architecture, en temps de conflits, doive renoncer à son rôle servile et retrouver à son tour une dimension sainement conflictuelle ?

¹ Cf. S. Pinker, *The Better Angels of Our Nature: Why Violence Has Declined*, Penguin, Londres 2011.
² A. Palladio, *I quattro libri dell'architettura*, Domenico de' Franceschi, Venise 1570, IV, *Proemio ai lettori*.
³ L. Kahn, *Forma e progetto* (1960), trad. it. dans Id., *Pensieri sull'architettura*, sous la direction de M. Falsetti, Einaudi, Turin 2023, p. 72.
⁴ Ibidem, p. 71.
⁵ Cf. F. Brown, *L'architecture romaine* (1961), trad. it. Rizzoli, Milan 1963.
⁶ Cf. H. Hug, *Kropotkine et le communisme anarchiste*, Massari Editore, Bolsena 2005.
⁷ Cf. S. Gesell, *Die natürliche Wirtschaftsordnung durch Freiland und Freigeld* (1916), FB&C LTD, Londres 2018.
⁸ M. Tronti, *Ouvriers et capital*, Einaudi, Turin 1966, p. 14.
⁹ Cf. P. V. Aureli, *Le projet de l'autonomie. Politique et architecture au sein et contre le capitalisme* (2008), Quodlibet, Macerata 2016.
¹⁰ Le Corbusier, *Vers une architecture* (1923), trad. italienne Longanesi, Milan 1978, pp. 225-243.
¹¹ À ce sujet, je renvoie à mon ouvrage *L'architetto come intellettuale*, Einaudi, Turin 2019.



« DEMAIN, NOUS COMMENCERONS
A CREER LA VILLE ENSEMBLE ».
LA LIBERATION, PAS LE SALUT.

“DOMANI INIZIEREMO A CREARE LA CITTÀ INSIEME”. LIBERAZIONE, NON SALVEZZA.

“TOMORROW WE WILL BEGIN TO BUILD THE CITY TOGETHER”. LIBERATION, NOT SALVATION.

“Architettura e guerra sono inseparabili” sosteneva Lebbeus Woods. Con le immagini dell’assedio di Sarajevo continuava sostenendo che “l’architettura è guerra. La guerra è architettura. Sono in guerra con il mio tempo, con la storia, con i poteri congelati nell’immobilità e nella paura”¹. Parole chiare - riprese da altri studiosi come Eyal Waizman o Leopold Lambert, che risuonano importanti nel clima attuale, nel tempo oscuro - un tempo di genocidio, un tempo di riarmo e, non per ultimo, un ritorno coloniale ed imperiale delle relazioni internazionali. Parole che segnano l'impossibilità di pensare l'architettura ed il suo progetto come eminentemente buono, pacifico, curativo, quanto sempre come colluso, intrappolato, insufficiente, complice della violenza bellica, dell'inganno del riarmo, dell'arroganza del futuro di pace. Come pensare l'architettura in questi *dark times*? Come può esistere un pensiero architettonico nell'abisso del presente, nelle macerie della convivenza, nell'annichilimento totale, nella desolazione senza rifugio?

Queste brevi note² non intendono offrire nè una genealogia, nè tantomeno un documentato saggio sulla relazione tra architettura e guerra; non muovono dalla tentazione storica di ripercorrere, enciclopedicamente, come l'architettura ed il suo progetto si è mosso nei solchi delle storie di Sarajevo, Mogadiscio, Dresda, Varsavia, Milano o Beirut. Al contrario provano a mettere la guerra, la sua narrazione totalizzante di necessità di riarmo e nello specifico l'annichilimento di Gaza, la violenza coloniale della Cisgiordania e la Palestina tutta, come terreno epistemico³ tentando una sospensione, una interruzione del progetto salvifico dell'architettura.

Parlare di architettura e guerra è parlare in qualche modo di quello che Giorgio Agamben chiama l'irreparabile.

“Architecture and war are inseparable,” argued Lebbeus Woods. Referring to the images of the siege of Sarajevo, he went on to say that “architecture is war. War is architecture. “I am at war with my time, with history, with powers frozen in immobility and fear.”¹ Clear words - echoed by other scholars such as Eyal Weizman or Leopold Lambert - that resonate powerfully in the current climate, in these dark times: a time of genocide, a time of rearmament and, not least, a colonial and imperial resurgence in international relations. Words that mark the impossibility of conceiving architecture and its design as eminently good, peaceful, healing, yet always as collusive, trapped, insufficient, complicit in the violence of war, in the deception of rearmament, in the arrogance of a future of peace. How might we conceive of architecture in these dark times? How can architectural thought exist in the abyss of the present, amidst the rubble of coexistence, in total annihilation, in desolation without refuge?

These brief notes² do not intend to offer either a genealogy, nor a documented essay on the relationship between architecture and war; they do not stem from the historical temptation to retrace, encyclopaedically, how architecture and its design have moved through the furrows of the histories of Sarajevo, Mogadishu, Dresden, Warsaw, Milan or Beirut. On the contrary, they attempt to place war, its all-encompassing narrative of the need for rearmament, and specifically the annihilation of Gaza, the colonial violence in the West Bank and Palestine as a whole, as epistemic terrain³, attempting a suspension, an interruption of architecture's salvific project.

To speak of architecture and war is, in a way, to speak of what Giorgio Agamben calls the irreparable.

« L'architecture et la guerre sont indissociables », affirmait Lebbeus Woods. À travers les images du siège de Sarajevo, il poursuivait en affirmant que « l'architecture est la guerre. La guerre est l'architecture. Je suis en guerre contre mon époque, contre l'histoire, contre les pouvoirs figés dans l'immobilité et la peur ». ¹ Des mots clairs - repris par d'autres chercheurs comme Eyal Waizman ou Leopold Lambert -, qui résonnent avec force dans le climat actuel, en ces temps sombres - une époque de génocide, une époque de réarmement et, surtout, un retour colonial et impérialiste des relations internationales. Des mots qui marquent l'impossibilité de penser l'architecture et son projet comme éminemment bons, pacifiques, curatifs, mais toujours comme collusoires, piégés, insuffisants, complices de la violence guerrière, de la supercherie du réarmement, de l'arrogance d'un avenir de paix. Comment penser l'architecture en ces *dark times* ? Comment peut-il exister une pensée architecturale dans l'abîme du présent, dans les décombres de la coexistence, dans l'anéantissement total, dans la désolation sans refuge ?

Ces brèves notes² n'ont pas pour but d'offrir ni une généalogie, ni un essai documenté sur la relation entre architecture et guerre ; elles ne partent pas de la tentation historique de retracer, de manière encyclopédique, comment l'architecture et son projet ont évolué dans les sillons des histoires de Sarajevo, Mogadiscio, Dresde, Varsovie, Milan ou Beyrouth. Au contraire, elles tentent de placer la guerre, son récit totalisant de la nécessité du réarmement et, plus précisément, l'anéantissement de Gaza, la violence coloniale en Cisjordanie et en Palestine tout entière, comme terrain épistémique³, en tentant une suspension, une interruption du projet salvifique de l'architecture.

Parler d'architecture et de guerre, c'est parler en quelque sorte de ce que Giorgio Agamben appelle l'irréparable.

Nell’ottobre del 2024 alla conferenza annuale della Island School of Social Autonomy (ISSA) a Vis in Croazia, Silvia Federici tuona “la Palestina è il mondo”. Un monito e un potente urlo. Non si tratta di un caso, di un conflitto, di una questione storica ma di vedere il genocidio di Gaza, la violenza del suo *ceasefire*, i rigurgiti dell’assedio coloniale della Cisgiordania, la creazione dei nuovi confini, i fantasmagorici piani di ricostruzione *made in Trump*, come il “il risultato di un enorme processo di espansione delle relazioni capitalistiche, oggi fortemente orientato allo dispossessamento, allo sfollamento di masse di popolazione, all’instaurazione di un controllo sulle risorse del mondo, sulla ricchezza del mondo, un controllo diretto delle multinazionali”.⁴ Per Silvia Federici, “la Palestina è il mondo” significa vedere il presente globale dove “non è possibile avere un’economia... senza praticamente distruggere, consumare la terra, senza un’enorme quantità di attività estrattiva necessaria a produrre” risorse, scarti, un “incredibile, barbaro, selvaggio attacco alla vita umana, che in un certo senso rende la nostra vita priva di significato”.⁵ Stefania Consigliere, in un testo di qualche anno fa, sosteneva che “la crisi che ha attraversato tutto il XX secolo e riappare oggi”, è “l’impossibilità del fondamento”, qualcosa di “certo, unico, chiaro e buono”, qualcosa di controllabile, calcolabile, proprio, sicuro. Una crisi che ci ha lasciato smarriti. Anche se non parla della Palestina o della guerra direttamente, il punto che mi interessa sottolineare è che il progetto di annichilimento, la distruzione totale della Palestina pare essere questa impossibilità di “essere qualsiasi mondo”, facendo della guerra, della sua crisi un’impossibilità di essere, di abitare.

Se uno dei tratti del presente, è la sua incapacità di abitarlo, l’impossibilità di abitare non è un’eccezionalità causata da disastri, conflitti o cambiamenti climatici, piuttosto è “la perdita della mondanità stessa, di ciò che permette agli esseri umani di fare un mondo... rende difficile abitarlo”.⁶ In questa continua perdita, Consigliere suggerisce che “l’intera attività umana non è altro ... la costruzione di nuovi rifugi”.

In October 2024, at the annual conference of the Island School of Social Autonomy (ISSA) in Vis, Croatia, Silvia Federici thundered, “Palestine is the world”. A warning and a powerful cry. This is not a matter of a single case, a conflict, or a historical issue, but of seeing the genocide in Gaza, the violence of its ceasefire, the resurgence of the colonial siege of the West Bank, the creation of new borders, the phantasmagorical reconstruction plans made in Trump, as “the result of a massive process of expansion of capitalist relations, today strongly oriented towards dispossession, the displacement of masses of people, the establishment of control over the world’s resources, over the world’s wealth, a direct control by multinationals”.⁴ For Silvia Federici, “Palestine is the world” means viewing the global present where “it is not possible to have an economy... without practically destroying, consuming the earth, without an enormous amount of extractive activity necessary to produce” resources, waste, an “incredible, barbaric, savage attack on human life, which in a certain sense renders our lives meaningless”.⁵ Stefania Consigliere, in a text from a few years ago, argued that “the crisis that spanned the entire 20th century and is reappearing today” is “the impossibility of a foundation”, something “certain, unique, clear and good”, something controllable, calculable, one’s own, secure. A crisis that has left us bewildered. Although she does not speak directly of Palestine or the war, the point I wish to emphasise is that the project of annihilation, the total destruction of Palestine, seems to be this impossibility of “being any world”, making the war, and its crisis, an impossibility of being, of inhabiting. If one of the features of the present is its uninhabitable nature, this impossibility of inhabiting is not an exceptional circumstance caused by disasters, conflicts or climate change; rather, it is “the loss of worldliness itself, of that which allows human beings to make a world... which makes it difficult to inhabit”.⁶

In this continuous loss, Consigliere suggests that “the whole of human activity is nothing other than ... the construction of new shelters”.

En octobre 2024, lors de la conférence annuelle de l’Island School of Social Autonomy (ISSA) à Vis, en Croatie, Silvia Federici tonne : « La Palestine, c’est le monde ».

Un avertissement et un cri puissant. Il ne s’agit pas d’un cas, d’un conflit, d’une question historique, mais de voir le génocide de Gaza, la violence de son *ceasefire*, les résurgences du siège colonial de la Cisjordanie, la création de nouvelles frontières, les plans de reconstruction fantasmagoriques *made in Trump*, comme « le résultat d’un énorme processus d’expansion des relations capitalistes, aujourd’hui fortement orienté vers la dépossession, le déplacement de masses de population, l’instauración d’un contrôle sur les ressources du monde, sur la richesse du monde, un contrôle direct des multinationales ». ⁴ Pour Silvia Federici, « la Palestine, c’est le monde » signifie voir le présent global où « il n’est pas possible d’avoir une économie... sans pratiquement détruire, consommer la terre, sans une énorme quantité d’activités extractives nécessaires pour produire » des ressources, des déchets, une « attaque incroyable, barbare, sauvage contre la vie humaine, qui, d’une certaine manière, rend notre vie dénuée de sens ». ⁵ Stefania Consigliere, dans un texte datant de quelques années, affirmait que « la crise qui a traversé tout le XXe siècle et réapparaît aujourd’hui » est « l’impossibilité du fondement », quelque chose de « certain, unique, clair et bon », quelque chose de contrôlable, calculable, propre, sûr. Une crise qui nous a laissés désorientés. Même si elle ne parle pas directement de la Palestine ou de la guerre, le point que je tiens à souligner est que le projet d’anéantissement, la destruction totale de la Palestine, semble être cette impossibilité d’« être n’importe quel monde », faisant de la guerre, de sa crise, une impossibilité d’être, d’habiter. Si l’une des caractéristiques du présent est son incapacité à être habité, l’impossibilité d’habiter n’est pas une exception causée par des catastrophes, des conflits ou le changement climatique, mais plutôt « la perte de la mondanité elle-même, de ce qui permet aux êtres humains de faire un monde... rend difficile de l’habiter ». ⁶ Dans cette perte continue, Consigliere suggère que « toute l’activité humaine n’est rien d’autre que... la construction de nouveaux refuges ».

Lavoro titanico e quotidiano, individuale e collettivo, sempre sul crinale dell'ambiguità: il rifugio si trasforma facilmente in prigione, ciò che protegge diventa ciò che racchiude. La presenza, che si dissolve in assenza di riparo, soffoca all'interno. È in questa soglia, in questo pericolo, che ogni volta si sceglie e, scegliendo, si partecipa”.⁷

Il progetto di annichilimento di Gaza, lo strangolamento coloniale della West Bank, sembra darsi nella forma della inabitabilità: nel rendere impossibile la vita in tutte le sue forme. Non certo una novità, come non certo il segno di folle malate di qualche individuo, ma progetto che affonda le sue radici nell'accumulazione primitiva, nella forma di insediamento coloniale, dell'estrattivismo. Il progetto di annichilimento presuppone una altra impossibilità: quella di rifugiarsi, di trovare luoghi sicuri. Anche le macerie, le *safe zones*, i cunicoli, gli ospedali, sono diventati inospitali.

Oggi forse la guerra, più che mai, ci sottrae alla possibilità del rifugio: ecco il mantra di questi giorni, non ci sono più luoghi sicuri. Parafrasando Federici e Consigliere, se la Palestina è il mondo, esso è la sua impossibilità ad essere abitato, il pensiero architettonico non può che ripensare al rifugio e pensare a quegli spazi che si attorcigliano, si fanno nidi, tane, aggregazioni, assemblaggi, dove esiste una forma di protezione: membrane, ambienti, ecologie in cui sono costantemente in gioco la vita e la morte, la salute e la sofferenza, l'esilio e la cattura, la prossimità e la distanza, la solidarietà e l'abbandono, la libertà e la dipendenza, il lavoro e la predazione. Spazi in cui il mondo e la vita si intrecciano, si mescolano, si contorcono in una costante resistenza - goffa e fragile - ai meccanismi di cattura, sfruttamento e creazione di precarietà sociale e ambientale. Scandalosi monumenti della miseria e dell'annichilimento ed al contempo cattedrali di un abitare impossibile. Prendendo in prestito la versione di Abourahme che definisce il genocidio a Gaza come "la distruzione intenzionale della capacità di un popolo di esistere".⁸ la cultura, la pedagogia e la pratica dell'architettura hanno bisogno di pensare questo impossibile abitare per immaginare un altrove.

A titanic and daily labour, individual and collective, always on the cusp of ambiguity: the refuge easily turns into a prison; that which protects becomes that which encloses. Presence, which dissolves in the absence of shelter, suffocates within. It is on this threshold, in this danger, that one chooses each time, and in choosing, one participates”.⁷

The project to annihilate Gaza, the colonial strangulation of the West Bank, seems to take the form of uninhabitable conditions: in making life impossible in all its forms. Certainly not a novelty, nor the sign of some individual's sick madness, but a project that has its roots in primitive accumulation, in the form of colonial settlement and extractivism. The project of annihilation presupposes another impossibility: that of taking refuge, of finding safe places. Even the rubble, the “*safe zones*”, the tunnels, the hospitals, have become inhospitable.

Today, perhaps more than ever, war robs us of the possibility of refuge: this is the mantra of these days, there are no longer any safe places. To paraphrase Federici and Consigliere, if Palestine is the world, it is the world's impossibility of being inhabited; architectural thought can only rethink refuge and consider those spaces that twist and turn, becoming nests, dens, clusters, assemblages, where a form of protection exists: membranes, environments, ecologies in which life and death, health and suffering, exile and capture, proximity and distance, solidarity and abandonment, freedom and dependence, work and predation are constantly at stake. Spaces where the world and life intertwine, mix, and contort in a constant resistance - clumsy and fragile - to the mechanisms of capture, exploitation, and the creation of social and environmental precarity. Scandalous monuments to misery and annihilation and, at the same time, cathedrals of an impossible way of living. Borrowing Abourahme's definition of the genocide in Gaza as “the intentional destruction of a people's capacity to exist”⁸, culture, pedagogy and the practice of architecture must consider this impossible dwelling in order to imagine an elsewhere.

« Travail titanesque et quotidien, individuel et collectif, toujours à la limite de l'ambiguïté : le refuge se transforme facilement en prison, ce qui protège devient ce qui enferme. La présence, qui se dissout en l'absence d'abri, étouffe à l'intérieur. C'est à ce seuil, dans ce danger, que l'on choisit à chaque fois et, en choisissant, on participe ».⁷

Le projet d'anéantissement de Gaza, l'étranglement colonial de la Cisjordanie, semble se manifester sous la forme de l'inhabitabilité : en rendant la vie impossible sous toutes ses formes. Ce n'est certainement pas une nouveauté, pas plus que ce n'est le signe de la folie malsaine de quelques individus, mais un projet qui plonge ses racines dans l'accumulation primitive, dans la forme de l'implantation coloniale, de l'extractivisme. Le projet d'anéantissement présuppose une autre impossibilité : celle de se réfugier, de trouver des lieux sûrs. Même les décombres, les *zones de sécurité*, les tunnels, les hôpitaux, sont devenus inhospitaliers. Aujourd'hui peut-être, plus que jamais, la guerre nous prive de la possibilité du refuge : tel est le mantra de ces jours-ci, il n'y a plus de lieux sûrs. Pour paraphraser Federici et Consigliere, si la Palestine est le monde, ce monde est son impossibilité d'être habité ; la pensée architecturale ne peut que repenser le refuge et imaginer ces espaces qui s'entrelacent, se transforment en nids, en tanières, en agrégats, en assemblages, où existe une forme de protection : membranes, environnements, ecologies où la vie et la mort, la santé et la souffrance, l'exil et la capture, la proximité et la distance, la solidarité et l'abandon, la liberté et la dépendance, le travail et la prédation sont constamment en jeu. Des espaces où le monde et la vie s'entremêlent, se mélangent, se contorsionnent dans une résistance constante - maladroite et fragile - aux mécanismes de capture, d'exploitation et de création de précarité sociale et environnementale. Des monuments scandaleux de la misère et de l'anéantissement et, en même temps, des cathédrales d'un habitat impossible.

En empruntant la formulation d'Abourahme qui définit le génocide à Gaza comme « la destruction intentionnelle de la capacité d'un peuple à exister »⁸, la culture, la pédagogie et la pratique de l'architecture doivent réfléchir à cet habitat impossible pour imaginer un ailleurs.

Se l'architettura è guerra, non si tratta di pensare il progetto di architettura come eminentemente buono, pacificatorio, salvifico, ma sempre come colluso, intrappolato, insufficiente, complice della violenza bellica, dell'inganno del riarmo, dell'arroganza del futuro di pace. Non si tratta di pensare Gaza, la Palestina ed il progetto del loro annichilimento come forma della crisi, come dimensione di una mancanza, quanto una tensione tra “potenza e forma...rischio ed apertura, pericolo e possibilità”.⁹ Consigliere dice proprio che “nelle operazioni di riordino [che mirano a risolvere il disordine] non vi è nulla di scontato, nessuna garanzia”¹⁰.

Il progetto di pace, di ricostruzione non lascia assemblaggi tra mondi, né composizione di differenze. Ed ecco qui il problema del crudele ottimismo dell'architettura.¹¹ Il pensiero dell'architettura da Gaza richiede di non fare a meno della rovina e dell'abisso perché insalvabile non redimibile, e che richiede [piuttosto] di lavorare con esso, al suo interno, nelle pieghe delle aporie, contraddizioni. Né passato e né futuro ma spazio-tempo diversi sperimentando ipotesi collettive del mondo senza aspettarne la sua salvezza.

Per Agamben, l'irreparabile “è il tentativo di pensare la salvezza, ovvero il progetto etico-politico di azione, di rinnovamento e redenzione, in modo assolutamente immanente, al di là dei presupposti teologico politici tradizionali”.¹² L'irreparabile significa che “le cose sono consegnate senza rimedio al loro essere così, che sono proprio, anzi e soltanto il loro così [...] ma significa anche, che, per esse, non vi è alcun riparo possibile, che nel loro, essere così, esse sono assolutamente esposte, assolutamente abbandonate”.¹³ Per quanto strano possa essere, pensare questo limite ultimo, non è solo il “*staying with the troubles*”¹⁴, né tantomeno in una logica assistenziale, riparativa, non in un brillante futuro quanto un situarsi nel “giorno dopo l'ultimo giorno” e “andare oltre le categorie [...] di necessità, contingenza, trascendenza, salvezza, e considerare il mondo come già finito, completo, come se il giudizio fosse già avvenuto”.¹⁵

If architecture is war, it is not a matter of conceiving the architectural project as eminently good, pacifying, or salvific, but always as collusive, trapped, insufficient, and complicit in the violence of war, the deception of rearmament, and the arrogance of a future of peace. It is not a matter of thinking of Gaza, Palestine and the project of their annihilation as a form of crisis, as a dimension of lack, but rather as a tension between “power and form... risk and openness, danger and possibility”.⁹ Consigliere states precisely that “in operations of reorganisation [aimed at resolving disorder] nothing is taken for granted, there is no guarantee”¹⁰.

The project of peace, of reconstruction, leaves no room for assemblages between worlds, nor for the resolution of differences. And herein lies the problem of architecture's cruel optimism.¹¹ Thinking architecture from Gaza requires us not to do without ruin and the abyss, because they are unsalvageable and irredeemable, but [rather] to work with them, within them, in the folds of aporias and contradictions. Neither past nor future, but different space-times experimenting with collective hypotheses of the world without awaiting its salvation.

For Agamben, the irreparable “is the attempt to conceive of salvation, that is, the ethical-political project of action, renewal and redemption in an absolutely immanent manner, beyond traditional theological-political presuppositions”.¹² The irreparable means that “things are consigned without remedy to their being thus, that they are precisely, indeed and only, their thus [...] but it also means that, for them, there is no possible refuge, that in their being thus, they are absolutely exposed, absolutely abandoned”.¹³ Strange as it may be, thinking this ultimate limit is not merely “*staying with the troubles*”¹⁴, nor is it a welfare-based or reparative logic; it is not a vision of a brilliant future, but rather a positioning oneself in the “day after the last day” and “going beyond the categories [...] of necessity, contingency, transcendence, salvation, and considering the world as already finished, complete, as if the judgement had already taken place”.¹⁵

Si l'architecture est guerre, il ne s'agit pas de concevoir le projet architectural comme éminemment bon, pacificateur, salvateur, mais toujours comme colluso, piégé, insuffisant, complice de la violence guerrière, de la supercherie du réarmement, de l'arrogance d'un avenir de paix. Il ne s'agit pas de penser Gaza, la Palestine et le projet de leur anéantissement comme une forme de crise, comme la dimension d'un manque, mais comme une tension entre « puissance et forme... risque et ouverture, danger et possibilité ». ⁹ Consigliere dit précisément que « dans les opérations de réorganisation [qui visent à résoudre le désordre], rien n'est acquis d'avance, il n'y a aucune garantie ». ¹⁰

Le projet de paix, de reconstruction, ne laisse place ni à des assemblages entre les mondes, ni à une composition des différences. Et c'est là que réside le problème du cruel optimisme de l'architecture.¹¹ La pensée de l'architecture depuis Gaza exige de ne pas faire abstraction de la ruine et de l'abîme parce qu'ils sont irrécupérables et irrémédiables, et exige [au contraire] de travailler avec eux, en leur sein, dans les replis des apories et des contradictions. Ni passé ni futur, mais des espaces-temps différents expérimentant des hypothèses collectives du monde sans attendre son salut.

Pour Agamben, l'irréparable « est la tentative de penser le salut, c'est-à-dire le projet éthico-politique d'action, de renouveau et de rédemption, de manière absolument immanente, au-delà des pré-supposés théologico-politiques traditionnels ». ¹² L'irréparable signifie que « les choses sont livrées sans remède à leur être ainsi, qu'elles sont précisément, voire et uniquement, leur ainsi [...] mais cela signifie aussi que, pour elles, il n'y a aucun refuge possible, que dans leur être ainsi, elles sont absolument exposées, absolument abandonnées ». ¹³ Aussi étrange que cela puisse paraître, penser cette limite ultime, ce n'est pas seulement le « *staying with the troubles* » ¹⁴, ni d'ailleurs une logique d'assistance ou de réparation, ni un avenir radieux, mais bien se situer dans le « jour après le dernier jour » et « aller au-delà des catégories [...] de nécessité, de contingence, de transcendance, de salut, et considérer le monde comme déjà fini, complet, comme si le jugement avait déjà eu lieu ». ¹⁵

Aller au-delà de ces catégories, c'est remettre en question l'idée de réalisation, qui, pour Agamben, est « l'idée que l'action politique consiste à réaliser, dans les faits ou dans les actions, une doctrine, une philosophie, un idéal, un projet, ou quel que soit le nom que l'on veuille donner à cette sorte de pré-supposé obscur de toute pratique politique [...] une nécessité de traduire en réalité quelque chose de possible qui est clairement supposé ne pas être réel ou pas encore réel - est à la base de toutes les théories et de toutes les pratiques politiques que nous connaissons ». ¹⁶

Andare oltre tali categorie, significa mettere in questione l'idea della realizzazione, che per Agamben è “l'idea che l'azione politica consista nel realizzare, nei fatti o nelle azioni, una dottrina, una filosofia, un ideale, un progetto, o in qualunque altro modo si voglia chiamare questa sorta di oscuro presupposto di ogni prassi politica [...] una necessità di tradurre in realtà qualcosa di possibile che si suppone chiaramente non essere reale o non ancora reale - è alla base di tutte le teorie e di tutte le pratiche politiche che conosciamo”.¹⁶ Gaza, la Palestina, e la guerra mettono di fronte l'architettura al suo limite. L'architettura non salva, non corregge, migliora, modifica. L'abisso di Gaza semplicemente non vuole essere salvato, corretto, regimentato perché del suo essere così come è ne fa della sua esistenza. Né romantico, né miserabile, semplicemente un fatto sociale, uno spazio che afferma un altrove ed un altrimenti, un qui ed ora nell'abisso del fallimento e della crisi del mondo e la sua rappresentazione. Irreparabile significa che le cose sono consegnate senza rimedio al loro essere così, che esse sono anzi, proprio e soltanto il loro così”¹⁷ ma ciò significa anche che “non vi è letteralmente alcun riparo possibile, che nel loro essere-così, esse sono assolutamente esposte, assolutamente abbandonate”¹⁸. Scoperchiando la categoria di irreparabile, il pensiero dell'architettura produce uno scarto, una distanza, una sospensione che “è l'insalvabile che rende la possibile la salvezza”. Un vuoto che non è impolitico, né contemplativo, non è una rinuncia, ma più una fuga, una diserzione, un esilio capace di revocare lo stesso dispositivo l'archè, cioè dell'origine e del comando.

Il Manifesto di Lebbeus Woods terminava così: “*non so il tuo nome. Tu nonosci il mio. Domani inizieremo a creare la città insieme*”. Che sia, allora, una architettura di liberazione.

To go beyond these categories means calling into question the idea of realisation, which for Agamben is “the idea that political action consists in realising, in facts or actions, a doctrine, a philosophy, an ideal, a project, or whatever else one might call this sort of obscure presupposition of every political practice [...] a necessity to translate into reality something possible that is clearly supposed not to be real or not yet real - lies at the heart of all the theories and all the political practices we know”.¹⁶ Gaza, Palestine, and war confront architecture with its limits. Architecture does not save, correct, improve or modify. The abyss of Gaza simply does not want to be saved, corrected, or regimented, because its very being as it is constitutes its existence. Neither romantic nor miserable, simply a social fact, a space that affirms an elsewhere and an otherwise, a here and now in the abyss of the world's failure and crisis and its representation. Irreparable means that things are irrevocably consigned to their being as they are, that they are, indeed, precisely and solely their “as-such”¹⁷, but this also means that “there is literally no possible shelter, that in their being-as-such, they are absolutely exposed, absolutely abandoned”¹⁸ By unsealing the category of the irreparable, architectural thought produces a gap, a distance, a suspension that “is the unsalvageable that makes salvation possible”. A void that is neither apolitical nor contemplative, is not a renunciation, but rather an escape, a desertion, an exile capable of revoking the very device of the archè, that is, of origin and command.

Lebbeus Woods' Manifesto ended thus: “*I do not know your name. You do not know mine. Tomorrow we shall begin to create the city together*”. Let it be, then, an architecture of liberation.

Gaza, la Palestine et la guerre confrontent l'architecture à ses limites.

L'architecture ne sauve pas, ne corrige pas, n'améliore pas, ne modifie pas. L'abîme de Gaza ne veut tout simplement pas être sauvé, corrigé, régimenté, car son être tel qu'il est fait partie intégrante de son existence. Ni romantique, ni misérable, simplement un fait social, un espace qui affirme un ailleurs et un autrement, un ici et maintenant dans l'abîme de l'échec et de la crise du monde et de sa représentation. Irréparable signifie que les choses sont livrées sans remède à leur être ainsi, qu'elles sont au contraire, précisément et uniquement leur ainsi »¹⁷ mais cela signifie aussi qu'« il n'y a littéralement aucun refuge possible, que dans leur être-ainsi, elles sont absolument exposées, absolument abandonnées ».¹⁸

En dévoilant la catégorie de l'irréparable, la pensée de l'architecture produit un écart, une distance, une suspension qui « est l'insalvable qui rend possible le salut ». Un vide qui n'est ni apolitique, ni contemplatif, qui n'est pas un renoncement, mais plutôt une fuite, une désertion, un exil capable de révoquer le dispositif même de l'archè, c'est-à-dire de l'origine et du commandement.

Le Manifeste de Lebbeus Woods se terminait ainsi : « *Je ne connais pas ton nom. Tu ne connais pas le mien. Demain, nous commencerons à créer la ville ensemble* ». Que ce soit, alors, une architecture de libération.

¹ <https://pragmatika.media/it/vijna-ta-mir-lebbeusa-vudsa/>

² Ce texte fait partie des documents préparatoires d'un ouvrage réalisé avec Tomà Berlanda, publié fin août 2026 sous le titre *Polvere a Gaza. L'impossibile ricostruzione tra macerie e futuro* (Donzelli, Rome), ainsi que de réflexions initiales présentées lors d'une conférence à la faculté d'architecture de Roma Tre en octobre 2024.

³ Ces réflexions s'inscrivent dans un échange continu, fraternel et complice, avec Tomà Berlanda et nos projets communs de réflexion, d'enseignement et d'activisme. Les terminologies et les mots jaillissent de ces échanges, d'écrits communs, de textes jamais publiés, de messages ininterrompus et de lectures partagées. C'est à eux qu'il faut les attribuer avec reconnaissance.

⁴ <https://issa-school.org/reflections/conversation-with-silvia-federici/>

⁵ <https://issa-school.org/reflections/conversation-with-silvia-federici/>

⁶ Consigliere, S. (2014) *Antropo-logiche. Mondi e modi dell'umano*. Milan : Edizioni Colibri, p. 14.

⁷ Consigliere, S. (2014) *Antropo-logiche. Mondi e modi dell'umano*. Milan : Edizioni Colibri, p. 35.

⁸ Abourahme, N. (2024) In Tune with Their Time, *Radical Philosophy* 21.6, pp. 14.

⁹ Consigliere, S. (2014) *Antropo-logiche. Mondi e modi dell'umano*. Milan : Edizioni Colibri, p. 286.

¹⁰ Consigliere, S. (2014) *Antropo-logiche. Mondi e modi dell'umano*. Milan : Edizioni Colibri, p. 288.

¹¹ Berlanda, T., Boano, C (2026) *Polvere a Gaza. L'impossibile Ricostruzione tra macerie e Futuro*. Donzelli Roma.

¹² Salzani C., Castanò E, (2024) Introduction à Giorgio Agamben. Gênes : Il Melangolo, p. 69.

¹³ Agamben G. (1990) *La Communauté à venir*. Turin : Einaudi, p. 29.

¹⁴ Haraway, DJ (2016) Staying with Trouble. Making Kin in *Chthulucene*, Duke University Press, Durham.

¹⁵ Salzani Carlo, Castanò Ermanno, (2024) Introduction à Giorgio Agamben. Gênes : Il Melangolo, p. 70.

¹⁶ Ma traduction d'Agamben, 2023.

¹⁷ Agamben G. (1999) *La Communauté qui vient*, Einaudi : Turin, p. 28

¹⁸ Agamben G. (1999) *La Communauté qui vient*, Einaudi : Turin, p. 29



PARADIGMES
POUR UNE PAIX POSSIBLE

Sono passati più di ottant’anni dall’inizio di quella che chiamiamo, con una formula rassicurante, “cultura umanitaria”. Settantasette anni dalla redazione della Dichiarazione Universale dei Diritti Umani. Un tempo che, almeno nelle intenzioni, avrebbe dovuto segnare un cambio di paradigma definitivo: mai più guerra, mai più sterminio, mai più la riduzione dell’altro a puro mezzo.

Eppure, mentre scrivo, la cronaca ci restituisce l’immagine opposta. Le parole si svuotano, le dichiarazioni si ripetono come formule liturgiche, e gli apparati istituiti proprio per evitare il ripetersi dell’orrore - le Nazioni Unite in primis - appaiono sempre più come simulacri: presenti, ma impotenti; autorevoli nella forma, ma privati di reale capacità trasformativa.

Il problema, allora, non è che non desideriamo la Pace. È che continuiamo a pensare di poterla ottenere senza mettere mano ai paradigmi profondi che strutturano il nostro modo di stare al mondo. Vogliamo la Pace, ma non siamo disposti a pagarne il prezzo culturale.

La pace non è una dichiarazione d’intenti. È un atto radicale di riprogrammazione.

More than eighty years have passed since the beginning of what we call, with a reassuring phrase, ‘humanitarian culture’. Seventy-seven years since the drafting of the Universal Declaration of Human Rights. A time which, at least in intention, should have marked a definitive paradigm shift: no more war, no more extermination, no more reducing the other to a mere means to an end.

Yet, as I write, the news presents us with the opposite picture. Words lose their meaning, declarations are repeated like liturgical formulas, and the institutions set up precisely to prevent the horror from recurring - the United Nations foremost among them - appear increasingly as mere facades: present, but powerless; authoritative in form, but devoid of any real capacity for change.

The problem, then, is not that we do not desire Peace. It is that we continue to think we can achieve it without addressing the deep-seated paradigms that structure our way of being in the world. We want Peace, but we are not willing to pay the cultural price.

Peace is not a declaration of intent. It is a radical act of reprogramming.

Plus de quatre-vingts ans se sont écoulés depuis le début de ce que nous appelons, avec une formule rassurante, la « culture humanitaire ». Soixante-dix-sept ans depuis la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l’homme. Une époque qui, du moins dans les intentions, aurait dû marquer un changement de paradigme définitif : plus jamais de guerre, plus jamais d’extermination, plus jamais la réduction de l’autre à un simple moyen.

Et pourtant, au moment où j’écris ces lignes, l’actualité nous renvoie l’image inverse. Les mots se vident de leur sens, les déclarations se répètent comme des formules liturgiques, et les institutions créées précisément pour éviter que l’horreur ne se reproduise - les Nations Unies en premier lieu - apparaissent de plus en plus comme des simulacres : présentes, mais impuissantes ; imposantes dans la forme, mais dépourvues de réelle capacité de transformation.

Le problème, alors, n’est pas que nous ne désirons pas la paix. C’est que nous continuons à penser pouvoir l’obtenir sans toucher aux paradigmes profonds qui structurent notre façon d’être au monde. Nous voulons la paix, mais nous ne sommes pas disposés à en payer le prix culturel.

La paix n’est pas une déclaration d’intentions. C’est un acte radical de reprogrammation.

Il subconscio collettivo come infrastruttura invisibile

Ogni società opera sulla base di un insieme di assunti che raramente vengono messi in discussione. Sono convinzioni di fondo, sedimentate nei secoli, che definiscono chi siamo, cosa riteniamo giusto, cosa consideriamo naturale o inevitabile. Carl Gustav Jung avrebbe parlato di *subconscio collettivo*; oggi potremmo definirlo, con una metafora tecnologica, il nostro sistema operativo.

Come ogni sistema operativo, esso lavora in background: non lo vediamo, ma condiziona ogni nostra possibilità di azione. Stabilisce ciò che è pensabile e ciò che non lo è. Determina i limiti del nostro immaginario politico, economico, ecologico.

Se non interveniamo su questo livello profondo, ogni tentativo di riforma rimane cosmetico. Cambiamo le applicazioni, ma lasciamo intatto il kernel. E pretendiamo che il risultato sia diverso.

Dio, Patria, Denaro: i tre pilastri tossici

Se osserviamo con onestà la storia recente – e non solo quella recente – emergono con chiarezza tre grandi pilastri simbolici che continuano a strutturare il nostro subconscio collettivo. Tre concetti che, pur assumendo forme diverse, attraversano culture, ideologie e sistemi politici: Dio, Patria, Denaro.

Dio. Che ci si dichiari credenti o atei, la religione – distinta dalla dimensione spirituale, che è altra cosa – continua a funzionare come potente dispositivo politico. È ancora oggi uno dei principali giustificatori dell’idea di popoli eletti, di diritti gerarchizzati, di un’umanità posta al vertice della creazione con il mandato implicito di disporre di tutto ciò che esiste.

Questa visione antropocentrica legittima un rapporto predatorio con il pianeta e con le altre specie.

L’idea che lo sviluppo coincida con la proliferazione indefinita dell’essere umano, anche quando questa mette a rischio gli equilibri ecologici e la nostra stessa sopravvivenza, è figlia diretta di questo paradigma.

The collective unconscious as invisible infrastructure

Every society operates on the basis of a set of assumptions that are rarely questioned. These are fundamental beliefs, settled over the centuries, which define who we are, what we consider right, and what we regard as natural or inevitable. Carl Gustav Jung would have spoken of the collective unconscious; today we might define it, using a technological metaphor, as our operating system.

Like any operating system, it works in the background: we do not see it, but it shapes every possibility of our action. It establishes what is conceivable and what is not. It determines the limits of our political, economic and ecological imagination.

If we do not intervene at this deep level, every attempt at reform remains cosmetic. We change the applications, but leave the kernel intact. And we expect the result to be different.

God, Country, Money: the three toxic pillars

If we look honestly at recent history – and not just recent history – three great symbolic pillars clearly emerge that continue to structure our collective subconscious. Three concepts which, whilst taking different forms, cut across cultures, ideologies and political systems: God, Country, Money.

God. Whether one declares oneself a believer or an atheist, religion – distinct from the spiritual dimension, which is something else – continues to function as a powerful political mechanism. It remains today one of the main justifications for the idea of chosen peoples, of hierarchical rights, of a humanity placed at the pinnacle of creation with the implicit mandate to dispose of all that exists.

This anthropocentric view legitimises a predatory relationship with the planet and with other species. The idea that development coincides with the indefinite proliferation of the human race, even when this jeopardises ecological balances and our very survival, is a direct offshoot of this paradigm.

Le subconscient collectif comme infrastructure invisible

Chaque société fonctionne sur la base d’un ensemble de postulats qui sont rarement remis en question. Ce sont des convictions fondamentales, sédimentées au fil des siècles, qui définissent qui nous sommes, ce que nous estimons juste, ce que nous considérons comme naturel ou inévitable. Carl Gustav Jung aurait parlé de *subconscient collectif* ; aujourd’hui, nous pourrions le définir, par une métaphore technologique, comme notre système d’exploitation.

Comme tout système d’exploitation, il fonctionne en arrière-plan : nous ne le voyons pas, mais il conditionne chacune de nos possibilités d’action. Il établit ce qui est pensable et ce qui ne l’est pas. Il détermine les limites de notre imaginaire politique, économique et écologique.

Si nous n’intervenons pas à ce niveau profond, toute tentative de réforme reste superficielle. Nous changeons les applications, mais nous laissons le noyau intact. Et nous prétendons que le résultat sera différent.

Dieu, la Patrie, l’Argent : les trois piliers toxiques

Si nous observons honnêtement l’histoire récente - et pas seulement celle-ci -, trois grands piliers symboliques émergent clairement, qui continuent de structurer notre subconscient collectif. Trois concepts qui, bien qu’ils prennent des formes différentes, traversent les cultures, les idéologies et les systèmes politiques : Dieu, la Patrie, l’Argent.

Dieu. Que l’on se déclare croyant ou athée, la religion - distincte de la dimension spirituelle, qui est autre chose - continue de fonctionner comme un puissant dispositif politique. Elle reste aujourd’hui l’une des principales justifications de l’idée de peuples élus, de droits hiérarchisés, d’une humanité placée au sommet de la création avec pour mandat implicite de disposer de tout ce qui existe.

Cette vision anthropocentrique légitime une relation prédatrice avec la planète et les autres espèces. L’idée que le développement coïncide avec la prolifération indéfinie de l’être humain, même lorsque celle-ci met en péril les équilibres écologiques et notre propre survie, est le fruit direct de ce paradigme.

Patria. La Nazione, che percepiamo come un’entità naturale e inviolabile, è in realtà un costruito storico relativamente giovane: poco più di due secoli. Eppure, in questo breve arco di tempo, è diventata uno dei principali strumenti di mobilitazione emotiva e di violenza organizzata.

Gli Stati-nazione gestiscono territori, risorse e comunità come se fossero asset, commodity da valorizzare sul mercato globale, prima ancora che ecosistemi complessi da tutelare. Lungi dal garantire la sopravvivenza delle comunità che amministrano, spesso ne diventano la principale minaccia, alimentando deliberatamente narrazioni tossiche – religiose o laiche – attraverso apparati propagandistici sempre più sofisticati.

In nome di Dio e della Patria abbiamo convinto intere generazioni a immolarsi. Continuiamo a farlo. Se vogliamo parlare seriamente di pace, questo meccanismo va interrotto una volta per tutte. La pace non è l’assenza temporanea di conflitto ottenuta con la forza: è giustizia strutturale. Tutto il resto è esercizio muscolare del potere.

Denaro. Infine, il capitalismo. È tempo di smettere di considerarlo un sistema neutro o inevitabile. Il capitalismo contemporaneo è un meccanismo di potere fondato sull’egemonia economica e commerciale, non diverso, nella sua logica profonda, dai sistemi di dominio nobiliare di due secoli fa. Cambiano gli strumenti, non la struttura.

Il mondo non è un asset. Le risorse non sono asset. Affidare il destino del pianeta a un mercato che di “libero” ha ben poco - profondamente nazionalizzato, militarizzato, strumentalizzato - significa accettare una forma di imperialismo rinnovato, mascherato da razionalità economica.

Nation. The Nation, which we perceive as a natural and inviolable entity, is in reality a relatively young historical construct: little more than two centuries old. Yet, in this short span of time, it has become one of the main instruments of emotional mobilisation and organised violence.

Nation-states manage territories, resources and communities as if they were assets, commodities to be exploited on the global market, rather than complex ecosystems to be protected. Far from guaranteeing the survival of the communities they administer, they often become their greatest threat, deliberately fuelling toxic narratives - religious or secular - through increasingly sophisticated propaganda machines.

In the name of God and the Fatherland, we have convinced entire generations to sacrifice themselves. We continue to do so. If we wish to speak seriously of peace, this mechanism must be stopped once and for all. Peace is not the temporary absence of conflict achieved by force: it is structural justice. Everything else is a show of force.

Money. Finally, capitalism. It is time to stop viewing it as a neutral or inevitable system. Contemporary capitalism is a mechanism of power founded on economic and commercial hegemony, no different, in its underlying logic, from the systems of feudal domination of two centuries ago. The tools change, not the structure.

The world is not an asset. Resources are not assets. Entrusting the planet’s fate to a market that has very little that is “free” about it - deeply nationalised, militarised, exploited - means accepting a form of renewed imperialism, masked as economic rationality.

La Patrie. La Nation, que nous percevons comme une entité naturelle et inviolable, est en réalité une construction historique relativement récente : un peu plus de deux siècles. Et pourtant, en ce court laps de temps, elle est devenue l’un des principaux instruments de mobilisation émotionnelle et de violence organisée.

Les États-nations gèrent les territoires, les ressources et les communautés comme s’il s’agissait d’actifs, de marchandises à valoriser sur le marché mondial, bien avant de les considérer comme des écosystèmes complexes à protéger. Loin de garantir la survie des communautés qu’ils administrent, ils en deviennent souvent la principale menace, en alimentant délibérément des discours toxiques – religieux ou laïques – à travers des appareils de propagande de plus en plus sophistiqués.

Au nom de Dieu et de la Patrie, nous avons convaincu des générations entières de se sacrifier. Nous continuons à le faire. Si nous voulons parler sérieusement de paix, ce mécanisme doit être brisé une fois pour toutes. La paix n’est pas l’absence temporaire de conflit obtenue par la force : c’est la justice structurelle. Tout le reste n’est qu’une démonstration de force.

L’argent. Enfin, le capitalisme. Il est temps de cesser de le considérer comme un système neutre ou inévitable. Le capitalisme contemporain est un mécanisme de pouvoir fondé sur l’hégémonie économique et commerciale, qui ne diffère pas, dans sa logique profonde, des systèmes de domination nobiliaire d’il y a deux siècles. Les instruments changent, pas la structure.

Le monde n’est pas un actif. Les ressources ne sont pas des actifs. Confier le destin de la planète à un marché qui n’a pas grand-chose de « libre » - profondément nationalisé, militarisé, instrumentalisé - revient à accepter une forme d’impérialisme renouvelé, masqué par la rationalité économique.

Tre utopie necessarie

Mettere in discussione Dio, Patria e Denaro può apparire utopico. E lo è. Ma sono utopie necessarie. Le uniche che rendono pensabile un mondo realmente libero dalla guerra, dalla distruzione sistematica, dalle minacce esistenziali che noi stessi abbiamo generato.

Come generazione abbiamo fallito nel comprendere questo passaggio. Abbiamo tollerato il ritorno dei nazionalismi, il rafforzarsi del proselitismo religioso, e – forse ancora più grave – ci siamo lasciati anestetizzare da un mercato che per decenni ci ha coccolati con oceani di prodotti inutili, ipernutriti di junk food materiale e simbolico.

Abbiamo confuso la crescita con il progresso. Ma crescere per il solo fatto di crescere è la logica della cellula cancerogena. Progredire, invece, significa sviluppare maggiore consapevolezza, maturità, responsabilità.

Solo agendo a livello di paradigma, solo intervenendo sul nostro subconscio collettivo, possiamo sperare di ricostruire un mondo autenticamente pacifico e sostenibile. Non un mondo perfetto, ma un mondo adulto.

La pace non è un desiderio. È una scelta strutturale. E, come ogni scelta radicale, richiede il coraggio di rinunciare a ciò che per secoli abbiamo considerato intoccabile.

Three necessary utopias

Questioning God, Country and Money may seem utopian. And it is. But they are necessary utopias. The only ones that make conceivable a world truly free from war, from systematic destruction, from the existential threats that we ourselves have generated.

As a generation, we have failed to grasp this transition. We have tolerated the resurgence of nationalism, the rise of religious proselytism, and – perhaps even more gravely – we have allowed ourselves to be numbed by a market that for decades has pampered us with oceans of useless products, overfed us with material and symbolic junk food.

We have confused growth with progress. But growing for the sake of growing alone is the logic of a cancerous cell. Progress, on the other hand, means developing greater awareness, maturity and responsibility.

Only by acting at the level of the paradigm, only by intervening in our collective subconscious, can we hope to rebuild a genuinely peaceful and sustainable world. Not a perfect world, but a mature one.

Peace is not a wish. It is a structural choice. And, like any radical choice, it requires the courage to renounce what we have considered untouchable for centuries.

Trois utopies nécessaires

Remettre en question Dieu, la Patrie et l’Argent peut sembler utopique. Et ça l’est. Mais ce sont des utopies nécessaires. Les seules qui rendent concevable un monde réellement libéré de la guerre, de la destruction systématique, des menaces existentielles que nous avons nous-mêmes générées.

En tant que génération, nous avons échoué à comprendre ce passage. Nous avons toléré le retour des nationalismes, le renforcement du prosélytisme religieux, et - peut-être plus grave encore - nous nous sommes laissés anesthésier par un marché qui, pendant des décennies, nous a dorlotés avec des océans de produits inutiles, suralimentés de malbouffe matérielle et symbolique.

Nous avons confondu croissance et progrès. Mais croître pour le simple fait de croître, c’est la logique de la cellule cancéreuse. Progresser, en revanche, signifie développer davantage de conscience, de maturité, de responsabilité.

Ce n’est qu’en agissant au niveau du paradigme, ce n’est qu’en intervenant sur notre subconscient collectif, que nous pouvons espérer reconstruire un monde authentiquement pacifique et durable. Pas un monde parfait, mais un monde adulte.

La paix n’est pas un désir. C’est un choix structurel. Et, comme tout choix radical, elle exige le courage de renoncer à ce que nous avons considéré comme intouchable pendant des siècles.

Abitare dopo il cambio di paradigma

Solo a partire da questo cambio radicale di paradigmi possiamo tornare a pensare seriamente a un nuovo modo di convivere e, quindi, di abitare il mondo. L'architettura, in questo senso, non è né un linguaggio neutro né un semplice fatto tecnico: è una delle espressioni più evidenti del nostro subconscio collettivo materializzato nello spazio.

Finché i paradigmi di Dio, Patria e Denaro resteranno intatti, anche l'architettura non potrà che esserne un riflesso: forme iconiche svuotate di senso, oggetti autoreferenziali, spesso abnormi, talvolta apertamente pornografici nel loro esibire potenza, controllo, accumulazione. Architetture che parlano di dominio più che di convivenza, di rappresentazione più che di cura.

Una cultura architetonica realmente nuova può nascere solo quando smettiamo di considerare il mondo come un asset e lo spazio come una merce, e iniziamo a riconoscerli come infrastrutture relazionali, ecologiche, politiche nel senso più alto del termine. Abitare non significa occupare, ma coesistere; costruire non significa imporre forma, ma rendere possibili relazioni giuste tra esseri umani, altre specie e ambiente.

Senza questo salto paradigmatico, l'architettura resta un esercizio estetico o spettacolare, direi “pornografico”, incapace di incidere sulle cause profonde della violenza e dell'insostenibilità. Con esso, invece, può tornare a essere ciò che, nelle sue stagioni migliori, ha sempre cercato di essere: uno strumento critico per immaginare e rendere abitabile un mondo diverso, più giusto, veramente in Pace.

Living after the paradigm shift

Only by starting from this radical shift in paradigms can we return to seriously considering a new way of living together and, therefore, of inhabiting the world. Architecture, in this sense, is neither a neutral language nor a mere technical matter: it is one of the most evident expressions of our collective subconscious materialised in space.

As long as the paradigms of God, Country and Money remain intact, architecture too can only be a reflection of them: iconic forms emptied of meaning, self-referential objects, often grotesque, sometimes openly pornographic in their display of power, control and accumulation. Architectures that speak of domination rather than coexistence, of representation rather than care.

A truly new architectural culture can only emerge when we stop viewing the world as an asset and space as a commodity, and begin to recognise them as relational, ecological and political infrastructures in the highest sense of the term. To inhabit does not mean to occupy, but to coexist; to build does not mean to impose form, but to enable just relationships between human beings, other species and the environment.

Without this paradigm shift, architecture remains an aesthetic or spectacular exercise - I would say “pornographic” - incapable of addressing the root causes of violence and unsustainability. With it, however, it can return to being what, in its finest moments, it has always sought to be: a critical tool for imagining and making a different, fairer world – one truly at peace – habitable.

Habiter après le changement de paradigme

Ce n'est qu'à partir de ce changement radical de paradigmes que nous pourrons recommencer à réfléchir sérieusement à une nouvelle façon de vivre ensemble et, par conséquent, d'habiter le monde. L'architecture, en ce sens, n'est ni un langage neutre ni un simple fait technique : c'est l'une des expressions les plus évidentes de notre subconscient collectif matérialisé dans l'espace.

Tant que les paradigmes de Dieu, de la Patrie et de l'Argent resteront intacts, l'architecture ne pourra qu'en être le reflet : des formes iconiques vidées de sens, des objets autoréférentiels, souvent anormaux, parfois ouvertement pornographiques dans leur exhibition de puissance, de contrôle, d'accumulation. Des architectures qui parlent de domination plus que de cohabitation, de représentation plus que de soin.

Une culture architecturale véritablement nouvelle ne peut naître que lorsque nous cessons de considérer le monde comme un actif et l'espace comme une marchandise, et que nous commençons à les reconnaître comme des infrastructures relationnelles, écologiques et politiques au sens le plus noble du terme. Habiter ne signifie pas occuper, mais coexister ; construire ne signifie pas imposer une forme, mais rendre possibles des relations justes entre les êtres humains, les autres espèces et l'environnement.

Sans ce saut paradigmatique, l'architecture reste un exercice esthétique ou spectaculaire, je dirais « pornographique », incapable d'agir sur les causes profondes de la violence et de l'insoutenabilité. Avec lui, en revanche, elle peut redevenir ce qu'elle a toujours cherché à être dans ses meilleures périodes : un outil critique pour imaginer et rendre habitable un monde différent, plus juste, véritablement en paix.



VIVRE L'URGENCE.
ARCHITECTURE, CRISE CLIMATIQUE
ET RESPONSABILITÉ
À L'ÈRE DE L'ACCÉLÉRATION ¹⁰⁷

Sandra D'Urzo

Viviamo in un tempo di accelerazione permanente: climatica, tecnologica, geopolitica, finanziaria. Una spirale che sembra autoalimentarsi e che erode progressivamente ciò che teneva insieme le nostre società: istituzioni, solidarietà, fiducia, memoria. In questo contesto, parole come pace, diritto, responsabilità, convivenza rischiano di diventare formule vuote. Eppure è proprio ora che dobbiamo tornare a interrogarle, senza scorciatoie.

Il bisogno primario che non sappiamo più garantire

C'è un dato che attraversa silenziosamente tutte le crisi e che raramente viene affrontato nella sua reale gravità: il fabbisogno di alloggio e di shelter non è mai stato così urgente e così largamente insoddisfatto come oggi. Mai nella storia recente così tante persone hanno avuto bisogno di un riparo dignitoso, sicuro, accessibile. E mai come ora governi, settore privato e terzo settore sembrano incapaci di rispondere all'accelerazione e all'impennata di questi bisogni.

Lo vediamo nelle periferie delle nostre città, dove l'abitare è diventato un privilegio e l'emergenza è ormai strutturale. Lo vediamo nei contesti di crisi e di sfollamento forzato: dopo i cicloni nelle Filippine, dove intere comunità perdono la casa più volte nella stessa vita; nelle tendopoli di Gaza, dove le piogge trasformano i campi in fango, facendo crollare ripari precari e con essi ogni residuo di dignità e sicurezza. Qui lo shelter non è una questione tecnica, ma una linea sottile tra sopravvivenza e disperazione. Eppure continuiamo a trattarlo come un problema temporaneo, emergenziale, incapaci di costruire risposte all'altezza della scala e della velocità delle trasformazioni in corso.

We live in an age of constant acceleration: climatic, technological, geopolitical, financial. A spiral that seems to feed on itself and is gradually eroding what held our societies together: institutions, solidarity, trust, memory. In this context, words such as peace, justice, responsibility and coexistence risk becoming empty phrases. Yet it is precisely now that we must return to questioning them, without taking any shortcuts.

The basic need we can no longer guarantee

There is one fact that runs silently through all crises and is rarely addressed in terms of its true gravity: the need for housing and shelter has never been as urgent and as widely unmet as it is today. Never in recent history have so many people needed decent, safe, accessible shelter. And never before have governments, the private sector and the third sector seemed so incapable of responding to the acceleration and surge in these needs.

We see this on the outskirts of our cities, where housing has become a privilege and the crisis is now structural. We see it in contexts of crisis and forced displacement: after the cyclones in the Philippines, where entire communities lose their homes several times in a single lifetime; in the tent cities of Gaza, where the rains turn the fields into mud, causing makeshift shelters to collapse and with them any shred of dignity and safety. Here, shelter is not a technical issue, but a fine line between survival and despair. Yet we continue to treat it as a temporary, emergency problem, unable to devise responses commensurate with the scale and speed of the transformations underway.

Nous vivons une époque d'accélération permanente : climatique, technologique, géopolitique, financière. Une spirale qui semble s'autoalimenter et qui érode progressivement ce qui tenait nos sociétés ensemble : institutions, solidarité, confiance, mémoire. Dans ce contexte, des mots tels que paix, droit, responsabilité, cohabitation risquent de devenir des formules vides de sens. Et pourtant, c'est précisément maintenant que nous devons revenir les interroger, sans prendre de raccourcis.

Le besoin fondamental que nous ne savons plus garantir

Il existe une réalité qui traverse silencieusement toutes les crises et dont la gravité réelle est rarement prise en compte : le besoin de logement et d'abris n'a jamais été aussi urgent et aussi largement insatisfait qu'aujourd'hui. Jamais dans l'histoire récente autant de personnes n'ont eu besoin d'un abri digne, sûr et accessible. Et jamais autant qu'aujourd'hui les gouvernements, le secteur privé et le secteur associatif ne semblent incapables de répondre à l'accélération et à l'explosion de ces besoins.

Nous le constatons dans les banlieues de nos villes, où le logement est devenu un privilège et où l'urgence est désormais structurelle. Nous le constatons dans les contextes de crise et de déplacement forcé : après les cyclones aux Philippines, où des communautés entières perdent leur maison à plusieurs reprises au cours d'une même vie ; dans les camps de tentes de Gaza, où les pluies transforment les terrains en boue, faisant s'effondrer les abris précaires et, avec eux, tout ce qui reste de dignité et de sécurité. Ici, le logement n'est pas une question technique, mais une ligne ténue entre la survie et le désespoir. Et pourtant, nous continuons à le traiter comme un problème temporaire, d'urgence, incapables d'apporter des réponses à la hauteur de l'ampleur et de la rapidité des transformations en cours.

La scomparsa silenziosa della solidarietà

A questa crisi spaziale si sovrappone una crisi etica e politica. Oggi assistiamo a una regressione brutale nella quale il mondo umanitario e il multilateralismo stanno scomparendo lentamente, come neve al sole, nell’indifferenza generale. I tagli ai finanziamenti per la cooperazione internazionale - avviati in modo aggressivo ad inizio 2025 da Trump e poi amplificati a effetto domino da molti governi - stanno producendo conseguenze che non abbiamo ancora pienamente misurato.

Ma alcune immagini sono già davanti a noi: i programmi di assistenza sono fermi, i conti a secco, campi profughi smantellati. Kareem ha camminato sette ore in Etiopia per raggiungere un dispensario. Lo ha fatto portando suo figlio in braccio. Arrivato, ha trovato le porte aperte e gli scaffali vuoti: nessun vaccino, nessun medico. Nei campi profughi del Sudan o di Cox Bazar, l’assenza di fondi rende impossibile anche la gestione minima: acqua, ripari, servizi. Così’ si amputano decenni di lavoro paziente: formazione di competenze locali, costruzione di metodi, fiducia tra comunità e istituzioni.

Tutto questo avviene in un contesto in cui il diritto umanitario internazionale è stato progressivamente calpestato. Si presta assistenza a proprio rischio e pericolo, perché tutto sembra ormai permesso: anche sparare sulla Croce Rossa. Questa perciò non è solo una crisi operativa, è una frattura morale che interroga profondamente il senso stesso della solidarietà contemporanea. La conseguenza non è solo emergenza umanitaria, è disumanizzazione sistemica.

Città contese: disuguaglianze, potere e nuovi rischi

È però nello spazio urbano che il cambiamento climatico colpisce più duramente e più ingiustamente, amplificando disuguaglianze già esistenti.

Inondazioni record, ondate di calore senza precedenti in India, scuole chiuse per mesi nel Sahel perché le temperature rendono impossibile l’apprendimento. E poi Bologna, con i suoi portici storici sommersi dall’acqua.

The silent disappearance of solidarity

Overlapping with this spatial crisis is an ethical and political crisis. Today we are witnessing a brutal regression in which the humanitarian world and multilateralism are slowly disappearing, like snow in the sun, amid general indifference. Cuts to funding for international cooperation - aggressively initiated in early 2025 by Trump and then amplified in a domino effect by many governments - are producing consequences we have not yet fully measured.

But some images are already before us: aid programmes are at a standstill, funds have run dry, refugee camps have been dismantled. Kareem walked for seven hours in Ethiopia to reach a clinic. He did so carrying his son in his arms. Upon arrival, he found the doors open and the shelves empty: no vaccines, no doctors. In the refugee camps of Sudan or Cox’s Bazar, the lack of funds makes even the most basic management impossible: water, shelter, services. Thus, decades of patient work are being undone: the development of local skills, the establishment of methods, trust between communities and institutions.

All this is taking place in a context where international humanitarian law has been progressively trampled underfoot. Assistance is provided at one’s own risk, because everything now seems permitted: even firing on the Red Cross. This is therefore not merely an operational crisis; it is a moral fracture that profoundly calls into question the very meaning of contemporary solidarity. The consequence is not just a humanitarian emergency; it is systemic dehumanisation.

Contested cities: inequalities, power and new risks

It is, however, in urban areas that climate change strikes hardest and most unjustly, amplifying existing inequalities.

Record floods, unprecedented heatwaves in India, schools closed for months in the Sahel because temperatures make learning impossible. And then Bologna, with its historic porticoes submerged in water.

La disparition silencieuse de la solidarité

À cette crise spatiale s’ajoute une crise éthique et politique. Nous assistons aujourd’hui à une régression brutale dans laquelle le monde humanitaire et le multilatéralisme disparaissent lentement, comme neige au soleil, dans l’indifférence générale. Les coupes dans les financements de la coopération internationale - lancées de manière agressive début 2025 par Trump puis amplifiées par un effet domino par de nombreux gouvernements - produisent des conséquences que nous n’avons pas encore pleinement mesurées.

Mais certaines images s’imposent déjà à nous : les programmes d’aide sont à l’arrêt, les caisses vides, les camps de réfugiés démantelés. Kareem a marché sept heures en Éthiopie pour rejoindre un dispensaire. Il l’a fait en portant son fils dans ses bras. Une fois arrivé, il a trouvé les portes ouvertes et les étagères vides : pas de vaccins, pas de médecin. Dans les camps de réfugiés du Soudan ou de Cox’s Bazar, l’absence de fonds rend impossible même la gestion minimale : eau, abris, services. C’est ainsi que des décennies de travail patient sont réduites à néant : formation de compétences locales, mise en place de méthodes, confiance entre les communautés et les institutions.

Tout cela se passe dans un contexte où le droit international humanitaire a été progressivement bafoué. On apporte de l’aide à ses propres risques et périls, car tout semble désormais permis : même tirer sur la Croix-Rouge. Il ne s’agit donc pas seulement d’une crise opérationnelle, mais d’une fracture morale qui remet profondément en question le sens même de la solidarité contemporaine. La conséquence n’est pas seulement une urgence humanitaire, c’est une déshumanisation systémique.

Villes disputées : inégalités, pouvoir et nouveaux risques

C’est toutefois dans l’espace urbain que le changement climatique frappe le plus durement et le plus injustement, amplifiant les inégalités déjà existantes.

Inondations record, vagues de chaleur sans précédent en Inde, écoles fermées pendant des mois au Sahel parce que les températures rendent l’apprentissage impossible. Et puis Bologne, avec ses arcades historiques submergées par l’eau. Ce n’est plus « ailleurs ».

Non è più “altrove”. È qui. È ora. I nuovi rischi urbani non sono eccezioni: sono la nuova normalità. Eppure continuiamo a progettare e governare le città come se si trattasse di eventi isolati, temporanei, reversibili.

Ma questa fragilità non è solo ambientale. È anche politica. Se oggi i capi di Stato delle cosiddette democrazie possono invadere e massacrare impunemente, se possono comprare - o prendere con la forza - territori come il Venezuela o la Groenlandia, quale sarà il prossimo passo? Comprare all’asta interi centri storici? Espropriare isole e accaparrarsi riviere turistiche, acquistando o espellendo i residenti? Colonizzare terre rare, città simboliche, territori strategici ovunque essi siano per soddisfare i nostri fabbisogni in energia e consumi?

Queste domande non sono provocazioni astratte. Sono il risultato diretto di un sistema che ha progressivamente normalizzato la violenza, la mercificazione dello spazio e l’erosione del diritto come limite al potere. In questo contesto, la città diventa il luogo privilegiato dove si manifestano queste derive: non solo teatro delle crisi, ma posta in gioco centrale di nuovi rapporti di forza globali.

È a partire da questa consapevolezza che l’architettura, l’urbanistica e il progetto dello spazio devono ridefinire il proprio ruolo. Non come discipline neutre o tecniche, ma come pratiche capaci di ricostruire legami, ridurre vulnerabilità e rimettere al centro la responsabilità collettiva. Perché senza una risposta radicata nei territori e nelle comunità, la città rischia di diventare il primo spazio sacrificabile di un mondo che ha smesso di darsi dei limiti.

Architettura come atto politico (prima che formale)

L’architettura è sempre stata una risposta al clima. Un atto di riparo, di sopravvivenza, di fiducia nella vita. Non è mai stata neutrale. Progettare significa prendere posizione rispetto al mondo, agli equilibri tra uomo e natura, tra individuo e collettività. Come ricorda Amedeo Schiattarella nell’ultimo numero di CarréBleu, l’architettura nasce come atto di responsabilità, prima ancora che come forma, invocando il ripristino degli equilibri tra attività dell’uomo e natura.

It is no longer “elsewhere”. It is here. It is now. New urban risks are not exceptions: they are the new normal. Yet we continue to plan and govern cities as if these were isolated, temporary, reversible events.

But this fragility is not merely environmental. It is also political. If today the heads of state of so-called democracies can invade and massacre with impunity, if they can buy - or take by force - territories such as Venezuela or Greenland, what will be the next step? Buying entire historic centres at auction? Expropriating islands and seizing tourist coastlines, by purchasing or expelling residents? Colonising rare lands, symbolic cities, strategic territories wherever they may be to satisfy our energy and consumption needs?

These questions are not abstract provocations. They are the direct result of a system that has progressively normalised violence, the commodification of space and the erosion of the law as a limit on power. In this context, the city becomes the prime setting where these excesses manifest: not merely the theatre of crises, but the central stake in new global power dynamics.

It is from this awareness that architecture, urban planning and spatial design must redefine their role. Not as neutral or technical disciplines, but as practices capable of rebuilding connections, reducing vulnerability and restoring collective responsibility to the centre. Because without a response rooted in local areas and communities, the city risks becoming the first expendable space in a world that has ceased to set itself limits.

Architecture as a political act (before a formal one)

Architecture has always been a response to the climate. An act of shelter, of survival, of trust in life. It has never been neutral. Designing means taking a stance towards the world, towards the balance between humanity and nature, between the individual and the collective. As Amedeo Schiattarella reminds us in the latest issue of Carré Bleu, architecture arises as an act of responsibility, even before it is a form, calling for the restoration of balance between human activity and nature.

C’est ici. C’est maintenant. Les nouveaux risques urbains ne sont pas des exceptions : ils constituent la nouvelle normalité. Et pourtant, nous continuons à concevoir et à gouverner les villes comme s’il s’agissait d’événements isolés, temporaires, réversibles.

Mais cette fragilité n’est pas seulement environnementale. Elle est aussi politique. Si aujourd’hui les chefs d’État des soi-disant démocraties peuvent envahir et massacrer en toute impunité, s’ils peuvent acheter - ou prendre par la force - des territoires comme le Venezuela ou le Groenland, quelle sera la prochaine étape ? Acheter aux enchères des centres historiques entiers ? Exproprier des îles et s’accaparer des rivages touristiques, en rachetant ou en expulsant les résidents ? Coloniser des terres rares, des villes symboliques, des territoires stratégiques où qu’ils se trouvent pour satisfaire nos besoins en énergie et en consommation ?

Ces questions ne sont pas des provocations abstraites. Elles sont le résultat direct d’un système qui a progressivement normalisé la violence, la marchandisation de l’espace et l’érosion du droit en tant que limite au pouvoir. Dans ce contexte, la ville devient le lieu privilégié où se manifestent ces dérives : non seulement théâtre de crises, mais enjeu central de nouveaux rapports de force mondiaux.

C’est à partir de cette prise de conscience que l’architecture, l’urbanisme et la conception de l’espace doivent redéfinir leur rôle. Non pas en tant que disciplines neutres ou techniques, mais en tant que pratiques capables de reconstruire des liens, de réduire les vulnérabilités et de remettre la responsabilité collective au centre. Car sans une réponse ancrée dans les territoires et les communautés, la ville risque de devenir le premier espace sacrificable d’un monde qui a cessé de se fixer des limites.

L’architecture comme acte politique (avant d’être formel)

L’architecture a toujours été une réponse au climat. Un acte de protection, de survie, de confiance en la vie. Elle n’a jamais été neutre. Concevoir, c’est prendre position par rapport au monde, aux équilibres entre l’homme et la nature, entre l’individu et la collectivité. Comme le rappelle Amedeo Schiattarella dans le dernier numéro de CarréBleu, l’architecture naît comme un acte de responsabilité, avant même d’être une forme, en invoquant le rétablissement des équilibres entre les activités humaines et la nature.

Eppure oggi assistiamo a una contraddizione profonda. Mentre il contesto climatico muta con una rapidità senza precedenti, le trasformazioni urbane continuano a essere guidate da logiche finanziarie estrattive, spesso indifferenti alla memoria dei luoghi, alle radici culturali, alla qualità del vivere in comunità. Per garantire investimenti colossali si cancellano territori, si omologa il paesaggio, si espellono i più fragili, si sopprime il passato.

Nello scrolling incessante di notizie un articolo a fine 2025 ha colto la mia attenzione: il cinema Ariana di Kaboul é stato raso al suolo suolo per fare spazio a un centro commerciale sotto dominio talebano. Era stato tra i miei primi progetti piu di venti anni fa. Un luogo ricostruito con la cooperazione internazionale come baluardo culturale, come spazio condiviso dove donne, uomini e famiglie potessero tornare a uscire insieme, a riconoscersi come comunità urbana. Non era solo un edificio: era un gesto politico, fragile ma necessario, dentro una città ferita.

In quel gesto di demolizione recente non c'è solo la cancellazione di un'architettura, ma l'annientamento deliberato di una possibilità: quella di un futuro urbano fondato sulla cultura, sull'inclusione, sulla memoria. Quando distruggiamo questi luoghi, distruggiamo molto più del costruito: cancelliamo tracce di convivenza e di resistenza civile.

Tornare alla comunità come scelta politica

Le soluzioni esistono, ma richiedono un cambio di paradigma. Non grandi gesti iconici, bensì processi collettivi, radicati nei territori. Rinvigorire lo spirito di comunità è una scelta politica. Significa investire nella partecipazione, nel co-design a scala di quartiere, nella capacità delle comunità di adattarsi ai cambiamenti climatici.

Oggi la tecnologia ci permette di anticipare i rischi: valutazioni iper-locali, sistemi di allerta precoce, dati condivisi. Ma la tecnologia, da sola, non basta. Deve essere accompagnata da governance, fiducia, inclusione. Comuni e città devono dotarsi di piani climatici e *Heat Action Plans*, capaci di proteggere i più vulnerabili,

Yet today we are witnessing a profound contradiction. Whilst the climate is changing at an unprecedented rate, urban transformations continue to be driven by extractive financial logic, often indifferent to the memory of places, cultural roots, and the quality of community life. To secure colossal investments, territories are erased, the landscape is homogenised, the most vulnerable are expelled, and the past is suppressed.

Amidst the ceaseless scroll of news, an article from late 2025 caught my attention: the Ariana cinema in Kabul had been razed to the ground to make way for a shopping centre under Taliban rule. It had been one of my very first projects more than twenty years ago. A place rebuilt with international cooperation as a cultural bastion, as a shared space where women, men and families could once again go out together, recognising themselves as an urban community. It was not just a building: it was a political gesture, fragile yet necessary, within a wounded city.

In that recent act of demolition lies not only the erasure of a building, but the deliberate annihilation of a possibility: that of an urban future founded on culture, inclusion and memory. When we destroy these places, we destroy far more than the physical structure: we erase traces of coexistence and civil resistance.

Returning to community as a political choice

Solutions exist, but they require a paradigm shift. Not grand, iconic gestures, but collective processes, rooted in local areas. Revitalising the spirit of community is a political choice. It means investing in participation, in neighbourhood-scale co-design, and in communities' ability to adapt to climate change.

Today, technology allows us to anticipate risks: hyper-local assessments, early warning systems, shared data. But technology alone is not enough. It must be accompanied by governance, trust and inclusion. Municipalities and cities must adopt climate plans and *Heat Action Plans* capable of protecting the most vulnerable, raising public awareness, and coordinating

Et pourtant, nous assistons aujourd'hui à une contradiction profonde. Alors que le contexte climatique évolue à une vitesse sans précédent, les transformations urbaines continuent d'être guidées par des logiques financières extractives, souvent indifférentes à la mémoire des lieux, aux racines culturelles, à la qualité de la vie en communauté. Pour garantir des investissements colossaux, on efface des territoires, on uniformise le paysage, on expulse les plus fragiles, on supprime le passé.

Dans le défilement incessant des actualités, un article publié fin 2025 a retenu mon attention : le cinéma Ariana de Kaboul a été rasé pour faire place à un centre commercial sous domination talibane. Il avait été l'un de mes premiers projets, il y a plus de vingt ans. Un lieu reconstruit grâce à la coopération internationale comme rempart culturel, comme espace partagé où femmes, hommes et familles pouvaient à nouveau sortir ensemble, se reconnaître en tant que communauté urbaine. Ce n'était pas seulement un bâtiment : c'était un geste politique, fragile mais nécessaire, au sein d'une ville meurtrie.

Ce geste de démolition récent ne représente pas seulement la destruction d'un bâtiment, mais l'anéantissement délibéré d'une possibilité : celle d'un avenir urbain fondé sur la culture, l'inclusion et la mémoire. Lorsque nous détruisons ces lieux, nous détruisons bien plus que des constructions : nous effaçons les traces de la cohabitation et de la résistance civile.

Revenir à la communauté comme choix politique

Les solutions existent, mais elles exigent un changement de paradigme. Pas de grands gestes iconiques, mais des processus collectifs, ancrés dans les territoires. Revigorer l'esprit communautaire est un choix politique. Cela signifie investir dans la participation, dans la co-conception à l'échelle du quartier, dans la capacité des communautés à s'adapter au changement climatique.

Aujourd'hui, la technologie nous permet d'anticiper les risques : évaluations hyper-locales, systèmes d'alerte précoce, données partagées. Mais la technologie, à elle seule, ne suffit pas. Elle doit s'accompagner de gouvernance, de confiance, d'inclusion. Les communes et les villes doivent se doter de plans climatiques et de Heat Action Plans, capables de protéger les plus vulnérables, de sensibiliser la population, de coordonner les architectes et les professionnels, la protection civile, les services de santé, la société civile et les jeunes. Non pas comme des exercices bureaucratiques, mais comme des outils vivants capables de promouvoir la résilience et la cohésion sociale.

sensibilizzare la popolazione, coordinare architetti e professionisti, protezione civile, servizi sanitari, società civile e giovani. Non come esercizi burocratici, ma come strumenti vivi che possono promuovere resilienza e coesione sociale.

Formare chi progetterà il futuro

Queste trasformazioni non avverranno senza un cambiamento profondo nella formazione. Le scuole di architettura e i giovani architetti devono confrontarsi senza esitazioni con i temi “caldi” del nostro tempo: crisi ambientale, adattamento climatico, scarsità di risorse, disuguaglianze urbane. Serve lavorare sul riciclo e sul riuso, su nuovi materiali isolanti a basso impatto, sul verde e sullo spazio pubblico come infrastruttura sociale e climatica.

Approcci come il *placemaking* e la *citizen science* permettono di ricostruire un legame tra progetto, comunità e conoscenza condivisa. In questa direzione si collocano esperienze internazionali che ha coinvolto studenti di architettura di tutto il mondo nel ripensare l’abitare e lo spazio urbano di fronte al caldo estremo e ai rischi climatici. Non per produrre icone, ma per allenare uno sguardo critico e responsabile.

Mai come oggi è improrogabile riconoscere la centralità della convivenza pacifica, della pari dignità, della qualità del vivere per tutte le comunità umane, e del ripristino degli equilibri tra attività dell’uomo e natura. Serve il coraggio di tornare a investire nella transizione ecologica e nel sociale. Serve il coraggio di condannare il ritorno alle armi come risposta sistematica alle crisi.

Sono convinta che l’architettura non salverà il mondo da sola. Ma può ancora fare una cosa essenziale: aiutarci a immaginare come viverci insieme, senza distruggerlo.

architects and professionals, civil protection, health services, civil society and young people. Not as bureaucratic exercises, but as living tools that can promote resilience and social cohesion.

Training those who will design the future

These transformations will not take place without a profound change in education. Architectural schools and young architects must engage without hesitation with the “hot” issues of our time: the environmental crisis, climate adaptation, resource scarcity, and urban inequalities. We need to work on recycling and reuse, on new low-impact insulation materials, and on green spaces and public spaces as social and climate infrastructure.

Approaches such as *placemaking* and *citizen science* enable us to rebuild a link between design, community and shared knowledge. International initiatives in this vein have involved architecture students from around the world in rethinking housing and urban space in the face of extreme heat and climate risks. Not to produce icons, but to cultivate a critical and responsible perspective.

Never before has it been so urgent to recognise the centrality of peaceful coexistence, of equal dignity, of quality of life for all human communities, and of restoring the balance between human activity and nature. We need the courage to invest once more in the ecological transition and in social issues. We need the courage to condemn the return to arms as a systematic response to crises.

I am convinced that architecture alone will not save the world. But it can still do one essential thing: help us imagine how to live together on it, without destroying it.

Former ceux qui concevront l’avenir

Ces transformations ne se feront pas sans un changement profond dans la formation. Les écoles d’architecture et les jeunes architectes doivent aborder sans hésitation les thèmes « brûlants » de notre époque : crise environnementale, adaptation au changement climatique, pénurie de ressources, inégalités urbaines. Il faut travailler sur le recyclage et la réutilisation, sur de nouveaux matériaux isolants à faible impact, sur la verdure et l’espace public en tant qu’infrastructure sociale et climatique.

Des approches telles que le placemaking et la citizen science permettent de rétablir un lien entre le projet, la communauté et la connaissance partagée. C'est dans cette direction que s'inscrivent des expériences internationales qui ont impliqué des étudiants en architecture du monde entier dans la refonte de l'habitat et de l'espace urbain face à la chaleur extrême et aux risques climatiques. Non pas pour produire des icônes, mais pour former un regard critique et responsable.

Jamais autant qu’aujourd’hui il n’est urgent de reconnaître le caractère central de la coexistence pacifique, de l’égalité en dignité, de la qualité de vie pour toutes les communautés humaines, et du rétablissement des équilibres entre les activités humaines et la nature. Il faut le courage de recommencer à investir dans la transition écologique et dans le social. Il faut le courage de condamner le retour aux armes comme réponse systématique aux crises.

Je suis convaincue que l’architecture ne sauvera pas le monde à elle seule. Mais elle peut encore accomplir une chose essentielle : nous aider à imaginer comment y vivre ensemble, sans le détruire.



©Filippo Romano

L'ÉROTISME DES CONFLITS. POURQUOI LA RÉFLEXION NE SUFFIT PAS À METTRE FIN À LA GUERRE

119

Maura Gancitano e Andrea Colamedici

Nel 2004, pochi anni prima di morire, James Hillman pubblicò un libro dal titolo *Un terribile amore per la guerra*, in cui sosteneva che gli esseri umani si ostinino a fare la guerra perché qualcosa in loro la desidera. La guerra esercita una fascinazione che nessun trattato internazionale, nessuna educazione alla pace e nessuna dichiarazione di principio può eliminare. Rappresenta un amore terribile, appunto, cioè qualcosa che non si sceglie, che ripugna e attrae insieme e che resiste a ogni tentativo di razionalizzazione.

Non si trattava, ovviamente, di un’apologia della violenza, piuttosto del tentativo di comprendere come mai, nonostante millenni di filosofia morale e un gran numero di istituzioni create per prevenire i conflitti, la guerra continuasse a esistere.

La sua risposta passava attraverso il pensiero mitico: Ares, il dio greco della guerra, figlio di Zeus ed Era, amante di Afrodite, era temuto e poco amato, eppure la guerra era vista dai Greci come una forza cosmica, una dimensione dell’esistenza umana che riconoscevano come parte ineliminabile della vita. Sebbene sia essenziale riconoscere il fascino degli umani per la guerra, in un’epoca come la nostra in cui l’Europa intera si sta riarmando, in cui la retorica della sicurezza ha sostituito ogni altro discorso politico e in cui i bilanci militari crescono, l’enfasi sulla fascinazione della guerra rischia di diventare - se letta da chi vuole farla rientrare nell’orizzonte del possibile - un alibi sofisticato per chi sostiene che l’unica risposta possibile alla violenza sia altra violenza, più organizzata e più potente, e crede nel potere come esercizio della forza.

In 2004, a few years before his death, James Hillman published a book entitled *A Terrible Love of War*, in which he argued that human beings persist in waging war because something within them desires it. War exerts a fascination that no international treaty, no peace education and no declaration of principle can eliminate. It represents a terrible love, precisely, that is, something one does not choose, which repels and attracts at the same time and which resists every attempt at rationalisation.

This was not, of course, an apology for violence, but rather an attempt to understand why, despite millennia of moral philosophy and a host of institutions created to prevent conflict, war continued to exist.

His answer lay in mythical thought: Ares, the Greek god of war, son of Zeus and Hera, lover of Aphrodite, was feared and little loved, yet war was seen by the Greeks as a cosmic force, a dimension of human existence that they recognised as an inescapable part of life. Although it is essential to acknowledge humanity’s fascination with war, in an age such as ours in which the whole of Europe is rearming, in which the rhetoric of security has supplanted all other political discourse and in which military budgets are rising, the emphasis on the fascination with war risks becoming - if interpreted by those who wish to bring it back within the realm of possibility - a sophisticated alibi for those who argue that the only possible response to violence is more violence, better organised and more powerful, and who believe in power as the exercise of force.

En 2004, quelques années avant sa mort, James Hillman a publié un ouvrage intitulé *Un terrible amour pour la guerre*, dans lequel il affirmait que les êtres humains s’obstinent à faire la guerre parce qu’une partie d’eux-mêmes la désire. La guerre exerce une fascination qu’aucun traité international, aucune éducation à la paix et aucune déclaration de principe ne peut éliminer. Elle représente un amour terrible, justement, c’est-à-dire quelque chose que l’on ne choisit pas, qui répugne et attire à la fois, et qui résiste à toute tentative de rationalisation.

Il ne s’agissait évidemment pas d’une apologie de la violence, mais plutôt d’une tentative de comprendre pourquoi, malgré des millénaires de philosophie morale et un grand nombre d’institutions créées pour prévenir les conflits, la guerre continuait d’exister.

Sa réponse passait par la pensée mythique : Arès, le dieu grec de la guerre, fils de Zeus et d’Héra, amant d’Aphrodite, était redouté et peu aimé, et pourtant la guerre était vue par les Grecs comme une force cosmique, une dimension de l’existence humaine qu’ils reconnaissaient comme une partie indissociable de la vie. Bien qu’il soit essentiel de reconnaître la fascination des humains pour la guerre, à une époque comme la nôtre où l’Europe tout entière se réarme, où la rhétorique de la sécurité a supplanté tout autre discours politique et où les budgets militaires augmentent, l’accent mis sur la fascination pour la guerre risque de devenir – s’il est interprété par ceux qui veulent la ramener dans le champ du possible – un alibi sophistiqué pour ceux qui soutiennent que la seule réponse possible à la violence est davantage de violence, plus organisée et plus puissante, et qui croient au pouvoir comme exercice de la force.

Come ci dicono i dati dell'Uppsala Conflict Data Program, il 2024 ha raggiunto il numero più alto di conflitti attivi dal 1946. E la risposta dominante a questo dato, in Europa, non è stata un ripensamento delle politiche che hanno contribuito a questo stato di cose, ma un'accelerazione nella produzione di armamenti. La logica è quella della deterrenza, nella convinzione che più armi avremo, meno saremo attaccati. È una logica, però, che ignora gli insegnamenti della storia, dal momento che la corsa agli armamenti non ha mai impedito le guerre, al contrario le ha rese più devastanti quando sono scoppiate e ha contribuito a creare le condizioni perché scoppiassero.

Se la guerra è una forza cosmica e se le istituzioni che cercano di impedirla appaiono tanto fragili, che altro rimane se non il realismo politico di chi ha rinunciato a ogni alternativa? È in questo che l'intuizione di Hillman contiene qualcosa di prezioso. Ciò che lo psicologo di Atlanta intendeva dire, infatti, è che le forze che spingono verso la guerra devono essere osservate e nominate, comprese ma non giustificate. Non si può combattere ciò che non si riconosce. Il riconoscimento, però, non conduce necessariamente all'accettazione. È vero il contrario: solo riconoscendo la fascinazione della guerra è possibile costruire forme di resistenza che non siano ingenuità.

Secondo Hillman, la guerra offre alle persone intensità, significato, camaratismo e chiarezza. In guerra i legami tra le persone diventano assoluti, la vita acquista uno scopo inequivocabile e le scelte si semplificano. La questione allora riguarda la possibilità di costruire forme di vita collettiva che offrano queste stesse cose senza passare attraverso la distruzione.

Il pacifismo che vale la pena difendere è un pacifismo che ha fatto i conti con l'ombra, che conosce la propria capacità di violenza e proprio per questo sceglie di non esercitarla. Che non nega la fascinazione della guerra, ma le oppone altre fascinazioni, altre intensità e altri significati. Si tratta, in sostanza, di una educazione sentimentale, che passa per l'orientamento verso il riconoscimento dei propri sentimenti e della scelta dei propri comportamenti.

As the data from the Uppsala Conflict Data Program tells us, 2024 has seen the highest number of active conflicts since 1946. And the dominant response to this figure, in Europe, has not been a rethinking of the policies that have contributed to this state of affairs, but an acceleration in arms production. The logic is that of deterrence, based on the belief that the more weapons we have, the less likely we are to be attacked. It is a logic, however, that ignores the lessons of history, since the arms race has never prevented wars; on the contrary, it has made them more devastating when they have broken out and has helped create the conditions for them to break out.

If war is a cosmic force and if the institutions that seek to prevent it appear so fragile, what else remains but the political realism of those who have renounced any alternative? It is in this that Hillman's insight contains something of value. What the Atlanta psychologist meant to say, in fact, is that the forces driving us towards war must be observed and named, understood but not justified. One cannot fight what one does not recognise. Recognition, however, does not necessarily lead to acceptance. The opposite is true: only by recognising the fascination of war is it possible to build forms of resistance that are not naive.

According to Hillman, war offers people intensity, meaning, camaraderie and clarity. In war, bonds between people become absolute, life acquires an unequivocal purpose and choices are simplified. The question, then, concerns the possibility of building forms of collective life that offer these same things without resorting to destruction.

The pacifism worth defending is a pacifism that has come to terms with the shadow, that knows its own capacity for violence and, precisely for this reason, chooses not to exercise it. It does not deny the fascination of war; but opposes it with other fascinations, other intensities and other meanings. It is, in essence, a sentimental education, which involves an orientation towards recognising one's own feelings and choosing one's own behaviours.

Comme nous le montrent les données de l'Uppsala Conflict Data Program, l'année 2024 a atteint le nombre le plus élevé de conflits actifs depuis 1946. Et la réponse dominante à cette donnée, en Europe, n'a pas été une remise en question des politiques qui ont contribué à cet état de fait, mais une accélération de la production d'armements. La logique est celle de la dissuasion, dans la conviction que plus nous aurons d'armes, moins nous serons attaqués. C'est une logique qui ignore toutefois les leçons de l'histoire, puisque la course aux armements n'a jamais empêché les guerres ; au contraire, elle les a rendues plus dévastatrices lorsqu'elles ont éclaté et a contribué à créer les conditions de leur déclenchement.

Si la guerre est une force cosmique et si les institutions qui tentent de l'empêcher semblent si fragiles, que reste-t-il d'autre que le réalisme politique de ceux qui ont renoncé à toute alternative ? C'est en cela que l'intuition de Hillman recèle quelque chose de précieux. Ce que le psychologue d'Atlanta voulait dire, en effet, c'est que les forces qui poussent vers la guerre doivent être observées et nommées, comprises mais non justifiées. On ne peut pas combattre ce que l'on ne reconnaît pas. La reconnaissance, cependant, ne conduit pas nécessairement à l'acceptation. C'est le contraire qui est vrai : ce n'est qu'en reconnaissant la fascination de la guerre qu'il est possible de construire des formes de résistance qui ne soient pas naïves.

Selon Hillman, la guerre offre aux gens de l'intensité, du sens, de la camaraderie et de la clarté. En temps de guerre, les liens entre les personnes deviennent absolus, la vie acquiert un but sans équivoque et les choix se simplifient. La question porte donc sur la possibilité de construire des formes de vie collective qui offrent ces mêmes choses sans passer par la destruction.

Le pacifisme qui vaut la peine d'être défendu est un pacifisme qui a fait face à l'ombre, qui connaît sa propre capacité de violence et qui, précisément pour cette raison, choisit de ne pas l'exercer. Qui ne nie pas la fascination de la guerre, mais lui oppose d'autres fascinations, d'autres intensités et d'autres significations.

Quando si parla di relazioni umane, infatti, la tentazione è la normatività, cioè stabilire cosa è giusto e cosa è sbagliato, elencare i comportamenti sani e quelli tossici, fornire un manuale di istruzioni per agire correttamente. Le emozioni e i sentimenti, però, non funzionano così, ma sono attraversati da forze che il pensiero razionale non controlla: pulsioni, desideri, paure, attrazioni e repulsioni.

Considerare i nostri vissuti personali significa fare i conti con il nostro rapporto con il conflitto e con la fascinazione per la guerra, cioè delle nostre ombre, perché solo questa consapevolezza può condurci alla ricerca di forme più profonde di trasformazione, che passano attraverso il riconoscimento delle proprie forze oscure senza arrendersi a esse. Lo stesso vale per la guerra in senso globale. Riconoscere Ares non significa adorarlo, ma sapere con cosa si ha a che fare e costruire alternative che tengano conto della sua potenza.

La corsa al riarmo a cui stiamo assistendo, con la diffusione di un linguaggio bellistico che diventa di giorno in giorno pubblicamente accettato, è l'esatto opposto di questo lavoro, perché rappresenta una resa mascherata da forza. Accetta la logica della guerra come unica logica possibile e si limita a cercare di vincerla. La storia, però, insegna che non si vince mai davvero.

L'architettura insegna che costruire un edificio significa fare i conti con forze che non si controllano (la gravità, il vento, il tempo) e dar loro forma, assecondandole e contrastandole insieme. Un arco funziona perché trasforma la spinta verso il basso in spinta laterale e ridirige la forza.

La corsa al riarmo non è un arco, al contrario è un muro sempre più alto, che prima o poi crollerà. Le forze che premono contro di esso, infatti, vengono accumulate fino al punto di rottura, senza possibilità di trasformazione. Un'architettura della pace, invece, dovrebbe lavorare con le forze che alimentano la guerra, ridirigerle, dar loro forme che non siano distruttive.

When it comes to human relationships, in fact, the temptation is towards normativity: that is, establishing what is right and what is wrong, listing healthy and toxic behaviours, and providing an instruction manual for acting correctly. Emotions and feelings, however, do not work in this way; they are driven by forces beyond the control of rational thought: impulses, desires, fears, attractions and repulsions.

To consider our personal experiences means coming to terms with our relationship to conflict and our fascination with war – that is, with our shadows – because only this awareness can lead us to seek deeper forms of transformation, which involve acknowledging our own dark forces without surrendering to them. The same applies to war in a global sense. Recognising Ares does not mean worshipping him, but knowing what one is dealing with and building alternatives that take his power into account.

The arms race we are witnessing, with the spread of a bellicose language that is becoming publicly accepted day by day, is the exact opposite of this work, because it represents a surrender masked as strength. It accepts the logic of war as the only possible logic and confines itself to trying to win it. History, however, teaches us that one never truly wins.

Architecture teaches us that building a structure means coming to terms with forces beyond our control (gravity, wind, time) and giving them form, both accommodating and countering them at the same time. An arch works because it transforms downward thrust into lateral thrust and redirects the force.

The arms race is not an arch; on the contrary, it is an ever-higher wall that will eventually collapse. The forces pressing against it, in fact, accumulate to the point of rupture, with no possibility of transformation. An architecture of peace, on the other hand, should work with the forces that fuel war, redirect them, and give them forms that are not destructive.

Il s'agit, en substance, d'une éducation sentimentale, qui passe par une orientation vers la reconnaissance de ses propres sentiments et le choix de ses propres comportements. Quand on parle de relations humaines, en effet, la tentation est la normativité, c'est-à-dire établir ce qui est juste et ce qui est faux, énumérer les comportements sains et ceux qui sont toxiques, fournir un mode d'emploi pour agir correctement. Les émotions et les sentiments, cependant, ne fonctionnent pas ainsi ; ils sont traversés par des forces que la pensée rationnelle ne contrôle pas : pulsions, désirs, peurs, attractions et répulsions.

Prendre en compte nos expériences personnelles signifie faire face à notre rapport au conflit et à la fascination pour la guerre, c'est-à-dire à nos ombres, car seule cette prise de conscience peut nous conduire à la recherche de formes plus profondes de transformation, qui passent par la reconnaissance de nos propres forces obscures sans nous y abandonner. Il en va de même pour la guerre au sens global. Reconnaître Arès ne signifie pas l'adorer, mais savoir à quoi on a affaire et construire des alternatives qui tiennent compte de sa puissance.

La course à l'armement à laquelle nous assistons, avec la diffusion d'un langage belliqueux qui devient de jour en jour publiquement accepté, est l'exact opposé de ce travail, car elle représente une capitulation déguisée en force. Elle accepte la logique de la guerre comme seule logique possible et se limite à essayer de la gagner. L'histoire, cependant, nous enseigne qu'on ne gagne jamais vraiment.

L'architecture nous enseigne que construire un bâtiment signifie composer avec des forces qu'on ne contrôle pas (la gravité, le vent, le temps) et leur donner forme, en les suivant et en les contrant à la fois. Un arc fonctionne parce qu'il transforme la poussée vers le bas en poussée latérale et redirige la force.

La course à l'armement n'est pas un arc, au contraire, c'est un mur de plus en plus haut, qui finira tôt ou tard par s'effondrer. Les forces qui s'exercent contre lui s'accumulent en effet jusqu'au point de rupture, sans possibilité de transformation. Une architecture de la paix, en revanche, devrait travailler avec les forces qui alimentent la guerre, les rediriger, leur donner des formes qui ne soient pas destructrices.

Il filosofo, del resto, non è immune dalla fascinazione per la guerra, dal momento che il pensiero stesso ha una dimensione polemica e che la storia della filosofia è piena di battaglie (e che spesso ha sia ispirato sia giustificato le peggiori politiche della storia dell’umanità). C’è un piacere nel vincere una discussione che somiglia al piacere della vittoria militare, ma anche in questo caso riconoscerlo non significa giustificarlo, ma sapere con cosa si ha a che fare. Significa anche chiedersi se quel piacere non possa trovare altre forme, altri oggetti, altri campi di esercizio.

Nel tempo dei conflitti e della corsa al riarmo, il compito di chi pensa non è schierarsi nel senso più superficiale del termine, ma costruire spazi in cui la complessità possa essere riconosciuta senza che questo riconoscimento diventi una resa. Spazi in cui le persone possano fare i conti con le proprie forze oscure e che, proprio per questo, scelgano di non cedere alla logica della violenza.

La pace, come la democrazia, non è l’assenza di conflitto, ma la capacità di dare al conflitto forme che non distruggano ciò che pretendono di proteggere. La corsa al riarmo distrugge già adesso la possibilità di pensare alternative e la fiducia tra i popoli che sarebbe necessaria per costruire qualcosa di diverso.

Chi si oppone a questa corsa lo fa perché sa che la fascinazione della guerra esiste, e proprio per questo conosce il pericolo di assecondarla. Il coraggio, oggi, sta nel riconoscere che quella forza non risolverà nulla, e nel continuare a cercare altre strade mentre tutto sembra spingerci verso l’abisso.

The philosopher, after all, is not immune to the fascination with war, given that thought itself has a polemical dimension and that the history of philosophy is full of battles (and has often both inspired and justified the worst policies in human history). There is a pleasure in winning an argument that resembles the pleasure of military victory, but even in this case, acknowledging it does not mean justifying it, but knowing what one is dealing with. It also means asking oneself whether that pleasure might not find other forms, other objects, other fields of application.

In times of conflict and the arms race, the task of those who think is not to take sides in the most superficial sense of the term, but to build spaces where complexity can be acknowledged without this acknowledgement becoming a surrender. Spaces where people can come to terms with their own dark forces and who, precisely for this reason, choose not to yield to the logic of violence.

Peace, like democracy, is not the absence of conflict, but the ability to give conflict forms that do not destroy what they claim to protect. The arms race is already destroying the possibility of conceiving alternatives and the trust between peoples that would be necessary to build something different.

Those who oppose this arms race do so because they know that the allure of war exists, and for this very reason they recognise the danger of indulging it. Courage, today, lies in acknowledging that force will solve nothing, and in continuing to seek other paths whilst everything seems to be pushing us towards the abyss.

Le philosophe, d’ailleurs, n’est pas à l’abri de la fascination pour la guerre, dès lors que la pensée elle-même a une dimension polémique et que l’histoire de la philosophie est pleine de batailles (et qu’elle a souvent tant inspiré que justifié les pires politiques de l’histoire de l’humanité). Il y a un plaisir à gagner une discussion qui ressemble au plaisir de la victoire militaire, mais là encore, le reconnaître ne signifie pas le justifier, mais savoir à quoi on a affaire. Cela signifie aussi se demander si ce plaisir ne pourrait pas trouver d’autres formes, d’autres objets, d’autres champs d’exercice.

En cette époque de conflits et de course à l’armement, la tâche de ceux qui réfléchissent n’est pas de prendre parti au sens le plus superficiel du terme, mais de construire des espaces où la complexité puisse être reconnue sans que cette reconnaissance ne devienne une capitulation. Des espaces où les personnes puissent faire face à leurs propres forces obscures et qui, précisément pour cette raison, choisissent de ne pas céder à la logique de la violence.

La paix, comme la démocratie, n’est pas l’absence de conflit, mais la capacité à donner au conflit des formes qui ne détruisent pas ce qu’elles prétendent protéger.

La course à l’armement détruit d’ores et déjà la possibilité d’envisager des alternatives et la confiance entre les peuples qui serait nécessaire pour construire quelque chose de différent.

Ceux qui s’opposent à cette course le font parce qu’ils savent que la fascination pour la guerre existe, et c’est précisément pour cette raison qu’ils connaissent le danger de s’y plier. Le courage, aujourd’hui, consiste à reconnaître que cette force ne résoudra rien, et à continuer de chercher d’autres voies alors que tout semble nous pousser vers l’abîme.



CRISE DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE : QUEL AVENIR ?

129

Silvia Gison



Il mondo non è mai stato così violento dalla fine della Seconda Guerra Mondiale.

Il diritto internazionale umanitario, nato con la prima Convenzione di Ginevra nel 1864¹ e rafforzato dalle Convenzioni del 1949², per garantire la protezione dei civili nei conflitti armati, viene quotidianamente messo a dura prova. Di fronte ad un mondo così violento quali prospettive ci attendono? Verso quale direzione stiamo andando?

Un sistema sotto pressione

Il contesto geopolitico attuale e il sistema dell'aiuto umanitario richiedono una ridefinizione del loro ruolo. Il multilateralismo, che per decenni abbiamo considerato un pilastro stabile, mostra oggi tutta la sua fragilità. Se da un lato abbiamo assistito ad un allargamento delle protezioni garantite dal Diritto internazionale umanitario, dall'altro assistiamo a violazioni sistematiche sia del diritto internazionale umanitario (DIU) stesso che del diritto internazionale dei diritti umani (DIDU)³.

I principi di umanità, imparzialità, neutralità e indipendenza - eredità di Solferino e fondamenta dell'azione umanitaria - restano sulla carta punti di riferimento, ma vengono sempre più spesso erosi dalla logica degli interessi nazionali. Questo è il cuore di un dibattito antico, nato con lo stesso DIU: protezione dei civili contro il diritto di guerra. Con un paradosso evidente: mentre assistiamo ad una maggiore conoscenza diffusa del DIU, aumentano, di pari passo, gli attacchi diretti a scuole, ospedali e luoghi di culto.



The world has never been so violent since the end of the Second World War.

International humanitarian law, established by the first Geneva Convention in 1864¹ and reinforced by the 1949 Conventions² to ensure the protection of civilians in armed conflicts, is being severely tested on a daily basis. Faced with such a violent world, what prospects lie ahead? In which direction are we heading?

A system under pressure

The current geopolitical context and the humanitarian aid system require a redefinition of their role. Multilateralism, which for decades we have regarded as a stable pillar, is now revealing its full fragility. Whilst on the one hand we have witnessed an expansion of the protections guaranteed by international humanitarian law, on the other we are witnessing systematic violations of both international humanitarian law (IHL) itself and international human rights law (IHRL)³.

The principles of humanity, impartiality, neutrality and independence - the legacy of Solferino and the foundations of humanitarian action - remain points of reference on paper, but are increasingly being eroded by the logic of national interests. This lies at the heart of a long-standing debate, dating back to the very origins of IHL: the protection of civilians versus the laws of war. With an obvious paradox: whilst we are witnessing a greater widespread understanding of IHL, attacks on schools, hospitals and places of worship are increasing in tandem.



The world has never been so violent since the end of the Second World War.

International humanitarian law, established by the first Geneva Convention in 1864¹ and reinforced by the 1949 Conventions² to ensure the protection of civilians in armed conflicts, is being severely tested on a daily basis. Faced with such a violent world, what prospects lie ahead? In which direction are we heading?

A system under pressure

The current geopolitical context and the humanitarian aid system require a redefinition of their role. Multilateralism, which for decades we have regarded as a stable pillar, is now revealing its full fragility. Whilst on the one hand we have witnessed an expansion of the protections guaranteed by international humanitarian law, on the other we are witnessing systematic violations of both international humanitarian law (IHL) itself and international human rights law (IHRL)³.

The principles of humanity, impartiality, neutrality and independence - the legacy of Solferino and foundations of humanitarian action - remain points of reference on paper, but are increasingly being eroded by the logic of national interests. This lies at the heart of a long-standing debate, dating back to the very origins of IHL: the protection of civilians versus the laws of war. With an obvious paradox: whilst we are witnessing a greater widespread understanding of IHL, attacks on schools, hospitals and places of worship are increasing in tandem.



The world has never been so violent since the end of the Second World War.

International humanitarian law, established by the first Geneva Convention in 1864¹ and reinforced by the 1949 Conventions² to ensure the protection of civilians in armed conflicts, is being severely tested on a daily basis. Faced with such a violent world, what prospects lie ahead? In which direction are we heading?

A system under pressure

The current geopolitical context and the humanitarian aid system require a redefinition of their role. Multilateralism, which for decades we have regarded as a stable pillar, is now revealing its full fragility. Whilst on the one hand we have witnessed an expansion of the protections guaranteed by international humanitarian law, on the other we are witnessing systematic violations of both international humanitarian law (IHL) itself and international human rights law (IHRL)³.

The principles of humanity, impartiality, neutrality and independence - the legacy of Solferino and foundations of humanitarian action - remain points of reference on paper, but are increasingly being eroded by the logic of national interests. This lies at the heart of a long-standing debate, dating back to the very origins of IHL: the protection of civilians versus the laws of war. With an obvious paradox: whilst we are witnessing a greater widespread understanding of IHL, attacks on schools, hospitals and places of worship are increasing in tandem.

Le monde n'a jamais été aussi violent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le droit international humanitaire, né avec la première Convention de Genève en 1864¹ et renforcé par les Conventions de 1949² afin de garantir la protection des civils dans les conflits armés, est quotidiennement mis à rude épreuve. Face à un monde aussi violent, quelles perspectives nous attendent ? Dans quelle direction allons-nous ?

Un système sous pression

Le contexte géopolitique actuel et le système de l'aide humanitaire exigent une redéfinition de leur rôle. Le multilatéralisme, que nous avons considéré pendant des décennies comme un pilier stable, montre aujourd'hui toute sa fragilité. Si, d'un côté, nous avons assisté à un élargissement des protections garanties par le droit international humanitaire, de l'autre, nous assistons à des violations systématiques tant du droit international humanitaire (DIH) lui-même que du droit international des droits de l'homme (DIDH)³.

Les principes d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance – héritage de Solferino et fondements de l'action humanitaire – restent sur le papier des points de référence, mais sont de plus en plus souvent érodés par la logique des intérêts nationaux. C'est là le cœur d'un débat ancien, né avec le DIU lui-même : la protection des civils face au droit de la guerre. Avec un paradoxe évident : alors que nous assistons à une meilleure connaissance généralisée du DIU, les attaques visant les écoles, les hôpitaux et les lieux de culte augmentent parallèlement.

Nuove sfide e vecchie contraddizioni

Con risorse in calo e maggiore restrizione dell’accesso umanitario, il settore si trova a discutere dei principi e del diritto in uno spirito nuovo: un terreno in cui trovare una linea comune per garantire una migliore protezione dei civili e un più approfondito dialogo con gli attori armati - siano essi eserciti regolari o gruppi armati non statali. La comunità internazionale si sta interrogando sulla validità di un quadro giuridico percepito come “eredità della Seconda Guerra Mondiale” e, forse, poco adatto a un mondo multipolare e complesso come quello attuale. Il dibattito sulla neutralità e sulla responsabilità giuridica è emblematico: tribunali internazionali, meccanismi di monitoraggio e altre misure di responsabilità giuridica stanno affrontando crescenti difficoltà nell'essere percepiti neutrali e indipendenti rispetto agli stessi attori che in passato hanno sostenuto la loro creazione⁴. Inoltre, i tagli agli aiuti umanitari restringono il campo d’azione: si interviene quasi esclusivamente sui settori “salva-vita”, lasciando fuori tutto ciò che non coincide con le priorità politiche degli Stati finanziatori⁵.

Al tempo stesso, la sicurezza internazionale e la lotta al terrorismo influenzano sempre di più le decisioni su aiuti umanitari, di sviluppo, interventi di stabilizzazione o di controllo delle migrazioni. Il multilateralismo - che aspira, per sua stessa natura, a creare un sistema in grado di prendere decisioni che sostengano un certo insieme di valori universali - mostra la sua debolezza: chi può davvero agire in modo neutrale se prevale la logica degli interessi nazionali? E fino a che punto gli obiettivi militari o di sicurezza di uno Stato possono essere portati avanti senza danneggiare le popolazioni civili?

New challenges and old contradictions

With dwindling resources and greater restrictions on humanitarian access, the sector finds itself discussing principles and the law in a new spirit: a space in which to find common ground to ensure better protection of civilians and a more in-depth dialogue with armed actors - be they regular armies or non-state armed groups.

The international community is questioning the validity of a legal framework perceived as a “legacy of the Second World War” and, perhaps, ill-suited to a multipolar and complex world such as today’s. The debate on neutrality and legal accountability is emblematic: international tribunals, monitoring mechanisms and other measures of legal accountability are facing increasing difficulties in being perceived as neutral and independent from the very actors who in the past supported their creation⁴. Furthermore, cuts to humanitarian aid are narrowing the scope of action: intervention is almost exclusively limited to “life-saving” sectors, leaving out anything that does not align with the political priorities of donor states⁵.

At the same time, international security and the fight against terrorism are increasingly influencing decisions on humanitarian aid, development aid, stabilisation interventions and migration control.

Multilateralism - which, by its very nature, aspires to create a system capable of making decisions that uphold a certain set of universal values - is revealing its weakness: who can truly act neutrally if the logic of national interests prevails? And to what extent can a state’s military or security objectives be pursued without harming civilian populations?

Nouveaux défis et vieilles contradictions

Face à la baisse des ressources et aux restrictions accrues de l’accès humanitaire, le secteur se trouve amené à rediscuter des principes et du droit dans un esprit nouveau : un terrain où trouver une ligne commune pour garantir une meilleure protection des civils et un dialogue plus approfondi avec les acteurs armés - qu’il s’agisse d’armées régulières ou de groupes armés non étatiques. La communauté internationale s’interroge sur la validité d’un cadre juridique perçu comme un « héritage de la Seconde Guerre mondiale » et, peut-être, peu adapté à un monde multipolaire et complexe comme celui d’aujourd’hui. Le débat sur la neutralité et la responsabilité juridique est emblématique : les tribunaux internationaux, les mécanismes de surveillance et autres mesures de responsabilité juridique ont de plus en plus de mal à être perçus comme neutres et indépendants vis-à-vis des acteurs mêmes qui, par le passé, ont soutenu leur création⁴. De plus, les coupes dans l’aide humanitaire restreignent le champ d’action : on intervient presque exclusivement dans les secteurs « vitaux », laissant de côté tout ce qui ne correspond pas aux priorités politiques des États bailleurs de fonds⁵. Dans le même temps, la sécurité internationale et la lutte contre le terrorisme influencent de plus en plus les décisions relatives à l’aide humanitaire, à l’aide au développement, aux interventions de stabilisation ou au contrôle des migrations. Le multilatéralisme - qui aspire, par nature, à créer un système capable de prendre des décisions soutenant un certain ensemble de valeurs universelles - montre ses limites : qui peut réellement agir de manière neutre lorsque la logique des intérêts nationaux prévaut ? Et dans quelle mesure les objectifs militaires ou de sécurité d’un État peuvent-ils être poursuivis sans nuire aux populations civiles ?

Conseguenze sui civili e sui bambini

Standard incoerenti, affermazioni su circostanze eccezionali e appelli vuoti al rispetto delle norme hanno leso l’efficacia del diritto internazionale umanitario causando un aumento di vittime civili e sfollati⁶. Inoltre, affermazioni giuridiche prive di fondamento stanno indebolendo il dibattito pubblico e limitando la possibilità di un confronto serio e approfondito.

I conflitti sono sempre più urbani: quartieri, scuole, case e ospedali sono diventati campi di battaglia dove armi esplosive e mine vengono usati senza riguardo per la popolazione civile. Le conseguenze sono drammatiche: negli ultimi 15 anni abbiamo visto un aumento di circa il 60% di bambine e bambini bloccati in territori di conflitto⁷; uccisioni e menomazioni, rapimenti, reclutamento ed uso da gruppi e forze armate, violenze sessuali, attacchi a scuole e ospedali, e diniego di accesso umanitario - le cosiddette sei gravi violazioni, registrate in quasi tutti i territori di conflitto - hanno visto un aumento, nello stesso periodo, del 373%⁸. E non sono eccezioni, ma purtroppo la norma

Questi dati confermano una verità dura da accettare: la protezione dei civili si sta sgretolando. Troppo spesso il crescente mancato rispetto della protezione di civili e infrastrutture, giustificato sempre più spesso con motivazioni come l’uso “a doppio scopo” delle strutture da parte di gruppi armati o con accuse di terrorismo mosse alle autorità che controllano il territorio stesso.

Le scuole, simbolo di futuro, sono oggi bersagliate come mai prima: gli attacchi sono triplicati in cinque anni⁹: 2.445 nel 2024 contro 790 nel 2020¹⁰, nonostante la Safe Schools Declaration - sottoscritta da 122 Stati¹¹- renda esplicito l’impegno a proteggere in maniera più efficace gli edifici e il personale scolastico dagli attacchi.

Al tempo stesso, anche gli ospedali e le strutture sanitarie, considerati inviolabili in tempo di guerra, sono stati bersaglio diretto di attacchi: tra gennaio 2024 e agosto 2025, l’OMS ha registrato 2.450 attacchi contro strutture sanitarie in 21 Paesi e territori¹².

Luoghi di cura trasformati in macerie.

Consequences for civilians and children

Inconsistent standards, claims of exceptional circumstances and empty appeals for compliance with the rules have undermined the effectiveness of international humanitarian law, leading to an increase in civilian casualties and displaced persons⁶. Furthermore, baseless legal assertions are weakening public debate and limiting the possibility of serious and in-depth discussion.

Conflicts are increasingly urban: neighbourhoods, schools, homes and hospitals have become battlefields where explosive weapons and mines are used with no regard for the civilian population. The consequences are dramatic: over the last 15 years, we have seen an increase of around 60% in the number of children trapped in conflict zones⁹; killings and maimings, abductions, recruitment and use by armed groups and forces, sexual violence, attacks on schools and hospitals, and denial of humanitarian access - the so-called six grave violations, recorded in almost all conflict zones - have seen a 373% increase over the same period⁸. And these are not exceptions, but unfortunately the norm

These figures confirm a hard truth to accept: the protection of civilians is crumbling. All too often, the growing disregard for the protection of civilians and infrastructure is justified by reasons such as the ‘dual-use’ of facilities by armed groups or accusations of terrorism levelled at the authorities controlling the territory itself.

Schools, symbols of the future, are now being targeted as never before: attacks have tripled in five years⁹: 2,445 in 2024 compared to 790 in 2020¹⁰, despite the Safe Schools Declaration – signed by 122 states¹¹ – explicitly committing to protecting school buildings and staff more effectively from attacks.

At the same time, hospitals and healthcare facilities, considered inviolable in times of war, have also been direct targets of attacks: between January 2024 and August 2025, the WHO recorded 2,450 attacks on healthcare facilities in 21 countries and territories¹². Places of healing reduced to rubble.

Conséquences sur les civils et les enfants

Des normes incohérentes, des invocations de circonstances exceptionnelles et des appels vides de sens au respect des règles ont nui à l’efficacité du droit international humanitaire, entraînant une augmentation du nombre de victimes civiles et de personnes déplacées⁶. De plus, des affirmations juridiques sans fondement affaiblissent le débat public et limitent la possibilité d’une discussion sérieuse et approfondie.

Les conflits sont de plus en plus urbains : les quartiers, les écoles, les maisons et les hôpitaux sont devenus des champs de bataille où les armes explosives et les mines sont utilisées sans égard pour la population civile. Les conséquences sont dramatiques : au cours des 15 dernières années, nous avons constaté une augmentation d’environ 60 % du nombre d’enfants pris au piège dans des zones de conflit⁷ ; les meurtres et les mutilations, les enlèvements, le recrutement et l’utilisation par des groupes et des forces armées, les violences sexuelles, les attaques contre les écoles et les hôpitaux, et le refus d’accès humanitaire – les six violations graves, enregistrées dans presque tous les territoires de conflit – ont connu une augmentation, au cours de la même période, de 373 %⁸. Et ce ne sont pas des exceptions, mais malheureusement la norme

Ces données confirment une vérité difficile à accepter : la protection des civils s’effrite. Trop souvent, le non-respect croissant de la protection des civils et des infrastructures est justifié par des arguments tels que l’utilisation « à double usage » des structures par des groupes armés ou par des accusations de terrorisme portées contre les autorités qui contrôlent le territoire en question.

Les écoles, symboles d’avenir, sont aujourd’hui prises pour cibles comme jamais auparavant : les attaques ont triplé en cinq ans⁹ : 2 445 en 2024 contre 790 en 2020¹⁰, bien que la Déclaration sur la sécurité des écoles - signée par 122 États¹¹ - énonce clairement l’engagement de protéger plus efficacement les bâtiments et le personnel scolaire contre les attaques.

Dans le même temps, les hôpitaux et les établissements de santé, considérés comme inviolables en temps de guerre, ont également été la cible directe d’attaques : entre janvier 2024 et août 2025, l’OMS a recensé 2 450 attaques contre des établissements de santé dans 21 pays et territoires¹². Des lieux de soins transformés en ruines.

Quale strada per il futuro?

Portare giustizia in questi casi è quasi impossibile: conflitti e giustizia non condividono mai la stessa linea temporale.

Inoltre, di fronte a crescenti attacchi alla neutralità degli organi di monitoraggio, diviene sempre più difficile raccogliere e conservare le prove delle violazioni per stabilirne le responsabilità. In un mondo sempre meno multilaterale, definire cosa significhi neutralità, imparzialità e indipendenza è una sfida enorme. Forse è arrivato il momento di aprire un dibattito serio, che coinvolga settore umanitario, attori armati, decisori politici e settore privato, su una nuova “Convenzione in stile Ginevra”, capace di ridefinire i confini del diritto, un linguaggio comune e garantire la protezione dei diritti umani - in particolare dei bambini. Perché nessuna coordinata geografica dovrebbe determinare il destino di una vita.

What path for the future?

Bringing justice in these cases is almost impossible: conflicts and justice never share the same timeline.

Furthermore, in the face of increasing attacks on the neutrality of monitoring bodies, it is becoming ever more difficult to collect and preserve evidence of violations in order to establish accountability. In an increasingly less multilateral world, defining what neutrality, impartiality and independence mean is a huge challenge. Perhaps the time has come to launch a serious debate, involving the humanitarian sector, armed actors, policy-makers and the private sector, on a new “Geneva-style Convention”, capable of redefining the boundaries of the law, establishing a common language and guaranteeing the protection of human rights - particularly those of children. Because no set of geographical coordinates should determine the fate of a life.

Quelle voie pour l’avenir ?

Rendre justice dans ces cas est presque impossible : les conflits et la justice ne partagent jamais la même chronologie. De plus, face aux attaques croissantes contre la neutralité des organes de surveillance, il devient de plus en plus difficile de recueillir et de conserver les preuves des violations afin d’en établir les responsabilités. Dans un monde de moins en moins multilatéral, définir ce que signifient la neutralité, l’impartialité et l’indépendance est un défi énorme. Le moment est peut-être venu d’ouvrir un débat sérieux, impliquant le secteur humanitaire, les acteurs armés, les décideurs politiques et le secteur privé, sur une nouvelle « Convention de type Genève », capable de redéfinir les limites du droit, d’établir un langage commun et de garantir la protection des droits humains - en particulier ceux des enfants. Car aucune coordonnée géographique ne devrait déterminer le destin d’une vie.

¹ Bases de données sur le droit international humanitaire, *Convention pour l'amélioration du sort des blessés dans les armées en campagne*. Genève, 22 août 1864, disponible à l'adresse : <https://ihl-databases.icrc.org/en/ihl-treaties/gc-1864>

² Comité international de la Croix-Rouge, *Conventions de Genève du 12 août 1949*, disponible à l'adresse : <https://www.icrc.org/sites/default/files/external/doc/en/assets/files/publications/icrc-002-0173.pdf>

³ The International Institute for Strategic Studies (2024), *The rising humanitarian toll for civilians in war*, disponible à l'adresse : <https://www.iiss.org/online-analysis/online-analysis/2024/12/the-rising-humanitarian-toll-for-civilians-in-war/#:~:text=En%202023%2C%20le%20nom-bre%20de%20victimes%20civiles%20dans%20le%20monde,civils%20et%20le%20respect%20des%20infrastructures%20civiles>.

⁴ ONU (2024), « La demande de travail de la Cour pénale internationale est sans précédent face à des menaces et des mesures coercitives atteignant des niveaux records dans le monde entier », déclare le président à l'Assemblée générale lors de son exposé annuel, disponible à l'adresse : <https://press.un.org/en/2024/ga12648.doc.htm>

⁵ ICVA (2025), *Des vies en jeu : l'impact humain des changements dans l'aide étrangère américaine*, disponible à l'adresse : <https://www.icvanetwork.org/uploads/2025/03/Lives-on-the-Line-Final-Report.pdf>

⁶ Conseil de sécurité des Nations unies (2025), *Protection des civils dans les conflits armés - Rapport du Secrétaire général (S/2025/271)* [EN/AR/RU/ZH], disponible à l'adresse : https://reliefweb.int/report/world/protection-civilians-armed-conflict-report-secretary-general-s2025271-enarruzh?_gl=1*1vrfpi0*_ga*MTUxNDQ5NDUwNS4xNzI5NTIxMzA0*_ga_E60ZNX2F68*cze3NjYwNTI0MTgkbzM4JGcwJHQxNzY2MDUyNDE4JGo2MCRsMCRoMA..

⁷ Save the Children (2025), *Stop the War on Children: Security for Whom?*, disponible à l'adresse : <https://s3-www.savethechildren.it/public/allegati/stop-war-children-security-whom.pdf>

⁸ Ibid.

⁹ Save the Children a examiné les rapports annuels du Secrétaire général des Nations Unies sur les enfants et les conflits armés entre 2020 et 2024. Contrairement aux rapports annuels des Nations Unies sur les enfants et les conflits, Save the Children a inclus les incidents avérés d'utilisation militaire d'écoles dans le calcul des violations graves commises chaque année.

¹⁰ Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés (2025), *Rapport annuel du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés*, disponible à l'adresse : <https://childrenandarmedconflict.un.org/document/annual-report-of-the-secretary-general-on-children-and-armed-conflict-5/>

¹¹ Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques, *Adhésions à la Déclaration sur la sécurité des écoles*, consulté le 18 décembre 2025 à l'adresse : <https://ssd.protectingeducation.org/endorsement/>

¹² Health Cluster (2025), *Appel urgent à l'action du Global Health Cluster*, disponible à l'adresse : <https://healthcluster.who.int/newsroom/news/item/19-08-2025-an-urgent-call-to-action-from-the-global-health-cluster#:~:text=Between%20January%202024%20and%20August,%2C%20and%20patients%5Biv%5D>.



©Filippo Romano

LA RECONSTRUCTION EN SITUATION DE CONFLIT

In molte crisi e conflitti abbondano le richieste di ricostruzione post-conflitto. Vi è un bisogno urgente di alloggi, assistenza sanitaria e altri servizi pubblici, sia a causa degli effetti diretti del conflitto sulle vite umane, sul patrimonio edilizio e sulle infrastrutture, sia a causa degli effetti secondari dovuti agli sfollamenti e alle migrazioni forzate.

La ricostruzione, tuttavia, non è solo una questione post-conflitto. Le persone riparano continuamente le loro case, le scuole e gli ospedali con vari mezzi, vengono allestiti rifugi e strutture temporanee, i campi si spostano. La ricostruzione avviene quindi sia durante che dopo un conflitto. La differenza non è semantica: durante il conflitto, le soluzioni sono principalmente locali e le riparazioni temporanee. Ma mentre tendiamo a concentrarci sugli ospedali da campo temporanei e sui campi per sfollati interni (IDP) e/o sui campi profughi, occorre riconoscere che la stragrande maggioranza degli sfollati vive in contesti urbani e che crisi protratte hanno portato intere generazioni a crescere nei campi profughi (UNHCR, 2025).

È importante sottolineare che qualsiasi sforzo di ricostruzione richiede diversi livelli. Le infrastrutture di trasporto consentono l'accesso e i flussi di materiali verso i siti, mentre altre infrastrutture (energia, acqua e servizi igienico-sanitari) sono un requisito per la funzionalità del sito. Il conflitto sottolinea l'importanza di un accesso sicuro e protetto, mentre le rotte sicure sono alla base delle dinamiche del conflitto.

Ricostruire meglio e in modo più ecologico

La ricostruzione offre l'opportunità di ricostruire meglio e in modo più ecologico. Innanzitutto, la circolarità è una questione di riutilizzo, sia degli edifici che dei materiali. Tuttavia, la riutilizzabilità di un elemento dipende dalla sua sicurezza e accessibilità. I siti che necessitano di ricostruzione possono contenere ordigni inesplosi (UXO), i materiali potrebbero aver perso le loro proprietà strutturali e/o essere tossici o pericolosi.

Calls for post-conflict reconstruction abound in many crises and conflicts. There is an urgent need for housing, health care and other public services, both due to the direct effects of the conflict on lives, building stock and infrastructure, and due to secondary effects due to displacement and forced migration.

Reconstruction is, though, not only a post-conflict affair. People mend their homes, schools, and hospitals continuously with various means, temporary shelters and structures are set up, camps move. Reconstruction thus happens both during and after a conflict. The difference is not semantic: during the conflict, solutions are primarily local and fixes temporary. But while we tend to focus on temporary field hospitals and camps for internally displaced people (IDPs) and/or refugees camps, it needs to be acknowledged that the vast majority of displaced people live in urban environments, and protracted crises have led to generations growing up in refugee camps (UNHCR, 2025).

Importantly, any reconstruction effort requires several layers. Transport infrastructure enables access and material flows to sites, while other infrastructure (energy, water and sanitation) is a requirement for the site's functionality. Conflict underscores the importance of safe and secure access, while secure routes underlie the dynamics of the conflict.

Building back better and greener

Reconstruction bears the opportunity of building back better and greener. First and foremost, circularity is a question of reuse, both of buildings and materials. And yet, whether something is reusable is a function of the safety as well as accessibility. Sites in need of reconstruction may include unexploded ordinances (UXOs), materials may have lost bearing properties, and/or be toxic or hazardous to begin with.

Les appels à la reconstruction post-conflit se multiplient dans de nombreuses crises et conflits. Il existe un besoin urgent de logements, de soins de santé et d'autres services publics, tant en raison des effets directs du conflit sur les vies humaines, le parc immobilier et les infrastructures, que des effets secondaires liés aux déplacements de population et aux migrations forcées.

La reconstruction n'est toutefois pas uniquement une affaire de post-conflit.

Les gens réparent sans cesse leurs maisons, leurs écoles et leurs hôpitaux par divers moyens, des abris et des structures temporaires sont mis en place, les camps se déplacent. La reconstruction a donc lieu à la fois pendant et après un conflit. La différence n'est pas d'ordre sémantique : pendant le conflit, les solutions sont principalement locales et les réparations temporaires. Mais alors que nous avons tendance à nous concentrer sur les hôpitaux de campagne temporaires et les camps pour personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et/ou les camps de réfugiés, il faut reconnaître que la grande majorité des personnes déplacées vivent en milieu urbain, et que les crises prolongées ont conduit des générations à grandir dans des camps de réfugiés (HCR, 2025).

Il est important de noter que tout effort de reconstruction comporte plusieurs niveaux. Les infrastructures de transport permettent l'accès et l'acheminement des matériaux vers les sites, tandis que d'autres infrastructures (énergie, eau et assainissement) sont indispensables au bon fonctionnement du site. Les conflits soulignent l'importance d'un accès sûr et sécurisé, tandis que la sécurité des voies de circulation sous-tend la dynamique du conflit.

Reconstruire en mieux et de manière plus écologique

La reconstruction offre l'opportunité de reconstruire en mieux et de manière plus écologique. Avant tout, la circularité est une question de réutilisation, tant des bâtiments que des matériaux. Et pourtant, la réutilisabilité d'un élément dépend à la fois de la sécurité et de l'accessibilité. Les sites nécessitant une reconstruction peuvent contenir des munitions non explosées (UXO), les matériaux peuvent avoir perdu leurs propriétés de résistance et/ou être toxiques ou dangereux dès le départ.

Ad esempio, sia in Ucraina che a Gaza, l'amianto è presente in gran parte del patrimonio edilizio. Valutare gli edifici, individuare e rimuovere gli ordigni inesplosi e neutralizzare i materiali pericolosi è un primo passo importante. Allo stesso tempo, possiamo imparare molto dalla ricostruzione durante i conflitti che si concentra su materiali locali, tecniche di costruzione culturalmente e climaticamente appropriate, sia dall'architettura contemporanea che da quella vernacolare.

Altri due metodi sostengono l'ecologizzazione della ricostruzione (post-)conflittuale: (1) il riutilizzo di materiali e componenti da strutture temporanee a quelle permanenti secondo gli standard umanitari (gli standard SPHERE fissano un obiettivo del 70% dei materiali da costruzione temporanei da riutilizzare in soluzioni abitative permanenti), e (2) lo sviluppo di materiali nuovi e più ecologici. Questi ultimi possono incorporare rifiuti da costruzione e demolizione e/o basarsi su fonti naturali disponibili localmente. È importante sottolineare che tutti i metodi, le scelte e le soluzioni devono essere ancorati a ciò che è disponibile e accessibile a livello locale e aumentare la capacità di ricostruzione locale.

La valutazione dei mercati locali e delle catene di approvvigionamento sostiene tali sforzi. Troppo spesso le soluzioni circolari falliscono perché la loro catena di approvvigionamento non è stata pensata a fondo. Il problema non riguarda solo la raccolta e la selezione dei materiali, ma anche le differenze nella movimentazione dei materiali in tutte le fasi, dal trasporto allo stoccaggio, poiché questi non si presentano nella loro forma, configurazione e imballaggio originali.

Abbinare le forniture di materiali alla domanda in specifici cantieri è un'arte in sé, sia per quanto riguarda le quantità che le forme, le configurazioni, le dimensioni e la qualità dei materiali a disposizione. Valutare la qualità dei rifiuti da costruzione e demolizione è già abbastanza difficile nell'edilizia tradizionale; aggiungere a ciò l'impatto del conflitto richiede ancora più attenzione per una movimentazione sicura dei materiali. Eppure ne vale la pena, poiché, al contrario, trasportare materiali da costruzione pesanti in tutto il mondo non farebbe che aumentare la loro impronta ambientale. Pertanto, è fondamentale trovare materiali locali (sia da rifiuti C&D, alloggi temporanei e materiali vergini), fornitori e capacità produttiva.

For example, whether in Ukraine or Gaza, asbestos is prevalent in much of the building stock. Assessing the buildings, scanning for and removing UXOs, and neutralising hazardous materials is an important first step. At the same time, we can learn much from reconstruction during conflict that focuses on local materials, construction techniques, culturally and climate-appropriate, both from contemporary and vernacular architecture.

Two other methods support the greening of (post-) conflict reconstruction: (1) the reuse of materials and components from temporary structures to permanent ones as set by humanitarian standards (the SPHERE standards set a target of 70% of temporary construction materials to be reused in permanent shelter solutions), and (2) the development of new, greener materials. The latter can incorporate construction and demolition waste and/or build on locally available natural sources. Importantly, all methods, choices and solutions need to be anchored in what is available and accessible locally and increase local reconstruction capacity. Assessing local markets and supply chains supports such endeavours.

Way too often, circular solutions fail because their supply chain has not been thought through. The issue is not only the collecting and sorting materials, but also the differences in materials handling in all functions from transportation to warehousing, since they do not come in their original shape, form and package. Matching material supplies with demands at specific construction sites is an art in itself, both regarding quantities but also the shapes, forms, sizes, and quality of materials at hand.

Assessing the quality of construction and demolition waste is difficult enough in regular construction; adding the impact of the conflict on top of that requires even more care for safe materials handling. And yet it is worth it, since on the converse, hauling heavy construction materials around the world would only increase their environmental footprint. Thus, finding local materials (both from C&D waste, temporary shelter, and virgin materials), suppliers, and production capacity is paramount.

Par exemple, que ce soit en Ukraine ou à Gaza, l'amiante est très présent dans une grande partie du parc immobilier. Évaluer les bâtiments, rechercher et retirer les munitions non explosées, et neutraliser les matériaux dangereux constitue une première étape importante. Parallèlement, nous pouvons tirer de nombreux enseignements de la reconstruction en période de conflit qui privilégie les matériaux locaux, les techniques de construction adaptées à la culture et au climat, tant issues de l'architecture contemporaine que vernaculaire.

Deux autres méthodes favorisent l'écologisation de la reconstruction (post-) conflit : (1) la réutilisation des matériaux et des composants des structures temporaires dans des structures permanentes, conformément aux normes humanitaires (les normes SPHERE fixent un objectif de 70 % de matériaux de construction temporaires à réutiliser dans des solutions d'hébergement permanentes), et (2) le développement de nouveaux matériaux plus écologiques.

Ces derniers peuvent intégrer des déchets de construction et de démolition et/ou s'appuyer sur des ressources naturelles disponibles localement. Il est important de noter que toutes les méthodes, tous les choix et toutes les solutions doivent s'ancrer dans ce qui est disponible et accessible localement et renforcer les capacités locales de reconstruction. L'évaluation des marchés locaux et des chaînes d'approvisionnement soutient ces efforts. Trop souvent, les solutions circulaires échouent parce que leur chaîne d'approvisionnement n'a pas été mûrement réfléchie.

Le problème ne réside pas seulement dans la collecte et le tri des matériaux, mais aussi dans les différences de manutention des matériaux à toutes les étapes, du transport à l'entreposage, car ceux-ci ne se présentent pas sous leur forme, leur configuration et leur emballage d'origine. Faire correspondre l'offre de matériaux à la demande sur des chantiers spécifiques est un art en soi, tant en termes de quantités que de formes, de configurations, de tailles et de qualité des matériaux disponibles.

Évaluer la qualité des déchets de construction et de démolition est déjà suffisamment difficile dans le cadre de la construction classique ; y ajouter l'impact du conflit exige encore plus de soin pour une manutention sûre des matériaux. Et pourtant, cela en vaut la peine, car à l'inverse, transporter des matériaux de construction lourds à travers le monde ne ferait qu'accroître leur empreinte environnementale. Il est donc primordial de trouver des matériaux locaux (provenant à la fois des déchets de construction et de démolition, des abris temporaires et des matériaux vierges), des fournisseurs et des capacités de production.

Affrontare il triplice nesso

Ricostruire meglio presenta anche altre prospettive legate al conflitto. Lo sfollamento e la migrazione sollevano la questione se le persone vorranno o potranno tornare in sicurezza nei loro vecchi ambienti. Le dinamiche del conflitto, la sua risoluzione e la sua durata giocano tutte un ruolo in questo senso. Gli sforzi di ricostruzione possono aumentare la disponibilità delle persone a tornare in luoghi che non sono (ancora) sicuri, influenzando le decisioni su quando e dove (ri)costruire. Ciò può diventare una questione di come gestire il declino urbano mentre si ripristina l'habitat. Le questioni relative all’habitat guidano ulteriormente la scelta tra materiali locali e importati; ad esempio, nella ricostruzione in Kosovo e in Macedonia del Nord, il legname è stato importato per garantire che lo sforzo non contribuisse ulteriormente alla già dilagante deforestazione (Matopoulos et al., 2014).

Nella stessa ricostruzione post-conflitto, la selezione dei fornitori è stata utilizzata per (ri)stabilire legami nella comunità anche tra le parti in conflitto. Selezionare intenzionalmente fornitori per le comunità dall’“altra parte” del conflitto e viceversa ristabilisce dipendenze, comunicazione e coesione sociale. La partecipazione della comunità più ampia apporta la conoscenza delle norme e delle pratiche edilizie locali, ma quando la comunità è coinvolta nel processo decisionale, favorisce anche l'accettazione dei programmi di ricostruzione e delle relative decisioni. Nel migliore dei casi, gli approcci basati sulla comunità alle catene di approvvigionamento per la ricostruzione possono contribuire a tutti i lati del triplice nesso: quello umanitario affrontando i bisogni immediati, ad esempio abitativi; quello dello sviluppo promuovendo i mezzi di sussistenza locali; e quello della costruzione della pace se contribuiscono alla coesione sociale.

Addressing the triple nexus

Building back better has some other conflict-related perspectives as well. Displacement and migration bring the questions of whether people will or can return safely to their old environments. Conflict dynamics, resolution, and the sheer length of a conflict all play a role here. Reconstruction efforts may increase people’s willingness to return to places that are not (yet) safe; impacting on questions on when and where to (re-)construct. This may become a question of how to manage urban shrinkage while restoring the habitat. Habitat questions further guide the choice between local vs imported materials; for example, in reconstruction in the Kosovo and North Macedonia, timber was imported as to ensure that the effort would not further contribute to already rampaging deforestation (Matopoulos et al., 2014).

In the same post-conflict reconstruction, supplier selection has been used to (re-)establish ties in the community even across conflict parties. Intentionally selecting suppliers to communities from the “other side” of the conflict and vice versa re-establishes dependencies, communication, and social cohesion. The participation of the wider community brings the knowledge of local building codes and practices, but where the community is involved in decision-making, it furthers the acceptance of reconstruction programmes and their decisions as well. At their best, community-based approaches to reconstruction supply chains can contribute to all sides of the triple nexus: the humanitarian one by addressing immediate e.g. housing needs, the development one by fostering local livelihoods, and the peacebuilding one if contributing to social cohesion.

Aborder le triple lien

La reconstruction en mieux comporte également d’autres perspectives liées aux conflits. Les déplacements et les migrations soulèvent la question de savoir si les personnes voudront ou pourront retourner en toute sécurité dans leur ancien environnement. La dynamique du conflit, sa résolution et sa durée jouent toutes un rôle à cet égard. Les efforts de reconstruction peuvent renforcer la volonté des personnes de retourner dans des lieux qui ne sont pas (encore) sûrs, ce qui a une incidence sur les questions relatives au moment et au lieu de la (re)construction.

Cela peut se traduire par la question de savoir comment gérer le déclin urbain tout en restaurant l’habitat. Les questions d’habitat orientent en outre le choix entre matériaux locaux et matériaux importés ; par exemple, lors de la reconstruction au Kosovo et en Macédoine du Nord, le bois a été importé afin de garantir que l’effort ne contribue pas davantage à la déforestation déjà galopante (Matopoulos et al., 2014).

Dans le cadre de cette même reconstruction post-conflit, la sélection des fournisseurs a été utilisée pour (re)tisser des liens au sein de la communauté, même entre les parties au conflit. Le fait de choisir délibérément des fournisseurs issus de la « partie adverse » du conflit et vice versa rétablit les interdépendances, la communication et la cohésion sociale. La participation de la communauté au sens large apporte la connaissance des codes et pratiques de construction locaux, mais lorsque la communauté est impliquée dans la prise de décision, cela favorise également l'acceptation des programmes de reconstruction et de leurs décisions.

145

À leur meilleur, les approches communautaires des chaînes d’approvisionnement de reconstruction peuvent contribuer à tous les aspects du triple nexus : l’aspect humanitaire en répondant aux besoins immédiats (par exemple, en matière de logement), l’aspect développement en favorisant les moyens de subsistance locaux, et l’aspect consolidation de la paix si elles contribuent à la cohésion sociale.

références

- Matopoulos, A., Kovács, G., & Hayes, O. (2014). Ressources locales et pratiques d'approvisionnement dans les chaînes d'approvisionnement humanitaires : une étude empirique des projets de reconstruction de logements à grande échelle. Decision Sciences, 45(4), 621-646.
- Normes SPHERE, <https://handbook.spherestandards.org/en/sphere/#ch008>
- UNHCR, 2025. <https://www.unrefugees.org/refugee-facts/camps/>



©Filippo Romano

VIVRE LA PAIX AU-DELÀ DU CONFLIT

Costruire la pace per poterla abitare implica riconoscere che essa non è un dato naturale, ma una forma che richiede progetto, responsabilità e tempo. La tradizione teologica ha spesso descritto Dio come architetto del mondo, non nel senso di un costruttore che impone una forma compiuta e definitiva, ma come colui che affida all'umano il compito di dare continuità e senso alla creazione. Nelle religioni monoteiste dell'ebraismo all'Islam, la pace è dono che Dio fa all'umano nell'alleanza, e in questo senso richiede un'assunzione di responsabilità. In questa prospettiva, l'architettura diventa metafora di una partecipazione responsabile: il mondo non è consegnato come spazio neutro, ma come struttura incompiuta, che chiede di essere abitata attraverso scelte etiche consapevoli.

Costruire la pace significa allora lavorare sulle fondamenta invisibili della fratellanza in quanto vocazione ultima dell'umanità: fiducia, giustizia, riconoscimento, ben sapendo che senza queste strutture portanti, ogni spazio resta esposto al collasso. Abitare la pace non è occupare un luogo pacificato con la forza, ma partecipare attivamente alla sua costruzione, assumendo il rischio e la fragilità di un'opera sempre aperta e mai definitivamente conclusa.

Building peace so that we may live in it implies recognising that it is not a given, but a form that requires planning, responsibility and time. Theological tradition has often described God as the architect of the world, not in the sense of a builder who imposes a complete and definitive form, but as the one who entrusts to humanity the task of giving continuity and meaning to creation. In the monotheistic religions, from Judaism to Islam, peace is a gift that God bestows upon humanity through the covenant, and in this sense it requires an assumption of responsibility. From this perspective, architecture becomes a metaphor for responsible participation: the world is not handed over as a neutral space, but as an unfinished structure, which asks to be inhabited through conscious ethical choices.

Building peace therefore means working on the invisible foundations of brotherhood as humanity's ultimate vocation: trust, justice, recognition, knowing full well that without these supporting structures, every space remains exposed to collapse. Inhabiting peace is not occupying a place pacified by force, but actively participating in its construction, assuming the risk and fragility of a work that is always open and never definitively concluded.

Costruire la pace per poterla abitare implica riconoscere che essa non è un dato naturale, ma una forma che richiede progetto, responsabilità e tempo. La tradizione teologica ha spesso descritto Dio come architetto del mondo, non nel senso di un costruttore che impone una forma achevée et définitive, mais comme celui qui confie à l'humain la tâche de donner continuité et sens à la création.

Dans les religions monothéistes, du judaïsme à l'islam, la paix est un don que Dieu fait à l'humain dans l'alliance, et en ce sens, elle exige une prise de responsabilité. Dans cette perspective, l'architecture devient une métaphore d'une participation responsable : le monde n'est pas livré comme un espace neutre, mais comme une structure inachevée, qui demande à être habitée à travers des choix éthiques conscients.

Costruire la paix signifie donc travailler sur les fondements invisibles de la fraternité en tant que vocation ultime de l'humanité : confiance, justice, reconnaissance, sachant bien que sans ces structures porteuses, tout espace reste exposé à l'effondrement. Habiter la paix, ce n'est pas occuper un lieu pacifié par la force, mais participer activement à sa construction, en assumant le risque et la fragilité d'une œuvre toujours ouverte et jamais définitivement achevée.

Ogni conflitto, come ci ha frequentemente ricordato nel corso del suo magistero Papa Francesco, è un suicidio per l’umanità. Quella che è stata definita cultura dello scarto diventa la via per trovare rapide soluzioni a contraddizioni scomode o a problemi che invece meriterebbero risposte più complesse. L’essere umano è dunque ridotto a risorsa, valutato per il suo valore d’uso, oppure destinato a essere considerato superfluo.

Questo approccio causa enormi problemi di emarginazione, coinvolgendo una parte sempre maggiore della popolazione umana e rendendo possibile inoltre lo sfruttamento di moltissimi altri.

Come reazione, in Occidente ci siamo illusi di poterci salvare dalla “tempesta perfetta” scatenata dal trionfo della logica del potere, rinchiudendoci in noi, elevando muri invece di costruire ponti. Tutto ciò ha generato un individualismo radicale che, come diceva Francesco, è il virus più difficile da sconfiggere.

Far cessare il conflitto è l’essenza stessa della cura che consiste dunque nel prendere a cuore la vita e donare il proprio tempo. Eppure facciamo fatica ad assumere la cura come via maestra per la crescita del bene comune e per la progettualità dell’esistenza. La cura ci libera dalla prigionia dell’ognun per sé, che sembra il motto sotto il quale si sta aprendo politicamente questo anno 2026. Perché la cura, per sua essenza stessa, è al di là delle valutazioni di mercato ed è anzi dono inestimabile. Ne deriva che, per aprirsi a comprendere il valore della pace, è assolutamente necessario capire la centralità del rapporto con il prossimo e della relazione con l’ambiente.

Il mio lavoro di trent’anni all’Alto Commissariato delle Nazioni Unite, UNHCR, mi ha immerso con tutta la mia fisicità nel rumore e nell’odore dei conflitti. Un’asprezza a cui non ci si abitua mai, stimolando la mia capacità di guardare gli eventi dal margine, permettendomi di riconoscere l’umano che altri scartano.

Tra i conflitti ho incontrato volti e nomi, vittime innocenti della brutalità e dell’infantilismo crudele dei “grandi” che giocano alla distruzione.

Every conflict, as Pope Francis has frequently reminded us throughout his pontificate, is a form of suicide for humanity. What has been termed the ‘culture of waste’ becomes the means of finding quick fixes for uncomfortable contradictions or problems that would instead merit more complex responses. The human being is thus reduced to a resource, assessed for their use value, or destined to be deemed superfluous.

This approach causes enormous problems of marginalisation, affecting an ever-increasing proportion of the human population and also enabling the exploitation of many others.

In response, in the West we have deluded ourselves into thinking we could save ourselves from the ‘perfect storm’ unleashed by the triumph of the logic of power, by closing ourselves off, erecting walls instead of building bridges. All this has generated a radical individualism which, as Francis said, is the most difficult virus to defeat.

Bringing an end to conflict is the very essence of care, which therefore consists in taking life to heart and giving one’s time. Yet we struggle to embrace care as the main path towards the growth of the common good and the planning of our existence. Care frees us from the captivity of ‘every man for himself’, which seems to be the motto under which this year, 2026, is unfolding politically. For care, by its very nature, lies beyond market valuations and is, indeed, a priceless gift. It follows that, to open ourselves to understanding the value of peace, it is absolutely necessary to grasp the centrality of our relationship with our neighbour and with the environment.

My thirty years’ work at the United Nations High Commissioner for Refugees, UNHCR, immersed me, body and soul, in the noise and stench of conflict. A harshness one never gets used to, which sharpened my ability to view events from the sidelines, allowing me to recognise the humanity that others discard.

Amidst the conflicts, I have encountered faces and names, innocent victims of the brutality and cruel childishness of the “grown-ups” who play at destruction.

Tout conflit, comme nous l’a souvent rappelé le pape François au cours de son magistère, est un suicide pour l’humanité. Ce qu’on a appelé la culture du rejet devient le moyen de trouver des solutions rapides à des contradictions gênantes ou à des problèmes qui mériteraient pourtant des réponses plus complexes. L’être humain est ainsi réduit à une ressource, évalué pour sa valeur d’usage, ou bien destiné à être considéré comme superflu.

Cette approche engendre d’énormes problèmes d’exclusion, touchant une part toujours plus grande de la population humaine et rendant en outre possible l’exploitation d’une multitude d’autres personnes.

En réaction, en Occident, nous nous sommes bercés de l’illusion de pouvoir nous sauver de la « tempête parfaite » déclenchée par le triomphe de la logique du pouvoir, en nous renfermant sur nous-mêmes, en érigeant des murs au lieu de construire des ponts. Tout cela a engendré un individualisme radical qui, comme le disait François, est le virus le plus difficile à vaincre.

Mettre fin au conflit est l’essence même de la prise en charge, qui consiste donc à prendre la vie à cœur et à donner de son temps. Et pourtant, nous avons du mal à considérer la prise en charge comme la voie royale vers la croissance du bien commun et la construction d’un projet de vie. La sollicitude nous libère de l’emprisonnement du « chacun pour soi », qui semble être la devise sous laquelle s’ouvre politiquement cette année 2026. Car la sollicitude, par son essence même, dépasse les évaluations du marché et constitue au contraire un don inestimable. Il en résulte que, pour s’ouvrir à la compréhension de la valeur de la paix, il est absolument nécessaire de saisir le caractère central de la relation avec le prochain et de la relation avec l’environnement.

Mes trente années de travail au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) m’ont plongé, de tout mon être, dans le bruit et l’odeur des conflits. Une dureté à laquelle on ne s’habitue jamais, qui a stimulé ma capacité à observer les événements depuis la marge, me permettant de reconnaître l’humain que d’autres rejettent.

Au milieu des conflits, j’ai rencontré des visages et des noms, victimes innocentes de la brutalité et de l’infantilisme cruel des « grands » qui jouent à la destruction.

Sì, la guerra è facile. Come il male. Il filosofo francese Pascal lo diceva: “il male è facile, agevole, ce n’è una infinità”. Il bene invece è quasi unico. Come la pace, se per essa non si intende semplicemente una pausa tra le guerre, ma un tessuto di relazioni costruite sulla fatica del dialogo, sull’ascesi e l’accoglienza dell’ascolto. Ma anche sull’ umiltà di cedere qualcosa di proprio a favore di un bene che vada oltre sé stessi.

Tra i diritti disattesi ho compreso che l’inumano è una possibilità costante dell’umano stesso. Da qui, la responsabilità e l’appello a custodire, curare, nutrire l’umano, costruendo con pazienza e resilienza spazi di possibilità, giustizia e incontro per tutto il creato. Agire secondo ciò che chiamo “Economia della cura” significa mettere al centro l’umano con il suo bisogno di bisognosità, la sua reciprocità a discapito della logica del potere e del profitto, che nella maggior parte dei casi innesca la divisione e porta al conflitto. L’economia della cura rientra nel cammino di conversione di civiltà, nel passaggio dall’*homo oeconomicus* all’*homo reciprocus*.

Purtroppo, non abitiamo un mondo solidale. I diritti disattesi, l’impunità e le grida degli oppressi, schiacciati dall’ingiustizia sono sempre più assordanti. La nostra dimensione è quella dell’esilio: esiliati dalla pace in un orizzonte di guerra ormai diffusa e sempre più giustificata e organizzata. Esiliati dalla giustizia in un mondo sempre più incapace di redistribuire la ricchezza. Esiliati dalla legalità del diritto alla pace. Chi è esiliato si trova a essere spossessato di una casa e di un’identità, mentre si fanno frequenti le deportazioni di massa e la perdita di diritti personali.

Quando invece l’umanità aderisce alla relazione con il bene si umanizza scoprendo la via del ritorno da questo esilio e la costruzione della pace come convivialità e giustizia. Per tornare dall’esilio e costruire la casa della pace dobbiamo abbandonare il dominio e l’autoreferenzialità, modalità non a caso sconosciute agli animali.

Yes, war is easy. Like evil. The French philosopher Pascal said it: ‘Evil is easy, effortless; there is an infinity of it’. Goodness, on the other hand, is almost unique. Like peace, if by that we do not simply mean a pause between wars, but a fabric of relationships built on the toil of dialogue, on self-discipline and the openness to listen. But also on the humility to give up something of one’s own in favour of a good that goes beyond oneself.

Among the disregarded rights, I have come to understand that the inhuman is a constant possibility of the human itself. Hence the responsibility and the call to safeguard, care for and nurture the human, building with patience and resilience spaces of possibility, justice and encounter for all of creation. Acting in accordance with what I call the ‘Economy of Care’ means placing the human at the centre, with their need for care and their capacity for reciprocity, rather than the logic of power and profit, which in most cases triggers division and leads to conflict. The Economy of Care is part of the journey of civilisational conversion, in the transition from *homo oeconomicus* to *homo reciprocus*.

Unfortunately, we do not live in a world of solidarity. Disregarded rights, impunity and the cries of the oppressed, crushed by injustice, are growing ever louder. Our reality is one of exile: exiled from peace into a landscape of war that is now widespread and increasingly justified and organised. Exiled from justice in a world increasingly incapable of redistributing wealth. Exiled from the legal right to peace. Those in exile find themselves dispossessed of a home and an identity, whilst mass deportations and the loss of personal rights become frequent.

When, on the other hand, humanity embraces a relationship with the good, it becomes truly human, discovering the way back from this exile and the building of peace as conviviality and justice. To return from exile and build the home of peace, we must abandon domination and self-referentiality modes of behaviour that, not coincidentally, are unknown to animals.

Oui, la guerre est facile. Tout comme le mal. Le philosophe français Pascal le disait : « Le mal est facile, aisé, il en existe une infinité ». Le bien, en revanche, est presque unique. Comme la paix, si l’on n’entend pas par là simplement une trêve entre les guerres, mais un tissu de relations construites sur l’effort du dialogue, sur l’ascèse et l’ouverture à l’écoute. Mais aussi sur l’humilité de céder quelque chose de soi au profit d’un bien qui dépasse soi-même.

Parmi les droits bafoués, j’ai compris que l’inhumain est une possibilité constante de l’humain lui-même. D’où la responsabilité et l’appel à préserver, soigner, nourrir l’humain, en construisant avec patience et résilience des espaces de possibilité, de justice et de rencontre pour toute la création. Agir selon ce que j’appelle « l’économie de la soin » signifie mettre au centre l’humain avec son besoin d’être aidé, sa réciprocité au détriment de la logique du pouvoir et du profit, qui, dans la plupart des cas, déclenche la division et conduit au conflit. L’économie de la soin s’inscrit dans le chemin de conversion de la civilisation, dans le passage de l’*homo oeconomicus* à l’*homo reciprocus*.

Malheureusement, nous ne vivons pas dans un monde solidaire. Les droits bafoués, l’impunité et les cris des opprimés, écrasés par l’injustice, sont de plus en plus assourdissants. Notre condition est celle de l’exil : exilés de la paix dans un horizon de guerre désormais généralisée, de plus en plus justifiée et organisée. Exilés de la justice dans un monde de plus en plus incapable de redistribuer la richesse.

Exilés de la légalité du droit à la paix. Celui qui est exilé se retrouve dépossédé d’une maison et d’une identité, tandis que les déportations de masse et la perte des droits personnels se multiplient.

En revanche, lorsque l’humanité adhère à la relation avec le bien, elle s’humanise en découvrant le chemin du retour de cet exil et la construction de la paix comme convivialité et justice. Pour revenir de l’exil et construire la maison de la paix, nous devons abandonner la domination et l’autoréférentialité, des modes de fonctionnement qui, ce n’est pas un hasard, sont inconnus des animaux.

Quando la vita, che è fatta di relazioni tendenti alla partecipazione, viene elusa l'essere umano si trova a controvivere, pretendendo di vivere contro la vita ed è coinvolto in un malessere profondo. D'altra parte l'espulsione dell'altro ci porta a vivere in un atteggiamento di ritiro e difesa aprendo la via alla disumanità e alla distruttività.

Con il ripudio della pace e degli strumenti di mediazione e di protezione dei popoli quali il diritto internazionale e il diritto umanitario, che erano stati posti al centro dell'ordine mondiale dopo il 1945, abbiamo assistito a un caotico crollo di valori sociali che sembravano inamovibili.

La sete di potere che vediamo espressa nella politica odierna, manifestata ancor più sfacciatamente dal narcisismo, che parla ai cuori sordi, fatica ad assumere ed esprimere la natura e postura di cura per la comunità. Come scriveva Platone nel "Politico", la politica si fonda sul dato di fatto della pluralità degli uomini, trattando della convivenza dei diversi ed aggiungo, dell'etica del bene comune. Pensando ai tanti Trump di questo mondo, alle democrazie che avanzano anche nella nostra Europa, sento sconforto e profonda tristezza.

Il sogno del con-vivere, del co-abitare sembra sgretolarsi. La guerra è diventata una identità di una nazione, il multilateralismo è minacciato, l'ONU è sotto attacco, la cooperazione internazionale viene svilita e privata di fondi.

La ricerca della pace non è più dimora dei popoli, stiamo perdendo le ragioni stesse dello stare insieme. Sempre più anche in Europa e nel nostro stesso paese, si percepisce una forte reazione identitaria, della logica del "prima noi", che respinge per principio la logica solidale ed inclusiva necessaria per abitare insieme la pace.

Urge ricostruire una società che punti a riparare i valori della ri-socializzazione del tessuto quotidiano della con-vivenza, in cui l'elemento fondamentale non sia il potere ma l'etica del bene comune, riscoprendo la radice profonda della solidarietà come segnale di non aggressione tra gli uomini.

When life, which consists of relationships tending towards participation, is evaded, human beings find themselves living in opposition, claiming to live against life, and are caught up in a profound malaise. On the other hand, the expulsion of the other leads us to live in an attitude of withdrawal and defence, paving the way for inhumanity and destructiveness.

With the rejection of peace and of the instruments of mediation and protection of peoples, such as international law and humanitarian law, which had been placed at the centre of the world order after 1945, we have witnessed a chaotic collapse of social values that seemed immutable.

The thirst for power we see expressed in today's politics, manifested even more brazenly by narcissism, which speaks to deaf hearts, struggles to embrace and express the nature and stance of care for the community. As Plato wrote in 'The Statesman', politics is founded on the fact of human plurality, dealing with the coexistence of different people and, I would add, the ethics of the common good. Thinking of the many Trumps in this world, of the 'democracies' advancing even in our own Europe, I feel despondency and deep sadness.

The dream of living together, of co-existence, seems to be crumbling. War has become a nation's identity, multilateralism is under threat, the UN is under attack, and international cooperation is being debased and deprived of funds.

The pursuit of peace is no longer the home of peoples; we are losing the very reasons for being together. Increasingly, even in Europe and in our own country, there is a strong reaction centred on identity, on the 'us first' mentality, which rejects on principle the solidarity and inclusivity necessary to live together in peace.

There is an urgent need to rebuild a society that aims to restore the values of re-socialisation within the daily fabric of coexistence, where the fundamental element is not power but the ethics of the common good, rediscovering the deep roots of solidarity as a sign of non-aggression among people.

Lorsque la vie, qui est faite de relations tendant vers la participation, est contournée, l'être humain se retrouve à contre-vivre, prétendant vivre contre la vie, et est pris dans un profond malaise. D'autre part, l'expulsion de l'autre nous conduit à vivre dans une attitude de repli et de défense, ouvrant la voie à l'inhumanité et à la destructivité.

Avec le rejet de la paix et des instruments de médiation et de protection des peuples tels que le droit international et le droit humanitaire, qui avaient été placés au centre de l'ordre mondial après 1945, nous avons assisté à un effondrement chaotique de valeurs sociales qui semblaient inébranlables.

La soif de pouvoir que nous voyons s'exprimer dans la politique d'aujourd'hui, manifestée de manière encore plus effrontée par le narcissisme, qui s'adresse à des cœurs sourds, peine à assumer et à exprimer la nature et la posture de soin envers la communauté. Comme l'écrivait Platon dans « Le Politique », la politique se fonde sur le fait de la pluralité des hommes, traitant de la coexistence des différents et, j'ajouterais, de l'éthique du bien commun. En pensant aux nombreux Trump de ce monde, aux « démocraties » qui progressent même dans notre Europe, je ressens du découragement et une profonde tristesse.

Le rêve de vivre ensemble, de cohabiter, semble s'effriter. La guerre est devenue l'identité d'une nation, le multilatéralisme est menacé, l'ONU est attaquée, la coopération internationale est dévalorisée et privée de fonds.

La recherche de la paix n'est plus le bien commun des peuples, nous sommes en train de perdre les raisons mêmes de notre vie en communauté. De plus en plus, en Europe et dans notre propre pays, on perçoit une forte réaction identitaire, une logique du « nous d'abord », qui rejette par principe la logique solidaire et inclusive nécessaire pour vivre ensemble dans la paix.

Il est urgent de reconstruire une société qui vise à restaurer les valeurs de la resocialisation du tissu quotidien de la coexistence, dans laquelle l'élément fondamental n'est pas le pouvoir mais l'éthique du bien commun, en redécouvrant la racine profonde de la solidarité comme signe de non-agression entre les hommes.

Impegnarsi a costruire la pace, dunque, è un processo di auto-consapevolezza offerto a ciascuno di noi in cui un tema portante è il bisogno di giustizia. La guerra, infatti, non è solo perversione della creazione in distruzione, ma anche espressione di una profonda ed evidente ingiustizia.

La giustizia cammina con la pace e sta con essa in relazione costante e dinamica.

Abitare la pace non è solo questione di appelli alla politica, che ovviamente dovrebbe esercitare la propria autorità umilmente e senza dimenticare i valori per i quali è stata istituita, ma è soprattutto appello a sé stessi. È un dono da invocare, accogliere e rendere operoso, in modo da far scaturire un flusso di umanità e misericordia, che sola dà corpo alla pace.

Abitare la pace è percorrere un cammino per lavorare con pazienza sul nostro disarmo interiore, avendo il coraggio di rispondere alle domande della responsabilità che vengono poste a ognuno di noi.

Potere e umanità sono inversamente proporzionali: dove prevale l'uno, l'altra resta svuotata; dove questa invece emerge, il potere arretra. È il recupero consapevole della nostra umanità con i suoi valori umani, di fratellanza, di comunità di partecipazione al bene comune la vera forza alternativa alla logica del potere e della guerra.

E allora, nonostante le sfide, mai abdicare al diritto della pace per non dover abdicare alla nostra stessa umanità.

Committing to building peace, therefore, is a process of self-awareness offered to each of us, in which a central theme is the need for justice. War, in fact, is not only a perversion of creation into destruction, but also an expression of a profound and evident injustice. Justice walks hand in hand with peace and stands in constant and dynamic relation to it.

Living in peace is not merely a matter of appeals to politics, which should obviously exercise its authority humbly and without forgetting the values for which it was established, but is above all an appeal to oneself. It is a gift to be invoked, welcomed and put into action, so as to bring forth a flow of humanity and mercy, which alone gives substance to peace.

Living in peace means walking a path to work patiently on our inner disarmament, having the courage to answer the questions of responsibility posed to each of us.

Power and humanity are inversely proportional: where one prevails, the other is emptied; where the latter emerges, power recedes. It is the conscious reclaiming of our humanity, with its human values of brotherhood and community working for the common good, that is the true alternative to the logic of power and war.

And so, despite the challenges, we must never relinquish the right to peace, lest we be forced to relinquish our very humanity.

S'engager à construire la paix est donc un processus de prise de conscience de soi offert à chacun d'entre nous, dans lequel un thème central est le besoin de justice. La guerre, en effet, n'est pas seulement une perversion de la création en destruction, mais aussi l'expression d'une injustice profonde et évidente. La justice chemine avec la paix et entretient avec elle une relation constante et dynamique.

Vivre la paix n'est pas seulement une question d'appels à la politique, qui devrait évidemment exercer son autorité avec humilité et sans oublier les valeurs pour lesquelles elle a été instituée, mais c'est avant tout un appel à soi-même. C'est un don à invoquer, à accueillir et à mettre en œuvre, de manière à faire jaillir un flot d'humanité et de miséricorde, qui seul donne corps à la paix.

Vivre la paix, c'est emprunter un chemin pour travailler avec patience à notre désarmement intérieur, en ayant le courage de répondre aux questions de responsabilité qui se posent à chacun de nous.

Le pouvoir et l'humanité sont inversement proportionnels : là où l'un prévaut, l'autre se vide de son sens ; là où celle-ci émerge, le pouvoir recule. C'est la reconquête consciente de notre humanité, avec ses valeurs humaines, de fraternité, de communauté et de participation au bien commun, qui constitue la véritable force alternative à la logique du pouvoir et de la guerre.

Alors, malgré les défis, ne renonçons jamais au droit à la paix pour ne pas avoir à renoncer à notre propre humanité.



VILLE ET POTENTIEL
DE TRANSFORMATION.
CONFLITS URBAINS ENTRE
REVENDEICATIONS POPULAIRES
ET RISQUES DE DÉPOLITISATION ¹⁵⁹

Carolina Pacchi

Attraverso il contrasto e l'opposizione, i conflitti locali su temi urbani, territoriali e ambientali mettono in luce possibilità di costruire modi alternativi di vivere e utilizzare gli spazi urbani, di costruire città e territorio, di immaginare forme di riappropriazione e risignificazione da parte delle comunità locali e di altri attori. Queste forme, esplicite o latenti, si manifestano sia attraverso diverse modalità di espressione del dissenso, tra cui la protesta agita negli spazi urbani o digitali, che attraverso forme concrete di azione alternativa e trasformativa, come la presa in carico e il ridisegno di spazi urbani abbandonati, la fornitura di servizi carenti, la costruzione di reti di auto-aiuto.

Di fronte a queste forme di conflittualità emergente, spesso, le risposte di politica pubblica mirano a moderare il dissenso, attenuare l'opposizione, e a costruire consenso attraverso diverse forme di partecipazione e coinvolgimento diretto degli attori, oppure a legare più strettamente diverse forme di azione dal basso all'azione amministrativa. Una forte critica che è stata portata nel corso degli ultimi anni alle pratiche partecipative, basate sul coinvolgimento diretto dei cittadini e di altri attori nelle decisioni che riguardano le città, è stata che esse tolgono spazio alle possibilità e alla vitalità del conflitto, che invece ha sempre dentro di sé un potenziale trasformativo che può contribuire a sostanziare il dibattito democratico. Le posizioni critiche nei confronti della partecipazione sul campo si richiamano al potenziale agonistico del conflitto, come ricordato da Chantal Mouffe e Jacques Rancière, e quindi al potenziale dirompente, legato all'accettazione radicale di una prospettiva pluralistica, che l'emergere della conflittualità locale ha di scompaginare gli assetti e di immaginare futuri urbani differenti.

Through contrast and opposition, local conflicts over urban, territorial and environmental issues highlight possibilities for constructing alternative ways of living and using urban spaces, of building cities and territories, and of imagining forms of reappropriation and reinterpretation by local communities and other actors. These forms, whether explicit or latent, manifest themselves both through various modes of expressing dissent, including protests in urban or digital spaces, and through concrete forms of alternative and transformative action, such as taking charge of and redesigning abandoned urban spaces, providing lacking services, and building self-help networks.

Faced with these forms of emerging conflict, public policy responses often aim to moderate dissent, mitigate opposition, and build consensus through various forms of participation and direct involvement of stakeholders, or to link different forms of grassroots action more closely to administrative action. A strong criticism levelled in recent years at participatory practices, based on the direct involvement of citizens and other actors in decisions concerning cities, has been that they stifle the possibilities and vitality of conflict, which, on the contrary, always harbours a transformative potential that can help to enrich democratic debate. Critical positions regarding participation in the field draw on the agonistic potential of conflict, as noted by Chantal Mouffe and Jacques Rancière, and thus on the disruptive potential, linked to the radical acceptance of a pluralistic perspective, that the emergence of local conflict has to disrupt the status quo and imagine different urban futures.

À travers les contrastes et les oppositions, les conflits locaux sur des thèmes urbains, territoriaux et environnementaux mettent en lumière la possibilité de construire des modes alternatifs de vie et d'utilisation des espaces urbains, de construire la ville et le territoire, d'imaginer des formes de réappropriation et de redéfinition par les communautés locales et d'autres acteurs. Ces formes, explicites ou latentes, se manifestent tant à travers différentes modalités d'expression de la contestation, parmi lesquelles la protestation dans les espaces urbains ou numériques, qu'à travers des formes concrètes d'action alternative et transformatrice, telles que la prise en charge et le réaménagement d'espaces urbains abandonnés, la fourniture de services déficients, la construction de réseaux d'entraide.

Face à ces formes de conflictualité émergentes, les réponses des politiques publiques visent souvent à modérer la contestation, à atténuer l'opposition et à construire un consensus par le biais de différentes formes de participation et d'implication directe des acteurs, ou encore à lier plus étroitement différentes formes d'action ascendante à l'action administrative. Une critique forte qui a été formulée ces dernières années à l'encontre des pratiques participatives, fondées sur l'implication directe des citoyens et d'autres acteurs dans les décisions concernant les villes, est qu'elles restreignent l'espace dédié aux possibilités et à la vitalité du conflit, lequel recèle pourtant en soi un potentiel transformateur susceptible de contribuer à enrichir le débat démocratique. Les positions critiques à l'égard de la participation sur le terrain se réfèrent au potentiel agonistique du conflit, comme le rappellent Chantal Mouffe et Jacques Rancière, et donc au potentiel disruptif, lié à l'acceptation radicale d'une perspective pluraliste, que l'émergence de la conflictualité locale a de bouleverser les équilibres et d'imaginer des futurs urbains différents.

Queste posizioni hanno messo al centro della propria critica proprio le dimensioni di depoliticizzazione, implicite in tutti i tentativi di affrontare la conflittualità emergente in campo urbano in modo dialogico e da una posizione di presunta parità tra attori. Come da tempo, tra gli altri osservatori, ha sottolineato Luigi Mazza, in realtà, la parità tra gli attori nelle decisioni di natura urbanistica e territoriale non può che essere mistificante, dato che queste decisioni sono prese in un contesto di asimmetria di potere e di autorità. Inoltre, le retoriche legate alla costruzione del consenso, naturalmente difficile in situazioni di scelte tragiche tra interessi fortemente contrapposti, non possono che portare, così le voci critiche, a un incrementalismo incapace di andare oltre soluzioni di senso comune e alla fine capaci solo di perpetuare lo status quo e i rapporti di potere esistenti. Ogni aspirazione a una scelta democratica più piena e a una reale eguaglianza nei diritti e nelle opportunità si perde in questo modo in esercizi dialogici svolti spesso all'interno di una cornice decisionale fissata altrove, con una forte dimensione tecnocratica.

Allo stesso tempo, il preoccupante contesto internazionale di rapida successione di crisi (o di policrisi) e l'avanzare di forme di autoritarismo alle diverse scale devono interrogarci profondamente sul modo in cui sia possibile esercitare modalità di scelta democratica e trasparente nelle decisioni urbane, che riguardano la vita quotidiana dei cittadini. I campi di sperimentazione non mancano: dalla crisi di affordability delle abitazioni per vaste fasce di popolazione nelle città europee, non solo per i gruppi più fragili o marginali, alla riduzione dei servizi pubblici e del welfare locale sia nelle aree a forte spopolamento che, sempre di più, anche nei contesti urbani; dagli effetti visibili localmente della crisi climatica che chiedono con urgenza soluzioni locali e multiformi, alla diffusione di soluzioni digitali che innervano la città, i suoi spazi e i modi di vita dei cittadini aprendo nuove questioni in termini di privacy, sorveglianza, controllo dei dati.

Le scelte che riguardano le trasformazioni spaziali riverberano infatti direttamente e sono a loro volta influenzate da quanto accade nelle sfere dell'economia, della

These positions have placed at the centre of their critique precisely the dimensions of depoliticisation implicit in all attempts to address emerging conflict in the urban sphere through dialogue and from a position of presumed equality between actors. As Luigi Mazza, among other observers, has long emphasised, in reality, equality between actors in decisions of an urban and territorial nature can only be misleading, given that these decisions are taken within a context of asymmetry of power and authority. Furthermore, the rhetoric surrounding consensus-building - naturally difficult in situations involving tragic choices between starkly opposing interests - can only lead, according to critical voices, to an incrementalism incapable of moving beyond common-sense solutions and ultimately capable only of perpetuating the status quo and existing power relations. Any aspiration towards a more fully democratic choice and genuine equality in rights and opportunities is thus lost in dialogical exercises often conducted within a decision-making framework determined elsewhere, with a strong technocratic dimension.

At the same time, the worrying international context of a rapid succession of crises (or polycrises) and the rise of forms of authoritarianism at various levels must prompt us to reflect deeply on how it is possible to exercise democratic and transparent decision-making in urban matters, which affect citizens' daily lives. There is no shortage of areas for experimentation: from the housing affordability crisis affecting vast swathes of the population in European cities - not just the most vulnerable or marginalised groups - to the reduction in public services and local welfare, both in areas experiencing severe depopulation and, increasingly, in urban contexts as well; from the locally visible effects of the climate crisis, which urgently call for local and multifaceted solutions, to the proliferation of digital solutions that permeate the city, its spaces and citizens' ways of life, raising new issues regarding privacy, surveillance and data control.

Decisions concerning spatial transformations directly reverberate across, and are in turn influenced by, developments in the spheres of the economy, politics and

Ces positions ont placé au centre de leur critique précisément les dimensions de dépolitisation, implicites dans toutes les tentatives d'aborder la conflittualité émergente en milieu urbain de manière dialogique et à partir d'une position de prétendue égalité entre les acteurs. Comme l'a souligné depuis longtemps, entre autres observateurs, Luigi Mazza, en réalité, l'égalité entre les acteurs dans les décisions d'ordre urbanistique et territorial ne peut être que fallacieuse, étant donné que ces décisions sont prises dans un contexte d'asymétrie de pouvoir et d'autorité.

De plus, les discours liés à la construction du consensus, naturellement difficile dans des situations où il faut faire des choix tragiques entre des intérêts fortement opposés, ne peuvent que conduire, selon les voix critiques, à un incrementalism incapable d'aller au-delà des solutions de bon sens et, en fin de compte, capable uniquement de perpétuer le statu quo et les rapports de pouvoir existants. Toute aspiration à un choix démocratique plus complet et à une véritable égalité des droits et des chances se perd ainsi dans des exercices de dialogue menés souvent dans un cadre décisionnel fixé ailleurs, avec une forte dimension technocratique.

Dans le même temps, le contexte international préoccupant marqué par une succession rapide de crises (ou de polycrises) et la montée de formes d'autoritarisme à différentes échelles doivent nous amener à nous interroger profondément sur la manière dont il est possible d'exercer des modes de choix démocratiques et transparents dans les décisions urbaines, qui concernent la vie quotidienne des citoyens. Les terrains d'expérimentation ne manquent pas : de la crise de l'accessibilité au logement pour de larges pans de la population dans les villes européennes, et pas seulement pour les groupes les plus fragiles ou marginalisés, à la réduction des services publics et de la protection sociale locale tant dans les zones en forte dépeuplement que, de plus en plus, dans les contextes urbains ; des effets visibles localement de la crise climatique, qui exigent de toute urgence des solutions locales et multiformes, à la diffusion de solutions numériques qui innervent la ville, ses espaces et les modes de vie des citoyens, soulevant de nouvelles questions en matière de vie privée, de surveillance et de contrôle des données.

politica e dello sviluppo della società: come è possibile in una fase di capitalismo maturo immaginare le città come luoghi non solo dell'accumulazione e della competizione globale, ma anche della libertà, dell'uguaglianza, della reale possibilità di scelta democratica? La strada sembra sempre più stretta, tra involuzioni autoritarie e semplificazioni delle posizioni politiche da un lato e soluzioni di natura tecnocratica, falsamente rassicuranti, dall'altro.

Da questo punto di vista le decisioni che riguardano lo spazio hanno alcune caratteristiche che, se da un lato le rendono più complesse, dall'altro le legano fortemente alle aspirazioni e agli interessi dei diversi gruppi sociali. Non vi è decisione spaziale, che riguardi la rigenerazione di un quartiere degradato, la costruzione di un'infrastruttura, la distribuzione di servizi per l'infanzia o sportivi nei quartieri, che non tocchi direttamente questioni di cittadinanza. Tracciare un limite, come di frequente si trova a fare l'urbanistica, vuol dire infatti creare inclusione ed esclusione, ed è questo un meccanismo che tocca e riguarda tutti.

La questione è allora in che modo sia possibile mettere al centro in modo esplicito la radicale pluralità di percezioni, interessi, aspettative che i diversi gruppi hanno nei confronti della città e della vita che in essa svolgono per prendere decisioni differenti, in un periodo in cui l'ombra di conflitti di più ampia portata sembra far propendere verso modalità più consensuali e pacificanti.

Decisioni che siano più democratiche, eque, capaci di arricchire e non di appiattire i diritti di cittadinanza, di approfondire il dibattito democratico, di immaginare aperture a differenti modi di concepire la città e la vita urbana, andando oltre forme partecipative di natura manipolatoria così come evitando l'allargamento eccessivo del perimetro delle soluzioni tecnocratiche che vengono prese in luoghi sottratti al confronto democratico.

Se su molti ambiti della trasformazione urbana è infatti naturale che le posizioni possano essere radicalmente differenti, è importante, oggi più che mai, approfondire la pluralità di punti di vista e abilitare forme e visioni alternative per un dibattito che porti a scelte realmente trasparenti e democratiche.

social development: how is it possible, in an era of mature capitalism, to imagine cities as places not only of accumulation and global competition, but also of freedom, equality and the genuine possibility of democratic choice? The path seems increasingly narrow, caught between authoritarian backsliding and the oversimplification of political positions on the one hand, and falsely reassuring technocratic solutions on the other.

From this perspective, decisions concerning space possess certain characteristics which, whilst making them more complex, also bind them closely to the aspirations and interests of various social groups. There is no spatial decision - whether concerning the regeneration of a run-down neighbourhood, the construction of infrastructure, or the provision of childcare or sports facilities in neighbourhoods - that does not directly touch upon issues of citizenship. Drawing a boundary, as urban planning frequently finds itself doing, effectively means creating inclusion and exclusion, and this is a mechanism that affects and concerns everyone.

The question, then, is how we can explicitly place at the centre the radical plurality of perceptions, interests and expectations that different groups hold regarding the city and the lives they lead within it, in order to make different decisions, at a time when the shadow of wider-reaching conflicts seems to be pushing us towards more consensual and conciliatory approaches.

Decisions that are more democratic and fair, capable of enriching rather than undermining citizens' rights, of deepening democratic debate, and of opening up to different ways of conceiving the city and urban life moving beyond manipulative forms of participation whilst avoiding the excessive expansion of technocratic solutions devised in forums removed from democratic debate.

Whilst it is natural that positions may differ radically across many areas of urban transformation, it is important, now more than ever, to explore the plurality of viewpoints and to enable alternative forms and visions for a debate that leads to truly transparent and democratic choices.

Les choix concernant les transformations spatiales ont en effet des répercussions directes et sont à leur tour influencés par ce qui se passe dans les sphères de l'économie, de la politique et du développement de la société : comment est-il possible, dans une phase de capitalisme mature, d'imaginer les villes comme des lieux non seulement d'accumulation et de concurrence mondiale, mais aussi de liberté, d'égalité et de possibilité réelle de choix démocratique ? La voie semble de plus en plus étroite, entre les régressions autoritaires et les simplifications des positions politiques d'un côté, et les solutions de nature technocratique, faussement rassurantes, de l'autre.

De ce point de vue, les décisions concernant l'espace présentent certaines caractéristiques qui, si elles les rendent d'une part plus complexes, les lient d'autre part fortement aux aspirations et aux intérêts des différents groupes sociaux. Il n'existe aucune décision spatiale, qu'elle concerne la régénération d'un quartier dégradé, la construction d'une infrastructure, la répartition des services à l'enfance ou des équipements sportifs dans les quartiers, qui ne touche pas directement aux questions de citoyenneté. Tracer une limite, comme l'urbanisme est souvent amené à le faire, signifie en effet créer de l'inclusion et de l'exclusion, et c'est là un mécanisme qui touche et concerne tout le monde.

La question est donc de savoir comment il est possible de mettre explicitement au centre la pluralité radicale des perceptions, des intérêts et des attentes que les différents groupes ont à l'égard de la ville et de la vie qu'ils y mènent, afin de prendre des décisions différentes, à une époque où l'ombre de conflits de plus grande envergure semble faire pencher la balance vers des modalités plus consensuelles et pacificatrices.

Des décisions qui soient plus démocratiques, équitables, capables d'enrichir et non d'aplatir les droits de citoyenneté, d'approfondir le débat démocratique, d'imaginer des ouvertures vers différentes façons de concevoir la ville et la vie urbaine, en allant au-delà des formes participatives de nature manipulatrice tout en évitant l'élargissement excessif du périmètre des solutions technocratiques qui sont prises dans des lieux soustraits au débat démocratique.

S'il est en effet naturel que les positions puissent être radicalement différentes sur de nombreux aspects de la transformation urbaine, il est important, aujourd'hui plus que jamais, d'approfondir la pluralité des points de vue et de favoriser des formes et des visions alternatives pour un débat menant à des choix réellement transparents et démocratiques.



VILLE FANTÔME

Testo tratto da libro:
R. Pantaleo “Architetture del noi”, Elèuthera, Milano 2026;

Homs è città fantasma distesa tra ruderi spettrali.
Ho attraversata questo nulla stordito dalla brutalità disumana degli umani. Gli edifici crivellati, in questa Siria dimenticata, sono da monito, ci ricordano di come l'inganno di pochi fu sufficiente al precipizio di tanti. Ma attenzione! Questo non è un altrove, è un “qui ed ora” che ci riguarda, riguarda tutti.

In questa nulla, l’architettura, ferita e offesa (come tante/troppe volte nella storia) è anch’essa muta testimone della barbarie, semplicemente vittima di guerra tra le vittime di guerra.

Possiamo parlare di urbicidio¹, perché come in mille altre guerra, sono stati colpiti irrimediabilmente i valori identitari, sociali e culturali di un’intera comunità di cui l’architettura era interprete e rappresentazione.

Qual è allora il senso di fare architettura, ovvero, se ha ancora un senso fare architettura?

Mi chiedo spaesato, aggirandomi in questo grado zero dell’umanità.

Come sempre mi viene in soccorso la risposta più semplice, forse la più banale: la risposta sta tutta nell’azione, nel fare spazio al futuro, dando forma all’utile e al bello. Non possiamo fare altro che costruire, è nella nostra natura, è il nostro destino.

Text taken from the book:
R. Pantaleo “Architetture del noi”, Elèuthera, Milan 2026;

Homs is a ghost town stretching out amidst ghostly ruins.
I walked through this void, stunned by the inhuman brutality of mankind. The riddled buildings, in this forgotten Syria, serve as a warning, reminding us how the deceit of a few was enough to plunge so many into ruin. But beware! This is not some distant place; it is a ‘here and now’ that concerns us, that concerns everyone.

In this wasteland, architecture, wounded and violated (as so often in history), is itself a silent witness to barbarism, merely a victim of war amongst the victims of war.

We can speak of urbicide¹, because, as in a thousand other wars, the identity, social and cultural values of an entire community, of which architecture was the interpreter and representation, have been irreparably damaged.

What, then, is the point of architecture, or rather, does it still make sense to practise architecture?

I ask myself, feeling lost, as I wander through this ‘ground zero’ of humanity.

As always, the simplest answer comes to my rescue, perhaps the most banal: the answer lies entirely in action, in making room for the future, giving form to the useful and the beautiful. We can do nothing but build; it is in our nature, it is our destiny.

Testo tratto da libro: R. Pantaleo “*Architetture del noi*”, Elèuthera, Milano 2026

Homs est une ville fantôme qui s’étend parmi des ruines spectrales.

J’ai traversé ce néant, étourdi par la brutalité inhumaine des hommes. Les bâtiments criblés de balles, dans cette Syrie oubliée, sont un avertissement ; ils nous rappellent comment la tromperie de quelques-uns a suffi à précipiter tant d’autres dans l’abîme. Mais attention ! Ce n’est pas un ailleurs, c’est un « ici et maintenant » qui nous concerne, qui concerne tout le monde.

Dans ce néant, l’architecture, blessée et bafouée (comme tant/trop de fois dans l’histoire), est elle aussi le témoin muet de la barbarie, simple victime de la guerre parmi les victimes de la guerre.

On peut parler d’urbicide¹, car comme dans mille autres guerres, les valeurs identitaires, sociales et culturelles de toute une communauté, dont l’architecture était l’interprète et la représentation, ont été irrémédiablement touchées.

Quel est donc le sens de faire de l’architecture, ou plutôt, a-t-elle encore un sens ?

Je me le demande, désorienté, en errant dans ce degré zéro de l’humanité.

Comme toujours, la réponse la plus simple, peut-être la plus banale, vient à mon secours : la réponse réside entièrement dans l’action, dans le fait de faire place à l’avenir, en donnant forme à l’utile et au beau. Nous ne pouvons rien faire d’autre que construire, c’est dans notre nature, c’est notre destin.

Perché, proprio in queste condizioni estreme, l'architettura sa essere terapeutica, capace di curare le cicatrici di un conflitto. Perché un nuovo tetto che protegga, come un intonaco che profuma di fresco parla di futuro, della voglia di vivere, della banalità dell’abitare.

È tutta qui la straordinaria forza dell’architettura. Così, seduto di fronte a questa distesa di rovine, riesco a vedere con indescrivibile chiarezza le tante *verità relative* del nostro fragile tempo.

Tutto diventa maledettamente evidente:
la banalità della vita,
l’evidenza della morte,
la paura del nulla,
l’assurdità della violenza,
ma poi anche la bellezza della natura che rinasce,
la bellezza della creazione degli umani,
l’immensità della solidarietà che guarisce.

Tante piccole storie che unite potrebbero comporre una grande narrazione per il futuro. Un futuro che possiamo immaginare come il gioco dell’“unisci i punti”, dove collegando i numeri, in apparenza sconnessi, è possibile generare un’immagine leggibile e coerente.

Tornare a parlare di *verità* al tempo della “liquidità” pare un azzardo, anche in architettura, (quasi quanto parlare di bellezza), significa guardare a quelle permanenze profonde indifferenti al passare del tempo.

È sfida obbligata se vogliamo superare l’eterno presente che tutti subiamo, fatto di narrazioni puntuali, sconnesse, contraddittorie; milioni di *puntini* separati e distanti che paiono non avere alcun senso.

“Il problema è che oggi sul pianeta regna un’ideologia del presente e dell’evidenza che paralizza lo sforzo di pensare il presente come storia, un’ideologia a rendere obsoleti gli insegnamenti del passato, ma anche il desiderio di immaginare il futuro. Da uno o due decenni, il presente è diventato egemonico. Agli occhi del comune mortale, non deriva più dalla lenta maturazione del passato e non lascia trasparire i lineamenti di un possibile futuro, ma si impone come un fatto compiuto, schiacciante, il cui improvviso emergere offusca il passato e satura l’immaginazione del futuro.”²

Because, precisely in these extreme conditions, architecture can be therapeutic, capable of healing the scars of a conflict. Because a new roof that offers protection, like plaster that smells of freshness, speaks of the future, of the will to live, of the banality of dwelling.

This is the extraordinary power of architecture. So, sitting before this expanse of ruins, I can see with indescrivable clarity the many *relative truths* of our fragile times.

Everything becomes painfully obvious:
the banality of life,
the evidence of death,
the fear of nothingness,
the absurdity of violence,
but also the beauty of nature reborn,
the beauty of human creation,
the immensity of solidarity that heals.

So many small stories that, when brought together, could form a great narrative for the future. A future we can imagine as a “connect the dots” game, where by linking seemingly disconnected dots, it is possible to generate a legible and coherent image.

Returning to talk of truth in the age of ‘liquidity’ seems a gamble, even in architecture (almost as much as talking of beauty); it means looking to those profound constants indifferent to the passing of time.

It is a necessary challenge if we are to transcend the eternal present we all endure, made up of isolated, disjointed, contradictory narratives; millions of separate, distant dots that seem to make no sense at all.

“The problem is that today an ideology of the present and of the evident reigns on the planet, paralysing the effort to conceive of the present as history, an ideology that renders the lessons of the past obsolete, but also the desire to imagine the future. For the past decade or two, the present has become hegemonic. In the eyes of the common man, it no longer derives from the slow maturation of the past and does not reveal the outlines of a possible future, but imposes itself as an overwhelming fait accompli, whose sudden emergence obscures the past and saturates the imagination of the future.”²

Car, précisément dans ces conditions extrêmes, l’architecture sait être thérapeutique, capable de soigner les cicatrices d’un conflit. Car un nouveau toit qui protège, comme un crépi qui sent le neuf, parle d’avenir, de l’envie de vivre, de la banalité de l’habiter.

C’est là toute l’extraordinaire force de l’architecture. Ainsi, assis face à cette étendue de ruines, je parviens à voir avec une clarté indescrivable les nombreuses *vérités relatives* de notre époque fragile.

Tout devient sacrément évident :
la banalité de la vie,
l’évidence de la mort,
la peur du néant,
l’absurdité de la violence,
mais aussi la beauté de la nature qui renaît,
la beauté de la création humaine,
l’immensité de la solidarité qui guérit.

Tant de petites histoires qui, réunies, pourraient composer un grand récit pour l’avenir. Un avenir que nous pouvons imaginer comme le jeu du « relie les points », où, en reliant des chiffres apparemment sans lien, il est possible de générer une image lisible et cohérente.

Revenir à parler de vérité à l’ère de la « liquidité » semble un pari risqué, même en architecture (presque autant que de parler de beauté) ; cela signifie se tourner vers ces permanences profondes, indifférentes au passage du temps.

C’est un défi incontournable si nous voulons dépasser l’éternel présent que nous subissons tous, fait de récits ponctuels, décousus, contradictoires ; des millions de points séparés et distants qui semblent n’avoir aucun sens.

« Le problème est qu’aujourd’hui, une idéologie du présent et de l’évidence règne sur la planète, paralysant l’effort de penser le présent comme histoire, une idéologie qui rend obsolètes les enseignements du passé, mais aussi le désir d’imaginer l’avenir. Depuis une ou deux décennies, le présent est devenu hégémonique. Aux yeux du commun des mortels, il ne découle plus de la lente maturation du passé et ne laisse pas entrevoir les contours d’un avenir possible, mais s’impose comme un fait accompli, écrasant, dont l’émergence soudaine obscurcit le passé et sature l’imagination du futur. »²

È tempo di superare l’eterno presente mettendo a fuoco un’immagine del domani, una nuova narrazione. Tutto ciò avviene attraverso la ricostruzione di un patto sociale fatto dai tanti *puntini* che uniti possano dare vita ad una società che si basi sul riconoscimento universale dei diritti umani, una delle poche verità che ci legano. È compito di tutti ma soprattutto della filosofia tracciare una nuova narrazione.

«Io credo che nonostante gli enormi ostacoli che esistono, la risoluta, costante, tenace determinazione intellettuale di definire, come cittadini, la reale verità delle nostre vite e delle nostre società è un compito decisivo che incombe su noi tutti. Esso infatti è vincolante. Se una tale determinazione non si incarna nella nostra visione politica, non avremo nessuna speranza di ripristinare ciò che per noi è così prossimo ad essere perduto - la dignità dell'uomo. »³

Dobbiamo superare l’era del dominio della relatività, per cercare quelle permanenze che ci uniscono.

Come architetti non possiamo che plasmare la nuda materia che abbiamo tra le mani cercando di dar forma ai tanti *puntini* dispersi, immaginando l’utopia di potere co-abitare più pacificamente ed equamente il pezzo di mondo che abbiamo avuto in sorte di condividere.

La tragedia di Homs, come di tante altre guerre dell’oggi, è monito e sprone per il futuro, perché è da questa desolazione che possiamo immaginare una traiettoria per quella utopia che ci piace ancora chiama: “un altro mondo possibile”.

It is time to move beyond the eternal present by focusing on an image of tomorrow, a new narrative. All this takes place through the reconstruction of a social contract made up of the many *dots* which, when united, can give life to a society based on the universal recognition of human rights, one of the few truths that bind us together. It is the task of everyone, but above all of philosophy, to chart a new narrative.

“I believe that despite the enormous obstacles that exist, the resolute, constant, tenacious intellectual determination to define, as citizens, the real truth of our lives and our societies is a decisive task that falls upon us all. It is, in fact, binding. If such determination is not embodied in our political vision, we shall have no hope of restoring what is so close to being lost to us - human dignity.”³

We must move beyond the era of relativism’s dominance, to seek out those enduring truths that unite us. As architects, we can only shape the raw material in our hands, striving to give form to the many scattered “dots“, imagining the utopia of being able to co-inhabit more peacefully and equitably the part of the world we have been fated to share.

The tragedy of Homs, like so many other wars of today, is a warning and an impetus for the future, for it is from this desolation that we can imagine a path towards that utopia we still like to call: “another possible world”.

Il est temps de dépasser l’éternel présent en mettant au point une image de demain, un nouveau récit. Tout cela passe par la reconstruction d’un pacte social fait de nombreux points qui, une fois réunis, peuvent donner vie à une société fondée sur la reconnaissance universelle des droits de l’homme, l’une des rares vérités qui nous lient. C’est à tous, mais surtout à la philosophie, qu’il revient de tracer un nouveau récit.

« Je crois que malgré les énormes obstacles qui existent, la détermination intellectuelle résolue, constante et tenace de définir, en tant que citoyens, la vérité réelle de nos vies et de nos sociétés est une tâche décisive qui incombe à nous tous.

Elle est en effet contraignante. Si une telle détermination ne s’incarne pas dans notre vision politique, nous n’aurons aucun espoir de restaurer ce qui, pour nous, est sur le point d’être perdu : la dignité de l’homme. »³

Nous devons dépasser l’ère de la domination de la relativité, pour rechercher ces permanences qui nous unissent. En tant qu’architectes, nous ne pouvons que modeler la matière brute que nous avons entre les mains en essayant de donner forme aux nombreux points dispersés, en imaginant l’utopie de pouvoir cohabiter plus pacifiquement et plus équitablement dans ce coin du monde que le destin nous a donné à partager.

La tragédie de Homs, comme tant d’autres guerres d’aujourd’hui, est un avertissement et un élan pour l’avenir, car c’est à partir de cette désolation que nous pouvons imaginer une trajectoire vers cette utopie que nous aimons encore appeler : « un autre monde possible ».

¹ Terme inventé pour décrire les ravages de la guerre en ex-Yougoslavie ;
² M. Augé, *Che fine ha fatto il futuro*, Elèuthera, Milan, 2008, p. 88 ;
³ ART, VÉRITÉ & POLITIQUE, Discours d'ouverture du prix Nobel de Harold Pinter, - Stockholm - 7 décembre 2005.



©Filippo Romano

ESPACE DE CONFLIT,
IMPOSSIBILITÉ, HOSPITALITÉ.
10 THÈSES

175

Gabriele Pasqui

Uno

Nel 1795, quando scrive il suo testo *Per la pace perpetua*. Progetto filosofico Immanuel Kant esprime la posizione secondo la quale non c'è pace senza democrazia. Anche oggi, a distanza di oltre due secoli dall'ingiunzione kantiana, possiamo affermare che la democrazia, sempre a venire, sempre in pericolo, è comunque condizione necessaria per affermare e praticare la pace. D'altra parte, è necessario aggiungere che “non c'è pace senza giustizia”. La spaventosa estensione a scala globale dei conflitti, la violenza generalizzata, le estese violazioni del diritto internazionale e dei diritti umani, i genocidi e le pulizie etniche che hanno segnato il mondo e l'Europa negli ultimi quasi quarant'anni nei quali, dopo il crollo del muro di Berlino, avrebbe dovuto aprirsi lo spazio globalizzato e pacificato della post-storia guidata dalle logiche del mercato, dimostrano che in gioco sono sempre giustizia e ingiustizia, poteri che opprimono e resistenze.

Due

In un bellissimo libro uscito nel 2025, *Il suicidio della pace*, lo studioso di relazioni internazionali Alessandro Colombo scrive che la guerra è tornata dalla periferia al centro del sistema internazionale, in coincidenza con il vero e proprio collasso dell'ordine internazionale “liberale”. Si tratta di un collasso che investe i rapporti diplomatici, le istituzioni internazionali, le forme della globalizzazione economica (messe alla prova anche dalla pandemia), le norme che hanno regolato, in precario equilibrio, uso e limiti della forza sullo scacchiere internazionale.

Si torna a sentir parlare, da più parti, di guerra come strumento ordinario di risoluzione dei conflitti. L'ordine internazionale imposto trionfalisticamente dall'Occidente liberale, possiamo ben dirlo, ha fallito.

One

In 1795, when he wrote his work *Perpetual Peace: A Philosophical Project*, Immanuel Kant expressed the view that there can be no peace without democracy. Even today, more than two centuries after Kant's injunction, we can affirm that democracy, always yet to come, always in peril, is nonetheless a necessary condition for establishing and practising peace. On the other hand, it must be added that ‘there is no peace without justice’. The terrifying global scale of conflicts, widespread violence, extensive violations of international law and human rights, genocides and ethnic cleansing that have marked the world and Europe over the last nearly forty years - during which, following the fall of the Berlin Wall, the globalised and pacified space of post-history guided by market logic was supposed to have opened up - demonstrate that what is always at stake are justice and injustice, oppressive powers and resistance.

Two

In a beautiful book published in 2025, *The Suicide of Peace*, the scholar of international relations Alessandro Colombo writes that war has returned from the periphery to the centre of the international system, coinciding with the outright collapse of the “liberal” international order. This is a collapse affecting diplomatic relations, international institutions, forms of economic globalisation (also put to the test by the pandemic), and the norms that have regulated, in a precarious balance, the use and limits of force on the international stage.

Once again, we are hearing from many quarters of war being spoken of as an ordinary tool for conflict resolution. The international order triumphantly imposed by the liberal West, we can safely say, has failed.

Un.

En 1795, lorsqu'il rédige son ouvrage *Vers la paix perpétuelle*. *Projet philosophique*, Emmanuel Kant exprime la position selon laquelle il n'y a pas de paix sans démocratie. Aujourd'hui encore, plus de deux siècles après l'injonction kantienne, nous pouvons affirmer que la démocratie, toujours à venir, toujours en danger, n'en reste pas moins une condition nécessaire pour affirmer et pratiquer la paix. D'autre part, il faut ajouter qu'« il n'y a pas de paix sans justice ». L'effrayante extension à l'échelle mondiale des conflits, la violence généralisée, les violations massives du droit international et des droits de l'homme, les génocides et les nettoyages ethniques qui ont marqué le monde et l'Europe au cours des près de quarante dernières années - période durant laquelle, après la chute du mur de Berlin, aurait dû s'ouvrir l'espace globalisé et pacifié de la post-histoire guidée par les logiques du marché -, démontrent que ce sont toujours la justice et l'injustice, les pouvoirs qui oppriment et les résistances qui sont en jeu.

Deux

Dans un très beau livre paru en 2025, *Le suicide de la paix*, le spécialiste des relations internationales Alessandro Colombo écrit que la guerre est revenue de la périphérie au centre du système international, coïncidant avec l'effondrement pur et simple de l'ordre international « libéral ». Il s'agit d'un effondrement qui touche les relations diplomatiques, les institutions internationales, les formes de la mondialisation économique (également mises à l'épreuve par la pandémie), les normes qui ont régulé, dans un équilibre précaire, l'usage et les limites de la force sur l'échiquier international. On entend à nouveau parler, de toutes parts, de la guerre comme d'un instrument ordinaire de résolution des conflits. L'ordre international imposé triomphalement par l'Occident libéral, on peut le dire, a échoué.

Tre

Questo fallimento, questo “suicidio della pace” ha a che vedere in modo decisivo con lo spazio. Lo spazio non è solo lo sfondo dei conflitti che insanguinano il nostro pianeta: mai come ora l’appropriazione, la segmentazione e la disarticolazione dello spazio, come insegnano le terribili vicende della Palestina ma anche ciò che accade in molti altri luoghi del conflitto, rappresentano lo scenario entro cui prendono corpo le più terribili violenze. Lo spazio è anche la posta e l’orizzonte di senso dei conflitti. Il nostro globo non è liscio, è striato, attraversato da vettori di forze contrastanti. Sullo spazio si gioca una partita nella quale investono potentemente innumerevoli poteri, politici ed economici. Lo spazio produce risorse che sono oggetti di profondi contrasti.

Gli esempi sono innumerevoli, e riguardano sia il Global South, sia i territori più sviluppati, fin dentro le nostre città.

Quattro

Lo spazio è contesto e posta del conflitto perché appropriabile, ma anche continuamente aperto: i conflitti legati allo spazio non hanno a che vedere solo con la divergenza degli interessi. Lo spazio mette in gioco il senso, la natura cosmologica del nostro abitare il pianeta e per questa ragione i conflitti spaziali spesso sono i più difficili da dirimere. La questione ecologica e climatica può essere letta in questa prospettiva, e sappiamo bene che nei prossimi anni e decenni i conflitti ambientali avranno un ruolo centrale e sfideranno da capo a piedi tutte le certezze del diritto internazionale e delle sue forme di regolazione.

Three

This failure, this “suicide of peace”, is decisively linked to space. Space is not merely the backdrop to the conflicts that are ravaging our planet: never before has the appropriation, segmentation and fragmentation of space, as demonstrated by the terrible events in Palestine, but also by what is happening in many other conflict zones, constituted the setting within which the most horrific acts of violence take shape. Space is also the stake and the horizon of meaning for conflicts. Our globe is not smooth; it is striated, criss-crossed by vectors of conflicting forces. A game is being played out over space in which countless political and economic powers are heavily invested. Space produces resources that are the subject of profound conflicts.

The examples are countless, and concern both the Global South and the more developed territories, right down to our cities.

Four

Space is both the context and the stake of conflict because it is appropriable, yet also continually open: conflicts linked to space are not merely about diverging interests. Space brings into play the meaning, the cosmological nature of our inhabiting the planet, and for this reason spatial conflicts are often the most difficult to resolve. The ecological and climate issue can be viewed from this perspective, and we are well aware that in the coming years and decades environmental conflicts will play a central role and will challenge from top to bottom all the certainties of international law and its regulatory frameworks.

Trois

Cet échec, ce « suicide de la paix », est étroitement lié à l’espace. L’espace n’est pas seulement la toile de fond des conflits qui ensanglantent notre planète : jamais autant qu’aujourd’hui l’appropriation, la segmentation et la désarticulation de l’espace, comme l’enseignent les terribles événements de Palestine mais aussi ce qui se passe dans de nombreux autres lieux de conflit, ne constituent le cadre dans lequel prennent corps les violences les plus terribles. L’espace est aussi l’enjeu et l’horizon de sens des conflits. Notre globe n’est pas lisse, il est strié, traversé par des vecteurs de forces opposées. C’est sur l’espace que se joue une partie dans laquelle s’investissent puissamment d’innombrables pouvoirs, politiques et économiques. L’espace produit des ressources qui font l’objet de profonds contrastes. Les exemples sont innombrables, et concernent tant le Sud global que les territoires les plus développés, jusque dans nos villes.

Quatre

L'espace est à la fois le contexte et l'enjeu du conflit parce qu'il est appropriable, mais aussi continuellement ouvert : les conflits liés à l'espace ne concernent pas seulement la divergence des intérêts. L'espace met en jeu le sens, la nature cosmologique de notre habitation de la planète et, pour cette raison, les conflits spatiaux sont souvent les plus difficiles à régler. La question écologique et climatique peut être lue dans cette perspective, et nous savons bien que dans les années et décennies à venir, les conflits environnementaux joueront un rôle central et remettront en cause de fond en comble toutes les certitudes du droit international et de ses formes de régulation.

Cinque

Forse anche per queste ragioni, connesse alla spazializzazione del conflitto, che ci richiamano alla natura locale e situata dei dissidi, bisognerebbe sospettare della natura universalistica del diritto internazionale, delle sue norme, dei suoi dispositivi di esigibilità. Sospettare e insieme difendere, perché non è in assenza di regole che possiamo pensare di trattare i conflitti dello e nello spazio, ma dobbiamo anche sapere che l’orizzonte universalistico del diritto internazionale è a sua volta esito di una storia, di un orizzonte che è il nostro, quello dell’Occidente. Un orizzonte, per dirla speditivamente, che è quello dell’illuminismo ma anche della tecno-scienza, della democrazia, ma anche della forza del mercato. Verrebbe da dire, pensando al lavoro difficilissimo che Jacques Derrida tenta in più luoghi del suo percorso filosofico, che si tratta di pensare al diritto internazionale come a un evento possibile, “a venire”, potenzialmente in cammino e mai davvero compiuto.

Sei

Decostruire le regole del diritto internazionale, sospettandone la natura situata e riconoscendone la dipendenza da specifiche relazioni di senso e di potere, come le riflessioni postcoloniali o femministe ci aiutano a fare, non significa affatto rinunciare a regolazioni locali, a mediazioni, a forme concrete di riduzione del danno. Con riferimento alla dimensione materiale dei conflitti, ciò implica un lavoro incessante sulle forme concrete di liberazione dello spazio, secondo una flessione capace, per quanto possibile, di tenere insieme democrazia (pluralizzazione dei mondi vitali, delle forme d’uso e appropriazione dello spazio) e repubblica (universalizzazione dei diritti e contrasto alle disuguaglianze). Questa sfida deve essere innanzitutto rivolta alle culture del progetto, all’architettura e all’urbanistica.

Five

Perhaps also for these reasons, linked to the spatialisation of conflict, which remind us of the local and situated nature of disputes, we should be wary of the universalistic nature of international law, its norms, and its mechanisms of enforceability. To be wary of and yet defend it, because it is not in the absence of rules that we can hope to address conflicts of and within space; yet we must also recognise that the universalist horizon of international law is itself the outcome of a history, of a horizon that is our own, that of the West. A horizon, to put it bluntly, that is that of the Enlightenment but also of techno-science, of democracy, but also of market forces. One might be tempted to say, thinking of the extremely difficult task that Jacques Derrida attempts in various parts of his philosophical journey, that it is a matter of thinking of international law as a possible event, ‘yet to come’, potentially on the way and never truly accomplished.

Six

Deconstructing the rules of international law, by questioning their situated nature and recognising their dependence on specific relations of meaning and power, as postcolonial or feminist reflections help us to do, does not in any way mean renouncing local regulations, mediations, or concrete forms of harm reduction. With regard to the material dimension of conflicts, this implies relentless work on concrete forms of liberating space, following an approach capable, as far as possible, of holding together democracy (the pluralisation of lifeworlds, of forms of use and appropriation of space) and the republic (the universalisation of rights and the fight against inequalities). This challenge must first and foremost be directed towards the cultures of design, architecture and urban planning.

Cinq

C'est peut-être aussi pour ces raisons, liées à la spatialisation du conflit, qui nous renvoient à la nature locale et située des différends, qu'il faudrait se méfier de la nature universaliste du droit international, de ses normes, de ses dispositifs d'exigibilité. Se méfier et en même temps défendre, car ce n'est pas en l'absence de règles que nous pouvons envisager de traiter les conflits de l'espace et dans l'espace, mais nous devons aussi savoir que l'horizon universaliste du droit international est lui-même le résultat d'une histoire, d'un horizon qui est le nôtre, celui de l'Occident.

Un horizon, pour le dire sans détours, qui est celui des Lumières mais aussi de la techno-science, de la démocratie, mais aussi de la force du marché. On serait tenté de dire, en pensant au travail extrêmement difficile que Jacques Derrida tente en plusieurs endroits de son parcours philosophique, qu'il s'agit de penser le droit international comme un événement possible, « à venir », potentiellement en chemin et jamais vraiment accompli.

Six

Déconstruire les règles du droit international, en soupçonnant leur nature située et en reconnaissant leur dépendance à l'égard de relations spécifiques de sens et de pouvoir, comme nous y aident les réflexions postcoloniales ou féministes, ne signifie nullement renoncer aux réglementations locales, aux médiations, aux formes concrètes de réduction des dommages. En ce qui concerne la dimension matérielle des conflits, cela implique un travail incessant sur les formes concrètes de libération de l'espace, selon une orientation capable, dans la mesure du possible, de concilier démocratie (pluralisation des mondes vitaux, des formes d'usage et d'appropriation de l'espace) et république (universalisation des droits et lutte contre les inégalités).

Ce défi doit s'adresser avant tout aux cultures du projet, à l'architecture et à l'urbanisme.

Sette

Come agire, da progettisti, quando l’orizzonte è quello dell’impossibilità? Quando sembra che ogni strada per misurarsi con le condizioni di realtà sia sbarrata dalla violenza e dall’orrore? Come contrastare l’idea che a Gaza si possa solo perseguire il disegno disgustoso della costruzione sulle macerie di una grande speculazione edilizia fatta di resort per ricchi turisti internazionali, a cui peraltro già alcuni stanno lavorando? Si tratta di pensare a come essere ingaggiati in una condizione non di possibilismo, ma di “impossibilismo”. Come fare, cosa fare, laddove guerre, conflitti, violazioni sistematiche del diritto internazionale e dei diritti umani non sembrano lasciare spazio ad altro che all’angosciosa impotenza?

Otto

Con il mio collega Luca Gaeta abbiamo provato a riflettere su questo tema in un testo dedicato alle sfide della pianificazione a Nicosia, città divisa e violentata dai conflitti da oltre mezzo secolo. La nostra ipotesi è che pianificare in condizioni di “impossibilismo” richieda la disgiunzione preliminare tra mezzi e fini. Quando i fini sono avvolti nell’incertezza e/o altamente controversi, la selezione dei mezzi non può basarsi su di essi. Anche nelle condizioni più terribili, la vita urbana continua e l'azione progettuale che lavora sullo spazio può offrire sollievo agli abitanti che legittimamente aspirano a condurre una vita normale. Piuttosto che lavorare a strategie comprensive, dovremmo ridurre le ambizioni e agire dietro il velo dell’ignoranza. Adottare questo atteggiamento modesto non impedisce affatto di cogliere i momenti in cui miglioramenti tattici e incrementali possono avere successo, senza tuttavia rappresentare un progresso verso una soluzione che può dipendere da dinamiche geopolitiche esogene.

Seven

How should we, as designers, act when the horizon is one of impossibility? When it seems that every path to grappling with the conditions of reality is blocked by violence and horror? How can we counter the idea that in Gaza one can only pursue the repugnant plan of building on the rubble a massive property development consisting of resorts for wealthy international tourists – a project on which, moreover, some are already working? It is a matter of thinking about how to engage in a situation not of ‘possibilism’, but of ‘impossibilism’. How to proceed, what to do, where wars, conflicts, and systematic violations of international law and human rights seem to leave no room for anything but agonising powerlessness?

Eight

Together with my colleague Luca Gaeta, we have attempted to reflect on this theme in a text dedicated to the challenges of planning in Nicosia, a city divided and ravaged by conflict for over half a century. Our hypothesis is that planning under conditions of ‘impossibilism’ requires a preliminary disjunction between means and ends. When the ends are shrouded in uncertainty and/or highly controversial, the selection of means cannot be based on them. Even under the most terrible conditions, urban life continues, and planning action that works on space can offer relief to residents who legitimately aspire to lead a normal life. Rather than working on comprehensive strategies, we should scale back our ambitions and act behind the veil of ignorance. Adopting this modest approach in no way prevents us from seizing moments when tactical and incremental improvements can succeed, without, however, representing progress towards a solution that may depend on exogenous geopolitical dynamics.

Sept

Comment agir, en tant que concepteurs, lorsque l’horizon est celui de l’impossibilité ? Quand il semble que toute voie pour faire face aux conditions de la réalité soit barrée par la violence et l’horreur ? Comment contrer l’idée qu’à Gaza, on ne puisse que poursuivre le projet répugnant de construire sur les décombres une grande spéculation immobilière faite de complexes touristiques pour riches touristes internationaux, à laquelle d’ailleurs certains travaillent déjà ? Il s’agit de réfléchir à la manière de s’engager dans une situation non pas de « possibilisme », mais d’« impossibilisme ». Comment faire, que faire, là où les guerres, les conflits, les violations systématiques du droit international et des droits humains ne semblent laisser de place qu’à une impuissance angoissante ?

Huit

Avec mon collègue Luca Gaeta, nous avons tenté de réfléchir à ce thème dans un texte consacré aux défis de l’urbanisme à Nicosie, ville divisée et ravagée par les conflits depuis plus d’un demi-siècle. Notre hypothèse est que planifier dans des conditions d’« impossibilisme » exige une disjonction préalable entre les moyens et les fins. Lorsque les fins sont entourées d’incertitude et/ou hautement controversées, le choix des moyens ne peut s’appuyer sur elles. Même dans les conditions les plus terribles, la vie urbaine continue et l’action de planification qui travaille sur l’espace peut offrir un soulagement aux habitants qui aspirent légitimement à mener une vie normale. Plutôt que de travailler sur des stratégies globales, nous devrions réduire nos ambitions et agir sous le voile de l’ignorance. Adopter cette attitude modeste n’empêche nullement de saisir les moments où des améliorations tactiques et progressives peuvent aboutir, sans pour autant représenter un progrès vers une solution qui peut dépendre de dynamiques géopolitiques exogènes.

Nove

I miglioramenti tattici non vanno confusi con le misure palliative. Non dobbiamo mai perdere di vista la dimensione strutturale dei conflitti. Se in circostanze “impossibili”, le questioni di carattere generale devono essere sospese, ciò può accadere senza trascurare la disparità di risorse economiche, sociali e spaziali tra le comunità in conflitto e all’interno di esse. I concreti miglioramenti, gli esiti dell’azione progettuale, possono essere considerati dispositivi per aprire spazi di interazione e tolleranza, ma anche per operare, qui e ora, sui corpi e sulla loro vita entro spazi che offrono prese e resistenze “locali” su cui possiamo lavorare.

Dieci

La preconditione per un atteggiamento progettuale di questa natura è l’assunzione dell’ospitalità gratuita come orizzonte di senso. Come scriveva Kant, “il diritto cosmopolitico deve essere limitato alle condizioni dell’ospitalità universale”. Partiamo da qui, da questa ospitalità “senza condizioni” (Derrida) per pensare all’azione progettuale come uno dei dispositivi che ci orientano verso una democrazia e una giustizia globale “a venire”, nella prospettiva, operativa e non astratta, della pacificazione.

Nine

Tactical improvements should not be confused with palliative measures. We must never lose sight of the structural dimension of conflicts. If, in ‘impossible’ circumstances, general issues must be set aside, this can be done without neglecting the disparity in economic, social and spatial resources between and within the communities in conflict. Concrete improvements, the outcomes of project-based action, can be seen as mechanisms for opening up spaces of interaction and tolerance, but also for acting, here and now, upon bodies and their lives within spaces that offer ‘local’ points of contact and resistance on which we can work.

Ten

The precondition for a project-based approach of this nature is the adoption of unconditional hospitality as a horizon of meaning. As Kant wrote, “cosmopolitan law must be limited to the conditions of universal hospitality”. Let us start from here, from this “unconditional” hospitality (Derrida), to think of project-based action as one of the mechanisms that guide us towards a democracy and a global justice “yet to come”, within the operational, rather than abstract, perspective of pacification.

Neuf

Les améliorations tactiques ne doivent pas être confondues avec des mesures palliatives. Nous ne devons jamais perdre de vue la dimension structurelle des conflits. Si, dans des circonstances « impossibles », les questions d’ordre général doivent être mises en suspens, cela peut se faire sans négliger les disparités en matière de ressources économiques, sociales et spatiales entre les communautés en conflit et au sein de celles-ci. Les améliorations concrètes, les résultats de l’action de projet, peuvent être considérés comme des dispositifs permettant d’ouvrir des espaces d’interaction et de tolérance, mais aussi d’agir, ici et maintenant, sur les corps et leur vie au sein d’espaces offrant des prises et des résistances « locales » sur lesquelles nous pouvons travailler.

Dix

La condition préalable à une attitude de projet de cette nature est l’adoption de l’hospitalité gratuite comme horizon de sens. Comme l’écrivait Kant, « le droit cosmopolitique doit être limité aux conditions de l’hospitalité universelle ». Partons de là, de cette hospitalité « sans conditions » (Derrida) pour penser l’action de projet comme l’un des dispositifs qui nous orientent vers une démocratie et une justice mondiale « à venir », dans la perspective, opérationnelle et non abstraite, de la pacification.

références

- Colombo A., *Le suicide de la paix. Pourquoi l’ordre international libéral a échoué* (1989-2024), Raffaello Cortina Editore, Milan 2025.
- Derrida J., *Politiques de l’amitié*, Raffaello Cortina Editore, Milan 1995.
- Gaeta L., Pasqui G. « Engaging Impossibilism in Planning Practice. Reflections from the Case of Nicosia », dans A. Buoli, O. Tiganea (éd.), *Territorial Fragilities in Cyprus: Planning and Preservation Strategies*, Springer, Chalm 2023, pp. 79-92.
- Kant I., *Pour la paix perpétuelle*, Feltrinelli, Milan 1991 (éd. orig. 1795).



INVESTIR DANS LA PAIX DANS UN MONDE INSTABLE

Con oltre centoventi conflitti armati attivi nel mondo, l'epoca in cui viviamo è segnata da una distruzione diffusa e da una sofferenza sistematica che rischiano di essere percepite come elementi ormai strutturali dell'ordine globale. In contesti diversi come il Sudan, l'Ucraina, la Palestina e il Myanmar, la violenza appare sempre più normalizzata, quasi inevitabile, mentre si diffonde una sensazione di impotenza collettiva. I meccanismi politici, diplomatici e morali che dovrebbero prevenire o arrestare i conflitti sembrano incapaci di incidere sulle loro cause profonde, lasciando intere popolazioni intrappolate in crisi prolungate e cicli di instabilità.

Parallelamente, anche nelle società formalmente al sicuro si osserva una crescente assuefazione emotiva alla sofferenza altrui. Un flusso costante di notizie drammatiche, unito a una percezione diffusa di precarietà, contribuisce a rendere l'incertezza uno stato d'animo quotidiano. In questo clima, la fiducia reciproca e quella nelle istituzioni si erodono progressivamente, lasciando spazio alla diffidenza, alla chiusura e a forme di individualismo difensivo.

Le tensioni politiche e la sfiducia nelle istituzioni favoriscono la diffusione di narrative semplificate e spesso ostili nei confronti delle persone rifugiate. Fenomeni complessi come le migrazioni forzate vengono ridotti a schemi dicotomici di “noi” e “loro”, ignorando le cause strutturali che costringono milioni di persone alla fuga: conflitti armati, persecuzioni, violazioni dei diritti umani, crisi climatiche.

With over 120 active armed conflicts around the world, the era in which we live is marked by widespread destruction and systematic suffering that risk being perceived as structural elements of the global order. In contexts as diverse as Sudan, Ukraine, Palestine and Myanmar, violence appears increasingly normalised, almost inevitable, whilst a sense of collective powerlessness spreads. The political, diplomatic and moral mechanisms that should prevent or halt conflicts seem incapable of addressing their root causes, leaving entire populations trapped in protracted crises and cycles of instability.

At the same time, even in societies that are formally safe, there is a growing emotional desensitisation to the suffering of others. A constant stream of dramatic news, combined with a widespread sense of precariousness, contributes to making uncertainty a daily state of mind. In this climate, mutual trust and trust in institutions are gradually eroded, giving way to mistrust, isolation and forms of defensive individualism.

Political tensions and mistrust in institutions encourage the spread of simplified and often hostile narratives regarding refugees. Complex phenomena such as forced migration are reduced to dichotomous ‘us’ and ‘them’ frameworks, ignoring the structural causes that force millions of people to flee: armed conflicts, persecution, human rights violations and climate crises.

Avec plus de cent vingt conflits armés en cours dans le monde, l'époque dans laquelle nous vivons est marquée par une destruction généralisée et une souffrance systématique qui risquent d'être perçues comme des éléments désormais structurels de l'ordre mondial. Dans des contextes aussi divers que le Soudan, l'Ukraine, la Palestine et le Myanmar, la violence semble de plus en plus normalisée, presque inévitable, tandis qu'un sentiment d'impuissance collective se répand. Les mécanismes politiques, diplomatiques et moraux qui devraient prévenir ou mettre fin aux conflits semblent incapables d'agir sur leurs causes profondes, laissant des populations entières prises au piège dans des crises prolongées et des cycles d'instabilité.

Parallèlement, même dans les sociétés formellement en sécurité, on observe une accoutumance émotionnelle croissante à la souffrance d'autrui. Un flux constant d'informations dramatiques, associé à un sentiment généralisé de précarité, contribue à faire de l'incertitude un état d'esprit quotidien. Dans ce climat, la confiance mutuelle et celle envers les institutions s'érodent progressivement, laissant place à la méfiance, au repli sur soi et à des formes d'individualisme défensif.

Les tensions politiques et la méfiance envers les institutions favorisent la diffusion de discours simplistes et souvent hostiles à l'égard des personnes réfugiées. Des phénomènes complexes tels que les migrations forcées sont réduits à des schémas dichotomiques opposant « nous » et « eux », ignorant les causes structurelles qui contraignent des millions de personnes à fuir : conflits armés, persécutions, violations des droits humains, crises climatiques.

In un contesto di crescente discredito delle fonti ufficiali, tali narrazioni trovano ampia risonanza e alimentano la polarizzazione sociale, influenzando il dibattito pubblico e orientando politiche sempre più restrittive. Il risultato è un circolo vizioso di esclusione e disillusione che colpisce in primo luogo le persone più vulnerabili.

Ad aggravare ulteriormente una situazione internazionale già estremamente fragile contribuiscono in modo significativo i recenti e drastici tagli agli aiuti umanitari decisi da diversi Stati. I finanziamenti destinati alle crisi di sfollati e rifugiati sono oggi ai livelli di dieci anni fa, nonostante il numero di persone costrette alla fuga sia raddoppiato nello stesso periodo. Quando le risorse diminuiscono, i programmi di protezione e assistenza vengono ridimensionati o interrotti, lasciando senza sostegno donne esposte a violenze, bambini privati dell'istruzione, famiglie senza accesso ad acqua, cibo e cure essenziali. In questi vuoti di protezione, i trafficanti e le reti criminali prosperano, trasformando la disperazione in profitto e alimentando instabilità e insicurezza ben oltre i confini delle aree di crisi.

I conflitti armati evolvono rapidamente, facendo uso di nuove tecnologie e modalità di combattimento, mentre il diritto internazionale umanitario viene sempre più spesso violato o applicato in modo selettivo. Il problema non risiede soltanto nelle infrazioni, ma nell'erosione stessa dell'autorità delle norme: standard applicati in modo incoerente, richiami formali privi di conseguenze e continue invocazioni di "circostanze eccezionali" finiscono per svuotare di significato il diritto che dovrebbe proteggere i civili.

Ospedali colpiti, civili uccisi mentre attendono aiuti umanitari, operatori umanitari presi di mira: sono manifestazioni drammatiche di un sistema in cui la legge del più forte rischia di prevalere sul diritto, minando le fondamenta dell'ordine internazionale costruito all'indomani della Seconda guerra mondiale per impedire il ripetersi di simili tragedie.

Against a backdrop of growing scepticism towards official sources, such narratives find wide resonance and fuel social polarisation, influencing public debate and driving increasingly restrictive policies. The result is a vicious circle of exclusion and disillusionment that affects the most vulnerable people first and foremost.

Recent drastic cuts to humanitarian aid decided by various states are contributing significantly to further exacerbating an already extremely fragile international situation. Funding for displaced persons and refugees is now at the levels of ten years ago, despite the fact that the number of people forced to flee has doubled over the same period. When resources dwindle, protection and assistance programmes are scaled back or discontinued, leaving women exposed to violence without support, children deprived of education, and families without access to water, food and essential healthcare. In these protection gaps, traffickers and criminal networks thrive, turning desperation into profit and fuelling instability and insecurity far beyond the borders of crisis zones.

Armed conflicts are evolving rapidly, making use of new technologies and methods of combat, whilst international humanitarian law is increasingly being violated or applied selectively. The problem lies not only in the violations themselves, but in the very erosion of the authority of the rules: standards applied inconsistently, formal reprimands without consequences and constant invocations of 'exceptional circumstances' ultimately render meaningless the law that is supposed to protect civilians.

Hospitals struck, civilians killed whilst awaiting humanitarian aid, aid workers targeted: these are dramatic manifestations of a system in which the law of the strongest risks prevailing over the rule of law, undermining the foundations of the international order built in the aftermath of the Second World War to prevent the recurrence of such tragedies.

Dans un contexte de discrédit croissant des sources officielles, ces discours trouvent un large écho et alimentent la polarisation sociale, influençant le débat public et orientant des politiques de plus en plus restrictives. Il en résulte un cercle vicieux d'exclusion et de désillusion qui touche en premier lieu les personnes les plus vulnérables.

Les récentes coupes drastiques dans l'aide humanitaire décidées par plusieurs États contribuent de manière significative à aggraver encore une situation internationale déjà extrêmement fragile. Les financements destinés aux crises des personnes déplacées et des réfugiés se situent aujourd'hui aux niveaux d'il y a dix ans, alors que le nombre de personnes contraintes de fuir a doublé au cours de la même période. Lorsque les ressources diminuent, les programmes de protection et d'assistance sont réduits ou interrompus, laissant sans soutien des femmes exposées à la violence, des enfants privés d'éducation, des familles sans accès à l'eau, à la nourriture et aux soins essentiels. Dans ces vides de protection, les trafiquants et les réseaux criminels prospèrent, transformant le désespoir en profit et alimentant l'instabilité et l'insécurité bien au-delà des frontières des zones de crise.

Les conflits armés évoluent rapidement, recourant à de nouvelles technologies et méthodes de combat, tandis que le droit international humanitaire est de plus en plus souvent violé ou appliqué de manière sélective. Le problème ne réside pas seulement dans les infractions, mais dans l'érosion même de l'autorité des normes : des normes appliquées de manière incohérente, des rappels à l'ordre formels sans conséquences et des invocations constantes de « circonstances exceptionnelles » finissent par vider de son sens le droit qui devrait protéger les civils.

Des hôpitaux touchés, des civils tués alors qu'ils attendent l'aide humanitaire, des travailleurs humanitaires pris pour cible : autant de manifestations dramatiques d'un système où la loi du plus fort risque de prévaloir sur le droit, sapant ainsi les fondements de l'ordre international établi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour empêcher que de telles tragédies ne se reproduisent.

Le conseguenze umane di questo scenario sono enormi. Oltre 117 milioni di persone nel mondo sono oggi costrette a fuggire dalle proprie case a causa di guerre, persecuzioni e violazioni dei diritti umani. Si tratta di una persona ogni 67 a livello globale. La maggior parte sono donne, bambini, anziani, spesso costretti a spostamenti ripetuti all'interno dei confini del proprio Paese, in aree remote e difficilmente raggiungibili dagli aiuti umanitari. Chi attraversa una frontiera trova per lo più accoglienza nei Paesi limitrofi, che ospitano il 66% dei rifugiati a livello globale. Il 71% delle persone rifugiate vive in Paesi a medio o basso reddito, Stati che rappresentano solo il 9% della popolazione mondiale e lo 0,6% del PIL globale, ma che accolgono il 19% dei rifugiati. Paesi come Ciad, Repubblica Democratica del Congo, Etiopia, Sudan e Uganda continuano a sostenere un onere sproporzionato rispetto alle risorse disponibili.

In questo quadro complesso, la crescita dei ritorni volontari nei Paesi di origine rappresenta uno dei pochi segnali incoraggianti. Nel 2024, circa 10 milioni di persone hanno fatto ritorno alle proprie case. Tuttavia, tali rientri non sempre avvengono in condizioni di sicurezza e dignità. In Afghanistan, Siria, Sud Sudan e in altri contesti, molte persone tornano in Paesi segnati da gravi fragilità economiche, sociali e istituzionali.

In Afghanistan, povertà diffusa, collasso dei servizi essenziali e insicurezza alimentare rendono estremamente difficile la reintegrazione, soprattutto per donne e ragazze, che affrontano restrizioni sistematiche ai diritti fondamentali.

Anche nel caso dell'Ucraina, numerosi rifugiati hanno scelto di rientrare nonostante il protrarsi del conflitto, spesso a causa delle difficoltà incontrate nei Paesi di accoglienza nel garantire protezione, diritti e accesso ai servizi.

Garantire un ritorno sicuro e sostenibile richiede in primo luogo la fine delle ostilità, la ricostruzione delle abitazioni e delle infrastrutture, il ripristino dei servizi essenziali. La ricostruzione non è solo un intervento materiale, ma un atto profondamente umanitario e un investimento nella stabilità futura. In Ucraina, UNHCR contribuisce in modo concreto alla ripresa attraverso programmi di riparazione delle abitazioni danneggiate.

The human consequences of this scenario are enormous. Over 117 million people worldwide are currently forced to flee their homes due to wars, persecution and human rights violations. That is one person in every 67 globally. The majority are women, children and the elderly, often forced to move repeatedly within their own country's borders, to remote areas that are difficult for humanitarian aid to reach. Those who cross a border are mostly welcomed by neighbouring countries, which host 66% of refugees globally. 71% of refugees live in low- or middle-income countries, states that account for only 9% of the world's population and 0.6% of global GDP, yet host 19% of refugees. Countries such as Chad, the Democratic Republic of the Congo, Ethiopia, Sudan and Uganda continue to bear a disproportionate burden relative to their available resources.

Against this complex backdrop, the rise in voluntary returns to countries of origin represents one of the few encouraging signs. In 2024, around 10 million people returned to their homes. However, such returns do not always take place in conditions of safety and dignity. In Afghanistan, Syria, South Sudan and other contexts, many people are returning to countries marked by severe economic, social and institutional fragility.

In Afghanistan, widespread poverty, the collapse of essential services and food insecurity make reintegration extremely difficult, particularly for women and girls, who face systematic restrictions on their fundamental rights.

In the case of Ukraine too, many refugees have chosen to return despite the ongoing conflict, often due to the difficulties encountered in host countries in ensuring protection, rights and access to services.

Ensuring a safe and sustainable return requires, first and foremost, an end to hostilities, the reconstruction of homes and infrastructure, and the restoration of essential services. Reconstruction is not merely a material intervention, but a profoundly humanitarian act and an investment in future stability. In Ukraine, UNHCR is making a tangible contribution to recovery through programmes to repair damaged homes.

Les conséquences humaines de ce scénario sont énormes. Plus de 117 millions de personnes dans le monde sont aujourd'hui contraintes de fuir leur foyer en raison de guerres, de persécutions et de violations des droits humains. Cela représente une personne sur 67 à l'échelle mondiale. La plupart sont des femmes, des enfants et des personnes âgées, souvent contraints à des déplacements répétés à l'intérieur des frontières de leur propre pays, dans des zones reculées et difficilement accessibles à l'aide humanitaire. Ceux qui traversent une frontière trouvent généralement refuge dans les pays voisins, qui accueillent 66 % des réfugiés à l'échelle mondiale. 71 % des réfugiés vivent dans des pays à revenu moyen ou faible, des États qui ne représentent que 9 % de la population mondiale et 0,6 % du PIB mondial, mais qui accueillent 19 % des réfugiés. Des pays comme le Tchad, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Soudan et l'Ouganda continuent de supporter une charge disproportionnée par rapport aux ressources disponibles.

Dans ce contexte complexe, l'augmentation des retours volontaires vers les pays d'origine constitue l'un des rares signes encourageants. En 2024, environ 10 millions de personnes sont rentrées chez elles. Cependant, ces retours ne se déroulent pas toujours dans des conditions de sécurité et de dignité. En Afghanistan, en Syrie, au Soudan du Sud et dans d'autres contextes, de nombreuses personnes rentrent dans des pays marqués par de graves fragilités économiques, sociales et institutionnelles.

En Afghanistan, la pauvreté généralisée, l'effondrement des services essentiels et l'insécurité alimentaire rendent la réintégration extrêmement difficile, en particulier pour les femmes et les filles, qui sont confrontées à des restrictions systématiques de leurs droits fondamentaux.

En Ukraine également, de nombreux réfugiés ont choisi de rentrer malgré la poursuite du conflit, souvent en raison des difficultés rencontrées dans les pays d'accueil pour garantir la protection, les droits et l'accès aux services.

Garantir un retour sûr et durable nécessite avant tout la fin des hostilités, la reconstruction des logements et des infrastructures, ainsi que le rétablissement des services essentiels. La reconstruction n'est pas seulement une intervention matérielle, mais un acte profondément humanitaire et un investissement dans la stabilité future. En Ukraine, le HCR contribue concrètement à la reprise grâce à des programmes de réparation des logements endommagés.

Dal 2022, oltre 40.000 case sono state ripristinate grazie al sostegno dell’Agenzia, consentendo a migliaia di famiglie di restare o tornare nelle proprie comunità.

Questi interventi restituiscono non solo un tetto, ma spazi di vita, relazioni sociali e prospettive di futuro. Come raccontano molte delle famiglie sostenute, tornare in una casa riparata significa ritrovare dignità, sicurezza e speranza.

Di fronte a crisi di tale portata, la risposta non può essere frammentata né guidata da logiche di breve periodo.

È necessario un rinnovato impegno politico, finanziario e morale a favore della protezione delle persone costrette alla fuga e del rispetto del diritto internazionale umanitario. Sostenere i Paesi che accolgono la maggior parte dei rifugiati, investire in soluzioni durevoli, contrastare le narrative divisive e rafforzare le istituzioni multilaterali non è solo un dovere di solidarietà, ma una scelta strategica per la stabilità globale. La protezione dei rifugiati e degli sfollati non riguarda “altri” o crisi lontane: è una misura della nostra capacità collettiva di difendere la dignità umana, preservare l’ordine internazionale basato sul diritto e costruire un futuro più sicuro per tutti.

Since 2022, over 40,000 homes have been restored thanks to the Agency’s support, enabling thousands of families to remain in or return to their communities.

These interventions restore not only a roof over their heads, but living spaces, social relationships and prospects for the future. As many of the families supported explain, returning to a repaired home means regaining dignity, security and hope.

Faced with a crisis of this magnitude, the response cannot be fragmented or driven by short-term thinking.

A renewed political, financial and moral commitment is needed to protect those forced to flee and to uphold international humanitarian law. Supporting the countries hosting the majority of refugees, investing in durable solutions, countering divisive narratives and strengthening multilateral institutions is not only a duty of solidarity, but a strategic choice for global stability. The protection of refugees and displaced persons does not concern ‘others’ or distant crises: it is a measure of our collective capacity to defend human dignity, preserve the rules-based international order and build a safer future for all.

Depuis 2022, plus de 40 000 maisons ont été remises en état grâce au soutien de l’Agence, permettant à des milliers de familles de rester ou de retourner dans leurs communautés.

Ces interventions redonnent non seulement un toit, mais aussi des espaces de vie, des relations sociales et des perspectives d’avenir. Comme le racontent bon nombre des familles soutenues, retourner dans une maison réparée signifie retrouver dignité, sécurité et espoir.

Face à une crise d’une telle ampleur, la réponse ne peut être fragmentée ni guidée par des logiques à court terme.

Un engagement politique, financier et moral renouvelé est nécessaire en faveur de la protection des personnes contraintes de fuir et du respect du droit international humanitaire. Soutenir les pays qui accueillent la majorité des réfugiés, investir dans des solutions durables, lutter contre les discours clivants et renforcer les institutions multilatérales n’est pas seulement un devoir de solidarité, mais un choix stratégique pour la stabilité mondiale. La protection des réfugiés et des personnes déplacées ne concerne pas « les autres » ou des crises lointaines : c’est une mesure de notre capacité collective à défendre la dignité humaine, à préserver l’ordre international fondé sur le droit et à construire un avenir plus sûr pour tous.



©Filippo Romano

LA MACHINE DE GUERRE
ET LE DROIT DE DIRE « NON » :
POUR UNE NOUVELLE
OBJECTION DE CONSCIENCE

Cinquantaquattro faldoni e una ciminiera

Per parafrasare Peppino Impastato, “La guerra è una montagna di merda”. Ma dobbiamo parlarne. E iniziamo da un luogo preciso: non è un fronte lontano, non ci sono i droni che volano. È una stanza della Procura della Repubblica di Pisa. È giugno. Su un tavolo ci sono cinquantaquattro faldoni. Cinquantaquattro denunce: studenti, sindacalisti, abitanti dei quartieri popolari.

Cinquantaquattro persone colpevoli di aver voluto fermare la logistica della morte che a Pisa passa loro sotto il naso.

A pochissimi chilometri c'è infatti la base di Camp Darby. I treni, i camion, i container carichi di armamenti che vanno a incendiare il mondo attraversano queste strade e questi binari. Il crimine è stato aver bloccato l'autostrada A12, la FI-PI-LI, i binari della stazione. In poche parole: aver inceppato la logistica. Aver messo sabbia negli ingranaggi che portano le armi per il massacro del popolo palestinese.

Lo Stato borghese e militarista tollera magari i post indignati sui social o le bandiere della pace appese ai balconi, ma non tollera che si inceppi la macchina della guerra. Perché la guerra, per esistere, ha bisogno di una gigantesca catena di montaggio e di una rete logistica globale. Ha bisogno dell'operaio che monta il missile, del ricercatore universitario che progetta l'algoritmo del drone, del ferroviere che trasporta i cingolati e del portuale che imbarca le casse di esplosivi. Ha bisogno perfino di chi prepara i pasti dei combattenti. E ha bisogno di diffondere consenso.

Oggi la guerra è una gigantesca macchina assassina che funziona grazie a un gigantesco flusso di merci, di denaro, di informazioni e di armi. Se blocchi il flusso, se tocchi la logistica della morte, diventi un criminale.

Fifty-four files and a chimney

To paraphrase Peppino Impastato, “War is a mountain of shit”. But we must talk about it. And let's start with a specific place: it's not a distant front line, there are no drones flying overhead. It's a room at the Public Prosecutor's Office in Pisa. It's June. On a table lie fifty-four files. Fifty-four complaints: students, trade unionists, residents of working-class neighbourhoods.

Fifty-four people guilty of wanting to stop the logistics of death that pass right under their noses in Pisa.

Just a few kilometres away lies Camp Darby. Trains, lorries and containers laden with weapons destined to set the world ablaze pass along these roads and railway lines. Their 'crime' was blocking the A12 motorway, the FI-PI-LI road and the station's tracks. In short: they jammed the logistics. They threw a spanner in the works of the machinery that transports weapons for the massacre of the Palestinian people.

The bourgeois, militarist state may well tolerate indignant social media posts or peace flags hung from balconies, but it will not tolerate the war machine being brought to a standstill. Because war, in order to exist, requires a gigantic assembly line and a global logistics network. It needs the worker who assembles the missile, the university researcher who designs the drone's algorithm, the railway worker who transports the tracked vehicles, and the docker who loads the crates of explosives. It even needs those who prepare the combatants' meals. And it needs to foster public support.

Today, war is a gigantic killing machine that functions thanks to a massive flow of goods, money, information and weapons. If you block that flow, if you disrupt the logistics of death, you become a criminal.

Cinquante-quatre dossiers et une cheminée

Pour paraphraser Peppino Impastato, « La guerre, c'est une montagne de merde ».

Mais il faut en parler. Et commençons par un lieu précis : ce n'est pas un front lointain, il n'y a pas de drones qui volent. C'est une salle du parquet de Pise. Nous sommes en juin. Sur une table se trouvent cinquante-quatre dossiers. Cinquante-quatre plaintes : des étudiants, des syndicalistes, des habitants des quartiers populaires. Cinquante-quatre personnes coupables d'avoir voulu mettre un terme à la logistique de la mort qui, à Pise, passe sous leur nez.

À quelques kilomètres de là se trouve en effet la base de Camp Darby. Les trains, les camions, les conteneurs chargés d'armes qui partent mettre le feu au monde empruntent ces routes et ces voies ferrées. Leur crime a été d'avoir bloqué l'autoroute A12, la FI-PI-LI, les voies de la gare. En bref : d'avoir mis des bâtons dans les roues de la logistique. Avoir mis des grains de sable dans les rouages qui acheminent les armes destinées au massacre du peuple palestinien.

L'État bourgeois et militariste tolère peut-être les messages indignés sur les réseaux sociaux ou les drapeaux de la paix accrochés aux balcons, mais il ne tolère pas que l'on bloque la machine de guerre. Car la guerre, pour exister, a besoin d'une gigantesque chaîne de montage et d'un réseau logistique mondial. Elle a besoin de l'ouvrier qui assemble le missile, du chercheur universitaire qui conçoit l'algorithme du drone, du cheminot qui transporte les chenilleuses et du docker qui embarque les caisses d'explosifs. Elle a même besoin de ceux qui préparent les repas des combattants. Et elle a besoin de susciter l'adhésion. Aujourd'hui, la guerre est une gigantesque machine à tuer qui fonctionne grâce à un flux gigantesque de marchandises, d'argent, d'informations et d'armes. Si tu bloques ce flux, si tu touches à la logistique de la mort, tu deviens un criminel.

Ma non è solo una questione di blocchi stradali o di binari occupati. C'è qualcosa di ancora più profondo, di più subdolo, che sta marcendo dentro la cultura di questo Paese. Spostiamoci a Torino. È il 17 giugno. Quattro ragazzi del movimento Extinction Rebellion salgono su una ciminiera dismessa. Una vecchia ciminiera che appartiene alla Leonardo SpA, multinazionale che fattura miliardi di euro vendendo sistemi d'armamento, elicotteri da guerra, tecnologie per uccidere.

Questi quattro ragazzi prendono dei pennelli e scrivono tre parole sulla ciminiera: "Life not War". Vita, non Guerra.

Così questa azienda multimiliardaria ha sguinzagliato i legali. Ha speso fior di quattrini per ripulire quella ciminiera, per cancellare la parola VITA, e ha denunciato quei giovani, che rischiano un processo per danneggiamento.

Siamo vedendo in azione il bispensiero di Orwell. La guerra è un valore sacro da proteggere nei bilanci dello Stato; la richiesta di pace, il richiamo alla vita, diventa un reato di danneggiamento. Se vendi armi sei un eccellente manager, se scrivi "vita" sei un vandalo da processare. Hanno privatizzato la morale e hanno criminalizzato l'esistenza,

Il bisogno di una nuova obiezione

Come difendersi? Perché la guerra oggi non è più il generale che ordina la carica o il soldato in trincea col fucile spianato. La guerra oggi è un obbligo professionale integrato. È dentro le nostre vite, dentro la nostra quotidianità, è parcellizzata nella catena di montaggio e nella logistica globale. La guerra è nel microchip progettato in un laboratorio universitario precario; è nel bullone stretto in una fabbrica; è nel treno merci che viaggia di notte; è nel bancario che preme "invio" per finanziare una transazione di armamenti. Se la guerra è diventata un lavoro quotidiano, allora anche l'obiezione di coscienza deve fare un salto in avanti. Non basta più rifiutare la divisa. Quello era il secolo scorso. Nella guerra ci sei dentro anche se non combatti, in mille modi diversi.

But it is not just a matter of roadblocks or occupied railway tracks. There is something even deeper, even more insidious, that is festering within the culture of this country. Let's move to Turin. It is 17 June. Four young people from the Extinction Rebellion movement climb onto a disused chimney. An old chimney belonging to Leonardo SpA, a multinational that makes billions of euros selling weapons systems, military helicopters and technologies designed to kill.

These four young people take some paintbrushes and write three words on the chimney: "Life not War". Life, not War.

So this multi-billion-euro company has set its lawyers on them. It has spent a fortune to clean up that chimney, to erase the word LIFE, and has pressed charges against those young people, who now face trial for criminal damage.

We are witnessing Orwell's doublethink in action. War is a sacred value to be protected in the state's budgets; the call for peace, the appeal to life, becomes a criminal offence of damage to property. If you sell weapons, you're an excellent manager; if you write 'life', you're a vandal to be put on trial. They have privatised morality and criminalised existence,

The need for a new form of conscientious objection

How can we defend ourselves? Because war today is no longer the general ordering the charge or the soldier in the trenches with his rifle at the ready. War today is an integrated professional obligation. It is within our lives, within our daily routine; it is fragmented across the assembly line and global logistics. War is in the microchip designed in a precarious university laboratory; it is in the bolt tightened in a factory; it is in the goods train travelling through the night; it is in the bank clerk who presses "enter" to finance an arms deal. If war has become an everyday job, then conscientious objection must also take a leap forward. It is no longer enough to refuse the uniform. That was the last century. You are part of the war even if you do not fight, in a thousand different ways.

Mais il ne s'agit pas seulement de barrages routiers ou de voies ferrées occupées. Il y a quelque chose de encore plus profond, de plus insidieux, qui pourrit au cœur de la culture de ce pays. Allons à Turin. Nous sommes le 17 juin. Quatre jeunes du mouvement Extinction Rebellion grimpent sur une cheminée désaffectée.

Une vieille cheminée appartenant à Leonardo SpA, une multinationale qui réalise un chiffre d'affaires de plusieurs milliards d'euros en vendant des systèmes d'armement, des hélicoptères de combat, des technologies destinées à tuer.

Ces quatre jeunes prennent des pinceaux et écrivent trois mots sur la cheminée : « Life not War ». La vie, pas la guerre.

Cette entreprise multimilliardaire a donc lâché ses avocats. Elle a dépensé une fortune pour nettoyer cette cheminée, pour effacer le mot VIE, et a porté plainte contre ces jeunes, qui risquent un procès pour dégradation.

Nous voyons ici à l'œuvre la « double pensée » d'Orwell. La guerre est une valeur sacrée à protéger dans les budgets de l'État ; l'appel à la paix, l'appel à la vie, devient un délit de dégradation. Si vous vendez des armes, vous êtes un excellent dirigeant ; si vous écrivez « vie », vous êtes un vandale à traduire en justice. Ils ont privatisé la morale et criminalisé l'existence,

Le besoin d'une nouvelle objection

Comment se défendre ? Car la guerre aujourd'hui, ce n'est plus le général qui ordonne la charge ni le soldat dans la tranchée, le fusil à la main. La guerre aujourd'hui est une obligation professionnelle intégrée. Elle est au cœur de nos vies, au cœur de notre quotidien, elle est morcelée dans la chaîne de montage et dans la logistique mondiale. La guerre est dans la puce électronique conçue dans un laboratoire universitaire précaire ; elle est dans le boulon serré dans une usine ; elle est dans le train de marchandises qui roule de nuit ; elle est dans l'employé de banque qui appuie sur « Entrée » pour financer une transaction d'armement.

Si la guerre est devenue un travail quotidien, alors l'objection de conscience doit elle aussi faire un bond en avant. Il ne suffit plus de refuser l'uniforme. C'était au siècle dernier. Dans la guerre, on est impliqué même sans combattre, de mille façons différentes.

L'objection de conscience doit donc s'imposer sur le lieu de travail de tout travailleur. Le manutentionnaire, l'enseignant, le chercheur, le simple employé, doivent pouvoir avoir le droit de dire : « Je ne suis pas d'accord ». Je ne graisse pas les rouages de votre boucherie.

Mais les travailleurs sont victimes de chantage. Les dockers de Gênes en savent quelque chose, eux qui ont à plusieurs reprises renvoyé à l'expéditeur des conteneurs d'armes destinés à Israël. Et il n'est pas possible de s'opposer individuellement : le seul moyen dont ils disposent désormais est la grève.

L'obiezione deve quindi entrare sul posto di lavoro di qualunque lavoratore. Lo scaricatore, l'insegnante, il ricercatore, il semplice impiegato, devono poter avere il diritto di dire: "Io non ci sto". Io non ungo gli ingranaggi della vostra macelleria.

Ma i lavoratori sono sotto ricatto. Ne sanno qualcosa i portuali di Genova, che più volte hanno rimandato al mittente container di armi destinati a Israele. E non è possibile opporsi singolarmente: l'unico mezzo a loro disposizione adesso è lo sciopero. Il che vuol dire che, per esercitare un loro diritto, che poi è quello garantito dall'articolo 11 della Costituzione, o non prendono lo stipendio o rischiano il licenziamento.

L'israelizzazione del futuro

Com'è possibile che lo Stato riconosca l'obiezione di coscienza nella sanità, con la legge 194 per i medici, e la neghi a un portuale, a un ferroviere o a un camionista?

La risposta è cinica: se l'obiezione tocca la coscienza intima lo Stato la tollera, ma se tocca i profitti dei padroni della guerra, scattano i decreti sicurezza, per blindare i profitti dei padroni e spedire in galera chi difende la vita.

E questo ricatto si sta allargando a macchia d'olio a tutta la società. Colpisce i ricercatori universitari precari a cui nei laboratori viene chiesto di sviluppare tecnologia dual use: se rifiuti, sei fuori dalla ricerca. Colpisce i bancari, costretti a processare le transazioni delle "Banche Armate" per raggiungere i target aziendali. Colpisce i lavoratori dei servizi, della logistica alimentare, del catering, a cui viene chiesto di confezionare le razioni per gli eserciti: l'ultimo anello di una catena che affama i popoli e nutre i soldati.

E colpisce persino le nostre scuole, in modo strutturale. Una ricerca impressionante di BDS Roma intitolata "La scuola di Leonardo" ha analizzato i licei romani: su 125 scuole, 19 hanno accordi stabili con la Leonardo SpA. Al Liceo Matteucci hanno creato il "Liceo Digitale": cinque anni di scuola co-progettati con l'azienda che produce le bombe. Esperti della Leonardo che entrano in classe a insegnare intelligenza artificiale e cybersecurity a ragazzi di 14 anni.

Conscientious objection must therefore extend to the workplace of every worker. The docker, the teacher, the researcher, the ordinary office worker – they must all have the right to say: 'I'm not having any of it'. I will not oil the cogs of your slaughterhouse.

But workers are being blackmailed. The dockers of Genoa know something of this; they have on several occasions sent back containers of weapons destined for Israel. And it is not possible to oppose this individually: the only means at their disposal now is strike action. Which means that, in order to exercise their right - a right guaranteed by Article 11 of the Constitution - they either forgo their wages or risk dismissal.

The "Israelisation" of the future

How is it possible that the state recognises conscientious objection in the healthcare sector - through Law 194 for doctors - yet denies it to a dockworker, a railway worker or a lorry driver? The answer is cynical: if the objection touches on one's innermost conscience, the state tolerates it; but if it affects the profits of the warlords, security decrees are invoked to safeguard the bosses' profits and send those who defend life to prison.

And this blackmail is spreading like wildfire throughout society. It affects precarious university researchers who are asked in laboratories to develop dual-use technology: if you refuse, you're out of research. It affects bank employees, forced to process transactions for 'Armed Banks' in order to meet corporate targets. It affects workers in the service sector, food logistics and catering, who are asked to pack rations for the armed forces: the final link in a chain that starves the people and feeds the soldiers.

And it even affects our schools, in a structural way. A striking study by BDS Rome entitled "La scuola di Leonardo" analysed Roman secondary schools: out of 125 schools, 19 have standing agreements with Leonardo SpA.

At the Liceo Matteucci, they have created the "Liceo Digitale": a five-year school programme co-designed with the company that manufactures bombs. Experts from Leonardo come into the classroom to teach 14-year-olds about artificial intelligence and cyber-security.

Ce qui signifie que, pour exercer leur droit - qui est pourtant celui garanti par l'article 11 de la Constitution -, soit ils ne touchent pas leur salaire, soit ils risquent le licenciement.

L'israélisation de l'avenir

Comment se fait-il que l'État reconnaisse l'objection de conscience dans le secteur de la santé, avec la loi n° 194 pour les médecins, et la refuse à un docker, à un cheminot ou à un camionneur ? La réponse est cynique : si l'objection touche à la conscience intime, l'État la tolère, mais si elle touche aux profits des patrons de la guerre, les décrets de sécurité entrent en vigueur, pour protéger les profits des patrons et envoyer en prison ceux qui défendent la vie.

Et ce chantage se répand comme une traînée de poudre dans toute la société. Il touche les chercheurs universitaires précaires à qui l'on demande, dans les laboratoires, de développer des technologies à double usage : si tu refuses, tu es exclu de la recherche. Elle touche les employés de banque, contraints de traiter les transactions des « banques armées » pour atteindre les objectifs de leur entreprise.

Elle touche les travailleurs des services, de la logistique alimentaire et de la restauration, à qui l'on demande de conditionner les rations destinées aux armées : le dernier maillon d'une chaîne qui affame les peuples et nourrit les soldats.

Et cela touche même nos écoles, de manière structurelle. Une étude impressionnante de BDS Rome intitulée « L'école de Leonardo » a analysé les lycées romains : sur 125 établissements, 19 ont conclu des accords permanents avec Leonardo SpA. Au lycée Matteucci, ils ont créé le « Lycée numérique » : cinq années d'études co-conçues avec l'entreprise qui fabrique des bombes. Des experts de Leonardo entrent en classe pour enseigner l'intelligence artificielle et la cybersécurité à des jeunes de 14 ans.

Ils utilisent le charme de la technologie pour apprivoiser nos enfants, pour les habituer dès leur plus jeune âge à penser que l'horizon de leur intelligence doit être la cyberguerre. Il existe un terme précis pour désigner cela : l'« israélisation » de l'école, c'est-à-dire la transformation du système éducatif en antichambre du contrôle social et de la fabrication du consensus en faveur d'un génocide mondial. Israël a montré au monde entier le modèle parfait : fusionner l'éducation des enfants avec l'industrie de l'armement pour effacer toute empathie et normaliser l'apartheid. Et aujourd'hui, Leonardo applique ce modèle chez nous.

Alors que Leonardo met la main sur les programmes scolaires et même sur les infrastructures numériques de l'État qui gèrent le registre des élèves, je me demande : comment un enseignant peut-il s'y opposer ? Un enseignant doit avoir le droit de dire : « Je ne ferai pas entrer ma classe dans ce discours toxique ». L'école publique doit former des citoyens critiques, pas des rouages de l'industrie de l'armement.

Usano il fascino della tecnologia per addomesticare i nostri figli, per abituarli fin da piccoli a pensare che l'orizzonte della loro intelligenza debba essere la cyber-guerra. C'è un termine preciso per questo, ed è l'israelizzazione della scuola: trasformare il sistema educativo nell'anticamera del controllo sociale e della produzione del consenso per il genocidio globale. Israele ha mostrato al mondo il modello perfetto: fondere l'educazione dei bambini con l'industria bellica per cancellare l'empatia e normalizzare l'apartheid. E oggi la Leonardo sta applicando quel modello qui da noi.

Mentre la Leonardo mette le mani sui programmi scolastici e persino sulle infrastrutture digitali dello Stato che gestiscono l'Anagrafe degli studenti, io mi chiedo: come può un docente opporsi? Un insegnante deve avere il diritto di dire: "Io la mia classe dentro questa narrazione tossica non ce la porto". La scuola pubblica deve formare cittadini critici, non ingranaggi per l'industria degli armamenti.

Questa non è retorica, perché quando il lavoro si ferma, la macchina della guerra si blocca davvero. Lo abbiamo visto il 6 febbraio di quest'anno, con lo sciopero internazionale dei portuali con l'USB in prima fila. Ci sono stati effetti concreti: navi ferme in rada a Livorno, i piazzali saturi a Genova, rotte deviate. A dimostrare che il NO dei lavoratori non è un'astrazione morale, ma un costo economico reale e devastante per le multinazionali della morte.

Ora serve passare dalla lotta alla legge. Ed è quello che stanno facendo a Genova il CALP e l'USB. Insieme a un gruppo di legali stanno costruendo una proposta per riconoscere per legge il diritto dei lavoratori di rifiutare prestazioni legate alla produzione, alla ricerca, al trasporto e alla circolazione di armi. E una battaglia che si unisce a quella portata avanti per sbloccare l'osservatorio sui traffici bellici nel porto, per rendere finalmente effettiva l'applicazione della legge 185/90. E sta mostrando a tutti noi che esiste una via d'uscita concreta e una struttura giuridica su cui lottare.

They use the allure of technology to tame our children, to accustom them from a young age to the idea that the limits of their intelligence must lie in cyber-warfare. There is a specific term for this, and it is the 'Israelisation' of schooling: transforming the education system into a stepping stone for social control and the creation of consensus for global genocide. Israel has shown the world the perfect model: merging children's education with the arms industry to eradicate empathy and normalise apartheid. And today, Leonardo is applying that model right here in our country.

Whilst Leonardo is getting its hands on the school curricula and even on the state's digital infrastructure that manages the student register, I ask myself: how can a teacher resist? A teacher must have the right to say: 'I will not drag my class into this toxic narrative.' State schools must educate critical citizens, not cogs in the arms industry.

This is not mere rhetoric, because when work stops, the war machine really does grind to a halt. We saw this on 6 February this year, with the international dockers' strike, led by the USB. There were tangible consequences: ships grounded in the roadstead at Livorno, overcrowded yards in Genoa, and diverted routes. This proves that the workers' 'NO' is not a moral abstraction, but a real and devastating economic cost for the multinationals of death.

Now we need to move from the struggle to the law. And that is what the CALP and the USB are doing in Genoa. Together with a team of lawyers, they are drafting a proposal to enshrine in law the right of workers to refuse to carry out work linked to the production, research, transport and circulation of arms. This battle goes hand in hand with the campaign to unblock the observatory on arms trafficking in the port, so that Law 185/90 can finally be effectively enforced. And it is showing us all that there is a concrete way forward and a legal framework on which to base our struggle.

Ce n'est pas de la rhétorique, car lorsque le travail s'arrête, la machine de guerre s'arrête bel et bien. Nous l'avons vu le 6 février dernier, lors de la grève internationale des dockers, avec l'USB en première ligne. Les effets ont été concrets : des navires immobilisés au large de Livourne, des parvis saturés à Gênes, des itinéraires détournés. Cela démontre que le « NON » des travailleurs n'est pas une abstraction morale, mais un coût économique réel et dévastateur pour les multinationales de la mort.

Il faut désormais passer de la lutte à la loi. Et c'est ce que font à Gênes le CALP et l'USB. En collaboration avec un groupe d'avocats, ils élaborent une proposition visant à reconnaître par la loi le droit des travailleurs à refuser toute prestation liée à la production, à la recherche, au transport et à la circulation d'armes. C'est une bataille qui s'ajoute à celle menée pour débloquer l'observatoire sur les trafics d'armes dans le port, afin de rendre enfin effective l'application de la loi 185/90. Et cela nous montre à tous qu'il existe une issue concrète et un cadre juridique sur lequel nous appuyer pour lutter.

Lutter ensemble

Les seigneurs de la guerre, qui envahissent désormais la politique, veulent nous voir isolés et séparés : le chercheur enfermé dans son laboratoire, le cheminot isolé dans son train, le docker confiné sur le quai, le citoyen du quartier populaire dénoncé s'il ose descendre dans la rue. Ils nous morcellent, ils nous fragmentent, pour nous rendre inoffensifs. Ils veulent nous atomiser, car un atome ne fait peur à personne.

Mais la vaste enquête de Pise met en évidence un paradoxe retentissant : dans leurs dossiers répressifs, nous, les travailleurs, sommes déjà unis. Dans les dossiers de ce parquet, les noms d'étudiants, d'ouvriers, de syndicalistes et d'habitants des quartiers populaires sont déjà inscrits ensemble, sur la même page.

L'État nous considère déjà comme un seul et même corps. Nous devons donc devenir un seul et même corps dans notre riposte. Si la répression est collective, la résistance doit être de classe.

C'est pourquoi ce projet de loi, comme je l'ai également dit aux représentants du CALP et de l'USB, ne doit pas s'arrêter aux ports. Il faut étendre ce bouclier juridique à l'ensemble de la classe ouvrière. Le syndicat doit en prendre la responsabilité : unir tous les travailleurs sous une seule conscience collective qui rejette la guerre. Le bouclier doit être pour tous, ou il ne sera pour personne.

Lottare uniti

I signori della guerra, che ormai affollano la politica, ci vogliono isolati e separati: il ricercatore chiuso nel suo laboratorio, il ferroviere isolato sul treno, il portuale confinato sulla banchina, il cittadino del quartiere popolare denunciato se osa scendere in strada. Ci parcellizzano, ci spezzettano, per renderci inoffensivi. Ci vogliono atomizzati perché un atomo non fa paura a nessuno. Ma la maxi-indagine di Pisa dimostra un paradosso clamoroso: nei loro faldoni repressivi noi lavoratori siamo già uniti. Nelle carte di quella Procura, i nomi di studenti, operai, sindacalisti e abitanti dei quartieri popolari sono già scritti insieme, sulla stessa pagina.

Lo Stato ci vede già come un corpo unico. E allora noi dobbiamo diventare un corpo unico anche nella risposta. Se la repressione è collettiva, la resistenza deve essere di classe.

Ecco perché questa proposta di legge, come ho anche detto ai rappresentanti del CALP e dell'USB, non deve fermarsi ai porti. Serve estendere questo scudo legale a tutta la classe lavoratrice. Il sindacato deve farsi carico di questo: unire tutti i lavoratori sotto un'unica coscienza collettiva che ripudia la guerra. Lo scudo deve essere per tutti, o non sarà per nessuno.

Chiusura

A metà dell'Ottocento, il filosofo Henry David Thoreau scriveva nel suo trattato sulla disobbedienza civile parole che sembrano per noi oggi: "Se l'ingiustizia è di una natura tale da richiedere che voi siate l'agente di un'ingiustizia verso un altro, allora io vi dico ... Fate in modo che la vostra vita sia una contro-molla capace di fermare la macchina."

La nostra vita, la nostra forza, la nostra intelligenza e il nostro lavoro possono essere questa contro-molla! La guerra è una montagna di merda e noi non siamo disposti ad accettarla. Noi non siamo in vendita per i loro massacri. Né braccia, né cervelli, né figli per la loro guerra!

Fighting together

The warlords, who now swarm through the political sphere, want us isolated and divided: the researcher shut away in his laboratory, the railway worker isolated on the train, the docker confined to the quay, the resident of a working-class neighbourhood reported to the authorities if he dares to take to the streets. They fragment us, they break us up, to render us harmless. They want us atomised because an atom frightens no one. But the large-scale investigation in Pisa reveals a striking paradox: in their files of repression, we workers are already united. In the documents of that Public Prosecutor's Office, the names of students, workers, trade unionists and residents of working-class neighbourhoods are already listed together, on the same page.

The state already sees us as a single body. And so we must become a single body in our response too. If repression is collective, resistance must be class-based.

That is why this draft bill, as I have also told the representatives of CALP and USB, must not stop at the ports. We need to extend this legal shield to the entire working class. The trade union must take on this task: to unite all workers under a single collective consciousness that rejects war. The shield must be for everyone, or it will be for no one.

Closing Remarks

In the mid-19th century, the philosopher Henry David Thoreau wrote in his treatise on civil disobedience words that seem relevant to us today: "If injustice is of such a nature as to require that you be the agent of an injustice towards another, then I say to you ... Let your life be a counter-spring capable of stopping the machine."

Our lives, our strength, our intelligence and our labour can be this counter-spring! War is a mountain of shit and we are not prepared to accept it. We are not for sale for their massacres. Neither our arms, nor our brains, nor our children for their war!

Conclusion

Au milieu du XIXe siècle, le philosophe Henry David Thoreau écrivait dans son traité sur la désobéissance civile des mots qui semblent s'adresser à nous aujourd'hui : « Si l'injustice est d'une nature telle qu'elle exige que vous soyez l'auteur d'une injustice envers autrui, alors je vous dis... Faites en sorte que votre vie soit un contre-ressort capable d'arrêter la machine. »

Notre vie, notre force, notre intelligence et notre travail peuvent être ce contre-ressort ! La guerre est un tas de merde et nous ne sommes pas prêts à l'accepter. Nous ne sommes pas à vendre pour leurs massacres. Ni nos bras, ni nos cerveaux, ni nos enfants pour leur guerre !





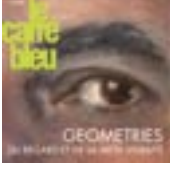
0 - 1958 1960 / '70 / '80 / '90 / 2000 ... tous les numéros du CB numérisés, de 1958 à aujourd'hui www.lecarrebleu.eu

- 0 - 2006 **Fragments / Symbiosis** *Ouverture au débat*
1 - 2007 **Centres / Peripheries**
Annexe - *Pays du nord , Pirjo and Matti Sanaksenaho architects*
2 - 2007 **Musicalité de l'œuvre plastique de Victor Vasarely**
Annexe - *Liban - Bernard Khoury*
3/4 - 2007 **L'architecture au-déla de la forme**
Annexe - *Autriche - feld72*
Legami / Liason / Links
1/2 - 2008 Annexe - *Espagne - MedioMundo*
50 ans - Memoire et Avenir
Annexe - *Espagne - Flores & Prats / ITALIE - LabZero*
Manifeste - project de Declaration des Devoirs des Hommes
4 - 2008 **Utopie et Réalité - hommage à Paolo Soleri**
1 - 2009 **Sciences de la vie / Architecture**
2 - 2009 **projet de "Déclaration des Devoirs des Hommes"**
3/4 - 2009 **et construction de la ville contemporaine**
1 - 2010 **KO-CO2 - L'architecture après la « prise d'acte » de Copenhague**
2 - 2010 **Eloge du vide**
3/4 - 2010 **La formation à l'architecture durable**
1 - 2011 **Formation des architectes ? Alphabétisation de citoyens**
2 - 2011 **L'Architecture est pour tout**
3 - 2011 **Colloques sur l'écologie et la qualité de l'architecture**
1 - 2012 **Sustainability sustains Architecture**
2 - 2012 **Sur l'étagement des plans japonais**
3 - 2012 **Architecture au Japon après la "bulle" : limites et possibilités**
4 - 2012 **Architecture . . . un signe de paix**
1 - 2013 **Evolution de l'architecture organique, aux Etas Unis et en Europe**
2 - 2013 **Sense of Place : expression in modern japanese architecture**
3/4 - 2013 **Ville et territoire**
1 - 2014 **Ré-Civiliser l'urbain**
2 - 2014 **"zweite Natur, die zu bürgerlichen Zwecken handelt"**
3/4 - 2014 **Utopies urbaines et marines - du rêve à la réalité**
1 - 2015 **Criteria for urban spaces**
2 - 2015 **L'habitat participatif**
3 - 2015 **City Layers - the cities of the future**
4 - 2015 **Arcosanti, un laboratoire urbaine! Sprawl contre Miniaturisation**
1 - 2016 **Architecture et liberté, hommage à Giancarlo De Carlo**
2 - 2016 **Le Corbusier, le mystère du bidet et autres histoires**
3 - 2016 **Vers un nouveau cycle en architecture**
4 - 2016 **À propos de Yona Friedman**
1 - 2017 **Shadrach Woods, entre Synthèse des Arts Majeurs et non art**

- 2/3 - 2017 **OrbiTecture**
4 - 2017 **Towards the city of dialogs**
1/2 - 2018 **Au-delà de l'architecture : utopie**
3 - 2018 **Conditions préalables l'harmonie**
4 - 2018 **Habitat and inhabitA@tion - Balkrishna Doshi**
1 - 2019 **Le racines du CB**
2 - 2019 **Homme, Matière et Espace**
3 - 2019 **Perspectives**
4 - 2019 **Le concept de MA (間) en Japon**
1 - 2020 **A travers la Méditerranée**
2 - 2020 **Sur la pensée architecturale et sur l'architecture de Reima Pietilä**
3 - 2020 **Architecture, 1000 visages**
4 - 2020 **Accueillir / Intégrer / Rencontrer**
1 - 2021 **Architecture excentrique**
2 - 2021 **L'habitat participatif en France**
3 - 2021 **Bibliothèques, espaces publics pour la ville**
- 2021 **pour la conversion écologique des territoires numéro spécial**
4 - 2021 **Intolérances créatives**
1 - 2022 **L'accessibilité comme instrument de beauté**
2 - 2022 **Art et Science, une vision intégrée vers la communauté du millénaire**
3 - 2022 **Outils / instruments**
4 - 2022 **Conversions du cadre de vie**
- 2022 **Hommage à Lucien Kroll numéro spécial**
1 - 2023 **Convergences**
1 - 2023 **Architectes, changez la mentalité de votre temps**
4 - 2023 **Reima Pietilä / 100**
1 - 2024 **Neuroscience / Architecture**
2 - 2024 **INNOVER - en construisant en terre crue**
3 - 2024 **Architecture v Cadres de vie**
4 - 2024 **Harmonie et ville partagée**
1 - 2025 **Frugalité**
2 - 2025 **Les pionniers de l'architecture bioclimatique dans quatre pays européens**
3 - 2025 **Aperçu du futur**
4 - 2025 **Geometries du regard et de la meta visibilité**
0 - 2026 **GAÏA : vers l'ÉCOCÈNE**
1 - 2026 **La Maison pour la Paix**
2 - 2026 **Fragilité et urgences territoriales, la côte du Vésuve**
3 - 2026 **Habiter la paix**

la collection du CB

- | | |
|---|---|
| <p>1. MEMOIRE EN MOUVEMENT par L.de Rosa, C.Younès, O.Cinqualbre, P.Fouquey, L.Kroll, M.Pica Ciamarra, G.Puglisi, M.Nicoletti, A.Schimmerling</p> <p>2. MULTIVERSES parcours possibles, entre espaces et sons par Francesca Fiotti</p> <p>3. DU SON, DU BRUIT ET DU SILENCE par Attila Batar</p> <p>4. L'ARCHITECTURE DURABLE COMME PROJECT par Bruno Vellut</p> <p>5. POLYCHROMIES par Riccardo Dalisi</p> <p>6. LE SONGE D'UN JOUR D'ETE par Georges Edery</p> <p>7. DIFFERENCE / DIFFERER / DIFFERENCE par Patrizia Bottaro</p> <p>8. CIVILISER L'URBAIN par Massimo Pica Ciamarra</p> | <p>9. PORTRAITS DE PLACES À PARIS par Attila Batar</p> <p>10. LUNAR FACTORY édité par Gennaro Russo - Centre for Near Space. (avec des auteurs différents)</p> <p>11. POÉTIQUE DU FRAGMENT et CONVERSION ÉCOLOGIQUE par Massimo Pica Ciamarra</p> <p>12. INVISIBLE ARCHITECTURE par Attila Batar</p> <p>13. project de CODE EUROPÉEN DE CONCEPTION visant la qualité des cadres de vie
série d'annexes 2025 BRECHES dans les mystères de la qualité
1. Des qualités convergentes / 2. Introduction au débat / a. Monsieur le Maire : la qualité dans la ville</p> <p>14. GAÏA vers l'ÉCOCÈNE Ouvrage collectif</p> |
|---|---|



<http://portaildocumentaire.citechaillot.fr>
1,Place du Trocadéro et du 11 Novembre - 75116 Paris, France

L'Assemblée des Amis du Carré Bleu, octobre 2014, a décidé

- de ne plus faire paraître la revue sur papier
- de diffuser le Carré Bleu seulement par Internet

toute la collection du CB de 1958 numérisée
disponible gratuitement www.lecarrebleu.eu

